

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

*Conférence Internationale
sur les Kurdes*

(LES 14 ET 15 OCTOBRE 1989)
Numéro spécial 75 FF

Bulletin de liaison et d'information

N° Spécial

Février 1990

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : (France) 25 FF, (Etranger): 30 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 240 FF, (Etranger) 265 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

numéro de la Commission Paritaire: 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél.: (1) 48 24 64 64 - Fax : (1) 47 70 99 04

La Conférence Internationale "Les Kurdes : identité culturelle et droits de l'homme" qui s'est tenue les 14 et 15 octobre 1989 à Paris a donné lieu à de très nombreux articles dans la presse internationale ainsi que dans les journaux proche-orientaux et kurdes. Nous publions dans ce numéro spécial du Bulletin une sélection représentative de ces articles. Les actes de la conférence seront publiés ultérieurement dans deux éditions spéciales, anglaise et française, de notre revue d'études Studia Kurdica.

SOMMAIRE

- UN EVENEMENT IMPORTANT
- LES INTERVENANTS
- LES RESOLUTIONS
- LES REACTIONS DES ETATS
- ET CELLE DE L'OPINION
- EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

UN EVENEMENT IMPORTANT

L'Institut Kurde de Paris a organisé, avec le concours de la Fondation France-Libertés, une Conférence internationale sur le thème "Les Kurdes : identité culturelle et droits de l'homme" au Centre de conférences internationales. 240 personnalités et 85 journalistes venus de 32 pays de l'Europe de l'Ouest et de l'Est, des Etats-Unis, du Proche Orient, d'Afrique du Nord, d'Asie et d'Australie ont participé à ces deux journées destinées à faire le point sur le sort du peuple kurde et à réfléchir en commun aux moyens de sensibiliser davantage l'opinion publique internationale à cette question.

Parmi les personnalités présentes : Mmes Danielle MITTERRAND, Elena BONNER, Ann CLWYD, parlementaire britannique, membre du Shadow Cabinet travailliste, Georgina DUFOIX, ancien ministre des affaires sociales et Jery LABER, directrice de Helsinki Watch, Mrs Bernard KOUCHNER, Secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, Hocine AIT-AHMED, ancien ministre algérien, Lord AVEBURY, président du Parliamentary Human Rights Group britannique, Claiborne PELL, président de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat américain, Peter GALBRAITH membre de cette même commission, William

EAGLETON, ambassadeur des Etats-Unis, Thomas HAMMERBARG, ancien secrétaire général d'Amnesty International et président de Save The Children, les professeurs René-Jean DUPUY, Collège de France, Alexandre MINKOWSKI, Maxime RODINSON ainsi que de nombreux écrivains, universitaires, parlementaires, représentants des organisations de défense des droits de l'homme. (cf. annexe 1 liste des participants). L'ancien chancelier autrichien Bruno KREISKY et l'académicien soviétique André SAKHAROV qui, pour des raisons de santé, n'ont pu se rendre à Paris, ont adressé des messages de solidarité. Madame Catherine LALUMIERE, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, et Mrs Willy BRANDT, Edward KENNEDY, Giovanni SPADOLINI, Président du Sénat italien, ont également envoyé des messages de sympathie à la Conférence.

Côté kurde, outre les personnalités indépendantes, toutes les formations politiques du Kurdistan et les principales organisations de la diaspora étaient représentées la plupart du temps, au plus haut niveau. (cf. annexe 1 liste des participants). Bravant l'interdiction formelle de se rendre à Paris qui leur avait été signifiée par leur parti, 8 parlementaires kurdes de

Turquie sont venus assister à la Conférence et l'un d'eux, Ibrahim AKSOY, député de Malatya, a présenté la situation actuelle des Kurdes en Turquie. De même, pour la première fois, l'URSS a autorisé une délégation des Kurdes soviétiques, conduite par l'académicien Nadir NADIROV, à prendre part à une réunion pan-kurde.

Le fait de réunir dans la même salle autant de personnalités étrangères et kurdes d'horizons politiques et culturels si divers constituait en soi un événement très important. De mémoire de Kurde, on n'avait jamais rassemblé des dirigeants politiques et des intellectuels provenant de toutes les parties du Kurdistan pour débattre d'une question. Pour nombre de Kurdes et d'observateurs, l'essentiel était là : par delà les clivages et divergences, les Kurdes étaient capables de se rassembler pour discuter des problèmes qui les concernaient tous : défense des droits de l'homme et de leur identité culturelle menacée. La présence de nombreuses personnalités étrangères montrait qu'on était en train de briser enfin le mur du silence qui depuis des décennies entoure le drame kurde, que le moment était venu de sortir la question kurde du ghetto proche-oriental et de l'internationaliser.

LES INTERVENANTS

En raison de la diversité des problèmes abordés et du nombre élevé d'intervenants et de témoins, le programme de la Conférence était fort chargé. La première matinée, présidée par Lord AVEBURY était conçue comme une introduction générale à l'histoire et à la culture des Kurdes. Après l'allocution d'ouverture du Dr. Bernard KOUCHNER et la lecture par Mme Elena BONNER du message d'Andréi SAKHAROV dans lequel celui-ci se déclarait "très préoccupé par le destin du peuple kurde, par ses souffrances et par ses victimes" et appelait l'Assemblée Générale des Nations-Unies à débattre de ce problème, le professeur Maxime RODINSON a décrit les notions de nation et minorité en terre d'Islam. Puis M. Kendal NEZAN a présenté un "aperçu de l'histoire des Kurdes : des Mèdes au partage du Kurdistan", Mme Joyce de WANGEN, la langue et littérature kurdes et enfin, lecture a été donnée de la communication du kurdo-logue néerlandais Martin van BRUINEN sur "la société traditionnelle kurde et l'Etat".

Après le déjeuner offert par la Fondation France-Libertés dans le restaurant de l'UNESCO, la séance de l'après-midi, consacrée à la situation actuelle des Kurdes, a commencé sous la présidence de Mme Danielle MITTERRAND. Dans une allocution brève et

émouvante, celle-ci a expliqué les raisons pour lesquelles elle avait accepté de patronner cette conférence et les difficultés multiples qu'elle avait rencontrées pour son organisation (cf. plus loin le texte de cette intervention). Premier témoin de cette séance, M. Ibrahim AKSOY, député de Malatya, déjà temporairement exclu du Parti social-démocrate turc (S.H.P.) pour avoir devant le Parlement européen demandé des droits culturels pour les Kurdes de Turquie, a longuement exposé "le sort des 15 à 17 millions de Kurdes en Turquie". Etayant son exposé de nombreux faits précis et de documents officiels, M. AKSOY a dénoncé la sainte-alliance de l'establishment politique turc, de l'armée, des médias et de l'université pour étouffer en commun la voix du peuple kurde si durement opprimé. Intervenant à la place du Dr. A. R. GHASSEMLOU, secrétaire général du P.D.K. iranien assassiné en juillet 1989 à Vienne par des agents iraniens, et à qui la Conférence a rendu un vibrant hommage, Mme Hélène GHASSEMLOU a évoqué la situation des 8 millions de Kurdes en Iran. Puis le Dr. Mahmoud OTHMAN, a fait un exposé quasi clinique de la tragédie des Kurdes en Irak : destruction de tous les villages, déportation massive de la population, exécutions sommaires, etc L'historien kurde Ismet CHERIFF VANLY a présenté la situation des Kurdes

en Syrie et au Liban. Puis l'académicien kurde soviétique Nadir NADIROV a témoigné, dans un kurde impeccable, de la dispersion et de la longue errance des "quelques 800 000, peut-être un million de Kurdes éparpillés par STALINE dans 9 républiques soviétiques". Il a évoqué les efforts déployés au cours des deux dernières années pour "trouver un foyer national à la population kurde prise aujourd'hui dans le feu croisé des affrontements ethniques". Derniers intervenants de la journée, Me. Mehmet Ali ASLAN, avocat et publiciste kurde, auteur d'un ouvrage sur les réfugiés kurdes irakiens, et M. RASHID, réfugié kurde irakien récemment accueilli en France, ont parlé de la situation des 34 000 Kurdes irakiens rescapés de la guerre chimique, parqués dans des camps entourés de barbelés en Turquie.

Après un cocktail offert au Centre des Conférences, les participants qui ne l'avaient pas encore vu sont allés assister à la projection du film "YOL" de Yilmaz Güney.

La matinée du dimanche 15 octobre, présidée par le Dr. Bernard KOUCHNER, était consacrée aux témoignages sur la situation des Kurdes. Au nom de la Fédération internationale des droits de l'homme, son secrétaire général Patrick BAUDOUIN a fait part des constatations de son organisation au cours des diverses missions effectuées sur le terrain. L'ambassadeur William EAGLETON, auteur de deux monographies importantes sur les Kurdes, a surtout parlé du Kurdistan de jadis qu'il avait connu et qui n'était pas encore si largement dévasté. Puis trois témoins, M. Peter GALBRAITH, de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat américain, qui avait effectué une mission au Kurdistan d'Irak et une autre à la frontière turco-irakienne auprès des réfugiés, le professeur HEINDRYX, spécialiste des armes chimiques qui avait examiné les gazés kurdes irakiens et le journaliste britannique GWYNNE Roberts, auteur d'une récente enquête sur le terrain, ont apporté leur témoignages bouleversants sur le martyre des Kurdes en Irak. Prenant la parole à leur suite, Mme Jery LABER, directrice exécutive d'Helsinki Watch Group qui avait elle-même effectué une mission d'information au Kurdistan de Turquie a vivement regretté que la tragédie kurde ne suscite pas un plus grand mouvement d'opinion.

Dans la deuxième partie de la matinée des personnalités, arabes, kurdes, persanes et turques ont témoigné de divers aspects de l'oppression des Kurdes et des relations de ceux-ci avec leurs voisins. "Nous sommes tous des Médés, tous des Kurdes" a déclaré d'emblée M. Hocine Ait AHMED, l'une des figures les plus marquantes de la guerre d'indépendance algérienne. Evoquant le sort des minorités nationales, culturelles, linguistiques et politiques dans les pays musulmans, et plus généralement dans les pays du Tiers-Monde, l'ancien ministre algérien a souligné que

seule une remise en question des systèmes répressifs actuels et une profonde démocratisation des structures de ces Etats pourraient permettre le règlement pacifique de ces problèmes et conflits. Opinion également partagée par M. Sélim FAKHRI, personnalité irakienne et Me Karim LAHIDJI, président de la Ligue iranienne des Droits de l'Homme. De son côté, le Dr. Habib BULUS, représentant de l'Union des écrivains arabes en Israël a établi un parallèle entre le sort des Palestiniens et celui des Kurdes et exprimé sa sympathie pour le peuple kurde persécuté par certains régimes arabes.

En raison de la richesse des témoignages et d'un incident créé par la demande d'une délégation irakienne de venir prendre la parole devant la Conférence, les derniers témoins de la matinée n'ont pu s'exprimer qu'en début de la séance de l'après-midi présidée par Mme Georgina DUFOIX.

L'intellectuel turc de renom Server TANILLI, professeur à l'université de Strasbourg, a illustré son propos sur l'absence de liberté en Turquie par l'exemple de l'interdiction de son dernier livre sur la démocratie en raison d'un chapitre consacré aux Kurdes. Me Kemal BURKAY, juriste, et dirigeant politique kurde, a fait une intervention fort documentée sur les dispositions du système juridique turc réprimant les Kurdes tandis que M. AKBABA exposait l'univers inhumain des prisons turques et le combat pour la dignité qu'y mènent les militants kurdes. De son côté, M. Hassan CHARAFI, dirigeant politique kurde d'Iran a relaté les efforts déployés au cours des 10 dernières années par les Kurdes d'Iran pour trouver une solution pratique à leur revendication d'autonomie.

Ces témoignages sur la situation des droits de l'homme au Kurdistan conduisaient à une question présente dans tous les esprits : les Etats peuvent-ils sous prétexte de souveraineté, martyriser ainsi sans impunité des millions d'êtres humains ? Le sacro-saint principe de non ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat dédouane-t-il la Communauté internationale de toute responsabilité ? C'est sur ce thème, "Les Kurdes et le Droit international" qu'est intervenu le grand spécialiste français René Jean DUPUY, professeur au Collège de France. Lui répondant en écho le sénateur américain Clairborne PELL, président de la Commission des Affaires Etrangères du Sénat, a expliqué comment il avait été conduit à prendre connaissance du drame kurde et les difficultés énormes que rencontre toute action en faveur des Kurdes en raisons d'intérêts puissants en jeu. De ce fait, a-t-il conclu, "la question kurde reste toujours en bas de l'ordre du jour des instances internationales alors qu'elle devrait figurer tout à fait en tête de notre agenda". Puis, M. Thomas HAMMARBARG qui fut pendant de longues années secrétaire général d'Amnesty International, a parlé en praticien chevronné des institutions internationales des difficultés d'y invoquer et faire

avancer le problème kurde. Difficultés dues aux pressions des Etats concernés et aussi à l'inaccessibilité des provinces kurdes aux missions d'enquête des organisations de défense de droits de l'homme. Il a ensuite formulé des propositions concrètes pour une meilleure efficacité dans ce difficile et indispensable travail auprès des institutions internationales et annoncé que le Comité suédois pour la défense des droits de l'homme qu'il préside se portait candidat pour organiser en 1990 une Conférence internationale sur les Kurdes, qui sera la suite de la Conférence de Paris. Proposition immédiatement adoptée. Lord AVEBURY a repris la parole pour annoncer qu'à son retour il allait consulter ses collègues du Parliamentary Human

Right Group sur les possibilités de prendre des initiatives sur la question kurde au Parlement britannique et de coordonner leur action avec celle des parlementaires des autres pays soucieux de la défense des droits de l'homme au Kurdistan. La mission de coordination de cette action a été confiée à la Fondation France-Libertés de Mme MITTERRAND.

Au terme de ces deux journées riches en informations, émotions et débats, la Conférence a adopté les résolutions ci-dessous. Ensuite tous les participants ont été conviés à un dîner de clôture à l'hôtel Lutétia en présence de Mme MITTERRAND.

LES RESOLUTIONS

La Conférence internationale "Les Kurdes: Droits de l'Homme et identité culturelle", réunie à Paris les 14 et 15 octobre 1989 à l'initiative de France-Libertés et de l'Institut Kurde, à l'issue de ses travaux;

- considérant que les Kurdes, peuple réparti entre plusieurs pays, connaissent un sort tragique du seul fait de leur volonté de maintenir leur identité culturelle et de défendre leurs droits politiques et démocratiques légitimes à l'intérieur de chacun des pays où ils vivent,
déclare

- qu'elle souhaite prolonger ses travaux par la constitution d'une mission permanente chargée de la défense des Droits de l'Homme dans les pays au sein desquels vit le peuple kurde, mission ouverte aux parlementaires de tous les pays démocratiques et confiée à France-Libertés le soin d'agir en ce sens;

- qu'elle souhaite que des représentants du peuple kurde soient invités à s'adresser au Parlement européen, au Conseil de l'Europe et à toutes les grandes instances internationales;

- qu'elle souhaite que les législations nationales interdisent la fabrication d'armes chimiques et souhaite également que les gouvernements appuient un accord international pour imposer des sanctions économiques et diplomatiques aux pays qui feraient usage d'armes chimiques ou biologiques en violation des lois internationales;

- recommande instamment la constitution d'une organisation représentative de l'ensemble du peuple kurde dans le but d'obtenir un statut

d'observateur à l'Assemblée Générale des Nations Unies et de toutes les grandes instances internationales;

- demande, à l'initiative du Professeur Sakharov, au Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, en tant que garant de la paix internationale, de réunir une session spéciale de l'Assemblée générale sur la question kurde;

- attire l'attention sur la situation dramatique de la population kurde réfugiée, insiste pour que les pourparlers avec le H.C.R. soient repris de toute urgence afin qu'un soutien actif et efficace, prenant en compte les aspirations et les souhaits de cette population, soit apporté et notamment une assistance humanitaire; une session spéciale du H.C.R. pourrait être consacrée à ce problème;

- condamne le sort qui a été réservé aux populations kurdes déplacées et demande aux Etats concernés de respecter les principes pertinents du Droit International, y compris, si elles la sollicitent, une assistance humanitaire;

- réclame, à cette fin, que soit appliqué le libre accès aux victimes, en faveur des organisations intergouvernementales et non-gouvernementales, agissant de manière impartiale et neutre, conformément à la résolution 43/131 du 8 décembre 1988 de l'Assemblée de l'O.N.U.

La Conférence annonce qu'elle souhaite se réunir à nouveau à Stockholm avant juillet 1990 sous l'égide du comité suédois pour les droits de l'homme au Kurdistan.

UNE RESOLUTION SPECIALE de la Conférence Internationale de Paris

Conférence Internationale :
«*Les Kurdes, droits de l'Homme
et l'Identité Culturelle*»

Paris, 14 octobre 1989

Trois mois après l'assassinat à Vienne, le 13 juillet 1989, de trois personnalités kurdes, le Dr. Abdul Rahman Ghassemlou, secrétaire général du P.D.K.I., de M. Abdullah Ghaderi, représentant de ce parti en Europe, et du Dr. Fadil Rassoul, l'enquête menée par les autorités autrichiennes semble n'avoir à ce jour donné aucun résultat, comme si, aujourd'hui encore, on continuait de croire que les auteurs de crime étaient inconnus pour tout le monde.

Des pièces essentielles, tels le rapport d'autopsie ou l'expertise balistique n'ont toujours pas, officiellement au moins, été versées au dossier, interdisant du même coup d'établir avec certitude les conditions dans lesquelles les trois personnalités kurdes ont été assassinées à l'issue d'une réunion avec trois émissaires iraniens.

L'un des ces émissaires a disparu le soir du crime, un autre a pu quitter librement l'Autriche au bénéfice d'une immunité diplomatique dont les autorités autrichiennes disent elles-mêmes qu'elle ne pouvait être invoquée dans ces circonstances. Le troisième membre de cette "délégation" iranienne est officiellement réfugié dans son ambassade à Vienne sous le coup d'une inculpation dérisoire.

Nous ne pouvons accepter un état de fait qui, s'il se prolongeait, signifierait ni plus ni moins que le crime de Vienne restera pour toujours impuni. Non seulement pour le respect de la mémoire de nos amis, mais aussi dans un souci d'équité et de justice, nous ne pouvons pas croire qu'un pays démocratique puisse, au nom d'une quelconque raison d'Etat, bafouer son propre droit et ses valeurs qui sont le droit et les valeurs de toutes les nations démocratiques.

C'est pourquoi, nous adjurons de toutes nos forces les autorités autrichiennes à mettre en œuvre tous les moyens d'un Etat de droit pour que la lumière soit faite sur le crime du 13 juillet et ses auteurs identifiés et poursuivis. Nous demandons que les résultats de l'enquête soient rendus publics et que la justice autrichienne puisse sans entrave poursuivre son travail et prononcer les inculpations des assassins et de leurs complices.

LES REACTIONS DES ETATS

La Conférence internationale sur les Kurdes s'est tenue en pleine année du bicentenaire de la Révolution Française et de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et dans une période où la France assumait la présidence de la Communauté économique européenne. Le choix de ce moment symbolique et surtout le haut patronnage de Mme MITTERRAND et la participation à la Conférence de hautes personnalités françaises, dont un ministre en exercice, Mr. Bernard KOUCHNER, a été perçu par beaucoup de Kurdes et d'observateurs comme un geste de sympathie et de solidarité du gouvernement socialiste français envers ces "oubliés de l'histoire" et "exclus de la Communauté internationale" que sont devenus les 25 millions de Kurdes du Proche-Orient.

Les Etats qui se partagent le pays kurde et qui se sentaient mis en accusation ont multiplié toutes sortes de

pressions auprès de Paris pour sinon interdire la tenue de la Conférence, du moins obtenir que les personnalités françaises proches du pouvoir n'y participent pas.

Dès avril 1989, la Turquie a fait donner sa presse gouvernementale pour accuser la France d'encourager "les agissements séparatistes" et de "déstabiliser un pays allié". Elle a également mobilisé sa diplomatie pour empêcher la tenue de la Conférence. L'Iran, autre pays concerné par l'oppression des Kurdes, a pris le parti de considérer le geste de Paris comme un "élément supplémentaire dans l'action hostile du Petit Satan envers la République islamique". De fait, en raison de mauvaises relations entre les deux pays Téhéran n'avait guère de moyens d'agir.

Ce ne fut pas le cas de l'Irak qui, se considérant comme l'allié privilégié de la France au Proche-Orient s'est

livré jusqu'au dernier moment à un activisme zélé tous azimuts pour obtenir l'annulation de la conférence. A cette fin Bagdad a mobilisé son puissant lobby français et ses alliés du monde arabe comme si une réunion sur les droits de l'homme allait déstabiliser le monde arabe ou "salir la réputation des Arabes". Devant l'échec de son entreprise, le gouvernement irakien a déployé ses vastes moyens de propagande pour convaincre l'opinion publique que tout allait pour le mieux pour les Kurdes d'Irak. A l'occasion des "élections au Parlement régional kurde" fantôme, il a fait venir par charters entiers des journalistes de la presse internationale pour leur montrer que les Kurdes étaient bien traités en Irak. (cf. le numéro de septembre du Bulletin). Seulement même une visite brève et extrêmement encadrée ne pouvait empêcher les observateurs honnêtes et sensibles à se rendre compte de l'ampleur de la dévastation du Kurdistan irakien. De ce fait, dans l'ensemble, les articles de presse publiés à

la suite de cette coûteuse opération de publicité ont été défavorables, voire accablants pour l'Irak. Ce dernier a alors dépêché à Paris, une semaine avant la conférence, une délégation "d'élus kurdes" au service du régime pour tenter de mener une campagne de presse en France et aussi de les faire intervenir dans la conférence. Cette tentative a également fait long feu.

L'agitation fébrile des autorités irakiennes à l'occasion de cette conférence a été à la mesure de leurs violations massives des droits de l'homme dont elles craignaient la dénonciation publique. Après avoir réduit au silence la population, ce régime dictatorial prétend étouffer même à l'étranger la voix de ses victimes. Dépit de n'y être pas parvenu malgré la vaste panoplie de moyens déployés, il a alors mobilisé les médias arabes à son service pour qualifier la conférence kurde de "nouveau complot du sionisme et d'impérialisme contre la nation arabe" !

LA REACTION DE L'OPINION PUBLIQUE

La Conférence de Paris a bénéficié d'une large couverture médiatique. Outre la presse du pays hôte, la France, et celles des principaux pays concernés (Turquie, Iran, Irak et Syrie), des journaux britanniques, américains, italiens, espagnols, polonais, soviétiques, australiens, indiens, japonais, etc ... y ont consacré des articles. Après l'émission d'une heure de Frédéric MITTERAND sur les Kurdes diffusée le 15 septembre sur Antenne 2, les télévisions françaises, dans leurs bulletins d'informations, ont également évoqué la tenue de cette conférence. Les grandes agences internationales comme AFP et Reuter, les radios d'audience internationale comme la B.B.C., la Voix de l'Amérique, R.F.I., R.M.C. ont diffusé des informations sur les événements de ces deux journées. (Le volume de cette revue de presse dépasse les 400 pages. Pour des raisons pratiques nous sommes obligés de nous en tenir dans ce numéro spécial à une sélection représentative de ces articles).

Première concernée, l'opinion kurde a réagi avec beaucoup d'espoir. De très nombreuses lettres ont été envoyées de toutes les parties du Kurdistan, souvent du fin fond des prisons, pour féliciter et remercier l'Institut de cette initiative de sensibilisation de l'opinion et d'internationalisation de la question kurde. En Irak, Iran et Syrie les milieux de l'opposition démocratique ont réagi très favorablement. La présence d'une forte délégation égyptienne, des intellectuels palestiniens, algériens, libanais et tunisiens témoignaient de l'intérêt de l'intelligentsia arabe progressiste au sort du peuple kurde.

C'est surtout en Turquie que la Conférence de Paris a divisé l'opinion. Les milieux nationalistes et kémalistes traditionnels n'ont voulu y voir qu'une nouvelle action d'envergure hostile à la Turquie et ont abondamment joué sur les cordes de la "patrie en danger" et du complexe turc d'être "les mal-aimés et incompris de l'Europe" ! Les intellectuels démocrates ont dans l'ensemble réagi favorablement, certains allant jusqu'à regretter publiquement qu'une telle conférence ne puisse pas se réunir en Turquie même. D'autres, par crainte de poursuites judiciaires, n'ont pu concrétiser leur sympathie en allant jusqu'à participer à la conférence. Cette question de participation a d'ailleurs divisé les rangs du SHP, principale formation de l'opposition sociale-démocrate turque. Tous les chefs des partis représentés au Parlement turc ainsi qu'une cinquantaine de députés avaient été invités à assister à la conférence. Dans un premier temps, M. INONU, leader du SHP, avait annoncé qu'il autoriserait un groupe de députés de son parti à se rendre à Paris. Puis, à la suite d'on ne sait quelles pressions (de l'armée ? de l'aile chauvine du SHP ?), il s'est ravisé et a interdit, sous peine d'exclusion, aux membres de son parti d'aller à Paris. Malgré cette interdiction formelle 7 députés du SHP sont venus assister à la Conférence sans toutefois y prendre la parole. A leur retour ils ont été expulsés de leur parti. Une dizaine de députés turcs et kurdes appartenant à l'aile gauche du SHP ont démissionné de ce parti pour protester contre ce manque de tolérance et de démocratie et contre cette volonté délibérée d'étouffer tout débat sur la question kurde. Cela a déclenché une réaction en chaîne : en

quelques jours les fédérations et sections du SHP dans les provinces kurdes ont démissionné collectivement pour protester contre l'attitude anti-kurde de ce parti censé incarner les espoirs d'une alternance démocratique. A Istanbul, plus de 15 000 militants ont démissionné du SHP. Dans d'autres grandes villes turques des démissions collectives ont également eu lieu, plongeant ce parti dans la plus grave crise de son existence et ruinant ses chances d'arriver un jour au pouvoir.

Si la Conférence de Paris a servi de révélateur à la crise du SHP, celle-ci affecte en fait la gauche turque dans son ensemble. Depuis une trentaine d'années les formations de la gauche turque en prônant l'instauration d'un régime respectueux des libertés et des droits de l'homme suscitent des espoirs chez la population kurde, espoirs qu'en raison de la législation turque anti-démocratique et anti-kurde et aussi en raison de leur propre idéologie chauvine turque elles ne sont pas capables de réaliser. D'où cette succession de crises, de scissions qui caractérisent la gauche turque et qui conduisent à l'émiettement de celle-ci.

La Conférence a été également suivie avec beaucoup d'attention par les Kurdes soviétiques qui avaient dépêché à Paris une forte délégation. Dans ces communautés éparpillées à travers le territoire soviétique

et souvent négligées par le pouvoir central, la tenue dans la prestigieuse capitale française d'une conférence rassemblant tant de personnalités éminentes a été accueillie avec beaucoup de fierté et d'espoir. Espoir qu'informé de l'importance accordée par l'opinion publique internationale à la question kurde, Moscou va enfin se pencher sur l'amélioration de leur sort, en faisant droit à leur revendication d'être réunis autour d'un Foyer national kurde qui pourrait être une Région autonome du Kurdistan, comme il en a existé une de 1923 à 1929.

A l'Ouest, la tenue d'une Conférence d'information, de réflexion et de sensibilisation sur les Kurdes a été accueillie avec sympathie et intérêt, du moins par la fraction éclairée de l'opinion. Les organisations de défense des droits de l'homme, les associations humanitaires, les parlementaires, écrivains, journalistes et universitaires concernés par la défense des droits de l'homme dans cette partie du monde sont venus de plusieurs pays occidentaux pour témoigner de leur solidarité. **En raison du nombre très limité de places dans la salle de conférence nous n'avons malheureusement pas pu donner une suite favorable à la demande de toutes les personnes souhaitant venir assister à la Conférence. Nous tenons à leur exprimer une nouvelle fois nos regrets et les remercier de leur intérêt et de leur compréhension.**



Allocution d'ouverture de Madame Danielle MITTERRAND

Paris, les 14 et 15 octobre 1989

Mesdames,
Messieurs,

En ouvrant cette séance, parce qu'il m'a été fait l'honneur d'en tenir la présidence, je tiens à dire combien je suis fière.

- Fière, je le suis, parce que France-Libertés ne pouvait mieux affirmer sa raison d'être et répondre à la vocation qu'elle s'est donnée.

- Fière, dis-je, parce que ce n'est pas un hasard si depuis des années, nous sommes présents auprès de nos amis kurdes, quand ils défendent leur identité et revendiquent leur patrimoine culturel.

Ensemble, nous y sommes parvenus.

- Fière, aussi, parce que la Fondation a tenu son engagement d'organiser cette rencontre.

C'était le 10 décembre 1988, lors de la commémoration du 40ème anniversaire de la déclaration universelle des Droits de l'Homme ; France-Libertés présidait alors une commission où la parole fut donnée aux jeunes qui, demain, feront ensemble ce que sera le XXIè siècle.

Le témoignage d'une jeune fille kurde a bouleversé l'auditoir. Ses dires m'ont conduite plus tard à me rendre sur place dans les camps de réfugiés en Turquie.

Je ne m'attarderai pas ici sur cette mission. Dans quelques jours, devant une assemblée émanant du Congrès américain, je m'exprimerai sur ce voyage et ses conséquences.

- Fière, je le suis encore, parce que la France a accueilli quelques centaines de réfugiés qui actuellement s'installent dans des communes du Centre. Ils pourront s'y insérer le temps qu'il faudra. Ainsi notre

pays a pu, une fois encore, donner le sentiment et faire la preuve qu'il est une terre d'accueil.

Aujourd'hui, vous aborderez les problèmes de l'identité culturelle, du respect des Droits de l'Homme pour une population de 25 millions d'êtres.

- Oui, fière, malgré un regret, un dépit même. En effet, il y a à peine onze mois, lorsque nous annonçons l'organisation de ce colloque, les encouragements affluèrent et les propositions de soutien ne manquèrent pas.

Je suis obligée de constater, comme vous, que les défections sont importantes. En cette année où les Droits de l'Homme ont été si souvent évoqués, il était permis de penser qu'au nom de la déclaration de 1789 lue et commentée en tant de lieux, solennellement,

nous nous retrouverions ici nombreux, pour dire que "sans pause ni trêve", le combat continue pour vivre autrement, solidairement. La solidarité, oui, c'est une idée qui fait son chemin.

"Sans pause, ni trêve", France-Libertés et sa présidente parleront pour ces femmes, ces enfants parqués dans des camps, dont le seul crime est d'être Kurdes.

"Sans pause, ni trêve", je défendrai le droit de s'exprimer, le droit de se réunir, le droit de proposer. Je hais les armes et la violence parce que je suis convaincue que la force de l'homme juste est dans son pouvoir de dire, de témoigner, de convaincre et d'organiser la solidarité en réponse à la répression.

La séance est ouverte.

Message d'Andrei Sakharov

à la Conférence Internationale sur les Kurdes

Moscou, le 13 octobre 1989

Je suis très préoccupé par le destin du peuple kurde, par ses souffrances et par ses victimes. Le combat tragique du peuple kurde qui dure depuis si longtemps prend sa source dans le principe du droit à l'autodétermination des peuples et c'est pourquoi il est juste.

J'appelle les gouvernements, les organisations et les citoyens de tous les pays ainsi que les organisations internationales à tenir compte, dans leurs relations avec les pays où vivent les Kurdes, de la politique réelle que les dirigeants de ces pays mènent envers les Kurdes. Aucune manifestation de cruauté, aucune injustice nationale et sociale, aucune atteinte aux droits de l'homme et aucun génocide ne doit rester inaperçu et sans conséquences pour les pays qui l'ont permis. En particulier, on ne peut oublier que des armes chimiques ont été employées, qu'il y a eu des assassinats et des tortures d'enfants, de femmes et de personnes âgées.

Je considère que la Conférence doit s'adresser à l'Assemblée Générale des Nations-Unies pour proposer qu'elle, ainsi que ses Comités, débattent du problème kurde. Le résultat de ce débat doit être, à mon avis, une résolution de l'Assemblée Générale obligeant les États sur les territoires desquels vivent les Kurdes, à créer des régions nationales kurdes autonomes, et à octroyer au peuple kurde l'indépendance qu'il mérite dans les domaines de la politique, de l'économie, de la religion et de la culture.

Tous les actes de cruauté et toutes les illégalités commises dans le passé envers les Kurdes doivent être condamnés et des mesures interdisant leur renouvellement dans le futur doivent être prises.

Avec un profond respect et de l'espoir

Andrei Sakharov

Message de Monsieur
Edward M. Kennedy

from the office of

Senator Edward M. Kennedy
of Massachusetts

MESSAGE OF SENATOR EDWARD M. KENNEDY
THE KURDS: HUMAN RIGHTS AND CULTURAL IDENTITY
AN INTERNATIONAL CONFERENCE
PARIS, FRANCE
OCTOBER 14, 1989

I wish I could be with you today as you gather to advance the cause of human rights and cultural preservation of the Kurds.

Let me first commend one dedicated individual whose persistent efforts have made this important conference a reality -- Mrs. Danielle Mitterrand. I am confident that the Kurdish Institute of Paris will serve as a beacon of hope to the millions of Kurds around the world who seek a brighter, and just future. I share with each of you here today your abiding commitment to advance the cause of the Kurdish people. We must join together in advancing the cause of justice and respect for human rights for the Kurdish people.

The Kurds are heir to one of the oldest, richest cultures in human history. Dating back to the Medes, their culture has given birth to writers, philosophers, great musicians and poets who have enriched many nations across the earth. Yet time and time again, this priceless culture has been threatened by forces much more powerful.

Far too often throughout history, the Kurds have been treated as pawns in regional conflicts, their people have been persecuted and their culture repressed. Earlier this year, the Iraqi Government began a massive campaign to relocate by force tens of thousands of Kurds in northern Iraq to other parts of the country. Last year, thousands of Kurds died from the poison gas attacks by Iraq and thousands more had to flee to Turkey, Iran and Syria.

The Kurdish people have suffered far too much for far too long. We must rededicate ourselves to ending the suffering the Kurdish people have endured, to ensuring the respect of human rights, and to raising global awareness of their plight -- the Kurds must not be forgotten.

Allocution d'ouverture de Monsieur
Bernard KOUCHNER
Secrétaire d'Etat à l'Action Humanitaire

Mesdames et Messieurs, je sais que vous venez de 32 pays, je n'ai jamais vu, en tout cas, autant de Kurdes venus de pays différents réunis dans une même pièce pour parler de culture et de défense de droits de l'homme et j'en suis ému et je suis fier que ce soit la France qui ait, d'une certaine manière accueilli cette conférence. Mais je ne vous souhaite pas la bienvenue car c'est l'Institut Kurde de Paris qui a organisé cette rencontre et il faut le remercier avec l'aide de la Fondation France-Libertés de Mme. Danielle Mitterrand. Si je prends la parole quelques minutes et si demain plus officiellement je présiderai une des tables rondes, alors à ce moment-là je vous dirai combien je souhaite qu'il ne soit pas question ici d'attaque contre un gouvernement ou contre un autre, d'imitations dans les affaires intérieures d'un pays, mais d'espoir de défense des droits de l'homme et d'actions humanitaires. Il y a beaucoup à faire. Maintenant à titre privé, je vous dirai combien j'attendais cette réunion depuis des années, combien depuis les années 70 qu'avec Mustafa Barzani, avec tous les leaders que j'ai connus et avec Abdoul Rahman Ghassemlou, nous avons préparé cette rencontre. Cette particulière rencontre, nous en parlions il y a encore plus d'un an avec Abdoul Rahman, notre ami et nous avons même choisi le titre de ces deux jours avec lui.

En souhaitant encore une fois à titre personnel du succès à ces travaux, c'est-à-dire, du succès pour les populations kurdes, c'est-à-dire, moins de souffrance pour elles. Je me rappelle de deux phrases de Ghassemlou: l'une qui a souvent été reprise disait, "on ne parle pas assez des Kurdes parce que ils ne pratiquent pas le

terrorisme, parce qu'ils n'ont pas détourné d'avions, et parce que ils n'ont pas pris d'otages". Mais c'était non pas une façon de le regretter mais d'être fier de la pratique des Kurdes, c'était parce qu'il avait foi comme j'espère tous entre vous, en la démocratie, c'était parce qu'il était un des plus grands combattants de la démocratie, et parce que c'était cette voie qu'il avait choisie pour guider des populations kurdes. Une autre phrase disait "Vous en êtes peut-être les démentis, les populations kurdes non pas d'autres amis que leurs montagnes". Il en faudra lutter, lutter, lutter éternellement.

C'est vrai que les problèmes sont immenses, 25 millions, 5 pays, des revendications d'autonomie, des difficultés juridiques et politiques immenses, mais aujourd'hui, après bien des rencontres, bien sûr, mais cela peut-être plus que tant d'autres, marque un espoir sur le chemin de cette démocratie à laquelle aspirait mon ami Abdoul Rahman Ghassemlou pour les populations kurdes. Et je vous demande, en vous remerciant monsieur le Président, de m'avoir donné la parole et encore une fois je vous demande de faire une minute de silence à la mémoire de tous les combattants et les civiles kurdes qui sont tombés et qui sont morts dans des circonstances atroces depuis quelques années et très singulièrement à ces trois hommes qui ont été assassinés à Vienne, Abdoul Rahman Ghassemlou, Abdoullah Ghaderi et Fazil Rassoul qui représentaient tous les trois dans les diverses nationalités, l'honneur du peuple kurde. Le chemin qu'ils montraient nous allons, j'en suis sûr, l'emprunter pendant deux jours. Je vous remercie.

Parliamentary Human Rights Group



For release 10.00 Saturday 1989 October 14

Further information:

Lord Avebury 274 4617 (evening) 793 0005 (daytime)

Mary Dines (Secretary of the Group) 704 9216

Remarks by Lord Avebury, Chairman of the Parliamentary Human Rights Group, UK, chairing the opening session of an international conference on

THE KURDS: HUMAN RIGHTS AND CULTURAL IDENTITY

held at the Centre des Conferences Internationales, 4 Avenue Kleber, 75016 Paris, and sponsored by Mme Danielle Mitterand.

The theme of this conference is human rights and cultural identity. But the cultural identity of any people is determined by their political status. And all other human rights presuppose the right of self-determination; without self-determination, not only is cultural freedom denied, but many of the other rights enshrined in the UN Covenant on Civil and Political Rights are flagrantly and persistently violated.

We see that truth exemplified today in the Baltic states annexed to the Soviet Union; in Eritrea, a former colonial territory which was handed over to the new

imperialists in Addis Ababa by the UN; in Tibet, annexed by the People's Republic of China 30 years ago; in East Timor, still occupied by tens of thousands of Jakarta's troops; in Palestine, where Israeli repression fails to still the clamour for self-rule; in the Western Sahara and West Papua, both cases where the UN violated its own rules for decolonisation, and most tragically, in Kurdistan.

More than 70 years ago, President Woodrow Wilson set out his aims for the self-determination of nations in the celebrated Fourteen Points. Number twelve specifically mentioned the nationalities which were living under Ottoman rule., and in the Treaty of Sevres, an independent Kurdish state was foreshadowed.

The western nations who devised these arrangements were really more concerned to dismember the Ottoman Empire than to promote the right of self-determination for the Kurds and the Armenians. But the fact remains that they pledged their word and then dishonoured it.

This places a huge moral responsibility on the present leaders of the United States, France and Great Britain. They fought two world wars ostensibly for the maintenance of the rule of law and the preservation of human rights including particularly the right of self-determination, and they gave detailed and specific assurances to the Kurds. Today they can and do rely on the more limited formulations of the United Nations, which are concerned only with former colonies of the European powers. But is the right of a people to determine their own future to be confined to those former colonies, together with the states which had already achieved it?

We need an extension of the formulas in General Assembly resolutions 1514 and 1541 of 1960, which set out the rules for self-determination. Surely it must be wrong that a people having distinct attributes of language, culture, ethnicity and religion should be denied that right merely because they had never been part of a separate political entity. In the case of the Kurds, the emirates of the 14th to early 19th century had all those attributes, but never developed into a nation state because of their feudal relationship with the Ottomans. This was neither better nor worse than European colonialism, or the Cho-Yon link between the Mongols and Tibet. All implied the political control of one people by another, and all ought to be just as unacceptable in an era of equality.

But the Kurdish people cannot wait for the slow process of international reforms. Throughout the whole of the middle East, the Kurdish people are facing an emergency.

In Iraq, the government has embarked on a massive programme of forced relocation. Under the pretence that Kurds have to be moved from their historic territory because they could be in the path of Iranian aggression, the regime has systematically uprooted tens of thousands from their towns and villages, and compelled them to move as much as 100 kilometres away.

This policy, which aims at the destruction of the Kurds as a separate community - what Leo Kuper has termed 'ethnocide' - follows a programme of extra-judicial execution of Kurds, and the use of chemical weapons to exterminate Kurdish men, women and children. The notorious poison gas attack on Halabja, which the Iraqi government brazenly attempted to deny, was the most infamous crime in the long list of atrocities committed by the Saddam Hussain regime.

In Iran, the Kurds suffered terrible losses during the Iran-Iraq war. Many Kurdish towns such as Sanandaj were bombed heavily. It seemed until recently that following the death of the Ayatollah Khomeini, there might have been an accommodation between Kurdish leaders and the new government in Tehran. However, the murder of the General Secretary of the Kurdish Democratic Party in Iran in Vienna recently, by Iranian secret agents, shows that the Ayatollah's policy of crushing the Kurds has continued after his death.

In Turkey, as in Iraq, the authorities are trying to eradicate the Kurdish identity. Already, hundreds of thousands have been moved from their homes in Kara Maras and neighbouring areas. The army, ostensibly searching for guerrillas, force the whole of the population of a village out of their houses, beat them up, subject them to all sorts of indignities, and take the young-men away to army camps, where they are detained and invariably tortured.

Turkey has applied to join the EEC. It is, of course, absolutely unthinkable that we should admit a country which is inflicting such barbaric treatment on a defenceless minority whose only crime is to be different. In Britain last weekend a Kurdish refugee burned himself to death rather than be sent back to his Turkish persecutors, and another lies seriously ill in hospital.

I do hope that, as we consider the human rights and cultural identity of the Kurds over the next two days, we shall recognise that the very survival of the Kurds as a people is threatened. It is not a matter of just a few cases, to be carefully documented and perhaps made the subject of a presentation at the UN Human Rights Subcommission in Geneva. It is a wicked conspiracy by the leaders of several states to destroy a people, because that people aspires to the self-government we offered them and then snatched away.

Ends

ANNEXE 1

LISTE DES PARTICIPANTS

PERSONNALITES ETRANGERES

- M. ADONIS, poète, représentant de la Ligue arabe auprès de l'Unesco.
- M. AIT AHMED Hocine, ancien ministre, Algérie
- M. AKSENTIJEVIC Mirko, professeur des Sciences Politiques à l'université de Belgrade, Yougoslavie
- Mme AL-OBIED Fayza Hassan, avocate, Egypte
- M. AL-ZOUHAIRI Kamil, écrivain, ancien président de l'Union des écrivains arabes, Egypte
- M. AMIN AL-ALIM Mahmoud, écrivain, professeur de philosophie, Egypte
- Lord AVEBURY, président du Parliamentary Human Rights Group, Grande-Bretagne
- M. BETATI Mario de, doyen de la faculté de droit de l'Université de Paris XI, France
- Mme BLAU de WANGEN Joyce, professeur de langue kurde, France
- M. BLUM Michel, président du Comité spécial des organisations non gouvernementales auprès des Nations Unies, France
- M. BOEV, directeur de l'Institut des Etudes Orientales à l'Académie des Sciences, Bulgarie
- M. BOLDRINI, sénateur, président de l'association des partisans, Italie
- M. BONNOT Michel, docteur, directeur de la Cellule d'urgence au Ministère des Affaires Etrangères, France
- M. BULUS Habib, docteur, responsable de l'Union des écrivains arabes, Israël
- Mme Ann BURLEY, chef de la Section Europe d'Amnesty International, Grande-Bretagne
- Mme CASABIANCA Chantal, porte-parole d'Amnesty International, France
- M. CHENAL Alain, responsable du parti socialiste pour le Moyen-Orient, France
- Mme CLWYD Ann, parlementaire, membre du Shadow Cabinet du labour party, Grande-Bretagne
- Mme CONNORS Jane, professeur de droit à School of Oriental and African Studies, Grande-Bretagne
- M. CORBYN Jeremy, parlementaire, Grande-Bretagne
- M. DAFTARI Metin, président du Front national démocratique, Iran
- M. DOPFFER François, directeur d'OFFRA, France
- M. DOUEB Raphaël, secrétaire général de la Fondation France-Libertés, France
- Mme DUFOIX Georgina, ancien ministre des affaires sociales, France
- M. DUPUY René-Jean, professeur de droit international au Collège de France
- Mme DUPUY Lydie, commissaire français des droits de l'homme auprès du Conseil de l'Europe
- M. EAGLETON William, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Bagdad et à Damas
- M. FAKHRI Selim, ancien ministre, Irak
- Mme FUGIER Françoise, chargée de mission à la Présidence de la République, France
- M. GALBRAITH Peter, membre du Comité des relations extérieures du Sénat américain
- Mme GALETTI Mirella, orientaliste et kurdologue, Italie
- M. GALLMETZER Hartman, docteur, président du Volkspartei de Tyrol du Sud, Italie
- M. GASRATIAN, professeur, ancien directeur de la section kurde de l'Institut d'orientalisme de l'Académie des Sciences de l'Union Soviétique
- Mme GEORGE Susan, écrivain, chercheur à l'Institute for Policy Studies, U.S.A.
- Mme GHASSEMLOU Eléna, France
- M. GILBERT D, parlementaire, Grande-Bretagne
- Mme GJÖRUP Fanny, The Danish Helsinki Committee, Danemark
- Mme GRAHAM Helga, journaliste, Grande-Bretagne
- M. GÜRSOY Gencay, professeur, Turquie
- Mme GÜNEY Fatos, Turquie
- M. HAMMERBARG Thomas, ancien président d'Amnesty International, président de Save the Children, Suède
- M. HEYNDRICKS Aubin, professeur, directeur du Laboratoire de toxicologie à l'Université de Gent, Belgique
- M. KREYENBROEK Philip, professeur de kurde à Scholl of Oriental and African Studies, Grande-Bretagne
- Mme LABER Jery, directrice de Helsinki Watch, U.S.A.
- Mme LAIZER Sheri, écrivain, Nouvelle-Zélande

Mme LAMOUCHE Anne, secrétariat particulier de
Mme. Mitterrand
Mme LARSEN Wencke, Norvège

M. LAZAREV, professeur, directeur de la section kurde de
l'Institut orientaliste de l'Académie des Sciences, Union
Soviétique

Mme LEATHERBY Janet, Refugee Studies Program, Grande-
Bretagne

M. LINDEPERG Gérard, parlementaire, secrétaire national
du parti socialiste pour les droits de l'homme et les libertés,
France

M. LUDINGTON Nick, journaliste, Chypre

M. MATARASSO Léo, président de la Ligue internationale
pour les droits et la libération des peuples, membre du
Tribunal Russell, France

Mme MINCES Juliette, écrivain, France

M. MINKOWSKI Alexandre, professeur, France

Mme Danielle MITTERRAND

M. MÖNCH Roland, professeur, R.F.A.

M. ÖNEN Yavuz, Association des droits de l'homme, Tur-
quie

M. PELL Clairborne, sénateur, président du Comité des rela-
tions extérieures du Sénat américain

M. PHILIPS John, parlementaire, Grande-Bretagne

M. PILZ Peter, docteur, parlementaire, Autriche

Mme PRUNHUBER Carole, écrivain et journaliste,
Vénézuéla

M. PUNON Rafael, journaliste, Espagne

Mme RASSOUL Susana, docteur, Autriche

M. ROBERTS Gwynne, écrivain, Grande-Bretagne

M. RODINSON Maxime, professeur à la Sorbonne, France

M. SCHWARTZ Laurent, professeur à l'École polytechnique,
président du Conseil supérieur des universités, France

M. TAHIRI Ahmed, écrivain, Iran

M. TANILLI Server, professeur, France

M. TARABULSI Fawaz, écrivain, Liban

Mme TAVIANI Henriette, présidente de France Terre
d'Asile

Mme TEUVER Charlotte, professeur, Autriche

Mme ZAZA Gilberte, écrivain, Suisse

M. ZUBAIDA Sami, professeur de sociologie à l'université
de Londres, Grande-Bretagne

PERSONNALITES KURDES

M. ABDULRAHMAN Samî, secrétaire général du Parti
démocratique populaire du Kurdistan d'Irak

M. AHMED Ibrahim, ancien secrétaire général du PDK-Irak

M. AKSOY İbrahim, parlementaire, Turquie

M. ALEMDAR Cemal, Grande Bretagne

M. ALINAK Mahmut, parlementaire, Turquie

M. ARDELAN Yousif, (ancien représentant du Komele),
Kurdistan d'Iran

M. ASLAN M. Ali, avocat, Turquie

M. ATEŞ İsmet, avocat, Turquie

M. ATTAR Dara, Grande Bretagne

Mme AVDALÎ Aza, journaliste, Géorgie, Union Soviétique

M. BAKER Şahin, écrivain et journaliste, Australie

M. BAKSI Mahmut, écrivain et journaliste, Suède

M. BEDREDÎN Salah, secrétaire général du PDK-Syrie de
gauche

M. BEKAS Şêrko, poète, Suède

M. BUCAK Sertaç, ingénieur, R.F.A.

Mme BUCAK Yayla, enseignante, R.F.A.

M. BURKAY Kemal, avocat, secrétaire général du Parti so-
cialiste du Kurdistan de Turquie

M. CHARAFI Hesên, membre du B.P. du PDK-Iran

M. DICLE Serhad, secrétaire général du Parti Pêşeng (Kur-
distan de Turquie)

M. DIZAYEE Mohsen, représentant personnel de M. Barzani

M. EKMEN Adnan, parlementaire, Turquie

M. ERDEM Huseyin, président du PEN Club kurde, R.F.A.

M. EREN Mehmet Ali, parlementaire, Turquie

M. GÜÇLÜ Ibrahim, Suède

Mme GÜÇLÜ Nilüfer, avocate, Suède

M. HEJAR, poète, Iran

Dr. HUSSEIN Fuad, Hollande

- M. İZOLÎ Keya, président de la Fédération des Kurdes en Suède
- Mme JAMIL Perwîn, présidente de l'Institut Kurde de Bruxelles, Belgique
- Dr. KARIM Necmedîn, U.S.A.
- Dr. KHAILAN Asad, président du Congrès national kurde d'Amérique du Nord, U.S.A.
- M. KHALIQI Mazhar, président du Centre culturel kurde, Grande Bretagne
- M. MAMEND Rassoul, secrétaire général du P.S. du Kurdistan d'Irak
- M. MAJEED Jafar, Suède
- M. MUFTI Adnan, membre du Bureau politique du Parti Socialiste du Kurdistan d'Irak
- Professeur NADIROV Nadir, membre de l'Académie des Sciences, Kazakhstan
- Dr. NADIROVA Helîma, Kazakhstan
- Dr. OTHMAN Mahmud, dirigeant du Parti Socialiste d'Irak, Syrie
- M. ÖNAL Ismail Hakki, parlementaire, Turquie
- M. PIROT Ibrahim, représentant du PDK-Iran, Autriche
- Dr. QAZZAZ Shafiq, Grande-Bretagne
- M. RESUL Beşir, chercheur à l'Institut d'Orientalisme, Union Soviétique
- M. REŞO Hemreş, poète et journaliste, Allemagne Fédérale
- M. SERHAD Medet, avocat, Turquie
- M. SHAFFIE Mozaffer, coordinateur du Centre Culturel kurde, Grande-Bretagne
- M. SÖNMEZ Kenan, parlementaire, Turquie
- M. SÜMER Salih, parlementaire, Turquie
- M. TALABANI Celal, secrétaire général de l'Union Patriotique du Kurdistan d'Irak
- Mme TALOYAN Marîna, universitaire, Georgie
- M. TEIMOURIAN Hazhir, journaliste, Grande-Bretagne
- M. TURK Ahmet, parlementaire, Turquie
- M. UZUN Mehmet, écrivain, Suède
- M. VANLI İsmet Şerif, historien, Suisse
- M. ZILAN Reşo, linguiste, Suède

REVUE DE PRESSE CONFERENCE DE PARIS

- TURQUIE-FRANCE-KURDES. Le chef de l'opposition interdit toute participation à une conférence sur les Kurdes à Paris. (A.F.P. 5.10.89) p.1.
- CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'IDENTITE KURDE les 14 et 15 octobre à Paris. (A.F.P. 6.10.89) p.2.
- UNE CONFERENCE à PARIS SUR LES KURDES. Dirigeants et intellectuels kurdes rencontreront des représentants d'organisations humanitaires et des personnalités connues pour leur engagement en faveur des Droits de l'homme. (Libération 12.10.89) p.3.
- KURDES EN DÉTRESSE. (Polits le citoyen 5.10.89) p.4.
- UNE CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'IDENTITE KURDE. (L'Indépendant 8.10.89) p.4.
- KURDES : le dossier de l'identité. (Centre Presse 14.10.89) p.4.
- KURDES: "LE TORT DE NE PAS ÊTRE TERRORISTES", par Marc Kravetz. "Les Kurdes ont trop d'adversaires bien placés et pas assez d'amis, ne sollicitant l'attention ni des tiers-mondistes impénitents ni des croisés de l'Occident. Pourtant, les 25 millions de Kurdes sont bien menacés d'une sorte d'ethnocide, sanglant en Irak et en Iran, insidieux en Turquie. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes et peut-être aussi sur nous. (Libération 13.10.89) p.5.
- PREMIERE CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'IDENTITE KURDE" ce week-end à Paris. (A.F.P. 13.10.89) p.7.
- LA PREMIERE CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LES KURDES s'ouvre à Paris. (Reuter, 14.10.89) p. 7.
- LA CONFERENCE SUR LES KURDES critique les Etats violant les droits du peuple kurde. (A.F.P. 14.10.89) p. 8
- OUVERTURE A PARIS de la première conférence internationale sur l'identité kurde". (A.F.P. 14.10.89) p.9.
- CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'IDENTITE KURDE" : trois pays au moins devraient être sur la sellette. (A.F.P. 14.10.89) p.10.
- CONFERENCE KURDES : renforcement des mesures de sécurité. (A.F.P. 14.10.89) p.11.
- SEPT DEPUTES DU PRINCIPAL PARTI TURC de l'opposition ont participé à la conférence sur l'identité kurde. (A.F.P. 14.10.89) p.11.
- LA TURQUIE, L'IRAN ET L'IRAK attaqués par la Conférence Internationale pour le mauvais traitement qu'ils font subir au peuple kurde. (A.F.P. 15.10.89) p. 12
- LES POURPARLERS DE PARIS CHERCHENT à ATTIRER

L'ATTENTION SUR LE TRISTE SORT DES KURDES. (The New York Times International, 15.10.89) p. 10

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LES KURDES. (A.C.P. 15.10.89) p.14.

CONFERENCE SUR L'"IDENTITE KURDE" : le conflit entre l'Irak et les Kurdes a dominé les travaux dimanche. (A.F.P. 15.10.89) p. 15.

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LES KURDES - Condamnation du sort réservé à cette minorité. (A.C.P. 15.10.89) p. 16.

VIVERE ACTION D'UN CHEF KURDE A LA Conférence de Paris. (Reuter, 15.10.89) p. 16

LA CONFERENCE SUR L'"IDENTITE KURDE" souhaite un statut d'observateur pour les Kurdes à l'assemblée générale de l'O.N.U. (A.F.P. 15.10.89) p. 17.

LA CONFERENCE INTERNATIONALE SUE L'"IDENTITE KURDE" décide de créer une commission pour la "défense des droits de l'Homme kurde". (A.F.P. 15.10.89) p. 18.

LA CONFERENCE DE PARIS crée une commission internationale sur le problème kurde. (Reuter 15.10.89) p. 19

LA FONDATION "FRANCE-LIBERTES" prête à "assumer" d'éventuelles répercussions diplomatiques de la conférence de Paris. (A.F.P. 15.10.89) p.20.

DANIELLE MITTERRAND LE 24 OCTOBRE DEVANT LE SENAT AMERICAIN. (A.F.P. 15.10.89) p.21.

LA MAUVAISE SITUATION DES KURDES d'Irak domine à la Conférence sur l'identité kurde. (A.F.P. 16.1.89) p. 22

L'AMBASSADEUR IRAKIEN A PARIS invite Mme Mitterrand à aller visiter le Kurdistan. (A.F.P. 16.10.89) p. 22

UNE CONFERENCE MET AU PREMIER plan le sort des Kurdes. - Des résolutions demandent que des sessions aient lieu aux Nations Unies sur les violations des droits de l'homme. (The Washington Post, 16.10.89) p. 23

LES KURDES EN CONFERENCE à PARIS. Invités par l'association France-Libertés de Danielle Mitterrand ils étaient pour la première fois réunis toutes nationalités confondues. (Libération 16.10.89) p. 24.

KURDES: Une brèche dans le mur du silence. (Corriere della Sera, 16.10.89) p. 25

LES KURDES: peuple sans Etat. (Sydney Morning Herald, 15.10.89) p. 26

UNE COMMISSION SUR LES DROITS DE L'HOMME POUR UN PEUPLE DIVISE. (Sydney Morning Herald, 16.10.89) p. 26

KURDES : Conférence internationale à Paris. (Le Figaro 16.10.89) p.27.

CONFERENCE INTERNATIONALE à PARIS: L'indifférence et l'hypocrisie dénoncées. (L'Humanité 16.10.89) p. 28.

L'AMBASSADEUR D'IRAK A PARIS EXPRIME son malaise sur la Conférence sur les Kurdes. (Reuter, 16.10.89) p. 29.

UNITÉ KURDE POUR DENONCER AU MONDE LE «génocide». - Les Turcs accusés de brûler des villages kurdes. - Les Kurdes soviétiques perdus retrouvent leurs racines. (The Independent, 17.10.89) p. 30 et 31.

UNE CONFERENCE A PARIS: Des témoignages accablants sur la répression irakienne au Kurdistan. (Le Monde 17.10.89) p. 32.

DROITS DE L'HOMME ET IDENTITÉ CULTURELLE : les Kurdes en conférence. (La Croix 17.10.89) p. 33.

LES KURDES SE REUNISSENT à PARIS sous l'égide de Madame Mitterrand. Des témoins du génocide. Auditoire bouleversé. (Journal de Genève Gazette de Lausanne 17.10.89) p. 34.

LA CONFERENCE DE PARIS SOUHAITE le statut d'observateur à l'ONU pour les Kurdes. (El Moudjahid 17.10.89) p. 35.

KURDES: action pour un front uni pour aider à combattre le «génocide». (Sydney Morning Herald, 18.10.89) p. 36.

DIPLOMATIE ET DROITS DE L'HOMME. (Le Quotidien 16.10.89) p. 37.

UNE SI GRANDE ABSENTE. (Off 17.10.89) p. 37.

L'IDENTITE KURDE. Le conflit entre l'Irak et les Kurdes a dominé et perturbé, hier, les travaux de la première conférence internationale sur "l'identité kurde" réunie à Paris. (Montagne 16.10.89) p. 38.

LES KURDES DEFENDENT LEUR SURVIE A PARIS. Répartis sur plus de cinq pays, ils revendiquent leur identité. (Est Républicain 15.10.89) p. 39.

KURDISTAN : Le martyre d'un peuple. (Dernières Nouvelles d'Alsace 16.10.89) p. 39.

CONFERENCE SUR LES KURDES. Le point sur la répression. (Libération Champagne 16.10.89) p. 40.

PREMIERE CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LES KURDES. (Tagwacht, 16.10.89) p. 40.

LE CONFLIT ENTRE L'IRAK ET LES KURDES A LA CONFERENCE SUR "L'IDENTITE KURDE". (Courrier de l'Ouest 16.10.89) p. 40.

KURDES : l'Irak en accusation. L'Irak qui avait finalement accepté de participer à la conférence sur "l'identité kurde" s'est retrouvée mise en accusation. (L'Eclair des Pyrénées 16.10.89) p. 41.

CONFERENCE A PARIS SUR LE PROBLEME KURDE : L'Irak au banc des accusés. Le régime d'Afetz el Hassad,

- responsable du massacre de milliers de ses ressortissants de nationalité kurde, n'apprécie évidemment pas la tenue d'une semblable conférence. (Nord Matin 17.10.89) p. 41.
- CONFERENCE SUR "L'IDENTITE KURDE" : l'Irak au banc des accusés. (l'Indépendant 16.10.89) p. 41.
- CONFERENCE INTERNATIONALE SUR LES KURDES : Les armes chimiques en accusation. (Presse de la Manche 16.10.89) p. 42.
- REPRESSION CONTRE LES KURDES : L'Irak au banc des accusés. Une conférence internationale sur le problème kurde s'est tenue, ce week-end, à Paris, à l'initiative de Madame Mitterrand. (Petit bleu du Lot et Garonne 16.10.89) p. 42.
- L'OEIL DE BAGDAD A PARIS. (Le Canard enchaîné 18.10.89) p. 43.
- UNE CONFERENCE à PARIS. Les Kurdes cherchent leur unité. (Gamk 18.10.89) p. 44.
- LES KURDES SOVIETIQUES «REDECOUVERTS» PAR LE KREMLIN. (Washington Post, 19.10.89) p. 45.
- TURQUIE-KURDES. La Cour de Sûreté de l'Etat ouvre une enquête contre sept députés de l'opposition. (A.F.P. 19.10.89) p. 46.
- KURDES : l'initiative de Madame Mitterrand. (Middle East International, 20.10.89) p. 47.
- DROITS DES KURDES. (The Independent, 20.10.89) p. 48.
- MME DANIELLE MITTERRAND défend la cause des Kurdes devant le congrès américain. "Ne les oubliez pas, le silence les tue". (A.C.P. 24.10.89) p. 48.
- USA-FRANCE. Danielle Mitterrand aux Etats-Unis. (A.F.P. 25.10.89) p. 49.
- KURDISTAN : un premier pas. (Témoignage Chrétien 23.10.89) p. 50.
- MADAME MITTERRAND DÉFEND LES KURDES. La Présidente de France-Libertés a témoigné devant le Congrès américain de la situation des réfugiés kurdes. (Libération 26.10.89) p. 50.
- CONFERENCE KURDE à PARIS. (Arbetaren 27.10.89) p. 51.
- KURDISTAN. CONFERENCE INTERNATIONALE à PARIS. A l'initiative de l'Institut Kurde de Paris et sous le patronage de Mme Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés, Paris accueillait les 14 et 15 octobre la première Conférence internationale consacrée aux Kurdes. Témoignages nombreux et accablants. Une certitude : l'Irak détient la première place au banc des accusés. (Actualité juive hebdo 1.11.89) p. 52.
- TURQUIE-KURDES : La cour de Sûreté de l'Etat ouvre une enquête contre sept députés de l'opposition. (Gamk 28-29.10.89) p. 53.
- MADAME MITTERRAND DÉFEND LES KURDES devant le Congrès américain. (Gamk 27.10.89) p. 53.
- UNITE FRATERNELLE DES KURDES. (Nedjeljna Borda 4/5.11.89) p. 54.
- MITTERRAND-DUMAS : M. Dumas évoque les initiatives de Mme Mitterrand. (A.F.P. 21.11.89) p. 56.
- DIVISION CHEZ INÖNÜ. Démission en masse au S.H.P. à la suite de l'exclusion du parti des sept députés kurdes ayant participé à une Conférence internationale sur les Kurdes. (Taz 21.11.89) p. 56.
- MADAME MITTERRAND DÉFEND LA CAUSE DES KURDES. (Journal du Centre 26.10.89) p. 56.
- NOUS POUVONS AIDER LES MALHEUREUX KURDES. (Herald Tribune, 24.11.89) p. 57.
- DES KURDES AUX BERBÈRES ? (Le courrier du Proche Orient 5.11.89) p. 57.
- LES KURDES : l'Irak au banc des accusés. Paris accueillait les 14 et 15 octobre la première conférence internationale sur les Kurdes. Réunie à l'initiative de l'Institut Kurde de Paris, et sous le patronage de Mme Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France-Libertés, ce fut l'occasion pour nombre de Kurdes venus des divers pays du Kurdistan d'apporter leurs témoignages, presque toujours accablants. L'Irak détenant le triste record de premier pays oppresseur. (Droit de Vivre Nov. 89) p. 58.
- REFLEXIONS SUR UNE CONFERENCE KURDE. Ces réflexions sont dédiées à la longue amitié qui me liait à Abderrahman Ghassemlou, mon frère kurde assassiné, par Paul G. Dépis. (Arabie Déc. 89) p. 59 à 61.
- EXPULSION SCANDALEUSE DE DEPUTES KURDES. Les députés turcs cachent les persécutions au Parlement Européen. (Info-Turk Déc. 89) p. 62.
- CONFERENCE INTERNATIONALE : les Kurdes - Droits de l'homme et identité culturelle. (Mulheqi-Gel) p. 64.
- A PROPOS DE LA CONFERENCE DE PARIS SUR LE PROBLEME KURDE. La conférence à Paris et le scandale à Ankara. (Kurdistan al-Yaum 11 déc. 89) p. 67.
- CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'IDENTITE KURDE à PARIS. (Ili al Amam 27.10.89) p. 69.
- TRISTES SURPRISES à LA CONFERENCE KURDE INTERNATIONALE à PARIS. (Al-Moharer) p. 72.
- AL-HACHIMI : ma lettre, adressée à la Conférence de Paris n'a été ni lue ni distribuée. La femme de Mitterrand a accepté l'invitation irakienne pour visiter le Kurdistan. (Al-Qabas 18.10.89) p. 73.
- L'AMBASSADEUR IRAKIEN à PARIS nie le fait d'être invité à la conférence internationale sur les Kurdes. (Al-Anba 17.10.89) p. 74.
- LA POSITION INTERNATIONALE DES VICTIMES DU KURDISTAN. (Al-Safeer 5.11.89) p. 75.

"CONFERENCE SUR L'IDENTITE KURDE" à PARIS. (Liwa as-Sadir 5.11.89). p. 76.

LES KURDES IRANIENS ET LE MOMENT DE LA DÉCISION. (Keyhan-London 2.11.89). p. 78. (vérifier la traduction).

MADAME MITTERRAND SEME LA PANIQUE DANS LES RANGS DU SHP. Certains députés originaires de l'Est insistent, malgré l'opposition d'Inönü, pour y participer. (Milliyet 6.10.89). p. 78 bis.

NOS RELATIONS TENDUES GRACE A "MADAME" QUI, SELON LES AUTORITÉS FRANÇAISES, AGIT EN SON PROPRE NOM. (Milliyet 6.10.89). p. 79.

LA CONFERENCE KURDE COMMENCE DEMAIN avec la participation de plusieurs personnalités importantes dont Sakharov, le sénateur Kennedy et le président de la commission des affaires étrangères du Sénat américain PELL. (Cumhuriyet 13.10.89). p. 79 bis.

SEPT DEPUTES DANS L'AVION PARTANT POUR PARIS. (Cumhuriyet 14.10.89). p. 80.

LA CONFERENCE KURDE COMMENCE EN L'ABSENCE DES STARS POURTANT ATTENDUES. Les responsables officiels français ont exprimé des critiques évitant les confrontations avec la Turquie, l'Iran et l'Irak. (Cumhuriyet 15.10.89). p. 80 bis.

LE SHP SE PREPARE AU RETOUR DES DEPUTES ayant participé à la Conférence kurde de Paris. (Cumhuriyet 15.10.89). p. 80 bis.

MANIFESTATIONS DE SOUTIEN AUX KURDES. C'est un Lord qui a ouvert la conférence de Paris et le Ministre français a exprimé son soutien. (Gunes 15.10.89). p. 81.

LE P.K.K. PARTICIPE EGALEMENT à LA CONFERENCE KURDE. (Cumhuriyet 14.10.89). p. 82.

UNE COMMISSION INTERNATIONALE COMPOSÉE de parlementaires pour les Kurdes. (Cumhuriyet 16.10.89). p. 83.

L'AGENCE DE PRESSE ANATOLIE N'A PAS été autorisée à suivre la Conférence kurde à Paris. (Hürriyet 16.10.89). p. 84.

LE SHP CRITIQUE VIVEMENT LES 7 DÉPUTÉS ayant participé à la Conférence kurde à Paris. (Hürriyet 16.10.89). p. 85.

ALERTE E LA BOMBE E LA CONFERENCE KURDE DE PARIS. Le parlementaire anglais présidant la réunion a déclaré: "La Turquie demande son adhésion à la C.E.E., mais un pays qui maltraite sa minorité ne peut y adhérer". (Hürriyet 16.10.89). p. 85.

LA QUESTION KURDE A ETE DISCUTEE E LA CONFERENCE kurde tenue à Paris. Les organisateurs définissent la Conférence comme une action de sensibilisation sur le sort du peuple kurde. (Hurriyet 16.10.89). p. 86.

VOILA LE SOMMET KURDE. L'Occident soutien le séparatisme. (Günaydin 17.10.89). p. 87.

"MADAME" NE SAIT PLUS S'ARRETER. Une résolution a été adoptée à la clôture de la Conférence. (Milliyet 17.10.89). p. 88.

LES DEPUTÉS DU SHP SONT DEVENUS LES STARS de la Conférence kurde. Madame Mitterrand présentera la question kurde devant le Sénat américain. (Tercüman 17.10.89). p. 89.

LES DEPUTES DU SHP AYANT PARTICIPE à LA CONFERENCE KURDE DE RETOUR. Encore un peu et "ils seront déclarés comme traîtres". (Cumhuriyet 18.10.89). p. 90.

LES SEPT DEPUTES DU SHP DEVANT LA COMMISSION DE DISCIPLINE DU PARTI. Ils risquent l'expulsion. (Cumhuriyet 18.10.89). p. 91.

LA CONSTITUTION D'UNE COMMISSION KURDE en Turquie au sein du comité de surveillance de la Démocratie. (Cumhuriyet 18.10.89). p. 91.

LE PKK CONTRE "MADAME". Le porte-parole du PKK déclare dans une conférence de presse à Bruxelles que la Conférence kurde de Paris vise l'autonomie et la destruction du PKK. (Milliyet 18.10.89). p. 92.

LES SEPT DEPUTES A LA RECHERCHE D'UNE ATTITUDE COMMUNE. (Hürriyet 17.10.89). p. 93.

LES SEPT DEPUTES DEVANT LA COMMISSION DE DISCIPLINE. (Hürriyet 19.10.89). p. 93.

LES AUTORITES D'ANKARA REAGISSENT CONTRE la tenue de la Conférence kurde. (Hürriyet 19.10.89). p. 93.

LA CRISE KURDE DU SHP. Les députés traduits devant la commission de discipline du Parti risquent l'expulsion. (Cumhuriyet 19.10.89).

LE CONGRES (AMERICAIN) ET LE PROBLEME KURDE. Les responsables turcs des affaires étrangères suivent "avec beaucoup de prudence" la déclaration que va faire Madame Mitterrand devant le Sénat américain le 24 octobre. (Cumhuriyet 20.10.89). p. 95.

İNÖNÜ A REFUSE L'INVITATION DE MITTERRAND ; les sept députés traduits devant la commission de discipline menacent de quitter le parti. (Hürriyet 20.10.89). p. 96.

LE SOUTIEN DE KENNEDY AUX KURDES rendu public dans un message lors de la Conférence kurde de Paris. La question kurde sera d'autre part discutée le 24 octobre devant le Congrès américain. (Günes 20.10.89). p. 97.

LES SEPT DEPUTES DU SHP AYANT PARTICIPE à la Conférence kurde tenue à Paris : "nous sommes l'objet de critiques injustes". (Cumhuriyet 20.10.89). p. 98.

PARIS : FAITS ATTENTION. Madame Mitterrand appelle les Kurdes de Turquie au soulèvement. (Milliyet 20.10.89). p. 99.

LE PROCUREUR DU TRIBUNAL DE LA COUR DE SURETE D'ETAT ouvre une enquête contre les sept députés du SHP pour leur participation à la Conférence kurde de

Paris. (Milliyet 20.10.89). p. 99.

LES ORGANISATIONS KURDES DECIDENT de constituer un conseil commun au lendemain de la Conférence kurde. (Günes 21.10.89). p. 100.

LES KURDES PARTIS POUR SEDUIRE. A la Conférence kurde la suprématie des stars et de la diplomatie. (Tempo 22.10.89). p. 101.

VERS UNE CRISE KURDE, CETTE FOIS-CI AVEC LES ETATS-UNIS. On attend aujourd'hui la déclaration de Madame Mitterrand devant le congrès américain. (Cumhuriyet 24.10.89). p. 104.

POSITION COMMUNE FRANCO-AMERICAINE VIS-A-VIS DES KURDES. Le sénateur Kennedy lance un appel aux membres du Congrès pour demander au Secrétaire Général des Nations Unies l'organisation d'une réunion sur la question kurde. (Cumhuriyet 25.10.89). p. 105.

LES TRAITES DE SEVRES OU DE LAUSANNE? Un éditorial sur le soutien apporté par les Etats-Unis aux Kurdes et aux Arméniens. (Cumhuriyet 25.10.89). p. 106.

MADAME MITTERRAND PORTE-PAROLE DES KURDES devant le Congrès américain. (Günes 25.10.89). p. 107.

SESSION SPECIALE KURDE AU CONGRES AMERICAIN. (Cumhuriyet 26.10.89). p. 108.

LES ACTIVITES DE MADAME MITTERRAND NE PEUVENT LIER QU'ELLE. (Cumhuriyet 26.10.89). p. 108.

LA DECLARATION DE MADAME MITTERRAND EST QUALIFIEE "d'une initiative inconvenable" par les autorités turques. (Cumhuriyet 26.10.89). p. 109.

L'INSOLENCIE DE MADAME MITTERRAND devant le Congrès américain. (Hürriyet 26.10.89). p. 110.

UN "PROJET PRECIS" SUR LA QUESTION KURDE ? Les autorités d'Ankara se posent la question après l'intervention de Madame Mitterrand devant le Congrès américain. (Cumhuriyet 27.10.89). p. 111.

LES SEPT DEPUTES QUI AVAIENT PARTICIPE à LA Conférence kurde sont dans une situation difficile après la décision d'exclusion prise à leur encontre par la commission de discipline du parti. (Cumhuriyet 27.10.89). p. 112.

LA QUESTION KURDE A L'ORDRE DU JOUR du SHP après l'expulsion des sept députés ayant participé à la Conférence kurde. (Günes 27.10.89). p. 113.

LE VIDE POLITIQUE : un éditorial concernant la situation créée par l'expulsion des sept députés du SHP. (Günes 27.10.89). p. 115.

LES DEPUTES DEMISSIONNAIRES DU SHP ne veulent pas revenir sur leur décision. (Günes 27.10.89). p. 116.

UN EDITORIAL DU QUOTIDIEN "CUMHURIYET" sur la prise de parole de Madame Mitterrand devant le congrès américain. (Cumhuriyet 28.10.89). p. 117.

LES DEPUTES DU SHP ET DU DYP ne sont pas prêts à accepter l'existence d'une "question kurde". (Günes 29.10.89). p. 118.

BAYKAL, SECRETAIRE GENERAL DU SHP déclare au lendemain des démissions des députés : "tout peut s'arranger". (Milliyet 29.10.89). p. 119.

LA CRISE DES "7" : La participation des sept députés du SHP à la Conférence kurde a conduit ce parti devant une nouvelle crise interne. (Nokta 29.10.89). p. 120.

LE DEPUTE INDEPENDANT, AKSOY, CRITIQUE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE dont fait partie le SHP, sur l'attitude de ce dernier vis-à-vis de la question kurde. (Nokta 29.10.89). p. 121.

LE DEPUTE DEMISSIONNAIRE, CUNEYT CANVER DU SHP : "Inönü se comporte comme un procureur de la Cour de Sécurité d'Etat". (Hürriyet 28.10.89). p. 122.

TROIS AUTRES DEPUTES DU SHP SE PREPARENT A DEMISSIONNER. (Tercüman 30.10.89). p. 122.

L'EVENTUELLE EXCLUSION DES 7 DEPUTES ayant participé à la conférence kurde pourrait conduire d'autres députés du SHP à démissionner. (Tempo 12-18.10.89). p. 123.

LE PRESIDENT DU SHP, INÖNÜ, déclare sur la question kurde : "Nous n'accorderons jamais une quelconque autonomie. (Tempo 19-25.10.89). p. 124.

UNE ANALYSE DE LA CONFERENCE KURDE DE PARIS. (Roja Nû 26.10.89). p. 125.

UNE ANALYSE DE LA CONFERENCE KURDE TENUE A PARIS. (Berbang, Nov. 89). p. 127.

UNE ANALYSE DE LA CONFERENCE KURDE DE PARIS. (Vatan Günesi 3.11.89).

LA CONFERENCE DE PARIS. Comme d'habitude les défauts sont les nôtres. (Ila al Amam) p. 130.

ENTRE HADI AL-ALACIDE ET ANDREI SAKHAROV ET LA POSITION DES TRAGÉDIES DU KURDISTAN. (Ila al Amam) p. 131.

LA CONFERENCE KURDE A PARIS. (Ala-i Islam 4.12.89). p. 133.

DROITS DE L'HOMME ET IDENTITE CULTURELLE KURDE. Madame Mitterrand et la question kurde au Parlement américain. (Serbexoyi 10.89 n° 17). p. 135.

CONFERENCE INTERNATIONALE : Droits de l'homme et identité culturelle kurde. (Bulteni Xeberi Kurdistan 28.10.89). p. 138.

CONFERENCE INTERNATIONALE : "Les Kurdes : droits de l'homme et identité culturelle". (Péseng 10.89). p. 149.

LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE PARIS souhaite la représentation du peuple kurde à l'O.N.U. (Ala-Demokrati n° 193 - 10.89). p. 150.

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

N° :.....

Je souhaite contribuer à l'action culturelle de l'Institut Kurde
Je vous envoie un chèque deFF.

Je souhaite recevoir régulièrement le Bulletin de liaison et d'information de l'Institut.
Je vous envoie un chèque de 240 FF, représentant l'abonnement annuel de 12 numéros (France) ou 265 FF pour un abonnement à l'étranger.

NOM :

ADRESSE :

BON DE COMMANDE "HÊVÎ" (revue culturelle en langue kurde)

N° :.....

Je souhaite recevoirexemplaire(s) de HÊVÎ, au prix unitaire de 50 FF
(France), (Etranger 60 FF.)

Je souhaite m'abonner à HÊVÎ (2 numéros par an), abonnement annuel
100 FF (France), (Etranger 120 FF.)

je vous adresse mon règlement deFF par cheque bancaire, chèque postale, mandat-
lettre, mandat international à l'ordre de L'INSTITUT KURDE DE PARIS,
106, Rue La Fayette, 75010 - PARIS

NOM :

ADRESSE :

BON DE COMMANDE "STUDIA KURDICA" (étude kurde, en arabe, persan, turc, français)

N° :.....

Je souhaite recevoirexemplaire(s) de STUDIA KURDICA,
en langue.....au prix unitaire de 40 FF. (France), (Etranger 50 FF)
(le numéro en français au prix unit. de 60 FF, (Etranger 70 FF)

je vous adresse mon règlement deFF par cheque bancaire, chèque postale,
 mandat-lettre mandat international à l'ordre de L'INSTITUT KURDE DE PARIS,
106, Rue La Fayette, 75010 - PARIS

NOM :

ADRESSE :

FRA0428 4 I 0351

/AFP-KZ94

Turquie-France-Kurdes

Le chef de l'opposition interdit toute participation à une conférence sur les Kurdes à Paris

ANKARA, 5 oct (AFP) - Le président du Parti Populiste Social-Démocrate (PPSD) turc, M. Erdal Inonu, a interdit jeudi aux députés de sa formation toute participation à une conférence internationale sur les Kurdes qui se tiendra les 14 et 15 octobre prochains à Paris, à l'invitation notamment de Mme Danielle Mitterand, a-t-on appris de source proche de la principale formation de l'opposition turque.

Interrogé par des journalistes, M. Inonu, en visite jeudi à Cihanbeyli (province de Konya, dans le centre de l'Anatolie), s'est contenté de déclarer que c'était "une affaire interne au Parti et qu'il n'y avait pas de commentaire à faire".

Mme Danielle Mitterand et M. Kendal Nezan, respectivement président de la Fondation de France-Libertés et directeur de l'Institut kurde à Paris, avaient invité 25 députés toutes tendances confondues, originaires de l'est et du sud-est de l'Anatolie, à cette conférence intitulée "Les Kurdes: droits de l'homme et identité culturelle".

Deux députés de Diyarbakir et Tunceli (département du sud-est de l'Anatolie à majorité kurde), MM. Fuat Atalay et Kamer Genc, ont déclaré jeudi qu'ils respecteraient la discipline du Parti et que, suivant les directives du président de leur parti, ils n'iraient pas à Paris.

De son côté, M. Mehmet Ali Eren, député d'Istanbul d'origine kurde, a affirmé qu'il participerait à cette conférence. "J'ai reçu une invitation personnelle et je partirai pour Paris", a-t-il dit.

Pour M. Eren "le problème kurde est discuté en Turquie et peut donc être également discuté en Europe.

"Personne ne peut m'interdire d'aller là où les problèmes de mon peuple sont discutés", a pour sa part déclaré jeudi à l'AFP M. Ibrahim Aksoy, ex-député PPSD. Il avait été exclu pour deux ans de son parti au printemps dernier pour avoir pris la parole à Strasbourg en évoquant le "problème kurde et critiquant son parti qu'il avait accusé "de ne pas accorder l'attention nécessaire à ce problème".

RD/CT/ej

AFP 051650 OCT 89

BLGL
FRA0530 4 I 0196 FRA /AFP-U053

Kurdes-conférence

Conférence internationale sur l'identité kurde les 14 et 15 octobre à Paris

PARIS, 6 oct (AFP) - La première "conférence internationale sur l'identité kurde" se tiendra à Paris les 14 et 15 octobre à l'initiative de l'Institut kurde de Paris, annonce un communiqué publié vendredi par cet organisme.

La conférence, qui se tiendra sous le haut patronnage de l'épouse du chef de l'Etat français, Mme Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France-Libertés, réunira des personnalités de tous les horizons géographiques ou professionnels, indique le communiqué. Le thème en sera "'Droits de l'Homme et identité culturelle". L'objectif, selon le texte, en est de "rompre le mur du silence" qui entoure la communauté kurde.

(Selon les informations en provenance d'Ankara, le président du Parti Populiste Social-Démocrate turc, M. Erdal Inonu, a interdit aux jeunes députés de sa formation de participer à cette conférence. Des députés du Parti de la Mère patrie (au pouvoir) et du Parti de la Juste Voie de l'ex-premier ministre Suleyman Demirel, invités personnellement à la réunion, n'ont pas encore fait savoir s'ils y participeraient).

mn/ej

AFP 061938 OCT 89

Une conférence à Paris sur les Kurdes

Dirigeants et intellectuels kurdes rencontreront des représentants d'organisations humanitaires et des personnalités connues pour leur engagement en faveur des Droits de l'homme.

Première du genre, une conférence internationale organisée sur le thème « Les Kurdes, droits de l'homme et identité culturelle » s'ouvre samedi prochain à Paris. Mais en dépit d'un intitulé rassembleur et d'une actualité particulièrement dramatique pour les Kurdes d'Irak, de Turquie et d'Iran, plusieurs participants annoncés ne seront finalement pas présents.

Organisée par l'Institut kurde de Paris que dirige Kendal Nezan, et placée sous le patronage de Danièle Mitterrand, présidente de « France-Libertés », qui a assuré son concours à la rencontre, cette conférence devrait réunir des dirigeants et intellectuels kurdes avec les représentants d'organisations humanitaires, des personnalités connues pour leur engagement en faveur des droits de l'homme, des universitaires et des hommes politiques venus de nombreux pays.

Parmi les participants français, on attend notamment Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, le président du groupe socialiste au Parlement européen Jean-Pierre Cot, l'ancien ministre des Relations extérieures Claude Cheysson ou le vice-président de la commission des Affaires étrangères Jean-François Deniau. L'académicien soviétique et prix Nobel de la paix, Andréï Sakharov, devrait également être présent ainsi que le séna-

teur Claiborne Pell, président de la commission des Affaires étrangères du Sénat américain. Prévu au programme, le sénateur Edward Kennedy ne viendra finalement pas.

« Real-politik » oblige, la défense des Kurdes suscite une gêne visible, y compris dans les pays démocratiques de l'Occident qui n'entendent pas mécontenter Bagdad, Téhéran ou Ankara, particulièrement chatouilleux sur ce point. Le gouvernement irakien a ainsi multiplié les pressions sur Paris récemment pour dissuader ses « amis » français, aussi bien dans la majorité que dans l'opposition, de participer à la conférence. Et non sans succès semble-t-il, plusieurs personnalités françaises s'étant prudemment décommandées à la veille des travaux. Les parlementaires ou personnalités turques qui devaient se rendre à Paris en ont été tout bonnement empêchées par les autorités d'Ankara, y compris les députés sociaux-démocrates turcs, interdits de voyage par la direction de leur parti.

De même, des personnalités politiques autrichiennes ont décidé de déclarer forfait. Une absence d'autant plus remarquable que certains d'entre eux entretenaient des relations étroites avec les dirigeants kurdes dont le Dr Abdel-Rahman Ghassemlou, secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, (PDKI) à l'origine de cette conférence de Paris qui se tiendra sans lui. C'est à Vienne rappelons-le, que le 13 juillet dernier, le Dr Ghassemlou avait été assassiné ainsi que deux de ses amis par les négociateurs iraniens venus de Téhéran en mission officielle pour des conversations secrètes de paix avec les représentants kurdes.

Marc KRAVETZ

La conférence se tient les 14 et 15 octobre au Centre des Conférences internationales, 4, avenue Kléber, 75016 Paris.

Pour tous renseignements: Institut Kurde. Tél: 48.24.64.64.

POLITS le citoyen 5. 10. 1989

KURDES EN DETRESSE

La situation des Kurdes, peuple écartelé et sans patrie, s'est considérablement aggravée au cours des dernières années. Pour que l'on n'oublie pas le sort qui leur est réservé, la Fondation France libertés et l'Institut kurde de Paris organisent une conférence sur le sujet, les 14 et 15 octobre 1989 au Centre des conférences internationales, 4 avenue Kléber, 75016 Paris

L'INDPENDANT 8 10 1989

Une conférence internationale sur l'identité kurde

PARIS. — La première « conférence internationale sur l'identité kurde » se tiendra à Paris les 14 et 15 octobre à l'initiative de l'Institut kurde de Paris.

La conférence, qui se tiendra sous le haut patronage de l'épouse du chef de l'Etat français, M^{me} Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France Libertés, réunira des personnalités de tous les horizons géographiques ou professionnels, indique le communiqué. Le thème en sera « Droits de l'Homme et identité culturelle ». L'objectif, selon le texte, en est de « rompre le mur du silence » qui entoure la communauté kurde.

CENTRE PRESSE 14 10 1989

KURDES

Le dossier de l'identité

Une conférence internationale sur « l'identité kurde », la première du genre, doit réunir samedi et dimanche à Paris des personnalités politiques et intellectuelles de différentes nationalités, à l'initiative de l'Institut kurde de Paris.

Elle vise, selon le directeur de l'Institut, M. Kendal Nezan, à « briser le mur du silence » qui entoure le sort de la communauté kurde. Cette réunion a déjà suscité des manifestations de mauvaise humeur de la part de l'Irak et de la Turquie notamment, où les minorités kurdes représentent respectivement 4 millions et 12 millions de personnes.

Placée sous le haut patronage de l'épouse du Président de la République,

Mme Danielle Mitterrand, en sa qualité de présidente de la Fondation France-Libertés, cette conférence sera un « moment de réflexion sur les moyens de venir en aide à une population qui se trouve dans une situation de détresse », a déclaré M. Nezan à l'AFP. Elle devrait contribuer, espère-t-il, « à une plus grande sensibilisation de l'opinion publique internationale » sur le problème kurde.

La communauté kurde, qui compte 25 millions de personnes, est disséminée en « minorités » dans cinq pays : la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie et l'Union Soviétique.

Elles se considèrent toutes privées de leurs droits les plus élémentaires et militent dans l'opposition aux régimes en place. L'exemple le plus récent et le plus tragique d'oppression demeure toutefois celui du village de Halabja, dans le Kurdistan irakien, dont la population a été décimée par les gaz de combat de l'aviation irakienne en mars 1988.

Libération

VENREDI 13 OCTOBRE 1989

Kurdes : le tort de ne pas être terroristes

PAR MARC KRAVETZ

Défense des droits de l'homme et identité culturelle». Une conférence sous ce titre se devrait de faire l'unanimité. A gauche comme à droite, ces thèmes font recette. Pourquoi ironiser? Ce devrait être l'honneur des démocraties d'en faire les principes intangibles de leur politique, et du respect de ceux-ci les bases de leurs interventions extérieures. La conférence qui s'ouvre demain à Paris, avenue Kléber, concerne les Kurdes. Et du même coup, les grands principes se font tout petits. Comme s'il s'agissait d'un sujet tabou.

Pour avoir été si souvent constaté, le silence général qui entoure le sort des quelque 25 millions de Kurdes répartis entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie — outre l'URSS — n'en reste pas moins désolant. On chercherait en vain dans le monde, et notamment au sein de celui qui s'affiche démocratique et se veut phare de la liberté, une voix officielle qui se soit un jour élevée pour défendre ce peuple ou même l'une des populations kurdes particulièrement en danger, comme c'est le cas aujourd'hui des Kurdes d'Irak menacés d'un véritable génocide.

Qui croira encore au discours occidental sur la défense des droits de l'homme quand on a laissé impunément le régime de Bagdad exterminer, le mot n'est pas trop fort, des milliers de Kurdes irakiens réfugiés en Iran en utilisant massivement des obus chimiques? A-t-on seulement entendu la France, qui a tant fait pour armer l'Irak de Saddam Hussein, élever une protestation même de pure forme?

S'étonnera-t-on alors que l'Autriche cherche par tous les moyens à « oublier » l'assassinat prémédité dans sa capitale d'une délégation kurde venue négocier la paix avec des officiels iraniens qui se sont révélés être autant de tueurs? Certes, l'Autriche n'est pas, en ce domaine, un modèle de courage et de moralité, mais qui, parmi ses voisins de l'Occident européen, oserait lui jeter la pierre?

L'accueil en France de quelques-uns des réfugiés kurdes d'Irak entassés dans les camps de Turquie ne peut faire oublier que, malgré les moyens diplomatiques dont la France dispose à Bagdad, celle-ci n'a pas pu, et en l'espèce pas voulu, indisposer Saddam Hussein en exigeant de lui un traitement simplement humain de la minorité kurde qui vit dans son pays. Faut-il croire encore que la promesse de contrats juteux avec Ankara ou l'appartenance de la Turquie à l'OTAN expliquent la gêne de Paris ou de Washington s'agissant du sort des Kurdes turcs, dans un pays où parler kurde est un délit et où l'on interdit les films de Yilmaz Güney, Palme d'or à Cannes, parce que l'un d'eux mentionnait l'existence d'une question kurde en Turquie?

Abdel-Rahman Ghassemlou, le secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien, « exécuté » à Vienne le 13 juillet 1989 sur ordre de Téhéran, avait noté à plusieurs reprises qu'on parlait d'autant moins des Kurdes qu'ils ne se livraient pas au terrorisme. Dans le cas particulier de son mouvement, le refus du terrorisme était une affirmation fondatrice. Ghassemlou était en effet convaincu que non seulement l'action terroriste ne pouvait que nuire au prestige international de la cause qu'il prétendait illustrer ou servir mais qu'elle finissait par la détruire de l'intérieur. Le secrétaire général du PDKI n'avait pourtant rien d'un apôtre de la non-violence. Cet intellectuel de haute culture, ancien professeur, avait troqué la vie universitaire pour celle d'un chef de guerre qui, depuis dix ans menait la vie dure à l'armée iranienne et autres Gardiens de la révolution. Son attitude, assurément dictée par un sens aigu de la morale en politique, était d'abord politique et nourrie d'une réflexion permanente sur l'histoire contemporaine. S'il pensait que la fin ne pouvait justifier les moyens, c'est qu'il avait aussi une idée précise de la fin poursuivie. L'autonomie (pour les Kurdes d'Iran) et la démocratie (en Iran), les deux mots d'ordre de son mouvement, impliquaient pour lui que ces principes s'incarnent dans la lutte elle-même.

Abdel-Rahman Ghassemlou était l'un des très rares dirigeants de mouvements de libération nationale à croire de toutes ses fibres que la démocratie n'est pas un luxe pour le tiers monde, mais au contraire l'un des instruments essentiels de son émancipation. A ce titre, n'était-ce la discrétion de l'homme, ont eût aimé imaginer qu'on l'invitât dans toutes ces tribunes internationales où il est si fort question des droits de l'homme. Ce ne fut jamais le cas. Jamais non plus on ne s'avisait autrement que dans de rares journaux (dont le nôtre) de solliciter son avis sur le terrorisme contemporain. Il aurait eu pourtant beaucoup à dire, qui eût aidé à mieux comprendre la nature du danger, voire les moyens d'y faire face.


Aura-t-il assez répété à ses amis, à défaut de se faire entendre au-delà, que le terrorisme se porterait moins bien s'il n'était constamment primé par la gloire médiatique? Que le crime serait moins tentant si finalement, et tellement souvent, il ne « payait » pas? D'autres, bien sûr, l'ont noté et regretté. Accordons à cet homme d'en avoir apporté la preuve ultime au prix de sa propre vie: Si nul n'ignore d'où est venu l'ordre de l'assassiner et pas plus le nom des assassins que des commanditaires, force est de constater, une fois de plus, qu'on préfère laisser le crime impuni plutôt que de chercher noise à Hachemi Rafsandjani ou d'effa-

roucher de soi-disant opposants au nouveau maître de l'Iran, qui auraient commis ce crime pour lui nuire. Admirable dialectique qui permet au choix de blanchir ou d'ignorer l'assassin.

Cela s'appelle, nous le savons, la Realpolitik. Et les Kurdes le savent mieux que quiconque, eux qui pour leur

**Les Kurdes
ont trop
d'adversaires
bien placés et pas
assez d'amis, ne
sollicitant
l'attention ni des
tiers-mondistes
impénitents ni
des croisés de
l'Occident.
Pourtant, les
25 millions de
Kurdes sont bien
menacés d'une
sorte d'ethnocide,
sanglant en Irak
et en Iran,
insidieux en
Turquie. Ils ne
peuvent compter
que sur eux-
mêmes et peut-
être aussi sur
nous.**

malheur vivent principale-
ment entre trois pays tenus
pour essentiels à l'équilibre
géopolitique régional et qui
plus est en pleine région pétro-
lière. Non seulement Ghas-
semblou le savait, mais il en
avait fait l'un des piliers de la
politique du PDKI. En cette
fin de XX^e siècle, disait-il, on
ne laissera pas la nation kurde
se reconstituer en Etat sur la
ruine de la Turquie, de l'Iran et
de l'Irak. Aussi ne revendiquait-il pas l'indépendance
mais l'autonomie pour son
peuple. Le droit pour les
Kurdes de gérer leurs propres
affaires en Iran comme dans
chacun des autres pays, dans le
respect des souverainetés na-
tionales. Le droit à la diffé-
rence kurde dans le cadre
d'Etats démocratiques respec-
tueux de tous les peuples qui
les composent. Autonomie,
différence, démocratie: trois
mots qui, s'il faut en croire
l'histoire et l'actualité, ne se
traduisent pas dans le vocabu-
laire politique iranien, irakien,
turc ou syrien.


Nouvelle preuve s'il en fallut,
les multiples pressions exer-
cées depuis Bagdad et Ankara sur les invités de la
Conférence internationale de Paris, l'interdiction faite aux
parlementaires turcs de s'y rendre, y compris par leurs
propres dirigeants du groupe social-démocrate dont le
parti est membre de l'Internationale socialiste. Il est vrai
qu'en ce domaine ils sont concurrencés par le silence gêné
ou les excuses de dernière minute de personnalités fran-
çaises de la majorité comme de l'opposition, également
invitées et subitement sollicitées par d'autres obligations
dans leurs circonscriptions d'origines.

Les Kurdes ne sont ni juifs ni chrétiens. L'Occident n'a
donc pas plus à expier sa mauvaise conscience à leur égard
qu'il ne s'y sent impliqué à travers l'un de ses pseudopodes.
Que leur reprocher d'autre? De ne pas recourir au terro-
risme qui leur vaudrait au moins la triste considération que
l'on accorde aux preneurs d'otages? Ou pis encore de ne
pas être une espèce en voie de disparition à la manière des
Indiens d'Amérique ou des aborigènes d'Australie? Il est
tellement plus confortable de défendre les droits de
l'homme quand il n'y a plus d'hommes.

Kurdes-conférence

Première conférence internationale sur l'"identité kurde" ce week end à Paris (infographie)

PARIS, 13 oct (AFP) - Une conférence internationale sur "l'identité kurde", la première du genre, doit réunir samedi et dimanche à Paris des personnalités politiques et intellectuelles de différentes nationalités, à l'initiative de l'Institut kurde de Paris.

Elle vise, selon le directeur de l'Institut, M. Kendal Nezan, à "briser le mur du silence" qui entoure le sort de la communauté kurde. Cette réunion a déjà suscité des manifestations de mauvaise humeur de la part de l'Irak et de la Turquie notamment, où les minorités kurdes représentent respectivement 4 millions et 12 millions de personnes.

Placée sous le haut patronnage de l'épouse du Président de la République, Mme Danielle Mitterrand, en sa qualité de présidente de la Fondation France-Libertés, cette conférence sera un "moment de réflexion sur les moyens de venir en aide à une population qui se trouve dans une situation de détresse", a déclaré M. Nezan à l'AFP. Elle devrait contribuer, espère-t-il, "à une plus grande sensibilisation de l'opinion publique internationale" sur le problème kurde.

La communauté kurde, qui compte 25 millions de personnes, est disséminée en "minorités" dans cinq pays: la Turquie, l'Irak, l'Iran, la Syrie et l'Union Soviétique.

Elles se considèrent toutes privées de leurs droits les plus élémentaires et militent dans l'opposition aux régimes en place. L'exemple le plus récent et le plus tragique d'oppression demeure toutefois celui du village de Halabja, dans le Kurdistan irakien, dont la population a été décimée par les gaz de combat de l'aviation irakienne en mars 1988.

Bagdad entreprit par la suite de déplacer les populations et de raser des villages du Kurdistan, souligne M. Nezan, affirmant que près d'un million et demi de personnes ont dû partir de chez elles. "C'est un fait sans précédent dans l'histoire du Proche-Orient", fait-il remarquer.

L'opinion publique doit également connaître la situation des Kurdes en Turquie d'autant qu'Ankara est candidate à la Communauté Economique Européenne et que "les gens doivent savoir qui ils vont accueillir dans leur maison", ajoute-t-il.

Le sort des travailleurs immigrés kurdes dans les pays européens sera également évoqué.

Parmi la trentaine de personnalités qui devraient être présentes au débat figurent notamment M. Jean-Pierre Hocké, Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, les sénateurs américains Edward Kennedy et Clairborne Pell, M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat français à l'Action Humanitaire et M. Claude Cheysson, ex-ministre français des Affaires Etrangères.

BC-FRANCE-KURDS

FIRST INTERNATIONAL CONFERENCE ON KURDS OPENS IN PARIS

PARIS, Oct 14, Reuter - The first international conference on Kurds opened in Paris on Saturday, bringing together about 200 delegates to focus attention on the problems of a minority spread over five countries.

Kendal Nezan, director of the Paris-based Kurdish Institute, said the conference was held now because the world was more receptive to the Kurdish cause.

"With the Iran-Iraq ceasefire, the position of the Kurds has become even more precarious than ever. If there is permanent peace, they will be even more vulnerable to mistreatment," he said.

Nearly 30 million Kurds live in Iraq, Iran, Turkey, Syria and the Soviet Union.

A United Nations team has accused Iraq of using chemical gas to suppress its Kurdish population following the ceasefire in the Gulf War in August 1988.

Kurds in Iraq, Iran and Turkey, which have the biggest populations, have their own independence movements, all fighting for a united Kurdish homeland.

The Kurdish cause received a set-back in July when Abdolrahman Gassemlu, leader of Iran's Democratic Party of Kurdistan, was gunned down in Vienna during talks with Iranian envoys.

The party, which received Iraqi backing during the eight-year Gulf War, has blamed Iran for the killing.

The two-day conference is sponsored by the French human rights group France-Libertes, headed by President Francois Mitterrand's wife Danielle, and the Kurdish Institute. REUTER
JMT AM DM 141310 GMT oct 89 <

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

GLGL
00324 ASI/AFP-AI79-

R 1 FRANCE-KURDS 1 10-14 0352

KURDISH CONFERENCE SLAMS THEIR COUNTRIES OVER RIGHTS VIOLATIONS
BY MOUNA NABA

PARIS, Oct 14 (AFP) - Iraq, Turkey and Iran took a beating at an international conference here Saturday devoted to the Kurds' threatened ethnic and cultural identity as well as the alleged violation of their rights.

Speaking on the opening day of the meeting at the International Conference Center here, Lord Avebury, chairman of the British Parliamentary Human Rights Group, said the survival of the Kurds as a people was threatened.

He said it was "unacceptable" for Turkey to be actively involved in the annihilation of the Kurdish identity, while seeking to join the European Economic Community.

He also rapped Iraq for displacing Kurds from their Iraqi homeland and accused Iran of being responsible for the murder of Abderrahman Ghassemlou, general-secretary of the banned Democratic Party of Iranian Kurdistan, in Vienna last July.

The Kurdish leader and two other Kurdish nationalists were gunned down while negotiating conditions for their return home with Iranian envoys, according to Teheran.

Danielle Mitterrand, wife of the French president, said Kurds were "claiming their identity and cultural heritage." The two-day meeting which is held under Mrs. Mitterrand's patronage was organized by the Private Kurdish Institute here.

Threats and intimidation have led French authorities to step up security for the meeting.

Iran and Iraq lodged protests with French authorities as the conference was getting underway, while Turkish authorities have warned deputies of the ruling Motherland Party and of the Social-Democratic Populist Party, the main opposition group, not to attend.

But seven of the populist party's deputies defied their party leadership and attended the meeting, conference sources said.

Ibrahim Aksoy, who was expelled from the party for defending the Kurdish cause, Saturday told the conference that thousands of Kurdish villages had had their names changed, and accused Ankara of engaging in "state terror" in the eastern part of the country.

MORE
AFP 141917 GMT OCT 89

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

GLGL
00325 ASI/AFP-AI80-----

R 1 FRANCE-KURDS 2-LAST 10-14 0124

(PARIS)

The Kurdish community comprises some 25 million people worldwide, with large minorities also living in the Soviet Union and Syria.

The conference was also attended by Yelena Bonner, wife of Soviet human rights campaigner Andrei Sakharov, and U.S. Senator Claiborne Pell.

Meanwhile, nine people including one woman were killed in a clash between the Iranian army and members of the Democratic Party of Iranian Kurdistan near Piranshahr close to the Iraqi and Turkish border, Teheran radio reported.

The group which included several high-ranking DPIK officials was about to defect to a foreign country, the radio added.

Several nationalists managed to escape, according to the report.

MN/GK/AP
AFP 141918 GMT OCT 89

FRFR
FRAD120 4 I 0225 FRA /AFP-XF87
Kurdes-Conférence
Ouverture à Paris de la première conférence internationale sur "l'identité kurde"

PARIS, 14 oct (AFP) - La première conférence internationale sur l'"identité kurde", organisée par l'Institut kurde de Paris, s'est ouverte samedi en fin de matinée à Paris en présence de dizaines de personnalités politiques et intellectuelles de diverses nationalités.

Dans son discours d'ouverture Lord Avebury, président de la commission parlementaire britannique sur les Droits de l'homme, a mis l'accent sur la "répression" dont sont victimes les populations kurdes en Irak, en Iran et en Turquie, ajoutant que c'était "la survie même des kurdes en tant que peuple qui est menacée".

Placée sous le haut patronage de l'épouse du président de la République, Mme Danielle Mitterrand en sa qualité de présidente de la Fondation France-Libertés cette conférence, qui doit durer deux jours, vise, selon le directeur de l'Institut kurde de Paris, M. Kendal Nezan, à sensibiliser l'opinion publique internationale sur le problème kurde et "briser le mur du silence" qui l'entoure.

Parmi les personnalités invitées à participer aux débats se trouvent notamment l'ex-ministre des Affaires étrangères, M. Claude Cheysson, le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, le docteur Bernard Kouchner, le sénateur américain Claiborne Pell Louis.

MN/ave
AFP 141133 OCT 89

A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P.

FRFR

FRA0210 3 GI 0559 FRA /AFP-AR55

Kurdes-Conférence prev

Conférence internationale sur "l'identité kurde" : trois pays au moins devraient être sur la sellette

PARIS, 14 oct (AFP) - Trois pays au moins, l'Irak, la Turquie et l'Iran, devraient être sur la sellette à la première conférence internationale sur "l'identité kurde" qui s'est ouverte samedi à Paris, à en juger par les premières interventions des participants, constatent les observateurs.

Avec la Syrie et l'Union Soviétique, ces trois pays abritent en effet les plus importantes "minorités" kurdes qui affirment que leurs droits les plus élémentaires sont lésés. La communauté kurde à travers le monde comprend quelque 25 millions de personnes.

Cette conférence non gouvernementale, organisée par l'Institut kurde de Paris, a fait l'objet d'intimidations diverses de la part d'interlocuteurs anonymes peu après son ouverture, ce qui a obligé la police française à renforcer les mesures de sécurité autour et à l'intérieur du Centre international de conférences de l'avenue Kléber à Paris.

L'épouse du président de la République française, Mme Danielle Mitterrand -sous le patronage de qui la conférence a été placée en sa qualité de présidente de la fondation France Libertés- s'est déclarée "fière" samedi après-midi d'être "à côté des amis Kurdes lorsqu'ils revendiquent leur identité et leur patrimoine culturel". "Sans pause ni trêve, je défendrai le droit de s'exprimer", a ajouté l'épouse du chef de l'Etat qui présidait la séance de l'après-midi.

Selon des sources bien informées, l'Irak et l'Iran au moins ont manifesté ces derniers jours auprès des autorités françaises leur mauvaise humeur pour avoir autorisé cette réunion. En Turquie, le Premier ministre et le chef du principal parti de l'opposition ont interdit aux députés de leurs formations, le Parti de la mère patrie et le Parti populiste social-démocrate, de participer aux débats.

Survie menacée

Lord Ovebury, président pour la commission des droits de l'homme au Parlement britannique, avait donné le ton samedi matin en affirmant "que la survie des Kurdes en tant que peuple était menacée". Il est "inadmissible" d'accepter que la Turquie -candidate à la Communauté économique européenne- participe au "crime" qu'est l'élimination de l'identité kurde, a-t-il dit. Il a dénoncé l'Irak, notamment pour sa politique de déplacement des populations kurdes dans le Kurdistan irakien et l'Iran qu'il a tenu pour responsable de l'assassinat, le 3 juillet à Vienne, du dirigeant du Parti démocratique kurde d'Iran, M. Abderrahman Ghassemlou.

Parmi les personnalités qui doivent prendre la parole se trouvent notamment Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat français chargé de l'Action humanitaire, l'ex-ministre français des Affaires étrangères Claude Cheysson, Mme Elena Bonner épouse de l'académicien, ex-dissident soviétique Andreï Sakharov empêché lui-même de venir pour raisons de santé selon les organisateurs de la conférence, et le sénateur américain Clairborne Pell.

Quelques militants kurdes s'étaient massés devant le centre Kléber et scandaient des slogans réclamant le respect de l'identité culturelle kurde.

Les travaux doivent se terminer dimanche soir. Selon des sources bien informées, ils pourraient déboucher sur la création d'un comité de suivi des droits de l'homme kurde.

MN/es

AFP 141711 OCT 89

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRFR

FRA0185 4 GI 0169 FRA /AFP-AK27

Kurdes-conférence

Conférence Kurdes: renforcement des mesures de sécurité

PARIS, 14 oct (AFP) - La première Conférence Internationale Kurde sur "l'identité kurde", réunie samedi à Paris, a fait l'objet d'intimidations diverses qui ont entraîné un renforcement sensible des mesures de sécurité, ont pu constater les journalistes sur place.

Un interlocuteur anonyme a annoncé, en début d'après-midi, par téléphone à l'AFP, qu'une "action aurait lieu dans dix minutes au Centre International de Conférences" où se tient la réunion. Près d'une heure plus tard, tout était calme au centre de conférences.

Dans la matinée, l'agence américaine Associated Press avait reçu un coup de téléphone d'un interlocuteur anonyme qui a affirmé qu'une bombe allait exploser au Centre International de Conférences à Paris. Selon les organisateurs sur place, aucune menace ne leur a été directement adressée. Toutefois, les mesures de sécurité ont été très sérieusement renforcées dès le début de l'après-midi.

mn/es IDF

AFP 141617 OCT 89

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

FRFR

FRA0289 4 IG 0264 FRA /AFP-BJ07

Kurdes-conférence

Sept députés du principal parti turc de l'opposition ont participé à la conférence sur l'identité kurde

PARIS, 14 oct (AFP) - Sept députés du principal parti turc de l'opposition, le Parti Populiste Social-Démocrate (PPSD), ont participé samedi à Paris à l'inauguration de la conférence sur "l'identité kurde" malgré l'interdiction du Président du PPSD, Erdal Inonu, a-t-on appris auprès de la conférence.

Les sept députés, MM. Ahmet Turk, Mehmet Ali Eren, Yusuf Kenan Sonmez, Ismail Hakki Onal, Salih Sumer, Adnan Ekmen et Mahmut Alinak, invités à cette conférence mais à qui M. Inonu avait interdit d'y participer, avaient quitté Ankara vendredi en compagnie d'un ancien député, M. Ibrahim Aksoy, du PPSD. Ce dernier avait été expulsé du parti pour "avoir ouvertement défendu la cause kurde" au conseil de l'Europe.

M. Aksoy a parlé samedi devant la conférence de la situation des Kurdes en Turquie. Il a donné plusieurs exemples de "négation" de l'identité kurde en Turquie, soulignant que des milliers de villages kurdes avaient été débaptisés. Il a parlé de "terreur d'Etat" dans l'est du pays.

Le Premier ministre turc Turgut Ozal avait également interdit aux députés du Parti de la Mère Patrie (PMP) dont il est le Président de répondre à l'invitation de l'Institut Kurde de Paris, organisateur de cette conférence.

(A Ankara, M. Inonu a déclaré samedi qu'il fallait attendre le retour des sept députés pour les convoquer ou non devant le conseil de discipline du parti "pour avoir agi contrairement à la politique du PPSD").

YM/mn/es

AFP 141909 OCT 89

Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter

R 1 BC-KURDS 14-10 0240

FIRST INTERNATIONAL CONFERENCE ON KURDS OPENS IN PARIS
KURDS

PARIS; OCT 14 REUTER - The first international conference on Kurds opened in Paris today, bringing together about 200 delegates to focus attention on the problems of a minority spread over five countries.

Kendal Nezan, director of the Paris-based Kurdish Institute, said the conference was held now because the world was more receptive to the Kurdish cause.

"With the Iran-Iraq ceasefire, the position of the Kurds has become even more precarious than ever. If there is permanent peace, they will be even more vulnerable to mistreatment," he said.

Nearly 30 million Kurds live in Iraq, Iran, Turkey, Syria and the Soviet Union.
MORE

KURDS 2 PARIS

A United Nations team has accused Iraq of using chemical gas to suppress its Kurdish population following the ceasefire in the Gulf War in August 1988.

Kurds in Iraq, Iran and Turkey, which have the biggest populations, have their own independence movements, all fighting for a united Kurdish homeland.

The Kurdish cause received a set-back in July when Abdolrahman Gassemlu, leader of Iran's Democratic Party of Kurdistan, was gunned down in Vienna during talks with Iranian envoys.

The party, which received Iraqi backing during the eight-year Gulf War, has blamed Iran for the killing.

The two-day conference is sponsored by the French human rights group France-Libertes, headed by President Francois Mitterrand's wife Danielle, and the Kurdish Institute.

REUTER LDJ

14-10 2322

PARIS/afp/griffith/15.10.89/09h00

KURDS CONFERENCE

2474

TURKEY, IRAN and IRAQ have come under fire at an international conference over their treatment of KURDS.

BRITISH MP and human rights spokesman LORD AVEBURY said the survival of the KURDS as a people was threatened.

He said it was unacceptable for TURKEY to be involved in destroying the KURDISH identity while seeking to join the EUROPEAN Economic Community.

LORD AVEBURY also criticised IRAQ for displacing KURDS from their IRAQI homeland and accused IRAN of murdering a leading KURDISH official in VIENNA last year.

The two-day PARIS conference was organised by the KURDISH Institute under the patronage of the wife of the FRENCH President, DANIELLE MITTERAND.

F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A

Paris Talks Seek Attention for Plight of Kurds

By STEVEN GREENHOUSE

Special to The New York Times

PARIS, Oct. 14 — Kendal Nezan, a soft-spoken refugee from Turkey and chairman of the Kurdish Institute, is dismayed that the world's millions of Kurds and their 1,000-year-old culture have become orphans of history.

Not only have the Kurds been denied their own homeland, but Iraq is systematically destroying Kurdish villages, Turkey prohibits Kurds from speaking their native language and Iran is waging a 10-year-old war against its Kurds.

Mr. Nezan complains that the Western democracies seem to have forgot-

ten about the Kurds' plight ever since about 400,000 of them fled Iraq in 1987 after Baghdad dropped poison gas on several Kurdish villages. Kurdish leaders say thousands of Kurds died.

"Everyone seems to pay much more attention to a tiny Lebanese family group that kidnaps a few Americans than they do to the world's 25 million Kurds," said Mr. Nezan, a physicist who fled Turkey in 1971.

To "break the wall of silence" on the plight of his people, Mr. Nezan's Paris-based institute has organized the first international conference on the Kurds' human rights situation and cultural identity. Kurds are assembling in

Paris from 23 countries, and Senator Claiborne Pell, Democrat of Rhode Island, chairman of the Foreign Relations Committee, is scheduled to speak on Sunday. The conference is also being sponsored by a French human rights group founded by Danielle Mitterrand, wife of the French President.

When the conference opened today, Yelena G. Bonner, wife of Andrei D. Sakharov, the Soviet human rights campaigner, read a letter from him in which he urged the United Nations to demand that nations with large Kurdish populations establish autonomous regions for Kurds. Dr. Sakharov was scheduled to attend the conference, but

his wife said he was too weak. Mr. Nezan wants the West to put pressure on Iraq, Iran and Turkey to stop denying the Kurds their rights. About half the world's Kurds live in Turkey, one third in Iran and one fifth in Iraq, and there is also a significant Kurdish population in Syria and the Soviet Union.

"The Kurds are pariahs of the international community," Mr. Nezan said. "No government wants to speak up on our behalf because they do not want to disturb certain military, political, strategic interests."

Peter W. Galbraith, a Senate Foreign Relations Committee staff member who spoke at the conference, said, "Too many governments are too concerned about alienating the oil-rich or politically powerful nations where the Kurdish people reside."

He said that after Iraq used poison gas, the Senate backed strong sanctions against Iraq, but that they were blocked by the Reagan Administration.

After World War I, Kurdistan was to become a nation under the 1920 Treaty of Sevres. But the 1923 Treaty of Lausanne superseded that and distributed Kurdistan among several nations.

The Kurdish Institute, a group of writers, artists, historians and other intellectuals, is trying to keep the Kurdish culture from being snuffed out. Turkey has banned Kurdish songs, books on Kurdish history and Kurdish grammars. Iraq, trying to force assimilation, has leveled more than 3,000 Kurdish villages, according to the institute.

"We have a very ancient culture," Mr. Nezan said. "We don't want our generation to be the last link in the chain."

ACPO49 PR:03 PEX U KURDES 380
CONFERENCE-PARIS PROGRAMME

Conférence internationale sur les Kurdes

Paris, 15 octobre (ACP)

L'association "France-Libertés" a organisé, samedi et dimanche à Paris, une conférence internationale sur le problème kurde, mise au point à l'initiative de sa présidente, Mme Danielle Mitterrand. Le colloque a permis de faire le point sur la répression, notamment en Irak, subie par une population "dont le seul crime est d'être kurde", a souligné Mme Mitterrand.

Selon les observateurs, la paix règnerait dorénavant au Kurdistan irakien, pour la première fois depuis des années. Mais le discours dimanche du sénateur américain Peter Galbraith a apporté un éclairage nouveau sur les méthodes employées par l'armée irakienne pour mater les velléités autonomistes de la minorité kurde.

M. Galbraith a ainsi affirmé qu'il détenait "les preuves, accablantes" de l'utilisation "massive" d'armes chimiques par l'armée de Bagdad à l'encontre "d'au moins 49 villages kurdes" dans le nord du pays, au cours d'une offensive menée à la fin du mois d'août 1988. Plusieurs milliers de personnes, en majorité des civils, auraient été tuées, victimes des gaz mortels et des opérations de "nettoyage" qui suivirent.

Loin d'être un fait isolé, l'offensive des troupes gouvernementales envers les guérilleros kurdes répondait, toujours selon M. Galbraith, à un plan précis de la part du gouvernement de M. Saddam Hussein visant à "dépeupler" le Kurdistan. Déplacement de la population déportée dans des camps d'internement, immigration vers les pays frontaliers, les autorités irakiennes ont, semble-t-il, atteint leurs objectifs et le soulèvement est asphyxié.

"une culture interdite"

Mais, l'Irak n'est pas le seul pays à tenter de les briser et la répartition géographique de ce peuple, à cheval sur trois pays, traduit la difficulté à appréhender globalement le problème. La Turquie et l'Iran ne sont pas exempts de reproches vis-à-vis de leur minorité kurde et les pressions diplomatiques sont difficiles à orchestrer vis-à-vis d'Etats possédant un poids économique certain.

Près de 200 000 soldats sont actuellement stationnés au Kurdistan iranien et le secrétaire général du principal parti d'opposition kurde a été assassiné il y a quelques semaines à Vienne par les émissaires venus de Téhéran avec qui il était en négociation.

En Turquie, la méthode est plus insidieuse mais le but n'en est pas moins l'assimilation d'une minorité dont l'exercice de leur culture est officiellement interdite.

15-10-89 16:10

FRAD263 3. I 0585 FRA /AFP-FK76

Kurdes-Conférence prév

Conférence sur "l'identité kurde" : le conflit entre l'Irak et les Kurdes a dominé les travaux dimanche

PARIS, 15 oct (AFP) - Le conflit entre l'Irak et les Kurdes a dominé et perturbé, dimanche, les travaux de la première conférence internationale sur "l'identité kurde" réunie à Paris.

L'Irak a en effet fait figure de principal accusé à cette conférence en raison de sa politique à l'égard de la minorité kurde, estimée de source kurde à quatre millions de personnes.

Bagdad a tenté de se faire entendre en demandant aux organisateurs de la réunion que le président du "Parlement kurde", M. Baheddine Ahmed, prenne la parole. La majorité des participants a refusé qu'un "mercenaire" expose le point de vue de l'Irak. Le "Parlement kurde" existe en vertu d'une "loi d'autonomie" promulguée par le gouvernement irakien en mars 1974 et rejetée par la majorité des Kurdes.

Selon le chef de l'Union patriotique du Kurdistan irakien (opposé au régime de Bagdad), M. Jalal Talabani, un accord était intervenu samedi soir pour que l'ambassadeur d'Irak soit autorisé à prendre la parole dimanche après-midi pour exposer le point de vue de son gouvernement. S'étonnant du fait que l'Irak ait proposé M. Baheddine Ahmed, M. Talabani s'est demandé devant quelques journalistes si "le gouvernement français n'avait pas une politique à double visage".

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, a souligné de son côté que la préparation de la conférence avait été "un long combat" et s'était avérée difficile. "Accepter d'entendre un ennemi eut été un grand pas", a-t-il dit.

Mécontentement irakien

L'ambassade d'Irak a d'autre part invité Mme Danielle Mitterrand à se rendre en mission dans le Kurdistan irakien pour constater de ses propres yeux la situation dans cette région. La conférence de Paris est placée sous le haut patronage de l'épouse du chef de l'Etat en sa qualité de présidente de la fondation France-Libertés.

Mme Mitterrand a accepté l'invitation à condition d'être accompagnée de représentants d'organisations humanitaires internationales, a-t-on indiqué de source officielle.

L'Irak, selon des sources sûres, avait exprimé, il y a quelques jours déjà, son "mécontentement" aux autorités françaises pour avoir autorisé la tenue de cette conférence.

La conférence de Paris a décidé dimanche de créer un comité constitutif d'une commission parlementaire internationale qui serait chargée de défendre les droits de l'homme et l'identité culturelle kurde, a-t-on appris auprès des participants. La communauté kurde compte 25 millions de personnes.

Elle a par ailleurs adopté à l'unanimité un texte proposé par l'Institut kurde de Paris demandant aux autorités autrichiennes davantage de diligence dans l'enquête sur l'assassinat, le 13 juillet dernier à Vienne, du chef du Parti démocratique du Kurdistan iranien, M. Abderrahman Ghassemlou, et de deux autres dirigeants kurdes.

La Turquie a, elle aussi, été accusée de chercher à priver les Kurdes de leur identité en débaptisant des villages, en interdisant l'usage de la langue kurde et en refusant le statut de réfugiés politiques aux Kurdes qui ont fui l'Irak.

La Syrie, de son côté, a été accusée de refuser aux Kurdes leurs droits les plus élémentaires et, seule, l'Union Soviétique a reçu un satisfecit pour son traitement de l'importante minorité kurde qu'elle abrite.

La conférence devait terminer ses travaux dimanche soir.

MN/bp

AFP 151725 OCT 89

Conférence internationale sur les Kurdes
Condamnation du sort réservé à cette minorités

Paris, 15 octobre (ACP)

La Conférence internationale sur le problème kurde a conclu ses travaux, dimanche, par l'adoption d'une résolution condamnant "le sort réservé au peuple kurde par les Etats qui l'abritent". Ses participants, parmi lesquels Elena Bonner, épouse du dissident soviétique, et M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, ont également annoncé qu'une "mission parlementaire internationale chargée de la défense des Droits de l'homme" au Kurdistan allait être constituée.

Se référant à l'usage par l'Irak d'armements chimiques, la déclaration finale propose qu'on en interdise la "fabrication" et que les pays contrevenants soient mis au banc des nations. Enfin, le texte demande "la réunion d'une session spéciale de l'Organisation des Nations unies", ainsi que la mise en place d'une assistance humanitaire dirigée vers les réfugiés Kurdes.

Une nouvelle conférence devrait se réunir à Stockholm avant le mois de juillet 1990.

15-10-89 21:08

Agence Centrale de Presse
Agence Centrale de Presse

Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter

BC-FRANCE-KURDS (PICTURE)

KURDISH LEADER STORMS OUT OF PARIS CONFERENCE

By Juliet Towhid

PARIS, Oct 15, Reuter - A Kurdish leader stormed out of the first international conference on Kurds on Sunday, accusing the French government of caving in to pressure from Iraq.

Jalil Talabani, whose Iraqi Patriotic Union of Kurdistan (PUK) is fighting for independence from Baghdad, walked out when the French chairman of the two-day conference said an Iraqi government representative would address the 200 delegates.

"We are grateful to the French government for organising this conference, but we hope they will not sacrifice all values of democracy and human rights in favour of commercial policy," Talabani said.

He and his supporters then left, and the Iraqi government representative vanished without addressing the conference.

The meeting brought together Kurdish representatives from Turkey, Iran and Iraq, where most of the world's 30 million Kurds are settled. Each country has its own Kurdish group fighting for independence and a united Kurdistan.

"The French government is playing a double game. It is afraid to upset the Iraqi government because of its commercial links with that country," Talabani later told reporters.

He said the Iraqi representative, Baha Din Ahmed, was a Kurd who had defected to the Iraqi side.

"We are not ready to listen to a Kurdish traitor sent by Iraq to address the conference," Talabani said.

Conference chairman Bernard Kouchner, the French secretary of state for humanitarian affairs, pleaded for tolerance, saying it had not been easy to organise the conference.

"It has taken months of difficult organisation. We feel it would be a great step for you to listen to the enemy's point of view," he told delegates.

Talabani told Reuters he believed Iraqi Kurds were being discriminated against at the conference, and were being given less time to speak than other delegations.

Several resolutions were expected later on Sunday, the final day of the conference, including one seeking a United Nations observer seat for the Kurds and another proposing an international committee on Kurdistan.

The committee, suggested by Lord Avebury, chairman of Britain's Parliamentary Human Rights Group, would appoint representatives in all European Community countries and the United States, with a secretariat based in Paris. They would lobby governments to increase support for the Kurdish cause.

The conference is sponsored by the French human rights group France-Libertes, headed by President Francois Mitterrand's wife Danielle, and the Kurdish Institute. REUTER JMT EM SB 151718

FRFR
 FRA0358 4 1 0373 FRA /AFP-GC38
 Kurdes-conférence
 La conférence sur "l'identité kurde" souhaite un statut d'observateur pour les Kurdes à l'Assemblée générale de l'ONU

PARIS, 15 oct (AFP) - La première conférence internationale sur "l'identité kurde", réunie à Paris, a exprimé dimanche le souhait que les Kurdes obtiennent un statut d'observateur à l'Assemblée Générale de l'ONU et recommandé à cet effet la constitution d'une organisation représentant l'ensemble des populations kurdes.

Dans une résolution adoptée à l'issue de ses travaux, la conférence a par ailleurs demandé, à l'initiative de l'académicien Andreï Sakharov, au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, de réunir une session spéciale de l'Assemblée générale sur la question kurde.

Elle a souhaité que des représentants de la population kurde soient invités au Parlement européen et au Conseil de l'Europe.

Elle a également "souhaité" la constitution d'une "mission permanente chargée des droits de l'homme dans les pays au sein desquels vivent des minorités kurdes" (Irak, Iran, Turquie, Syrie et Union soviétique principalement). Cette mission serait ouverte aux parlementaires de tous les pays démocratiques, dit le texte de la résolution.

La conférence a demandé que "les législations nationales interdisent la fabrication d'armes chimiques" et souhaité la conclusion d'un accord international sur "des sanctions économiques et diplomatiques" à l'encontre des pays qui utiliseraient des armes chimiques et biologiques.

Elle a "attiré l'attention" sur la situation "dramatique des réfugiés kurdes" et s'est inquiétée du sort des populations déplacées, demandant le libre accès à ces personnes pour des organisations gouvernementales et non gouvernementales.

La conférence a enfin annoncé qu'elle s'efforcera de tenir une nouvelle réunion "avant juillet 1990" à Stockholm sous l'égide du Comité suédois pour la défense des droits de l'homme au Kurdistan.

Cette conférence, organisée par l'Institut kurde de Paris et placée sous le haut patronage de l'épouse du Président de la République, Mme Danielle Mitterrand, en sa qualité de présidente de l'association France-Libertés, s'était ouverte samedi au Centre international de conférences à Paris.

MN/bfo

AFP 151901 OCT 89

FRFR
FRA0141 4 I 0311 FRA /AFP-EF70
Kurdes-conférence
La conférence internationale sur "l'identité kurde" décide de créer une commission pour la "défense des droits de l'Homme kurde"

PARIS, 15 oct (AFP) - La conférence internationale de Paris sur "l'identité kurde" a décidé de créer une commission internationale de parlementaires chargés de la "défense des droits de l'Homme kurde et de l'identité kurde", a-t-on appris auprès des participants.

Cette décision adoptée à l'unanimité par les participants, selon les mêmes sources, a été proposée par Lord Avebury, président de la commission parlementaire britannique pour les droits de l'Homme.

Un comité constitutif de cette commission qui devrait comprendre des parlementaires "députés et sénateurs" du plus grand nombre possible de pays, devrait être formé dimanche après-midi. Il comprendrait notamment Lord Avebury et M. Clairborne Felli, sénateur américain.

D'autre part, l'Irak a invité l'épouse du président de la République, Mme Danielle Mitterrand, en sa qualité de présidente de la Fondation France-Libertés, à se rendre dans le Kurdistan irakien pour constater de ses propres yeux la situation dans cette région, à annoncé dimanche à Paris le secrétaire général de la Fondation France-Libertés.

À la tribune de la conférence internationale sur "l'identité kurde", M. Raphaël Doueb a ajouté que Mme Mitterrand avait accepté l'invitation sous condition : elle a exigé d'être accompagnée par des représentants d'organisations qui s'occupent des droits de l'Homme. Elle a cité Amnesty International, la Fédération internationale des droits de l'Homme, Helsinki Watch, American Watch, Médicins du monde.

L'Irak fait figure de principal accusé à la conférence de Paris sur "l'identité kurde" en raison de sa politique envers la minorité kurde irakienne. Plusieurs orateurs ont parlé de véritable "génocide" kurde en Irak.

MN/pc
AFP-154338 OCT 89

Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter

BC-FRANCE-KURDS 1STLD

PARIS CONFERENCE SETS UP INTERNATIONAL GROUP ON KURDS

By Juliet Towhidi

PARIS, Oct 15, Reuter - A Paris conference decided on Sunday to set up an international parliamentary committee to monitor the treatment of 30 million Kurds spread across five countries.

The two-day international conference, the first of its kind, passed a resolution to create the committee which would also lobby for a United Nations observer seat for the Kurds.

The unanimity on the final resolution contrasted with an earlier clash, when a pro-Iranian Kurdish leader stormed out, accusing the French government of caving in to pressure from Iraq.

Soviet human rights campaigner Andrei Sakharov, in a letter addressed to the more than 200 delegates from 26 countries, said the United Nations should be asked to hold a special General Assembly session to discuss the Kurds.

"All the cruelties and illegal acts committed in the past towards the Kurds should be condemned and measures should be taken to prevent them happening again in the future," Sakharov said in the letter, read out by his wife Yelena Bonner.

His call was adopted in the final resolution, along with a pledge to hold a second international conference in Stockholm before July 1990.

The French secretary of state for humanitarian affairs, Bernard Kouchner, who chaired Sunday's session, said the conference had been difficult to organise and admitted some governments had protested.

"Our diplomats have received protests from certain governments concerned," he told Reuters.

Iraq, Iran and Turkey, where the majority of Kurds are concentrated, have their own Kurdish guerrilla groups fighting for an independent and united Kurdistan.

President Francois Mitterrand's wife Danielle, whose private human rights group France-Libertes helped organise the conference, told reporters: "Perhaps there will be diplomatic repercussions, but we will tackle them."

Jalil Talabani, whose Iraqi Patriotic Union of Kurdistan (PUK) is fighting for independence from Baghdad, walked out after Kouchner announced an Iraqi government representative would address the conference.

"We are grateful to the French for organising this conference, but we hope they will not sacrifice all values of democracy and human rights in favour of commercial policy," Talabani said.

The Iraqi representative left without addressing the meeting. Talabani later told reporters the Iraqi spokesman, Baha Din Ahmed, was a Kurd who had defected to the Iraqi side.

"We are not ready to listen to a Kurdish traitor sent by Iraq to address the conference," he said.

Organisers said they were disappointed at the turnout. Between 40 and 50 per cent of those invited failed to turn up, according to Kendal Nezan, head of the Kurdish Institute.

REUTER JMT EM RDW 152220 GMT oct 89 <

FRFR
FRAD427 4 I 0187 EXT /AFP-8075
Kurdes-Conférence
La fondation "France Libertés" prête à "assumer" d'éventuelles répercussions diplomatiques de la conférence de Paris

PARIS, 15 oct (AFP) - L'épouse du président de la République, Mme Danielle Mitterrand, a déclaré dimanche soir que la fondation qu'elle préside était prête à "assumer" les "répercussions diplomatiques" que pourrait avoir la réunion à Paris d'une conférence internationale sur "l'identité kurde".
Lors d'une conférence de presse, Mme Mitterrand a déclaré : "Nous sommes tout à fait dans le combat pour les droits de l'homme" dans lequel la fondation "France Libertés" s'est définie. Dès lors "je ne vois pas pourquoi on aurait peur", a-t-elle ajouté en réponse à une question.

La fondation "France Libertés" parvenait la conférence internationale sur "l'identité kurde".

"Qu'il y ait des répercussions diplomatiques, peut-être, mais on les assumera", a poursuivi l'épouse du chef de l'Etat français.

Selon des sources sûres, l'Irak au cours des derniers jours a exprimé son mécontentement aux autorités françaises pour avoir autorisé la réunion de cette conférence.

MN/bfo
AFP 152028 OCT 89

FRFR
FRAD124 4 I 0194 FRA /AFP-DV04
Kurdes-Conférence
Danielle Mitterrand le 24 octobre devant le Sénat américain

PARIS, 15 oct (AFP) - L'épouse du président de la République, Mme Danielle Mitterrand, parlera le 24 octobre du problème kurde à Washington devant la commission des droits de l'Homme du Sénat américain, a annoncé dimanche le secrétaire général de la Fondation France-Libertés qu'elle préside.

M. Raphael Doueb a fait cette annonce à la tribune de la conférence internationale sur "l'identité kurde" réunie à Paris, et placée sous le haut patronage de Mme Mitterrand.

La fondation France-Libertés a fait accueillir en France au cours des derniers deux mois 350 Kurdes qui ont fui les bombardements du Kurdistan irakien et qui s'étaient réfugiés en Turquie.

M. Doueb a affirmé que si l'insertion de ces 350 réfugiés se faisait bien, un plus grand nombre, peut-être 1.000, a-t-il dit, pourraient être accueillis en France. D'autres pays européens se sont déclarés prêts à en faire de même a-t-il ajouté. Dans une déclaration à l'AFP, il a précisé qu'il s'agissait du Portugal, de l'Italie, de la Suède, du Danemark, de la Norvège, de la Finlande et de l'Autriche.

MN/pi/pc idf
AFP 151240 OCT 89

GLGL

00023 ASI/AFP-A031-----

R 1 KURDS-CONFERENCE 1- 10-16 0239

PLIGHT OF KURDS IN IRAQ DOMINATES CONFERENCE ON KURDISH IDENTITY

PARIS, Oct 16 (AFP) - The plight of Kurds living in Iraq dominated an international conference here on the Kurds' threatened ethnic and cultural identity.

Iraq has drawn most criticism at the meeting here, the first of its kind, for its treatment of its Kurdish minority.

Baghdad tried to put its side of the argument, asking the conference's organisers that the leader of the "Kurdish Parliament", Baheddin Ahmed, be allowed to speak.

The parliament exists under an autonomy law promulgated by the Iraqi government in March 1974, but is rejected by the majority of the country's estimated four million Kurds.

Most of the conference delegates refused to allow what they saw as a "mercenary" outline the Iraqi position.

The conference meanwhile decided Sunday to set up an international human rights commission to defend Kurds.

U.S. Senator Claiborne Pell, a Democrat from Rhode Island, and Lord Avebury, chairman of the British Parliamentary Human Rights Commission, will sit on a steering committee charged with forming the panel, conference sources said.

French President Francois Mitterrand's wife Danielle is to visit Washington and outline the Kurdish problem before the U.S. Senate's human rights committee on October 24, a representative of the France-Libertes Foundation she heads told the conference.

MORE

AFP 160140 GMT OCT 89

A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P. A.F.P.

GLGL

00024 ASI/AFP-A032-----

R 1 KURDS-CONFERENCE 2-LAST 10-16 0263

(PARIS)

The Iraqi Embassy invited the French first lady to visit Kurdistan herself to evaluate the situation there. Mrs. Mitterrand agreed, but only on condition she could bring along representatives of leading human rights organizations, officials said.

The conference also discussed the murder of Abderrahman Ghassemloou, general-secretary of the banned Democratic Party of Iranian Kurdistan, in Vienna on July 13.

The Kurdish leader and two other Kurdish nationalists were gunned down while negotiating conditions for their return home with Iranian envoys, according to Teheran.

Delegates unanimously passed a resolution calling on Austrian authorities to investigate the murders more thoroughly.

Among the other resolutions adopted by the conference was a call for a special Kurdish organisation to be set up and to be given observer status at the United Nations General Assembly. It also sought a special session of the General Assembly to discuss the Kurdish issue.

Mrs. Mitterrand said late Sunday that the foundation was ready to assume the "diplomatic repercussions" which could follow the conference. "We are fully in the fight for human rights" she told reporters afterwards, adding "I do not see why we should be afraid".

The Kurdish community comprises some 25 million people worldwide, with large minorities living in the Soviet Union and Syria.

While the Soviet Union was said to treat its Kurds fairly, Syria and Turkey were both criticised for infringing the rights of their Kurdish communities.

MN/TH/HL

AFP 160141 GMT OCT 89

Conference Highlights Plight of Kurds

Resolutions Call for U.N. Sessions on Abuses of Human Rights

By Jonathan C. Randal
Washington Post Foreign Service

PARIS, Oct. 15—Kurds from around the world met here this weekend in the first international conference devoted to their often tragic history.

The forum, organized with the help of Danielle Mitterrand—wife of the French president and a human rights campaigner—was intended to focus attention on the plight of an estimated 20 million Kurds who now live in communities scattered across six countries from Lebanon to the Soviet Union.

More than two dozen speakers provided details on what Jeri Laber, executive director of the U.S. human rights group Helsinki Watch, termed a "staggering list of human rights abuses: arrests, torture, murder, assassination, chemical warfare, mass deportations, expulsions, appalling conditions in refugee camps, refusal of political asylum by the West, denial of ethnic rights to language, literature and music, and destruction of villages, towns and cities."

"In terms of the severity of the problem, the Kurds should be near the top, not at the bottom, of our human rights agenda," said Sen. Claiborne Pell (D-R.I.), chairman of the Senate Foreign Relations Committee, who spoke at the conference. "Too many governments are too concerned about alienating the rich or politically powerful nations where the Kurdish people reside."

Pell was unsuccessful last year in efforts to enact legislation to impose economic sanctions on Iraq after charges that it used chemical weapons on its Kurdish population. But the senator expressed optimism about the chances of a new bill aimed at punishing governments using such internationally banned arms. The object, he said, was "to send a message to the government of Iraq and that message is 'never again.'"

Sponsored by Danielle Mitterrand's human rights foundation and the Kurdish Institute of Paris, the conference focused on cultural identity and human rights.

Kurds have fought for decades to win an independent Kurdistan in the mountains of eastern Turkey, northern Iraq and northern Iran. Last year, after a cease-fire halted the eight-year war between Iran and Iraq, about 65,000 Kurds fled into Turkey to escape an Iraqi offensive against their villages that they charged included poison gas attacks. The Iraqi government has denied the charges.

At one point today, delegates led by Jalal Talabani, a veteran Kurdish nationalist, threatened a walkout if the chairman of the Iraqi government's Kurdish autonomy zone, Bahdeen Ahmad, spoke to the conference. The French government tried unsuccessfully to persuade the conference to hear Ahmad, who is considered a collaborator by Kurdish nationalists.

Talabani scolded the Socialist-led French government for having "a double-faced policy" and what he called a readiness to "sacrifice all rules of humanity, the Universal Declaration of the Rights of Man and socialism for commercial policy."

France, a major arms supplier to Iraq, recently agreed to reschedule \$1.35 billion in overdue payments on a \$4 billion debt. The influential Iraqi lobby in France hopes to persuade Paris to sell the Baghdad government Mirage 2000 fighter-bombers.

Aside from Bernard Kouchner, a junior minister in charge of humanitarian affairs, no French official or legislator attended the conference.

In what delegates privately described as an acknowledgment of the fragility of Middle East states and their fears about secession in such a volatile region, resolutions adopted by the conference avoided mention of self-determination for the Kurds.

Acting on a suggestion by Andrei Sakharov, the Soviet human rights activist and Nobel Peace Prize winner, the resolutions asked U.N. Secretary General Javier Perez de Cuellar to organize a special U.N. General Assembly session on the Kurdish problem and for similar treatment by the U.N. High Commissioner for Refugees.

The resolutions, which many delegates privately acknowledged stood little chance of immediate acceptance, also called for: the formation of a single umbrella group to represent the traditionally divided Kurds; the granting of observer status at the United Nations to the Kurds and invitations to the 12-nation European Parliament and the Council of Europe; an international agreement to ban manufacture of chemical weapons and to seek diplomatic and economic sanctions

against governments using them; and the creation of a "permanent mission" of legislators from "democratic" countries to keep tabs on Kurdish human rights.

Thomas Hammerberg, a former president of the human rights organization Amnesty International, announced plans for another conference next July in Stockholm. An interim meeting may be held in London.

A Kurdish delegate said that the Paris conference "has saved us from [embarking on] terrorism for another year" by demonstrating the world's concern to despairing Kurds.

Outside the conference hall both Saturday and today, hundreds of hard-line Turkish Marxist Kurds of the Kurdish Workers Party chanted their disapproval of the meeting and their belief in armed struggle. Since 1984, more than 2,000 Marxist insurgents and a similar number of Turkish security forces and Kurdish civilians have lost their lives in an ever fiercer civil war.

5F • LUNDI 16 OCTOBRE 1989

KURDES

Les Kurdes en conférence à Paris

Invités par l'association France liberté de Danielle Mitterrand, il étaient, pour la première fois, réunis toutes nationalités confondues.

La Conférence internationale sur les Kurdes « *Droit de l'homme et identité culturelle* » qui s'est achevée dimanche soir à Paris était une première du genre, une première réussie. L'ensemble des mouvements et personnalités kurdes venus des cinq pays où vivent des Kurdes (Turquie, Iran, Irak, Syrie et URSS) étaient rassemblés dans une même salle, à l'invitation de l'Institut kurde de Paris et de la fondation France liberté que préside Danielle Mitterrand. La première dame de France témoignera, le 24 octobre à Washington, devant la commission des droits de l'homme du Sénat américain, de la situation du peuple kurde.

Deux jours durant, le sort tragique des populations kurdes aura pu être largement exposé devant un public d'experts. Répressions politique et culturelle en Turquie, guerre en Iran, oppression en Syrie, extermination en Irak : les auditeurs du Centre international de conférences de l'avenue Kleber repartent avec des données nourries et argumentées qui n'épargnent que l'URSS, au sein de laquelle la population kurde jouit au moins des droits élémentaires qui lui sont refusés ailleurs.

Mais la conférence de Paris pourrait être, et ce serait son vrai succès, un point de départ. Dans la résolution finale adoptée à l'issue des travaux, les participants ont repris une suggestion de l'académicien soviétique Andreï Sakharov demandant au secrétaire général de l'ONU « de réunir une session spéciale de l'assemblée générale sur la question kurde ». La même résolution prévoit de prolonger les travaux de la conférence par « la constitution d'une mission permanente ouverte aux parlementaires des pays démocratiques, chargée de la défense des droits de l'homme dans les

pays où vivent les Kurdes ». Elle demande également qu'un accord international permette d'imposer des sanctions économique et diplomatique « au pays qui ferait usage d'armes chimiques et biologiques ».

Autant d'engagements dont les organisateurs assurent qu'ils n'entendent pas les laisser à l'état de vœux pieux et dont ils voudraient vérifier le commencement d'exécution lors d'une conférence prochaine, construite sur le même modèle et qui devrait se tenir à Stockholm avant juillet 1990.

Mais les difficultés n'en sont pas moins nombreuses. La première est évidemment l'incapacité des Kurdes eux-mêmes à se doter d'un minimum de représentation commune qui leur permettrait de parler et d'agir dans les instances internationales. Certes, ils étaient rassemblés, samedi et dimanche, dans une même salle, mais chacun continuait de parler pour son cas spécifique, qu'il s'agisse de l'Iran, de l'Irak ou de la Turquie. L'une des principales organisations kurdes de Turquie, présente dans la salle, le « parti des travailleurs kurdes de Turquie (PKK) » s'est surtout manifestée à l'extérieur, en dénonçant, plusieurs heures durant, la conférence elle-même, tenue pour « hypocrite ».

Ombre également, la faible participation française au débat. Certes, la première dame de France était présente de bout en bout, mais au titre, bien sûr, de son association France liberté, coorganisatrice. Bernard Kouchner, aujourd'hui secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire mais depuis longtemps engagé au côté des Kurdes, a lui aussi participé plus qu'activement à la préparation et aux discussions de la conférence. Mais peut-on dire pour autant qu'il représentait, avenue Kleber, le

gouvernement français dont il est membre, mais dont on sait que certains collègues du secrétaire d'Etat avaient discrètement fait savoir qu'ils ne jugeaient pas sa présence forcément opportune.

Les relations franco-irakiennes ont certainement pesé lourd dans la défection de plusieurs personnalités françaises. L'Irak avait demandé à France liberté, sinon de renoncer à la conférence, au moins d'y admettre une forte délégation irakienne. Les organisateurs avaient, semble-t-il, accepté de donner la parole à l'ambassadeur d'Irak à Paris, offrant par ailleurs à Mme Mitterrand de pouvoir visiter librement et avec les organisations humanitaire de son choix les zones kurdes d'Irak. Mais finalement l'ambassadeur irakien a préféré envoyer, avenue Kleber, le vice-président du Parlement autonome de la région kurde, un Kurde rallié à Bagdad, pour y défendre la politique du parti Baas au Kurdistan. Les Kurdes de la salle ont unanimement refusé qu'un homme qu'ils considèrent comme « un collabo » vienne débattre avec eux. L'un des principaux dirigeants kurdes d'Irak, Jalal Talabani, se demandait si « la France n'aurait pas une politique à deux visages ? »

Avant de se séparer, les participants ont également voté une résolution unanime pour demander aux autorités autrichiennes de faire toute la lumière sur l'assassinat, le 13 juillet dernier, du docteur Abdel-Rahman Ghassemlu, secrétaire général du parti démocratique du Kurdistan d'Iran. C'est à lui, que dans son discours de clôture, Bernard Kouchner a décidé de dédier cette conférence et, sur ce point, tout le monde était d'accord.

Marc KRAVETZ

Danielle Mitterrand, che ha patrocinato la conferenza, si batterà per la minoranza

Curdi: una breccia nel muro del silenzio

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

PARIGI — In una sala dell'avenue Kléber s'è conclusa la conferenza internazionale sull'Identità Curda. L'atmosfera era tesa per due motivi. Primo, perché i curdi, per indurre i media a parlare delle loro sofferenze e della loro lotta, debbono ingaggiare una sorta di corpo a corpo con i titolari delle testate, francesi e straniere. L'atrocità della loro sorte — vi sono coinvolte 25 milioni di persone disseminate fra Turchia, Iran, Siria, Irak e URSS — difficilmente fa titolo. Una volta si diceva: la Cina è lontana. I curdi, addirittura, non esistono o quasi. Secondo motivo: sulla conferenza pesava l'angoscia di un possibile attentato. I dintorni erano presidiati da ingenti forze di polizia.

E' la prima volta, comunque, che si svolge un dibattito di ampio respiro sul problema curdo. Era patrocinato da Danielle Mitterrand, consorte del presidente della Repubblica. S'è battuta e continuerà a battersi per questa popolazione che va in prima pagina solo quando gli iracheni, com'è accaduto tra il 25 agosto e il

15 settembre del 1988, scatenano i venti della morte chimica.

Il bilancio preciso del massacro di vecchi, donne e bambini non è mai stato fatto. Si sa solo che quattromila villaggi sono stati cancellati dalla carta geografica. Ebbene, Danielle Mitterrand, riferendosi anche ai curdi che si sono rifugiati in Turchia e che vivono come prigionieri, ha promesso: «Andrò a Washington e ne parlerò al Congresso degli Stati Uniti».

In un incontro che avemmo con lei tempo fa, disse: «Se fossi al loro posto — parlava dei curdi in Turchia — mi ribellerei. Forse, si lasceranno morire. Forse, insorgeranno. Chi non ha reagito violentemente ai soprusi? L'anima di un individuo si forma alle cadenze dell'ingiustizia». La conferenza, appunto, ha voluto mettere in evidenza l'«anima» curda, l'identità della nazione curda.

Il direttore dell'Istituto Curdo, Kendal Nezan, a cui si deve l'iniziativa della conferenza dell'avenue Kléber nonostante le rimostranze e persino le minacce dell'Irak e della Turchia, vuole che si frantumi il

«muro del silenzio» sul destino della comunità.

I curdi di Parigi hanno fondato l'Istituto per difendere il loro patrimonio culturale. I diritti dell'uomo — s'è detto alla conferenza — valgono anche per la gente curda. Il messaggio deve raggiungere non solo Bagdad, dove è stato impartito l'ordine del genocidio, ma anche Ankara che spera d'entrare nella Comunità Europea. Inoltre, la «diaspora» curda in Europa deve trovare approdi che non annientino religione, lingua e tradizione.

La «galassia» curda e le sue ramificazioni politiche erano rappresentate alla Conferenza. Si nota da tempo, sia fra quanti vivono mischiati ad altre comunità, sia fra quanti resistono alla ferocia di Saddam Hussein, la volontà di unirsi, almeno spiritualmente, in una nazione curda.

Massoud Barzani, parlando del Fronte del Kurdistan, disse: «Non ci sono divergenze. Lottiamo insieme. Ma non vogliamo che gli occidentali vengano, un giorno, a piangere sulle nostre tombe».

Ulderico Munzi

People without a country

KURDS

PARIS, Sunday: Mr Kendal Nezan, a soft-spoken refugee from Turkey and chairman of the Kurdish Institute, is dismayed that the world's millions of Kurds and their 1,000-year-old culture have become orphans of history.

Not only have the Kurds been denied their own homeland, but Iraq is systematically destroying Kurdish villages, Turkey prohibits Kurds from speaking their native language and Iran is waging a war against its Kurds which has lasted 10 years.

Mr Nezan said that the Western democracies seemed to have forgotten about the Kurds' plight ever since about 400,000 of them fled Iraq in 1987 after Baghdad dropped poison gas on several Kurdish villages.

Kurdish leaders say thousands of Kurds died.

"Everyone seems to pay much

more attention to a tiny Lebanese family group that kidnaps a few Americans than they do to the world's 25 million Kurds," said Mr Nezan, a physicist who fled Turkey in 1971.

To "break the wall of silence" on the plight of his people, Mr Nezan's Paris-based institute has organised the first international conference on the Kurds' human rights situation and cultural identity.

Kurds are assembling in Paris from 23 countries. The conference is also being sponsored by a French human rights group founded by Mrs Danielle Mitterrand, wife of the French President.

When the conference opened yesterday, Ms Yelena Bonner, wife of Dr Andrei Sakharov, the Soviet human rights campaigner, read a letter from him in which he urged the United Nations to demand that nations with large Kurdish populations establish autonomous regions where the

Kurds would be in control and their rights would be protected.

Dr Sakharov was scheduled to attend the conference, but his wife said he was too weak to come. Mr Nezan said he hoped that the conference would persuade the West to put pressure on Iraq, Iran and Turkey to stop denying the Kurds their rights.

About half the world's Kurds live in Turkey, one third in Iran and one fifth in Iraq, and there are also significant Kurdish populations in Syria and the Soviet Union.

"The Kurds are pariahs of the international community," Mr Nezan said. "No government wants to speak up on our behalf because they do not want to disturb certain military, political, strategic interests."

Kurdish rebels are fighting for autonomy in Turkey, Iran and Iraq, but they have been hampered by divisions in their movement.

The New York Times

Human rights panel for embattled people

KURDS

PARIS, Monday: Participants at a conference here on the embattled Kurdish people decided today to set up an international human rights commission to defend Kurds, whose survival is said to be threatened.

US Senator Claiborne Pell and Lord Avebury, chairman of the British parliamentary human rights commission, will sit on a steering committee charged with forming the panel, sources said.

The committee will group "deputies and senators" from as wide a range of countries as possible and is to be set up later today, the sources said.

They said the human rights commission, an idea proposed by Lord Avebury, would be charged with "the defence of Kurdish human rights and the Kurdish identity".

Lord Avebury told the conference yesterday, when it opened, that the Kurds' survival as a people was threat-

ened. They face particular hardship in Turkey, Iran and Iraq.

Mrs Danielle Mitterrand, the French President's wife, is to visit Washington and outline the Kurdish problem before the US Senate's human rights committee on October 24, a representative of the France-Libertes Foundation she heads told the conference.

Mrs Mitterrand's organisation has brought 350 Kurdish refugees to France in the past two months. They came from Turkey where they fled after bombing raids on Iraqi Kurdistan.

If the group settles in, another 1,000 Kurds may be brought to France, he said. Other countries have also said they were prepared to offer refuge to the Kurds, he added. He said that those countries were Portugal, Italy, Sweden, Denmark, Norway, Finland and Austria. The Kurdish community comprises some 25 million people world-wide, with large minorities living in the Soviet Union and Syria.

Agence France-Presse

LE FIGARO

LUNDI 16 OCTOBRE 1989



Le monde
en bref

Kurdes Conférence internationale à Paris

□ La première conférence internationale sur « l'identité kurde », réunie à Paris, a exprimé hier le souhait que les Kurdes obtiennent un statut d'observateur à l'Assemblée générale de l'ONU et a recommandé la constitution d'une organisation représentant l'ensemble des populations kurdes. A l'initiative de l'académicien soviétique Andreï Sakharov, la conférence a également adopté une résolution demandant au secrétaire général de l'ONU de réunir une session spéciale de l'Assemblée générale sur la question kurde.

Selon des sources bien informées, l'Irak et l'Iran ont fait part de leur mauvaise humeur auprès des autorités françaises pour avoir autorisé la tenue de cette réunion. En Turquie, le premier ministre et le chef de l'opposition ont interdit à leurs députés de participer aux débats. Ces trois pays, avec la Syrie et l'URSS, abritent les plus importantes minorités kurdes.

Conférence internationale à Paris

L'INDIFFERENCE ET L'HYPOCRISIE DENONCEES

LA conférence internationale pour la défense de l'identité culturelle kurde qui s'est réunie samedi et dimanche à Paris aura eu un mérite : réunir en un même lieu les représentants d'un peuple écartelé entre cinq pays, leur permettre de s'exprimer, pour une fois ensemble, de dénoncer leurs bourreaux à la face du monde : essentiellement les gouvernements de l'Irak, de l'Iran et de la Turquie.

Un premier prix de l'horreur a été décerné au régime de Saddam Hussein : bombardements chimiques, déportations massives, destructions de villages au Kurdistan ont été qualifiés de « crimes contre l'humanité ». La Turquie, qui non contente de réprimer ses propres Kurdes, parce que les réfugiés d'Irak dans des conditions inhumaines, leur refusant tout secours, a elle aussi été dénoncée. Plusieurs députés en étaient venus, bravant l'interdiction faite par leur parti, soi-disant « progressiste », le Parti socialiste populiste (SHP). Ibrahim Aksoy, exclu de ce parti pour avoir dénoncé la répression anti-Kurdes à Strasbourg, a expliqué comment Ankara empêchait la population de secourir les réfugiés. Il a reproché à l'Internationale socialiste d'avoir admis le SHP.

Souvent amers, les orateurs ont dénoncé l'indifférence des gouvernements occidentaux et l'hypocrisie des grandes puissances qui assistent sans broncher

au martyr d'un peuple qu'on tente tout simplement d'éliminer.

La conférence elle-même, si méritoire que soit l'intention de ses organisateurs (l'Institut kurde de Paris et la Fondation France-Liberté que préside Danièle Mitterrand), n'échappait pas à une certaine ambiguïté. Son intitulé même en définissait les limites : il s'agissait de « l'identité culturelle » des Kurdes, non de leur identité nationale. Ce que soulignèrent samedi des contestataires manifestant devant le centre de conférence, et soulignant que le problème kurde n'était pas seulement culturel ou humanitaire.

Surtout, la conférence fut l'objet de pressions constantes des régimes incriminés, et notamment de l'Irak, qui faillit bien réussir à la saboter. Une délégation de l'ambassade d'Irak avait tenté samedi matin de forcer la porte de la conférence où elle n'était pas invitée. Elle fut renvoyée, mais le régime de Bagdad sut utiliser des canaux plus efficaces puisque, dimanche matin, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, qui présidait la séance, annonçait que le président du Parlement autonome kurde irakien, Bahadine Ahmed, allait s'exprimer. Remous et protestations dans la salle, les représentants des deux grands partis kurdes d'Irak, le PDKI et l'UPK menaçaient de quitter la conférence, considérant comme « une insulte

non seulement au peuple kurde, mais aussi au peuple français qu'on donne la parole à un criminel de guerre ». Visiblement fâché, Bernard Kouchner conseillait aux mécontents de quitter la salle. L'incident fut clos quand on apprit que la délégation irakienne avait préféré quitter les lieux. Bernard Kouchner et le vice-président de France-Liberté, Raphaël Doueb, eurent beau s'évertuer à expliquer que la « realpolitik » avait ses impératifs qui rendaient les choses difficiles, l'incident laissait un malaise.

Sur quoi pouvait déboucher la conférence ? Des textes ont été proposés. L'un dénonce la « raison d'Etat » au nom de quoi le meurtre de trois Kurdes d'Iran, dont le dirigeant du PDKI Abderhamane Ghassemloo, assassiné à Vienne en juillet, n'est toujours pas élucidé par la justice autrichienne : l'Iran y est directement mêlé. Un autre propose la création d'une commission internationale de parlementaires chargée de la défense des droits de l'homme kurde. Nombre d'orateurs ont demandé l'inscription de la question kurde à l'ordre du jour de l'ONU et le statut d'observateur pour ce peuple. Certains ont proposé que « les états démocratiques demandent que l'organisation d'une session spéciale de l'Assemblée générale soit consacrée au problème kurde ».

Françoise Germain-Robin

Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter - Reuter

BC-FRANCE-KURDS

UU YLP CAW

IRAQI AMBASSADOR SAYS HE UNEASY ABOUT PARIS CONFERENCE ON KURDS

By Raoul Sachs

PARIS, Oct 16, Reuter - Iraq's ambassador to France expressed unease and dissatisfaction on Monday over a Paris conference on Kurdish human rights hosted by President Francois Mitterrand's wife, Danielle.

Abdul Razzaq Al-Hashimi said last weekend's two-day meeting, during which Iraqi treatment of its Kurdish minority was frequently condemned, was biased.

"Because of such a conference, yes there is dissatisfaction, yes there is unease, because it was one-sided", he told reporters.

"The organisers should bear in mind the importance of Iraqi-French relations", he said at a luncheon, adding however that he did not think bilateral ties would be damaged.

Danielle Mitterrand's independent human rights pressure group, France-Libertes, was the main organiser and the French first lady chaired the event.

In its final declaration, the conference said it would set up an international committee to monitor the human rights situation of 30 million Kurds largely concentrated in Iraq, Turkey and Iran.

Al-Hashimi said he had not been invited to speak at the conference, in which Iraq came under attack for allegedly using chemical gas last year against its Kurdish population.

Iraq, a key French ally in the Middle East and a prized customer for French arms, is believed to have complained to the Socialist government before the meeting.

"Our diplomats have received protests from certain governments concerned," Bernard Kouchner, France's junior minister for humanitarian affairs and co-chairman of the conference, told Reuters on Sunday.

Danielle Mitterrand said at the end of the meeting, which drew around 200 delegates from 26 countries, that she was not afraid of the consequences. "Perhaps there will be diplomatic repercussions, but we will tackle them", she said.

The conference came close to uproar on Sunday when a pro-Iranian Kurdish leader stormed out, accusing France of caving in to pressure from Iraq.

Jalil Talabani, head of the Iraqi Patriotic Union of Kurdistan (PUK) fighting for independence from Baghdad, objected because a pro-government Iraqi Kurd was tabled to address the hall.

Following the walk-out by Talabani and his supporters the Iraqi government representative disappeared without delivering a speech.

France and Iraq last month signed an agreement in Baghdad guaranteeing the repayment of Iraqi debts falling due in 1988 and 1989 within three months. The total Iraqi debt to France is estimated by Paris at around six billion dollars.

REUTER JMT

Kurds unite to tell world of 'genocide'

Kurdish leaders are calling for urgent international action to protect their rights and attempting to find a common political programme, Harvey Morris writes from Paris.

LEADERS of the 20 million Kurds of the Middle East have resolved to press for observer status at the United Nations for a unified Kurdish front in order to bring world attention to repression which they say amounts to physical and cultural genocide.

A weekend conference here, chaired by Danielle Mitterrand, the wife of the French president, was the first time in 60 years that heads of Kurdish autonomy movements from the main states embracing Kurdistan — Iran, Iraq, Turkey and Syria — had gathered to formulate a common programme.

The impetus came in part from Iraq's campaign over the past year to depopulate Iraqi Kurdistan, including the use of chemical weapons, and also from fears that an eventual peace treaty between Iran and Iraq after eight years of war could include a tacit agreement to strangle the Kurdish resistance in both countries.

The conference was to have been presided over by Abdu-rahman Qassemou, the secretary-general of the Kurdish Democratic Party of Iran and the leading theoretician of the Kurdish movement. But he was assassinated in Vienna on 13 July during peace talks with Iranian representatives in what Kurds sources allege was a trap set by Tehran.

Mr Qassemou, who led a 10-year insurgency against the



JOHN VOOS

Turkish Kurds, forced out of their mountain villages, try to make a home in an encampment near Sirnak in south-eastern Turkey

Khomeini regime, was quoted in an interview shortly before his death as saying: "One doesn't speak enough about the Kurds because we have never taken any hostages, never hijacked a plane. But I am proud of this."

Kurdish delegates to the two-day conference said privately that they were concerned that lack of international action to protect the rights of Kurds could lead to hardline pressure for the launch of terrorist campaigns.

The Paris conference, however, was restricted to the issues of cultural identity and human rights and glossed over maximalist demands for an independent state. This was mainly out of deference to the host country, France, which has diplomatic relations with the four countries concerned.

Kurdish speakers nevertheless pointed out that the Kurds were the largest nation in the world which did not have its own state despite promises, at the break-up of the Ottoman Empire after the First World War, that there would be an independent Kurdistan. The Kurdish claim to independence was based on the Kurds' distinctive culture and language and a 2,000-year history of autonomy from their Turkish, Arab and Persian neighbours.

Western speakers concentrated on the human rights abuses suffered by the Kurds in the countries in which they live. The chairman of the US Senate foreign relations committee, Claiborne Pell, said that Kurds in Turkey were denied the right

to speak their language outside their homes, in Iran their leaders were persecuted and killed and in Iraq Kurdish villages were razed to the ground and

Kurdish children tortured and killed by chemical weapons. "In terms of the severity of the problem, the Kurds should be near the top, not at the bottom, of our human rights agenda," Senator Pell said. He said one reason for the lack of international action in defence of the Kurds was that "too many governments are too concerned about alienating the oil-rich or politically powerful nations where the Kurdish people reside".

He may have had in mind, among others, the French government and its strong pro-Iraqi lobby which was said to be concerned by the decision to hold the conference in Paris, albeit in the presence of Mrs Mitterrand,

in her capacity as head of the private France-Libertés foundation, and of the minister for humanitarian action, Bernard Kouchner. Dr Kouchner appeared to acknowledge the conflict of interest when he told the conference that, had he been concerned about political advancement, he would not have been there.

The Iraqi Kurdish rebel leader, Jalal Talabani, said he hoped the Kurdish people would not be the victims of commercial policy. "It was the indifference and silence of the superpowers and of some governments which provided Iraq with weapons and ammunition which encouraged Iraq in its chemical weapons genocide," Mr Talabani said.

The conference backed an initiative by the Soviet human rights activist, Andrei Sakharov, to request a UN General Assembly session on the plight of the Kurds. Kurdish delegates acknowledged, however, that there was a long way to go before the establishment of a pan-Kurdish organisation to press a unified demand for autonomy. In the past, Kurdish groups have more often than not been rivals, used by regional states as catpaws to undermine the stability of their neighbours.

Since the world powers prevented the emergence of the promised Kurdish state after World War I, the various Kurdish insurgencies, predominantly in Iran and Iraq, have aimed to win autonomy for the Kurds within the existing borders of the Middle East.

In Turkey, where the existence of a separate Kurdish community is denied, the human rights campaign on behalf of the Kurds has concentrated on demands for official recognition of the Kurdish language in education and the administration. But the Turkish situation has also spawned the most hardline of the Kurdish movements, the Kurdish Workers' Party (PKK) which is fighting an armed insurrection in the south-east of the country in which 2,000 people have been killed in the past five years.

Although the PKK was represented at the Paris meeting, supporters demonstrated outside the conference hall to denounce "petit bourgeois reformists" in the Kurdish movement who limited their aims to cultural autonomy. The PKK, by contrast, would settle for nothing short of national independence.

Turks accused of burning villages

From Tim Kelsey
in Sirnak

TURKISH security forces are evicting Kurds from their mountain villages and burning their homes in an attempt to stamp out insurgency in the south-east, according to hundreds of displaced Kurds living in squalid camps near the Iraqi border.

In one of the larger encampments, near the town of Sirnak, there are nearly 2,000 Kurds, most of whom arrived three weeks ago after the military gave them a day to leave their homes. Like most others here, Sait Kilic, a farmer, was able to salvage little before departing from his village of Basagac. "The local army commander told us that if we didn't leave the village, the army would burn everything, including us. Some of us went back secretly the next day and the soldiers were burning everything — even the wheat we had stacked."

As a matter of pride, he demolished his house before the soldiers could. Outside his brown cloth tent, there is a neatly stacked pile of wood. "It is half of my house," he said. "We weren't able to carry any more with us." Other frightened villagers gave similar accounts.

The army has repeatedly denied burning Kurdish villages to destroy potential hiding places for the guerrillas of the Marxist Kurdish Workers' Party (PKK),

who have been fighting since 1984 for an independent Kurdistan. The conflict has escalated since a PKK offensive in the spring, and the death toll has reached unprecedented levels.

The villagers are victimised by a frustrated army searching for partisans and by the guerrillas. "If the army does not burn our villages, then the guerrillas threaten to do so if we don't help them," Mr Sait said. Recep, a Kurd who had just arrived at the settlement with his family, said the army killed his brother, a shepherd, when he told anti-terrorist commandos he did not know the whereabouts of any guerrillas. The separatists strangled one of his relatives afterwards for refusing to give them money.

A shepherd said soldiers were awarded a bounty for killing guerrillas. A group ambushed a taxi on the road from Zirnak to Cizre and killed three of his friends. They decapitated the dead men and took the heads back to their base to claim the reward.

■ ANKARA — Eight Kurdish separatists and three Turkish soldiers were killed in weekend clashes in the provinces of Siirt, Hakkari and Van, AFP reports.

Lost Soviet Kurds rediscover their roots

PARIS — The Kurdish minority in the Soviet Union, previously believed to have dwindled to less than 200,000, has been found to number well over a million, according to as-yet-unpublished census figures, writes Harvey Morris.

The new figures were revealed by a Soviet academician and scientist, Nadir Nadirov, himself a Kurd, at the weekend Paris conference on Kurdish rights. He said a 1989 census showed that there were 1,150,000 people scattered throughout nine Soviet republics who identified themselves as Kurds. Previous counts were based on nationality as inscribed in identity documents and therefore tended to reflect where respondents lived rather than their ethnic background. A census taken in 1979 showed the Kurdish

minority to be only 170,000.

Professor Nadirov, speaking in Kurdish, described how in 1932 he was deported from Armenia with his widowed mother and her nine children to the central Asian republic of Kazakhstan as part of Stalin's campaign to split the Kurdish and other ethnic minorities. He said the Kurds were dispersed and many forgot their culture and language. Professor Nadirov said he only managed to secure a higher education by writing to Stalin and getting permission to move to a town.

He said the Kurds remained a largely forgotten minority until the advent of perestroika. As a result of the nationalist resurgence, Kurdish cultural centres had opened in Moscow and a number of republics and the Kurdish language was now being taught.

● Mardi 17 octobre 1989

Une conférence à Paris

Des témoignages accablants sur la répression irakienne au Kurdistan

Les opérations menées contre les autonomistes kurdes, tant en Turquie qu'en Iran, ont fait seize nouvelles victimes, le samedi 14 octobre : neuf Kurdes, dont une femme, ont été tués par les forces de Téhéran dans le Kurdistan d'Iran, tandis que sept autres, parmi lesquels deux femmes, ont été abattus par les troupes d'Ankara dans le Kurdistan turc.

Des trois pays abritant le peuple kurde, dont la revendication autonomiste a été — et est toujours — réprimée avec la plus grande dureté, l'Irak a incontestablement fait figure d'accusé numéro un, les samedi 14 et dimanche 15 octobre, à Paris, lors de la première Conférence internationale sur les Kurdes qui s'est tenue à l'initiative de l'Institut kurde de Paris et sous le patronage de Mme Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Liberté. Si la Turquie et l'Iran ont été dénoncés pour leur politique visant à nier l'identité du peuple kurde et à réprimer ses demandes d'autonomie, c'est l'Irak qui a fait l'objet des témoignages les plus accablants sur la dureté des opérations de répression au Kurdistan.

Ces trois pays avaient, auparavant, manifesté un certain mécontentement concernant l'organisation d'une telle conférence, à laquelle la présence de Mme Mitterrand donnait un relief particulier. Mais l'Irak est allé plus loin,

puisqu'il a — vainement — tenté de faire entendre son point de vue, dimanche, en envoyant au centre de conférences internationales un membre du « conseil législatif » de la région autonome kurde, qui a finalement renoncé à prendre la parole devant l'opposition de la majorité des participants. Ceux-ci ont, en effet, refusé qu'un « mercenaire » paraisse devant eux, malgré les efforts déployés par M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, pour qui « accepter d'entendre un ennemi eût été un grand pas ».

En écho aux insinuations de certains participants, comme M. Jalal Talabani, chef de l'un des deux mouvements autonomistes kurdes d'Irak et « bête noire » du régime de Bagdad, qui s'est demandé si « le gouvernement français n'avait pas une politique à double visage », M. Kouchner a souligné que la préparation de cette conférence avait été « un long combat » et s'était révélée difficile.

La seule « satisfaction » que Bagdad aura pu retirer de la conférence aura été l'acceptation par Mme Mitterrand de l'invitation à se rendre au Kurdistan que le gouvernement irakien lui a transmise. L'épouse du président de la République a, toutefois, posé comme condition à une telle visite d'être accompagnée de représentants d'organisations humanitaires.

Enfin, dans ce qui risque fort de rester à l'état de vœu pieux, la conférence a émis le souhait de voir les Kurdes (répartis entre l'Irak, l'Iran, la Turquie, l'URSS et la Syrie) obtenir un statut d'observateur à l'Assemblée générale de l'ONU.

LA CROIX 17. 10. 1989

DROITS DE L'HOMME
ET IDENTITÉ CULTURELLE

LES KURDES EN CONFÉRENCE

C'était une première : des mouvements et des personnalités venus des cinq pays où vivent des Kurdes (Turquie, Iran, Irak, Syrie et URSS) ont été réunis samedi et dimanche sous le même toit à Paris, à l'invitation de l'Institut kurde de Paris et de la Fondation France-Libertés que préside Danielle Mitterrand. Dans la résolution finale, les participants ont demandé au secrétaire général de l'ONU la réunion d'une session spéciale de l'assemblée générale sur la question kurde. Ils ont également souhaité la constitution d'une « mission permanente », chargée des droits de l'homme dans les pays au sein desquels vivent des minorités kurdes et l'octroi d'un statut d'observateur aux Kurdes à l'assemblée générale de l'ONU. Autre souhait exprimé par la conférence, celui d'un accord international sur des « sanctions économiques et diplomatiques » à l'encontre des pays qui utiliseraient des armes chimiques et biologiques.

Mais cet ambitieux programme n'est pas du goût de tout le monde. Les relations franco-irakiennes ont pesé lourd dans la défection de plusieurs personnalités françaises et l'Irak avait exprimé son mécontente-

ment aux autorités françaises pour avoir autorisé l'organisation de la réunion. Ce qui n'a pas empêché Danielle Mitterrand de se déclarer prête au nom de sa Fondation à « assumer » les répercussions diplomatiques de la conférence.

Bagdad avait demandé aux organisateurs de la réunion que le président du « Parlement kurde », Baheddine Ahmed, prenne la parole, proposition rejetée par la majorité des participants. Le « Parlement kurde » existe en vertu d'une « loi d'autonomie » promulguée par le gouvernement irakien en mars 1974 et rejetée par la majorité des Kurdes. Selon le chef de l'Union patriotique du Kurdistan irakien (opposé au régime de Bagdad), Jalal Talabani, un accord était pourtant intervenu samedi soir pour que l'ambassadeur d'Irak soit autorisé à prendre la parole dimanche après-midi pour exposer le point de vue de son gouvernement.

L'ambassade d'Irak a d'autre part invité D. Mitterrand à se rendre en mission dans le Kurdistan irakien pour constater de ses propres yeux la situation dans cette région. D. Mitterrand a accepté l'invitation à condition d'être accompagnée de représentants d'organisations humanitaires internationales.

Les Kurdes se réunissent à Paris sous l'égide de Mme Mitterrand

Pari largement réussi que celui tenté par la Fondation France-Libertés de Danielle Mitterrand, en collaboration avec l'Institut kurde de Paris présidé par Kendal Nezan: réunir dans une même salle des personnalités kurdes et les représentants de leurs divers mouvements politiques

Pas évident quand la cause d'un peuple, déchire politiquement entre cinq Etats, ne se distingue pas particulièrement par son homogénéité.

DE PARIS: GILBERTE FAVRE

La première Conférence internationale kurde, qui avait pour thème «Les Droits de l'homme et l'identité culturelle» des Kurdes, réunie au Centre international des conférences de l'avenue Kléber, à Paris, a rassemblé près de trois cents personnes, Kurdes mais aussi experts, invités d'Occident et d'ailleurs: plus de vingt-cinq pays étaient représentés. Le sénateur Edward Kennedy et l'ex-chancelier Bruno Kreisky, qui avaient répondu favorablement à cette invitation, se sont fait excuser.

Des témoins du génocide

Ainsi, durant deux jours, Kurdes et témoins du génocide de ce peuple vinrent témoigner de la malédiction qui, aujourd'hui comme hier, s'acharne sur un peuple d'ethnie indo-européenne, riche de 25 millions d'âmes, et dont le plus grand crime consiste probablement à s'étendre sur une terre riche en pétrole...

Persécutions, tortures rivalisant de barbarie et négation de l'identité kurde, en Turquie, guerre en Iran. Oppressions en Syrie. Extermination au moyen de gaz chimiques et déportations, en Irak. Le cortège des vicissitudes endurées encore à l'heure qu'il est par les Kurdes est infini.

Parmi les moments forts de ces deux jours de conférence, la lecture, par Elena Bonner-Sakharov, d'une lettre ouverte de son mari, l'académicien Andreï Sakharov. «Tous les actes de cruauté et toutes les illégalités commises dans le passé envers les Kurdes doivent être condamnés et des mesures interdisant leur renouvellement dans le futur doivent être prises».

Auditoire bouleversé

Dimanche, l'auditoire fut littéralement bouleversé par le témoignage du professeur Heindryx, toxicologue, qui réussit à se rendre à Halabja (au Kur-

distan d'Irak) lors des bombardements aux gaz chimiques.

C'est une vision cauchemardesque qui défila alors sous nos yeux. «Enfants, femmes, personnes âgées, ils n'étaient pas tous morts... mais agonisants... La preuve formelle était là, sous nos yeux!». Ce génocide contemporain, digne du nazisme, ne suscita même pas la condamnation de l'Irak «en raison de l'hypocrisie internationale», souligna le professeur Heindryx. Pour lui, il s'agit de continuer de témoigner afin de «défendre ces malheureux qui sont gazés maintenant comme des rats et dont personne ne s'occupe».

Message entendu par certains en tout cas. Le 24 octobre, la première dame de France parlera devant la commission des Droits de l'homme du Sénat américain de la situation du peuple kurde. Danielle Mitterrand n'a pas oublié sa visite récente dans les camps de réfugiés kurdes irakiens, au Kurdistan de Turquie. «Sans pause ni trêve, France-Libertés et sa présidente parleront pour ces femmes, ces enfants, parqués dans les camps, dont le seul crime est d'être Kurde».

D'autres personnalités non kurdes intervinrent lors de ces deux journées parmi lesquelles le sénateur américain Clairborne Pell, Maxime Rodinson, Hocine Aït-Ahmed et le Dr Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire.

Cette première conférence internationale kurde ne devrait pas rester sans lendemain. De la résolution finale, adoptée au terme de ces travaux, les participants reprirent notamment la proposition de Andreï Sakharov, demandant au secrétaire général de l'ONU «de réunir une session spéciale de l'Assemblée générale sur la question kurde».

Cette résolution prévoit aussi de prolonger cette conférence «par la constitution d'une mission permanente ouverte aux parlementaires des pays démocratiques chargée de la défense des Droits de l'homme dans les pays où vivent les Kurdes». Et encore qu'un accord international permette d'infliger des sanctions économiques et diplomatiques «au pays qui ferait usage d'armes chimiques et biologiques».

On retiendra encore que la conférence kurde de Paris a émis la volonté de se réunir une nouvelle fois, à Stockholm, avant juillet 1989, sous l'égide du comité suédois pour les Droits de l'homme au Kurdistan. D'ici là, il y a fort à parier que le sort des Kurdes, persécutés et emprisonnés tant en Turquie qu'en Iran et en Irak, n'aura pas évolué d'un iota...

KURDES

La conférence de Paris souhaite le statut d'observateur à l'ONU pour les Kurdes

LA première conférence internationale sur « l'identité kurde », réunie à Paris, a exprimé dimanche le souhait que les Kurdes obtiennent un statut d'observateur à l'Assemblée générale de l'ONU et recommande à cet effet la constitution d'une organisation représentant l'ensemble des populations kurdes.

Dans une résolution adoptée à l'issue de ses travaux la conférence a par ailleurs demandé, à l'initiative de l'académicien Andrei Sakharov, au Secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez De Cuellar, de réunir une session spéciale de l'Assemblée

générale sur la question kurde. Elle a souhaité que des représentants de la population kurde soient invités au Parlement européen et au Conseil de l'Europe.

Elle a également « souhaité » la constitution d'une « mission permanente chargée des droits de l'homme dans les pays au sein desquels vivent des minorités kurdes ».

La conférence a demandé que les législations nationales interdisent la fabrication d'armes chimiques » et souhaite la conclusion d'un accord international sur « des sanctions économiques et diplomatiques » à l'encontre

des pays qui utiliseraient des armes chimiques et biologiques.

Elle a « attiré l'attention » sur la situation « dramatique des réfugiés kurdes » et s'est inquiétée du sort des populations déplacées, demandant le libre accès à ces personnes pour des organisations gouvernementales et non gouvernementales.

La conférence a enfin annoncé qu'elle s'efforcera de tenir une nouvelle réunion « avant juillet 1990 » à Stockholm sous l'égide du Comité suédois pour la défense des droits de l'homme au Kurdistan.

AFP

Move for united front to help fight 'genocide'

KURDS

PARIS, Tuesday: Leaders of the 20 million Kurds of the Middle East have resolved to press for observer status at the United Nations for a unified Kurdish front to bring world attention to repression which they say amounts to physical and cultural genocide.

A weekend conference, chaired by Mrs Danielle Mitterrand, the wife of the French President, was the first time in 60 years that heads of Kurdish autonomy movements from the five states embracing Kurdistan - Iran, Iraq, Turkey, Syria and the Soviet Union - had gathered to formulate a common program.

The impetus came in part from Iraq's campaign over the past year to depopulate Iraqi Kurdistan, in part through the use of chemical weapons, and also from fears that an eventual peace treaty between Iran and Iraq after eight years of war could include a tacit agreement to strangle the autonomy movement in both countries.

Kurdish delegates to the two-day conference said privately that they were concerned that lack of international action to protect the rights of Kurds could lead to hardline pressure for the launch of terrorist campaigns.

The Paris conference, however, was restricted to the issues of cultural identity and human rights and glossed over the Kurdish demand for an independent state. This was mainly out of deference to the host country,

France, which has diplomatic relations with the five countries concerned.

Kurdish speakers nevertheless pointed out that the Kurds were the largest nation in the world which did not have its own state despite the promises of the world powers, at the break-up of the Ottoman Empire, that there would be an independent Kurdistan in view of the recognition that the Kurds were a distinctive ethnic, cultural and linguistic people.

Western speakers concentrated on the human rights abuses suffered by the Kurds in the countries in which they live.

The chairman of the US Senate Foreign Relations Committee, Senator Claiborne Pell, said one reason for the lack of international action in defence of the Kurds was that "too many governments are too concerned about alienating the oil-rich or politically powerful nations where the Kurdish people reside".

The conference backed an initiative by Dr Andrei Sakharov, the Soviet human rights activist, to request a UN General Assembly session on the plight of the Kurds.

Kurdish delegates acknowledged, however, that there was a long way to go before the establishment of a pan-Kurdish organisation to press a unified demand for autonomy. In the past, the Kurdish groups have more often than not been rivals, used by regional states as cat's-paws to undermine the stability of their neighbours.

The Independent

Diplomatie et droits de l'homme

Trois pays, l'Irak, la Turquie et l'Iran, était ce week-end au banc des accusés, au centre international de l'avenue Kleber, à Paris, où se déroulait une conférence internationale sur « l'identité kurde » organisée par l'Institut kurde de Paris, sous le patronage de Mme Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés. Les orateurs ont à tour de rôle dénoncé, sous les applaudissements, la répression multiforme dont est victime le peuple kurde de la part des autorités de Bagdad, de Téhéran et d'Ankara.

Dans les trois capitales concernées, on avait surtout retenu le parrainage de l'épouse du chef de l'Etat et la participation d'un membre du gouvernement français, Bernard Kouchner, interprétés comme une caution de la France. Et on l'a pris d'autant plus mal qu'aucun carton d'invitation n'avait été adressé par les organisateurs aux ambassades des pays ainsi mis sur la sellette.

Les Irakiens ont réclamé avec insistance un « droit de réponse », créant autour de cette affaire un véritable incident diplomatique. Ils exigeaient qu'un Kurde « officiel » — le président de l'assemblée législative

du Kurdistan d'Irak — soit à son tour entendu. Le gouvernement, peu soucieux d'envenimer ses relations avec Bagdad, s'en mêlait à son tour et, finalement, les responsables de France-Libertés se rendaient à la raison... d'Etat.

C'était compter sans la levée de boucliers des militants kurdes qui refusaient tout net d'entendre un « mercenaire ». La délégation irakienne n'avait plus qu'à quitter les lieux. On restait donc entre soi. En guise de lot de consolation, Bagdad obtenait cependant l'assurance d'une prochaine visite sur place de Danielle Mitterrand. Le calme revenu, le président de la Ligue irakienne des droits de l'homme, Karim Lahidji, et Hocine Aid Hamed, berbere et Algérien, rappelaient ensuite, fort à propos, qu'il n'y a pas de « droit à la différence sans démocratie »...

Cette affaire témoigne une nouvelle fois de la difficulté qu'il y a à porter une double casquette. Ni Bernard Kouchner ni Danielle Mitterrand ne sont des personnes privées, et ni l'un ni l'autre ne peuvent empêcher que, dans un cas comme celui-là, leur parrainage ne soit interprété comme une caution gouvernementale.

D. L.

OFF...

17 OCT. 89

Une si grande absente



L'ambassadeur d'Irak a organisé, hier, un déjeuner en l'honneur de M. Baha Eldin Ahmed, le responsable kurde « officiel »

qui avait demandé, sans obtenir, de pouvoir prendre la parole à la conférence pendant le week-end à Paris sous le patronage de Mme Danielle Mitterrand (notre photo), présidente de la Fondation France-Libertés. Convoquée à participer à ce déjeuner, l'épouse du chef de l'Etat a décliné l'invitation. En revanche, le secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme, Bernard Kouchner, également invité, s'était fait représenter par son chef de cabinet. Quant au voyage de Mme Mitterrand au Kurdistan irakien, il aurait lieu en mars ou en avril.

CONFÉRENCE

L'identité kurde

Le conflit entre l'Irak et les Kurdes a dominé et perturbé, hier, les travaux de la première conférence internationale sur « l'identité kurde » réunie à Paris.

L'IRAK a fait figure de principal accusé à cette conférence en raison de sa politique à l'égard de la minorité kurde, estimée de source kurde à quatre millions de personnes.

Bagdad a tenté de se faire entendre en demandant aux organisateurs de la réunion que le président du « Parlement kurde », M. Baheddine Ahmed, prenne la parole. La majorité des participants a refusé qu'un « mercenaire » expose le point de vue de l'Irak. Le « Parlement kurde » existe en vertu d'une « loi d'autonomie » promulguée par le gouvernement irakien en mars 1974 et rejetée par la majorité des Kurdes.

Selon le chef de l'Union patriotique du Kurdistan irakien (opposé au régime de Bagdad), M. Jalal Talabani, un accord était intervenu, samedi soir, pour que l'ambassadeur d'Irak soit autorisé à prendre la parole hier après-midi, pour exposer le point de vue de son gouvernement. S'étonnant du fait que l'Irak ait proposé M. Baheddine Ahmed, M. Talabani s'est demandé devant quelques journalistes si « le gouvernement français n'avait pas une politique à double visage ».

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat français à l'Action humanitaire, a souligné de son côté que la préparation de la conférence avait été « un long combat » et s'était avérée difficile. « Accepter d'entendre un ennemi eût été un grand pas », a-t-il dit.

Mécontentement irakien

L'ambassade d'Irak a d'autre part invité Mme Danielle Mitterrand à se rendre en mission dans le Kurdistan irakien pour constater de ses propres yeux la situation dans cette région. La conférence de Paris est placée sous le haut patronage de l'épouse du chef de l'Etat en sa qualité de présidente de la Fondation France-Libertés.

Mme Mitterrand a accepté l'invitation à condition d'être accompagnée de représentants d'organisations humanitaires internationales, a-t-on indiqué de source officielle.

L'Irak, selon des sources sûres, avait exprimé, il y a quelques jours déjà, son « mécontentement » aux autorités françaises pour avoir autorisé la tenue de cette conférence.

La conférence de Paris a décidé, hier, de créer un comité constitutif d'une commission parlementaire internationale qui serait chargée de défendre les droits de l'homme et l'identité culturelle kurde, a-t-on appris auprès des participants. La communauté kurde compte 25 millions de personnes.

Elle a par ailleurs adopté à l'unanimité un texte proposé par l'Institut kurde de Paris demandant aux autorités autrichiennes davantage de diligence dans l'enquête sur l'assassinat, le 13 juillet dernier à Vienne, du chef du parti démocratique du Kurdistan iranien, M. Abderrahman Ghassmilou, et de deux autres dirigeants kurdes.

La Turquie a, elle aussi, été accusée de chercher à priver les Kurdes de leur identité en débaptisant des villages, en interdisant l'usage de la langue kurde et en refusant le statut de réfugiés politiques aux Kurdes qui ont fui l'Irak.

La Syrie, de son côté, a été accusée de refuser aux Kurdes leurs droits les plus élémentaires et, seule, l'Union Soviétique a reçu un satisfecit pour son traitement de l'importante minorité kurde qu'elle abrite.

Les Kurdes défendent leur survie à Paris

Répartis sur plus de cinq pays, ils revendiquent leur identité.

Trois pays au moins, l'Irak, la Turquie et l'Iran, devraient être sur la sellette à la première conférence internationale sur « l'identité kurde » qui s'est ouverte hier à Paris, à en juger par les premières interventions des participants.

Avec la Syrie et l'Union soviétique, ces trois pays abritent en effet les plus importantes « minorités » kurdes qui affirment que leurs droits les plus élémentaires sont lésés. La communauté kurde, à travers le monde comprend quelque 25 millions de personnes.

Cette conférence non gouvernementale, organisée par l'Institut kurde de Paris, a fait l'objet d'intimidations diverses de la part d'interlocuteurs anonymes peu après son ouverture, ce qui a obligé la police française à renforcer les mesures de sécurité autour et à l'intérieur du Centre inter-

national de conférences de l'avenue Kléber à Paris.

« Sans pause ni trêve »

L'épouse du président de la République française, Mme Danielle Mitterrand — sous le patronage de qui la conférence a été placée en sa qualité de présidente de la fondation France Libertés — s'est déclarée « fière » hier après-midi d'être « à côté des amis kurdes lorsqu'ils revendiquent leur identité et leur patrimoine culturel ». « Sans pause ni trêve, je défendrai le droit de s'exprimer », a ajouté l'épouse du chef de l'Etat.

L'Irak et l'Iran au moins auraient manifesté ces derniers jours auprès des autorités françaises leur mauvaise humeur pour avoir autorisé cette réunion. En Turquie, le Premier ministre et le chef du

principal parti de l'opposition ont interdit aux députés de leurs formations, le parti de la mère patrie et le parti populiste social-démocrate, de participer aux débats.

Lord Avebury, président pour la commission des droits de l'homme au Parlement britannique, a donné le ton hier matin en affirmant « que la survie des Kurdes en tant que peuple était menacée ». Il est « inadmissible » d'accepter que la Turquie — candidate à la Communauté économique européenne — participe au « crime » qu'est l'élimination de l'identité kurde, a-t-il dit. Il a dénoncé l'Irak, notamment pour sa politique de déplacement des populations kurdes dans le Kurdistan irakien et l'Iran qu'il a tenu pour responsable de l'assassinat, le 3 juillet à Vienne, du dirigeant du Parti démocratique kurde d'Iran, M. Abderrahman Ghassemlou.

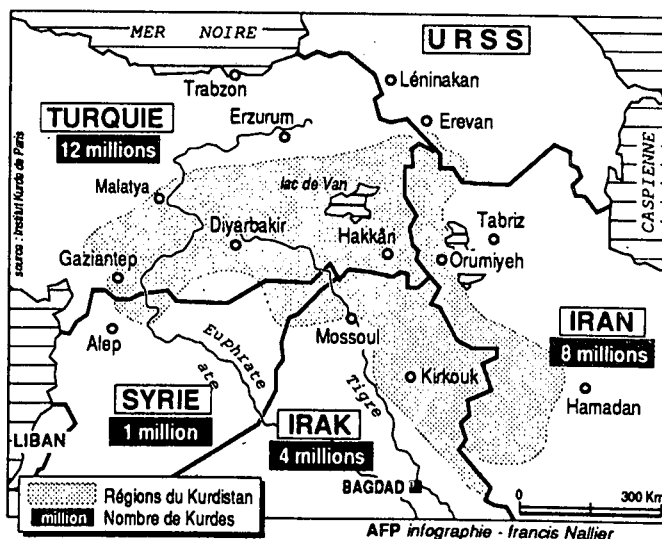
DERNIERES NOUVELLES

D'ALSACE 16. 10.1989

Kurdistan : Le martyre d'un peuple

L'association « France-Libertés » a organisé, ce week-end à Paris, une conférence internationale sur le problème kurde, à l'initiative de sa présidente, Mme Danielle Mitterrand. Le colloque a permis de faire le point sur la répression, notamment en Irak, subie par une population « dont le seul crime est d'être kurde », a souligné Mme Mitterrand.

Selon les observateurs, la paix régnerait dorénavant au Kurdistan irakien, pour la première fois depuis des années. Mais le discours hier du sénateur américain Peter Galbraith a apporté un éclairage nouveau sur les méthodes employées par l'armée irakienne pour mater les velléités autonomistes de la minorité kurde. M. Galbraith a ainsi affirmé qu'il détenait « les preuves, accablantes » de l'utilisation « massive » d'armes chimiques par l'armée de Bagdad à l'encontre « d'au moins 49 villages kurdes » dans le nord du pays, au cours d'une offensive menée à la fin du mois d'août 1988.



L'offensive des troupes gouvernementales envers les guérilleros kurdes répondait à un plan précis de la part du gouvernement de M. Saddam Hussein visant à « dépeu-

pler » le Kurdistan. Déplacement de la population déportée dans des camps d'internement, immigration vers les pays frontaliers, etc.

Mais l'Irak n'est pas le seul pays

à tenter de les briser et la répartition géographique de ce peuple, à cheval sur trois pays, traduit la difficulté à appréhender globalement le problème. La Turquie et l'Iran ne sont pas exempts de reproches vis-à-vis de leur minorité kurde.

Près de 200 000 soldats sont actuellement stationnés au Kurdistan irakien et le secrétaire général du principal parti d'opposition kurde a été assassiné il y a quelques semaines à Vienne par les émissaires venus de Téhéran avec qui il était en négociation. En Turquie, la méthode est plus indienne mais le but n'en est pas moins l'assimilation d'une minorité dont l'exercice de leur culture est officiellement interdite.

Dans une résolution adoptée, hier, à l'issue des travaux, la Conférence a exprimé le souhait que les Kurdes obtiennent un statut d'observateur à l'Assemblée générale de l'ONU et a demandé de réunir une session spéciale de l'Assemblée générale sur la question kurde.

16. 10. 1989

LIBÉRATION CHAMPAGNE

Organisée par l'Association France-Libertés

Conférence sur les Kurdes Le point sur la répression

L'association "France-Libertés" a organisé, samedi et dimanche à Paris, une conférence internationale sur le problème kurde, mise au point à l'initiative de sa présidente, Mme Danielle Mitterrand. Le colloque a permis de faire le point sur la répression, notamment en Irak, subie par une population "dont le seul crime est d'être kurde", a souligné Mme Mitterrand.

Selon les observateurs, la paix régnerait dorénavant au Kurdistan irakien, pour la première fois depuis des années. Mais le discours dimanche du sénateur américain Peter Galbraith a apporté un éclairage nouveau sur les méthodes employées par l'armée irakienne pour mater les velléités autonomistes de la minorité kurde.

M. Galbraith a ainsi affirmé qu'il détenait "les preuves, accablantes"

de l'utilisation "massive" d'armes chimiques par l'armée de Bagdad à l'encontre "d'au moins 49 villages kurdes" dans le nord du pays, au cours d'une offensive menée à la fin du mois d'août 1988. Plusieurs milliers de personnes, en majorité des civils, auraient été tuées, victimes des gaz mortels et des opérations de "nettoyage" qui suivirent.

Loin d'être un fait isolé, l'offensive des troupes gouvernementales envers les guérilleros kurdes répondait, toujours selon M. Galbraith, à un plan précis de la part du gouvernement de M. Saddam Hussein visant à "dépeupler" le Kurdistan. Déplacement de la population déportée dans des camps d'internement, immigration vers les pays frontaliers, les autorités irakiennes ont, semble-t-il, atteint leurs objectifs et le soulèvement est asphyxié.

"une culture interdite"

Mais, l'Irak n'est pas le seul pays à tenter de les briser et la répartition géographique de ce peuple, à cheval sur trois pays, traduit la difficulté à appréhender globalement le problème. La Turquie et l'Iran ne sont pas exempts de reproches vis-à-vis de leur minorité kurde et les pressions diplomatiques sont difficiles à orchestrer vis-à-vis d'Etats possédant un poids économique certain.

Près de 200 000 soldats sont actuellement stationnés au Kurdistan irakien et le secrétaire général du principal parti d'opposition kurde a été assassiné il y a quelques semaines à Vienne par les émissaires venus de Téhéran avec qui il était en négociation.

En Turquie, la méthode est plus insidieuse mais le but n'en est pas moins l'assimilation d'une minorité, dont l'exercice de leur culture est officiellement interdite.

TAGWACHT

16.10. 1989

Erste internationale Kurden-Konferenz

Paris. Unter starkem Polizeischutz hat am Wochenende in Paris die erste internationale Kurden-Konferenz stattgefunden. An den zweitägigen Arbeiten nahmen rund ein Dutzend politische Persönlichkeiten und Intellektuelle aus verschiedenen Ländern teil, darunter die sowjetische Bürgerrechtlerin Elena Bonner, der amerikanische Senator Claiborne Pell Louis und der frühere französische Außenminister Claude Cheysson.

Die Konferenz wurde vom Kurdischen Institut in Paris veranstaltet, das nach Worten seines Leiters Kendal Nezan damit die «Mauer des Schweigens brechen» wollte, die das Kurdenproblem umgibt.

Am Tagungsort kam es zu Einschüchterungsversuchen gegen die Teilnehmer. So gingen anonyme Attentatsdrohungen ein, worauf das Pariser Konferenzzentrum unter erhöhtem Polizeischutz gesteckt wurde.

COURRIER DE L'OUST

16. 10. 1989

Le conflit entre l'Irak et les Kurdes à la conférence sur « l'identité kurde »

PARIS. — Le conflit entre l'Irak et les Kurdes a dominé et perturbé, dimanche, les travaux de la première conférence internationale sur « l'identité kurde », réunie à Paris.

L'Irak a en effet fait figure de principal accusé à cette conférence en raison de sa politique à l'égard de la minorité kurde, estimée de source kurde à quatre millions de personnes.

Bagdad a tenté de se faire entendre en demandant aux organisateurs de la réunion que le président du « Parlement kurde », M. Baheddine Ahmed,

prenne la parole. La majorité des participants a refusé qu'un « mercenaire » expose le point de vue de l'Irak. Le « Parlement kurde » existe en vertu d'une « loi d'autonomie » promulguée par le gouvernement irakien en mars 1974 et rejetée par la majorité des Kurdes.

L'Irak, selon des sources sûres, avait exprimé, il y a quelques jours déjà, son « mécontentement » aux autorités françaises pour avoir autorisé la tenue de cette conférence.

16. 10. 1989

Kurdes : l'Irak en accusation

L'Irak, qui avait finalement accepté de participer à la conférence sur « l'identité kurde » s'est retrouvée mise en accusation.

Le conflit entre l'Irak et les Kurdes a dominé et perturbé, dimanche, les travaux de la première conférence internationale sur « l'identité kurde » réunie à Paris.

L'Irak a en effet fait figure de principal accusé à cette conférence en raison de sa politique à l'égard de la minorité kurde, estimée à quatre millions de personnes.

Bagdad a tenté de se faire entendre en demandant aux organisateurs de la réunion que le président du « Parlement kurde », Baheddine Ahmed, prenne la parole. La majorité des participants a refusé qu'un « mercenaire » expose le point de vue de l'Irak. Le « Parlement kurde » existe en vertu d'une « loi d'autonomie » promulguée par le gouvernement irakien en mars 1974 et rejetée par la majorité des Kurdes.

Mécontentement irakien

Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat français à l'action humanitaire, a souligné de son côté que la préparation de la conférence

avait été « un long combat » et s'était avérée difficile. « Accepter d'entendre un ennemi eut été un grand pas ».

L'ambassade d'Irak a d'autre part invité Danielle Mitterrand à se rendre en mission dans le Kurdistan irakien pour constater de ses propres yeux la situation dans cette région. La conférence de Paris est placée sous le haut patronage de l'épouse du chef de l'Etat en sa qualité de présidente de la fondation France-Libertés.

Mme Mitterrand a accepté l'invitation à condition d'être accompagnée de représentants d'organisations humanitaires internationales.

L'Irak, avait exprimé, il y a quelques jours déjà, son « mécontentement » aux autorités françaises pour avoir autorisé la tenue de cette conférence.

La conférence de Paris a décidé dimanche de créer un comité constitutif d'une commission parlementaire internationale qui serait chargée de défendre les droits de l'homme et l'identité culturelle kurde. La communauté kurde compte 25 millions de personnes.

CONFERENCE A PARIS SUR LE PROBLEME KURDE

L'Irak au banc des accusés

Le régime d'Afetz el Hassad, responsable du massacre de milliers de ses ressortissants de nationalité kurde, n'apprécie évidemment pas la tenue d'une semblable conférence.

Le conflit entre l'Irak et les Kurdes a dominé dimanche les travaux de la première conférence internationale sur « l'identité kurde » réunie à Paris.

L'Irak a en effet fait figure de principal accusé à cette conférence en raison de sa politique à l'égard de la minorité kurde, estimée de source kurde à quatre millions de personnes. Rappelons à cet égard, le massacre, au début de l'année 1988, de milliers de kurdes irakiens accusés de fraterniser avec l'ennemi iranien, par des militaires irakiens recourant à de terribles armes chimiques.

Bagdad a tenté de se faire entendre en demandant aux organisateurs de la réunion que le président du « Parlement kurde », M. Baheddine Ahmed, prenne la parole. La majorité des participants a refusé qu'un « mercenaire » expose le point de vue de l'Irak. Le « Parlement kurde » existe en vertu d'une « loi d'autonomie » promulguée par le gouvernement irakien en mars 1974 et rejetée par la majorité des Kurdes.

« Accepter d'entendre un ennemi »

M. Bernard Kouchner, secré-

taire d'Etat français à l'action humanitaire, a souligné de son côté que la préparation de la conférence avait été « un long combat » et s'était avérée difficile. « Accepter d'entendre un ennemi eut été un grand pas », a-t-il dit.

L'ambassade d'Irak a d'autre part invité Mme Danielle Mitterrand à se rendre en mission dans le Kurdistan irakien pour constater de ses propres yeux la situation dans cette région. La conférence de Paris est placée sous le haut patronage de l'épouse du chef de l'Etat en sa qualité de présidente de la fondation France-Libertés.

Mme Mitterrand a accepté l'invitation à condition d'être accompagnée de représentants d'organisations humanitaires internationales.

L'Irak avait exprimé, il y a quelques jours déjà, son « mécontentement » aux autorités françaises pour avoir autorisé la tenue de cette conférence. La conférence de Paris a décidé dimanche de créer un comité constitutif d'une commission parlementaire internationale qui serait chargée de défendre les droits de l'homme et l'identité culturelle kurde.

La communauté kurde compte 25 millions de personnes.

NORD MATIN
17. 10. 1989

CONFERENCE SUR « L'IDENTITE KURDE » LINDEPENDANT

16. 10. 1989

L'Irak au banc des accusés

PARIS. — Le père Di Falco, porte-parole des évêques de France, a dénoncé hier la généralisation, opérée selon lui par la presse, des propos de l'évêque de Mayence (RFA), Mgr Karl Lehmann, sur l'accouchement dans la douleur, qui tend à faire passer pour « les conclusions » du 7ème symposium épiscopal européen l'avis exprimé par l'un de ses participants.

« Quand j'entends l'interprétation qui est faite immédiatement de ces propos, en associant catho = maso, (...) je crois que c'est déformer la vérité que de dire que c'est le point de vue de tous les évêques », a-t-il déclaré sur Europe 1.

« En fait, Mgr Lehmann a

voulu poser un certain nombre de questions sur ce qu'il appelle la surmédicalisation de l'accouchement, qui conduirait peu à peu à faire naître dans les esprits qu'il s'agit d'une maladie, l'accouchement étant en quelque sorte une opération », a poursuivi le père Di Falco.

« La position de l'Eglise est celle exprimée par Pie XII en 1956 », qui estime que « Dieu n'a pas interdit aux mères d'utiliser les moyens qui rendent l'accouchement plus facile et moins douloureux », a-t-il rappelé.

Mgr Lehmann avait dénoncé vendredi, au cours de ce symposium organisé à Rome sur le thème « la vie, la mort », « la technicisation excessive de l'accouchement », estimant qu'

« on ne peut pas effacer complètement la douleur sans enlever à la vie l'inquiétude nécessaire ».

Mgr Lehman, président de la conférence épiscopale ouest-allemande, rappellent les ob-

servateurs à Rome, ne se bornent pas à donner un avis personnel sur ces questions, mais il suggérerait de nouvelles lignes pastorales à suivre dans son exposé officiel lu devant l'assemblée plénière.

31 Kurdes d'Irak accueillis en Ariège

TOULOUSE. — Trente et un Kurdes d'Irak, réfugiés en France depuis le 3 août, sont arrivés samedi à Castillon-en-Couserans, dans les Pyrénées ariégeoises, où ils ont été reçus dans un centre d'accueil en attendant leur intégration dans la région. Les 31 Kurdes, quatre familles au total, faisaient partie d'un groupe de plus de 300 réfugiés arrivés par avion en France le 3 août en provenance de Turquie, dans le cadre d'une opération réalisée sous l'égide de Mme Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France Libertés.

Conférence internationale sur les Kurdes

Les armes chimiques en accusation

La Conférence internationale sur le problème kurde a conclu ses travaux, hier, par l'adoption d'une résolution condamnant « le sort réservé au peuple kurde par les Etats qui l'abritent ». Ses participants, parmi lesquels Elena Bonner, épouse du dissident soviétique, et M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, ont également annoncé qu'une « mission parlementaire internationale chargée de la défense des Droits de l'homme » au Kurdistan allait être constituée.

Se référant à l'usage par l'Irak d'armements chimiques, la déclaration finale propose qu'on en interdise la « fabrication » et que les pays contrevenants soient mis au banc des nations.

Selon les observateurs, la paix régnerait dorénavant au Kurdistan irakien, pour la première fois depuis des années. Mais le discours dimanche du sénateur américain Peter Galbraith a apporté un éclairage nouveau sur les méthodes employées par l'armée irakienne pour mater les velléités autonomistes de la minorité kurde.

M. Galbraith a ainsi affirmé qu'il détenait « les preuves, accablantes » de l'utilisation « massive » d'armes chimiques par l'armée de Bagdad à l'encontre « d'au moins 49 villages kurdes » dans le nord du pays, au cours d'une offensive menée à la fin du mois d'août 1988. Plusieurs milliers de personnes, en majorité des civils, auraient été tuées, victimes des gaz mortels et des opérations de

« nettoyage » qui suivirent.

Loin d'être un fait isolé, l'offensive des troupes gouvernementales envers les guérilleros kurdes répondait, toujours selon M. Galbraith, à un plan précis de la part du gouvernement de M. Saddam Hussein visant à « dépeupler » le Kurdistan. Déplacement de la population déportée dans des camps d'internement, immigration vers les pays frontaliers, les autorités irakiennes ont, semble-t-il, atteint leurs objectifs et le soulèvement est asphyxié.

« Une culture interdite »

Mais, l'Irak n'est pas le seul pays à tenter de les briser et la répartition géographique de ce peuple, à cheval sur trois pays,

traduit la difficulté à appréhender globalement le problème. La Turquie et l'Iran ne sont pas exempts de reproches vis-à-vis de leur minorité kurde et les pressions diplomatiques sont difficiles à orchestrer vis-à-vis d'Etats possédant un poids économique certain.

Près de 200.000 soldats sont actuellement stationnés au Kurdistan iranien et le secrétaire général du principal parti d'opposition kurde a été assassiné il y a quelques semaines à Vienne par les émissaires venus de Téhéran avec qui il était en négociation.

En Turquie, la méthode est plus insidieuse mais le but n'en est pas moins l'assimilation d'une minorité dont l'exercice de leur culture est officiellement interdite.

Répression contre les Kurdes

L'Irak au banc des accusés

Une conférence internationale sur le problème kurde s'est tenue, ce week-end, à Paris, à l'initiative de Mme Mitterrand.

L'association « France-Libertés » a organisé, samedi et hier à Paris, une conférence internationale sur le problème kurde, mise au point à l'initiative de sa présidente, Mme Danielle Mitterrand. Le colloque a permis de faire le point sur la répression, notamment en Irak, subie par une population « dont le seul crime est d'être kurde », a souligné Mme Mitterrand.

Selon les observateurs, la paix régnerait dorénavant au Kurdistan irakien, pour la première fois depuis des années. Mais le discours, hier, du sénateur américain Peter Galbraith a apporté un éclairage nouveau sur les méthodes employées par l'armée irakienne pour mater les velléités autonomistes de la minorité kurde.

M. Galbraith a ainsi affirmé qu'il détenait « les preuves, accablantes » de l'utilisation « massive » d'armes chimiques par l'armée de Bagdad à l'encontre « d'au moins quarante-neuf villages kurdes » dans le nord du pays, au cours d'une offensive menée à la fin du mois d'août 1988. Plusieurs milliers de personnes, en majorité des civils, auraient été tuées, victimes des gaz mortels et des opérations de « nettoyage » qui suivirent.

Loin d'être un fait isolé, l'offensive des troupes gouvernementales envers les guérilleros kurdes répondait, toujours selon M. Galbraith, à un plan précis de la part du gouvernement de M. Saddam Hus-

sein visant à « dépeupler » le Kurdistan. Déplacement de la population déportée dans des camps d'internement, immigration vers les pays frontaliers, les autorités irakiennes ont, semble-t-il, atteint leurs objectifs et le soulèvement est asphyxié.

Mais l'Irak n'est pas le seul pays à tenter de les briser et la répartition géographique de ce peuple, à cheval sur trois pays, traduit la difficulté à appréhender globalement le problème. La Turquie et l'Iran ne sont pas exempts de reproches vis-à-vis de leur minorité kurde et les pressions diplomatiques sont difficiles à orchestrer vis-à-vis d'Etats possédant un poids économique certain.

Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi

18. 10. 1989

L'œil de Bagdad à Paris

HURLEMENTS et diplomatie, lors de la conférence internationale sur les Kurdes qui s'est tenue à Paris, le dimanche 15 octobre.

Hurlements de la salle quand un Kurde, rallié au régime de Bagdad, s'apprête à y prendre la parole, avec l'accord des organisateurs français, qui ont cédé aux pressions de l'ambassadeur irakien. Résultat : Danièle Mitterrand, présente, est blême, et Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire, doit crier pour se faire entendre.

Diplomatie ensuite. Tata Mitterrand et Kouchner n'y pouvaient rien : il n'était surtout pas

question de faire quelque peine à nos amis et clients irakiens. Et aussi à nos ex-adversaires iraniens comme à nos partenaires turcs qui, chacun à sa manière, oppriment leur minorité kurde.

Bavure ou raison d'Etat ? Pour éviter peut-être de mécontenter les dirigeants algériens, une suggestion d'Aït Ahmed, opposant notoire, qui proposait la tenue d'« une session spéciale de l'ONU sur la question kurde », a été un peu vite attribuée au seul Andreï Sakharov.

A ne vouloir choquer personne, on finit souvent par indisposer tout le monde. Et sans en tirer gloire.

YUUP

gamk

Une conférence à Paris

Les kurdes cherchent leur unité

C'est sur fond d'une actualité sanglante que s'est tenue à Paris, samedi 14 et dimanche 15 octobre, la première Conférence internationale sur les Kurdes. Transnationale, la question kurde avait pour l'occasion oublié les frontières qui la cloisonnent pour être posée en termes unitaires, sous l'égide de l'Institut Kurde de Paris et sous le patronage de Mme Danièle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Liberté. L'actualité était au rendez-vous avec son cortège de drames, pour illustrer la communauté de sort d'un peuple écartelé : le samedi 14 octobre, neuf Kurdes dont une femme ont été tués par les forces de Téhéran dans le Kurdistan d'Iran, tandis que sept autres parmi lesquels deux femmes, ont été abattus par les troupes d'Ankara dans le Kurdistan turc.

Si l'Irak n'était pas concerné ce jour-là par cette actualité brûlante, il n'en a pas moins été désigné comme l'accusé numéro un dans la tragédie que vit le peuple kurde ; des témoignages accablants ont fait part de la dureté des opérations de répression au Kurdistan d'Irak. L'Iran et la Turquie n'ont plus été oubliés puisqu'ils ont été dénoncés pour leur politique visant à nier l'identité du peuple kurde et à réprimer ses demandes d'autonomie, l'URSS faisant figure de bon élève dans ce triste palmarès, pour son traitement de sa minorité kurde.

Des accusations en prévision desquelles les trois pays concernés n'ont pas manqué de manifester un certain mécontentement concernant l'organisation d'une telle conférence, à laquelle la présence de Mme Mitterrand, bien décidée à passer outre les non-dits officiels, donnait un relief particulier. L'Irak a sans doute été le pays qui s'est opposé avec le plus de virulence à la conférence, où il a tenu jusqu'au dernier moment, à faire entendre son point de vue ; en vain, puisque la salle n'a pas permis

dimanche que prenne la parole un membre du « conseil législatif » de la région autonome kurde. Ces efforts diplomatiques ont fait naître la polémique notamment entre les représentants du mouvement de M. Jalal Talabani et M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire pour qui « *accepter d'entendre un ennemi eût été un grand pas* ». Une polémique qui a souligné également les ambiguïtés d'une politique française qui d'un côté, clairotte son attachement aux droits des peuples, et de l'autre, arme le régime de Bagdad, au point que M. Kouchner a dû reconnaître que la préparation de cette conférence avait été un long combat.

Les risques de compromission ont été également dénoncés par le parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), mais à l'extérieur cette fois, où les militants de cette organisation ayant relancé la lutte armée dans le Kurdistan turc ont pris à partie les organisateurs de la conférence, trahissant ainsi les obstacles dressés sur la voie de l'unité kurde.

Nombre de militants réunis pendant ces deux jours d'une éphémère unanimité, considéreront sans doute aussi comme une compromission, l'acceptation par Mme Mitterrand de l'invitation à se rendre au Kurdistan, que le gouvernement irakien lui a transmise. La visite qu'elle a effectuée récemment en Turquie dans les camps de réfugiés kurdes irakiens prouve en tout cas qu'avec Mme Mitterrand une invitation officielle peut cacher bien des imprévus.

La conférence a enfin émis le souhait de voir les Kurdes au-delà de leurs divisions nationales, obtenir un statut d'observateur à l'Assemblée Générale de l'ONU. Mais sans doute beaucoup de chemin reste-t-il à faire avant que la communauté internationale n'accepte le fait kurde.

Soviet Kurds 'Rediscovered' by Kremlin

By Jonathan C. Randal
Washington Post Foreign Service

PARIS, Oct. 16—A leading Soviet Kurd has told an international conference that the Soviet Union purposely "forgot" nearly a million Kurds by doctoring census tabulations.

Speaking this weekend at the first international conference ever devoted to focusing attention on the plight of the Kurds, Prof. Nadir Nadirov of the Academy of Sciences in the Soviet city of Alma Ata in central Asia noted that the official number of Soviet Kurds declined from 500,000 at the time of the Russian Revolution in 1917 to 59,000 in 1969 before increasing to 170,000 a decade later.

This year's census, the first in a decade, will show 1.15 million Kurds, an increase of nearly a million, Nadirov said, citing statistics that he said were leaked to him.

He credited President Mikhail Gorbachev's policies of *glasnost* and *perestroika*—openness and restructuring, respectively—for the sudden rediscovery of so many Kurds, part of an estimated 20 million-strong ethnic group that stretches westward to Iran, Iraq, Turkey, Syria and Lebanon.

The "disappearance" of so many Soviet Kurds, Nadirov explained, can be traced to former Soviet ruler Joseph Stalin's policy between 1937 and 1944 of dispersing most of the Kurds who historically resided in the Transcaucasia in the Armenian, Azerbaijani and Georgian republics.

Fearing potential treason among the Moslem Kurds so close to sensitive Soviet borders, Stalin dispersed them among nine Soviet republics, stretching as far east as Alma Ata, some 1,600 miles away from their original homes.

Forced to remain in isolated vil-

lages, many of these dispersed Kurds forgot their language since the use of Kurdish in schools and in books, newspapers, radio and television was authorized solely in Armenia and Georgia.

Only those Kurds allowed to stay in the Armenian and Georgian republics were authorized to describe themselves in official documents as Kurds—which explains why census figures declined, Nadirov said. Elsewhere, he said, the dispersed Kurds were counted as Kazakhs in the Kazakh republic or Turkmen in the Turkmen republic, for example.

In the last four years, Nadirov said, all Soviet Kurds have been allowed to use Kurdish, and major cultural centers were started in Moscow and the Georgian capital of Tbilisi. But those dispersed have not been allowed to go back to the original Soviet Kurdish heartland in the Transcaucasia.

GLBL
 FRA0272 4 1 0286 TUR /AFP-KG90
 Turquie-Kurdes
 La Cour de Sûreté de l'Etat ouvre une enquête contre sept députés de
 l'opposition

ANKARA, 19 oct (AFP) - Le procureur de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a déclaré jeudi qu'il avait ouvert une enquête contre les sept députés du Parti Populiste Social-Démocrate (PPSD, principale formation d'opposition) qui avaient participé les 14 et 15 octobre à Paris à une conférence organisée par l'Institut Kurde de Paris, sur l'identité culturelle des Kurdes.

Le procureur, M. Nusret Demiral, répondant aux questions de l'AFP, a précisé qu'il conduira l'enquête à partir des informations parues dans la presse. "Quand le dossier sera complété, nous le transmettrons au ministère de la Justice", a-t-il ajouté.

Le ministère, après étude du dossier, peut soumettre la question au bureau de l'Assemblée Nationale, qui débattrait d'abord la levée de l'immunité parlementaire de ces sept députés.

Selon les responsables de la Cour de sûreté de l'Etat, les sept députés "seront probablement accusés de violer l'article 141 du Code Pénal Turc", sanctionnant "toute activité sécessionniste et réprimant toute activité visant l'intégrité territoriale et l'unité de l'Etat".

Par ailleurs, le Comité Directeur du PSD a décidé de convoquer "les sept" devant le conseil de discipline du PSD, "pour avoir agi contrairement aux directives du Parti". M. Erdal Inonu, président du PSD, avait interdit la participation de ses membres, invités à titre personnel, à cette conférence qui s'est tenue sous le patronage de Mme Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés.

L'ensemble des sept députés qui étaient présents à Paris étaient d'origine kurde.

pd/lin/nl idf
 AFP 191414 OCT 89

20. 10. 1989

The Kurds

Mme Mitterrand's initiative

*from Safa Haeri**Paris*

The first International Conference on the Kurds ended in Paris on 15 October with the publication of a resolution calling among other things on the United Nations to grant an observer's seat to the 25 million Kurdish people scattered over Iran, Iraq, Turkey, Syria and the USSR. It was organised by the Fondation Danielle Mitterrand and *France Libertés*, two human rights organisations chaired by President Mitterrand's wife, Danielle, and the *Institut Kurde de Paris*, set up four years ago.

More than 200 Kurds representing the diverse community and several well-known personalities, including Britain's Lord Avebury, Christopher Pell, from the US Senate's foreign relations committee, Yelena Bonner, the wife of Professor Andrei Sakharov and Professor Maxime Rodinson, debated the problems the Kurds face in the countries where they live.

A minor incident marred the otherwise smooth proceedings when some Iraqi Kurds led by Jalal Talabani, secretary-general of the Kurdish Patriotic Union, vehemently protested against a Kurdish member of the Iraqi parliament being invited by the floor to give the official Iraqi version of the use of chemical weapons against Kurdish towns and villages in Iraq. The Iraqi authorities have invited Mrs Mitterrand to visit Iraqi Kurdistan and the invitation has been accepted in principle, provided she can lead an international delegation of representatives of human rights organisations and medical experts.

On Professor Sakharov's initiative, the conference also urged the UN secretary

general to organise a special session of the General Assembly to discuss the question of the Kurds and to follow up the results achieved in Paris. It was decided that a second conference would be held in Stockholm on 16 July 1990.

Though Iraq was severely and unanimously condemned, Iran was blamed for the assassination in Vienna on 13 July of Dr Abd al-Rahman Qassemelou, the general-secretary of the Kurdish Democratic party of Iran (MEI 355). The slain Kurdish leader was one of the initiators of the present conference.

Despite a ban imposed by the Turkish authorities, eight Turkish MPs managed to attend the conference and condemned Ankara's policy of not recognising the rights of its 12 million Kurds, the largest Kurdish community in the world. Meanwhile, some 50 members of the Kurdish Workers Party of Turkey (PKK), a left-wing guerrilla organisation fighting against Ankara, demonstrated outside the hall.

One of the highlights was the contribution of Professor Nadir Nadirov of the Soviet Academy of Science, who frankly described the situation of the one million Kurds living in the USSR. "Scattered and not existing as Kurds, the community is re-organising itself, publishing literature and teaching its language to its children," he told the conference.

Mr Bernard Kouchner, the French junior minister for humanitarian affairs clearly spelled out that the conference was not directed against any country nor should it be regarded as interference in the internal affairs of some nations. But conference sources told MEI that from the outset the foreign ministry had been advising against its convening. Ankara has already protested to France, while Iran, Iraq and Syria are understood to have expressed their displeasure.

INDEPENDENT

20. 10. 1989

Rights for Kurds

From Lord Avebury

Sir: Harvey Morris (17 October) reporting the weekend conference on Kurdish human rights in Paris, claims that it glossed over demands for a separate Kurdish state, and that Western participants concentrated on the human rights abuses suffered by the Kurds.

In my opening remarks, I said that "without self-determination, ... cultural freedom is denied": I

reminded the conference that Britain, France and the United States had offered the Kurds independence in the Treaty of Sèvres, and I called for an extension of the formula developed by the United Nations, deciding which peoples are entitled to self-determination.

Yours faithfully,

AVEBURY

Chairman, Parliamentary

Human Rights Group

House of Commons

London, SW1

17 October

Agence Centrale de Presse Agence Centrale de Presse Agence Centrale de Presse

ACP232 PR:03 PEX W KURDES 257
DANIELLE-MITERRAND-WASHINGTON

ACP/LC

Mme Danielle Mitterrand défend la cause des kurdes devant le congrès américain.

Washington, le 24 octobre (ACP)

Mme Danielle Mitterrand a lancé devant un groupe de parlementaires américains un appel à la mobilisation internationale en faveur des réfugiés kurdes.

"Ne les oubliez pas, le silence les tue", a déclaré Mme Mitterrand, invitée à témoigner devant le "congressional human rights caucus" sur son voyage effectué au mois de mai dernier dans les camps de réfugiés kurdes en Turquie.

Intervenant en qualité de présidente de la fondation France Liberté Mme Mitterrand repartira mercredi matin sans rencontrer de représentant du gouvernement américain.

Dans le local archicome du caucus, manifestement habitué à des débats plus confidentiels, Mme Mitterrand a dénoncé la répression "culturelle" dont sont victimes les kurdes de Turquie. Elle a décrit "les conditions de vie désastreuses" auxquelles les réfugiés venus d'Irak sont soumis dans des camps où les autorités turques refusent le concours des ONG et du Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies.

"Les kurdes irakiens en Turquie sont dans une situation totalement désespérée, a déclaré Mme Mitterrand, ils ne peuvent ni rentrer chez eux ce qui est leur désir profond ni s'intégrer à la population kurde en Turquie. M. John Porter, co président du Caucus, une association non officielle de législateurs a salué ce témoignage comme "le plus précis, le plus détaillé et le plus poignant" qu'il ait entendu. La réunion a été marquée par la présence du sénateur Edward Kennedy qui a violemment dénoncé "la campagne brutale" des autorités irakiennes "afin d'éliminer le peuple kurde".

25-10-89 01:32

NNNN

A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P. A. F. P.

FRAD003 4 I 0251 USA /AFP-WNUZ
USA-France flt1

Danielle Mitterrand aux Etats-Unis

WASHINGTON, 25 oct (AFP) - Mme Danielle Mitterrand, l'épouse du président de la République française, a affirmé mardi qu'elle ne regrettait en rien ses déclarations en faveur du port du voile par les musulmanes dans les écoles.

"Ce que j'ai dit, je ne le regrette pas", a déclaré Mme Mitterrand au cours d'une conférence de presse, tout en soulignant que se trouvant aux Etats-Unis, elle ne souhaitait pas épiloguer sur la controverse qui se déroule actuellement en France à propos du port du voile dans les écoles laïques.

Elle avait dit, il y a quelques jours en France, que "si la voile est l'expression d'une religion, nous devons accepter les traditions quelles qu'elles soient".

L'épouse du président de la République se trouvait à Washington en tant que présidente de la Fondation France-Libertés qu'elle a fondée pour défendre la cause des Kurdes irakiens réfugiés en Turquie. Elle avait témoigné dans l'après-midi au Congrès devant le Caucus des Droits de l'Homme, qui groupe à la fois des sénateurs et des membres de la Chambre des représentants.

Mme Mitterrand a souligné au cours de son intervention que "les Kurdes irakiens en Turquie sont dans une situation totalement désespérée", ne pouvant ni rentrer chez eux, ni s'intégrer à la population kurde de Turquie. Elle a aussi noté que pour cette dernière "la répression est surtout culturelle" car elle ne peut s'exprimer dans sa langue.

suivra FRA.FR.F.PAC.FEU
AFP 250037 OCT 89

GLGL

FRAD004 4 I 0123 /AFP-WN08
USA-France flt2-der

Danielle Mitterrand...

WASHINGTON - Au cours de sa conférence de presse, la présidente de France-Libertés a précisé qu'elle n'avait pas rencontré de membres de l'administration américaine au cours de son bref séjour à Washington. Elle a souligné que son objectif était surtout d'apporter un témoignage sur le sort des Kurdes.

"Je n'ai pas de proposition à faire, c'est à eux (ceux qui décident) de tirer des conclusions", a poursuivi Mme Mitterrand. "Ce n'est pas mon problème, c'est le leur", a-t-elle répondu à une question lui demandant si elle était en faveur d'un Etat kurde indépendant, estimant que les Kurdes décideront de "leur avenir comme ils l'entendent".

gd/sb FRA.FR.F.PAC.FEU
AFP 250037 OCT 89

KURDISTAN

CONFERENCE INTERNATIONALE A PARIS

A l'initiative de l'Institut Kurde de Paris et sous le patronage de Mme Danielle Mitterand, présidente de la Fondation France-Libertés, Paris accueillait les 14 et 15 octobre la première Conférence Internationale consacrée aux Kurdes. Témoignages nombreux et accablants. Une certitude : l'Irak détient la première place au banc des accusés.

page réalisée par
CLAUDE MEYER

Si l'intérêt porté à la cause kurde devait servir de test de sincérité aux défenseurs des droits de l'homme, le tableau serait bien sombre. Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, ne peut que constater, avec une amertume certaine, que la classe politique française, tous partis confondus, brillait par son absence. Curieux, en cette année du Bicentenaire. Chacun s'était trouvé des engagements de dernière minute. Si le président de la commission des affaires étrangères du Sénat des Etats-Unis s'était déplacé, ou si Elena Bonner avait fait, pour 48 heures, le voyage de Moscou, d'autres "n'avaient pas eu le courage de traverser la Seine" comme le note notre interlocuteur. Il faut avouer que cette cause ne "rapporte rien, ajoute-t-il, si ce n'est des ennuis".

Et puis pas la peine de se voiler la face, l'Irak avait sorti "la grosse artillerie" pour dissuader les participants. Pressions exercées directement par l'ambassade ; ne dit-on pas que l'Ambassadeur se comporte en véritable proconsul ? Communiqués, alertes à la bombe. Le lobby irakien en France semblait détenir un réel pouvoir. Bien qu'il soit très improbable que l'Irak règle un jour ses dettes à l'égard de la France, ses dirigeants font miroiter d'autres contrats aux industriels français.

Nation de 25 millions d'habitants vivant au coeur du Moyen-Orient, les Kurdes n'ont pas d'Etat. Le seul document international leur reconnaissant leur droit à l'autonomie, le Traité de Sèvres signé en 1920 étant resté lettre morte. Leur territoire

se répartit entre l'Iran, l'Irak, la Turquie, la Syrie et l'URSS.

S'il n'est nulle part facile d'être kurde et se s'assumer culturellement comme tel, en Irak c'est la survie physique du peuple kurde qui est en cause. Après le massacre par armes chimiques de Halabdjia qui faisait en mars 1988, 5 000 morts, dont nombre de femmes et d'enfants, l'Irak poursuit une politique systématique de destruction des zones kurdes. Les témoignages sont accablants. Depuis la fin de la guerre Iran-Irak, les forces armées irakiennes procèdent à un quadrillage militaire de ces zones. L'armée y tire à vue. Si, depuis un an, on n'a pas assisté à une offensive militaire massive, le "délire nationaliste" du régime aurait conduit, selon notre interlocuteur, au déplacement de 2 millions d'habitants sur un total de 4 millions. Il parle de "catastrophe écologique", le nombre de têtes de moutons ayant passé de 5 millions à 40 000.

Le Kurdistan d'Irak est en voie de devenir un no man's land. Dernière victime d'importance : la ville de Qaladizeh vidée de ses 120 000 habitants en 48 heures. Cela se passait en juin dernier. Ils allaient rejoindre d'autres Kurdes dans des camps le long des grands axes routiers.

Le Conseil de Sécurité n'a pas jugé utile d'évoquer ces violations élémentaires des droits de l'homme.

L'Iran continue à mener sa guerre contre les Kurdes. En Turquie, même si l'on peut entrevoir une possibilité d'évolution, liée à la volonté de ce pays d'entrer dans la CEE, on dénombre encore 5 000 prisonniers kurdes. La loi martiale est toujours en vigueur dans les zones

de peuplement kurde. Lueur d'espoir en URSS, liée à la pérestroïka. Une assemblée réunissant des représentants Kurdes venus de 9 républiques, s'est tenue récemment. Les participants se sont prononcés en faveur de la création d'un Kurdistan autonome.

• La Cour de Sûreté de l'Etat ouvre une enquête contre sept députés de l'opposition.

Le procureur de la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara a déclaré jeudi 19 octobre qu'il avait ouvert une enquête contre les sept députés du Parti Populiste Social-Démocrate (PPSD, principale formation d'opposition) qui avaient participé les 14 et 15 octobre à Paris à une conférence organisée par l'Institut Kurde de Paris sur l'identité culturelle des Kurdes.

Le procureur, M. Nusret Denvial, a précisé qu'il conduira l'enquête à partir des informations parues dans la presse. «Quand le dossier sera complété, nous le transmettrons au ministère de la Justice» a-t-il ajouté. Le ministère, après étude du dossier peut soumettre la question au bureau de l'Assemblée Nationale, qui débat-

trait d'abord de la levée de l'immunité parlementaire de ces sept députés.

Selon les responsables de la Cour de Sûreté de l'Etat, les sept députés «seront probablement accusés de violer l'article 141 du code pénal turc» sanctionnant «toute activité visant l'intégrité territoriale et l'unité de l'Etat».

Par ailleurs, le Comité directeur du PPSD a décidé de convoquer «les sept» devant le Conseil de discipline du PPSD «pour avoir agi contrairement aux directives du Parti». M. Inonu, président du PPSD, avait interdit la participation de ses membres, invités à titre personnel, à cette conférence qui s'est tenue sous le patronage de Mme Danielle Mitterrand, présidente de la Fondation France-Libertés.

Les sept députés qui étaient présents à Paris étaient d'origine kurde.

VENDREDI, 27 OCTOBRE 1989
5ème ANNÉE — N° 1304

Mme Mitterrand défend les Kurdes devant le Congrès américain

C'est au titre d'une citoyenne privée et de présidente de la Fondation France-Libertés qu'elle a créée que Mme Danielle Mitterrand a tenu à rendre compte, devant le Congrès des Etats-Unis, de son voyage en Turquie dans les camps de réfugiés kurdes. Son statut de première dame de France, s'il n'entrait pas en ligne de compte, ce mardi 24 octobre, n'a en tout cas pas dû laisser indifférente une salle comble, qui avait répondu à l'appel du Comité des droits de l'Homme du Congrès, une organisation conjointe du Sénat et de la Chambre.

Partie en croisade contre l'indifférence manifestée au sort des Kurdes par l'opinion internationale, Mme Mitterrand a raconté les conditions effroyables dans lesquelles vivent ces Kurdes chassés d'Irak par des massacres systématiques. Une indifférence qu'elle entend combattre en citant ces propos que lui ont tenu les réfugiés : «Ne nous oubliez pas, le silence nous tue».

Danièle Mitterrand compte sur son influence pour inciter l'administration à agir en faveur des Kurdes. Au-delà du sort des réfugiés, pourtant emblématique de la destinée de ce peuple écartelé entre quatre pays où il est, à des degrés divers, soumis à de continuelles brimades, Mme Mitterrand entend attirer l'attention de l'opinion américaine sur la tragédie d'une culture qu'on étouffe.

A cet égard, Danièle Mitterrand a expliqué que la Turquie, si elle avait accueilli les réfugiés kurdes, les encadrerait dans des structures quasi militaires et refusait l'aide des organisations internationales. Pour ces Kurdes d'Irak traumatisés par la guerre chimique lancée contre eux par le régime de Bagdad, la Turquie, qui ne veut à aucun prix que des Kurdes d'Irak viennent grossir les rangs des Kurdes vivant sur son territoire, ne saurait donc apporter une solution, même provisoire.

Brda - Jedini prijatelji Kurda

Politika i izazovi savesti

Mogu li ukupne promene u svetu pomoći i najvećem obespravljenom narodu, čija borba za opstanak i autonomiju traje, eva, već oko dva stoleća

Mirko Aksentijević

Istorija ljudske civilizacije kazuje da su Kurdi, potomci Medejaca, jedan od najstarijih naroda sveta. Čvrsto privrženi brdima između velikih masiva Zagrosa i Taurusa, čvrsto su se držali svog tla i nikada ga nisu napuštali. I danas su zaljubljeni u svojih brda i dolina. Opirali su se svim osvajačima, a velike imperije su uvek žudele za njihovim prostorima.

Tako su prvo došli pod vladavinu velikog persijskog vladara, čuvenog Kira, a zatim su se našli pod udarom arapskih osvajača, da bi na kraju bili deo Otomanske Imperije. Prvi svetski rat je bio koban za Kurde. Rasparčavanje turskog carstva dovelo je do podela Kurdistanu na četiri deo: turskog, iranskog, iračkog i sirijskog. Jedan mali deo našao se i u novoj beljevičkoj republici.

Od tada, Kurdi su neprekidno i sistematski lišavani osnovnih nacionalnih i etničkih prava, a sada, tvrde, ugrožen im je i sam opstanak. U međuvremenu, dizano je preko 20 pobuna i ustanaka, a u kurdskim brdima ni sada nema mira. Tvrdeći da su zaboravljen narod, setno pitaju: Zar je moguće da sem brda nemamo drugih prijatelja?

U jedinstvenoj i veoma bogatoj istoriji, Kurdi posebno ističu da se prvi pisani tekstovi na njihovom jeziku javljaju još u sedmom veku. Od des. do trinaestog veka razvijaju se samostalne kurdske kneževine, a dinastija Ajubida, kojoj pripada čuveni "tursko-arapski" vojskovođa Saladin, vladala je širokim prostorima Bliskog istoka. Prodoru islama nije moglo odoljeti ni veliko persijsko carstvo i odmah ga je primilo. Kurdi su svoju privrženost Zaratustri napustili tek u 11. veku i, za razliku od Persijanaca koji su prišli šiitima, postali suniti. Sećajući se tih istorijskih zbivanja, Kurdi danas kažu: primanje islama nikada nismo shvatili kao našu arabizaciju, irinizaciju ili poturčenje. Bili smo i ostali Kurdi, pa nam to niko ne može uzeti ni u budućnosti.

Nevolje se množe...

Jedno od osnovnih strateških opredeljenja kurdske pokreta je upoznavanje sveta sa opasnostima koje im prete i traže-

nje pomoći od tog sveta da se umesto beskonačnog krvoprolića nade savremeno političko rešenje. Apel počiva na argumentima. Tako se turska demokratizacija uopšte ne dotiče 12 miliona Kurda koji ostaju zakonima nepriznati. Svaki pokušaj guši se vojnom silom u uslovima vanrednog stanja. Za turske vlasti Kurda kao takvih i nema, oni su još samo "Turci-brdani".

Zajedno sa drugim demokratskim snagama, oko 8 miliona Kurda u Iranu doprinelo je obaranju šaha Reze Pahlavija. To im je priznao i imam Homeini po dolasku na vlast, ali je ubrzo odlučno odbacio kurdske zahteve za autonomijom i prvo protiv njih upotrebio vojsku i svoje "čuvare revolucije". Krv je prolivena nemilice. Rat sa Irakom nameće sa Kurdima primirje u kome Homeini upravo na prostorima Kurdistanu igra čudne igre. Kurdi ponovo plaćaju veliki danak u krvi.

Prekid vatre na iransko-iračkom bojištu, a zatim promene u Teheranu, vode u pregovore između vlade i vodećih kurdskih predstavnika. Na pomolu je sporazum. Finale tajnih pregovora i potpisivanje sporazuma treba da se obavi u Evropi, u Beču. Ali, umesto potpisivanja, odjekuju pucnji. Prevara i izdajstvo. Ubijena su trojica kurdskih prvaka, među kojima i predsednik Demokratske partije (DPK) Abdulrahman Kasemlu. Ubice su našle utočište u iranskoj ambasadi. Pokret je obezglavljen, a vlada čiti.

Skoro tri decenije oko 5 miliona iračkih Kurda traži rešenje kroz ožujanu borbu i pregovore sa vladom u Bagdadu. Amplitude su u oba pravca bile velike. Iranski šah i irački potpredsednik su se marta 1975. godine u Alžiru, uz pomoć alžirskog predjednika, sporazumeli. Kurdistanu deo granice je zatvoren, ustanici u Iraku vojskom slomljeni. Legendarni vođa Mustafa Barzani morao je u izbeglištvo, čak u Ameriku, gde je ubrzo i umro.

U vreme rata sa Iranom, igre sa Kurdima zadavale su ne male probleme iračkim stratezima. A onda, samo nekoliko dana pred prekid vatre na frontu, irački avioni sručili su veliki broj bombi sa bojnim otrovima. U kurdskim selima i gradovima za nekoliko minuta najstrašnijom smrću umrle su hiljade ljudi, žena i dece. Preko 200.000 Kurda potražilo je spas u izbeglištvu prema Turskoj i Iranu.

Vlada u Bagdadu odlučno brani svoju formulu o kurdske autonomiji za čiju su

skupštinu nedavno održani i izbori. Kurdski pokret ne prihvata to rešenje, a svi pokušaji da se u direktnim pregovorima nade rešenje, rešenje ostali su bez rezultata. Susreti i razgovori izgleda da su samo još više produbili jaz razlika i nerazumevanja.

Položaj milion sirijskih Kurda decenijama ostaje nepromenjen. Ne priznaju im se nikakva prava. Očito zbog broja i ukupnih prilika ostaju po strani, kao zaboravljeni.

Evropa i Kurdi

Kurdski glas čuo se ovih dana u srcu Evrope, u Parizu. Nedaleko od Bastilje održana je međunarodna konferencija o ljudskim pravima i kulturnom identitetu Kurda. Političari, naučnici i publicisti iz 26 zemalja isticali su značajne trenutke prošlosti, ali još više naglašavali savremenu opasnost. Osnovni je zaključak da Kurdi ma preti opasnost eliminacije i da se na njima sprovodi genocid. Svetu je upućeno upozorenje i apel, a od Ujedinjenih nacija je zatraženo da sazovu vanredno zasjedanje Generalne skupštine radi rasprave o kurdske pitanju.

Inicijativu za takvo zasjedanje OUN pokrenuo je sovjetski akademik Andrej Saharov u čije je ime govorila i pismo pročitala njegova supruga Jelena Boner. Pored nje, zapaženi su angažmani predjednika Spoljnopolitičkog odbora američkog Senata Klejborna Pela, britanskog lorda Averbrija i niza kurdskih i drugih ličnosti iz Turske, Iraka, Irana i Sirije. Skupom, koji su organizovali društvo "Francuska sloboda" i Kurdski institut iz Pariza, dominirala je ličnost Danijele Miteran, supruge francuskog predjednika.

Pored istorijskih i kulturnih pitanja, dominirale su vruće teme: posledice upotrebe bojnih otrova u iračkom delu Kurdistanu, kao i težak položaj Kurda u Turskoj, Iranu i Siriji. Zbivanja su primorala mnoge Kurde da spas potraže u izbeglištvu. Pored onih 200.000 koji se već nalaze u Iraku i Turskoj, gde u logorima žive pod najtežim uslovima, blizu 100.000 Kurda opstanak je potražilo u desetak evropskih zemalja.

Evropa je, međutim, pružajući im gostoprimstvo, odbila da im prizna status izbeglica. Zato je na pariskom skupu postavljeno pitanje: može li se u slobodnom svetu biti izbeglica. Pravni analitičari su

Soixante ans de diaspora

Nadir Nadirov, membre de l'Académie des sciences de la république du Kazakhstan, fait le point sur la question kurde, après la conférence internationale qui s'est tenue à Paris en septembre dernier.

Les Nouvelles de Moscou : Un district nommé Kurdistan fut créé en 1923 en Azerbaïdjan, par décision du gouvernement. Peu après, il fut transformé en arrondissement autonome des Kurdes, avec la ville de Latchine pour chef-lieu. Il couvrait les terres de quatre districts modernes, Letchinski, Zanguilanski, Kalbadjarski et Koubatlynski, territoires qui sont peuplés intégralement par des Kurdes. Le premier gouvernement avait pour chef Goussi Gadjev. Le journal « Sovietski Kurdistan » paraissait en kurde, on créa des émissions de radio régulières en cette langue, il parut des manuels, des livres, des brochures politiques. Un collège pédagogique kurde fut ouvert à Choucha. Dans les années 30, tout cela disparut sans aucune explication officielle. En 1937, les Kurdes furent déportés d'Azerbaïdjan et d'Arménie et, en 1944, de Géorgie. Les hommes adultes étaient emmenés séparément et l'on n'a jamais rien su de leur sort. Vous avez vous-même passé votre enfance, en tant que Kurde, dans une « colonie spéciale » établie en 1938 dans les steppes kazathes, en Sibérie, où les vôtres avaient été amenés dans des wagons à bétail. Quelle est la situation du peuple kurde aujourd'hui ?

Nadir Nadirov : Au total, il y a plus de 20 millions de Kurdes dans le monde. Ils vivent essentiellement en Turquie, en Iran, en Irak et en Syrie, dans la partie de ces pays qui constituait avant le XVI^e siècle l'Etat de Kurdistan. Il est difficile de dire combien il y a maintenant de Kurdes en Union soviétique. D'après les résultats du recensement de 1979, il y en a près de 116 000. Certaines raisons permettent d'estimer leur nombre à près de 300 000. Au Kazakhstan, par exemple, les habitants d'une bonne moitié des villages kurdes sont inscrits comme Turcs ou Azerbaïdjanais. La longue absence de foyers de culture kurde a conduit nombre d'entre eux à s'assimiler à d'autres communautés.

Existe-t-il aujourd'hui en Urss des périodiques en langue kurde ?

Le journal « Riia Taza » (Nouvelle voie) a une édition en kurde à Erevan, c'est l'organe du comité central du Pc d'Arménie et du présidium du soviet suprême et du conseil des ministres de la république d'Arménie. La radio arménienne, pour sa part, a prévu un certain temps d'antenne pour des émissions régulières en kurde. Une section d'écrivains kurdes existe au sein de l'Union des écrivains d'Arménie, leurs œuvres paraissent dans cette république. Un département d'études kurdes est ouvert à l'Institut d'études orientales d'Arménie. Cette république est le principal refuge de la culture kurde en Urss. Jusqu'à un passé récent y vivaient plus de 60 000 Kurdes. Malheureusement les événements survenus au Nagorny Karabakh ont conduit aussi à une tragédie pour les Kurdes. Le climat général d'intolérance ethnique a amené près de 20 000 Kurdes à émigrer dans diverses régions de Russie, à Krasnodar notamment, où on les retrouve en quête de logement et de travail.

Le problème de l'intégration de ces derniers a été au centre de l'attention du congrès constituant de l'Association des Kurdes soviétiques, tenu en septembre dernier à Moscou. Quels sont les objectifs de cette nouvelle association ?

Reconstituer purement et simplement une autonomie ethnique kurde. Pour ce faire, il faut commencer par la renaissance de leur culture et de leur langue. Les Kurdes ont à surmonter un sentiment d'humiliation nationale né de longues persécutions. Cette prise de conscience nationale doit naturellement aller de pair avec la reconnaissance des valeurs humanistes, avec le respect des peuples aux côtés desquels les Kurdes soviétiques ont dû endurer des décennies de tragédies.

Récemment, vous avez représenté les Kurdes soviétiques à une conférence qui s'est tenue à Paris. Quelle a été la teneur de cette conférence ?

Elle a été organisée à l'initiative de Danielle Mitterrand, l'épouse du président français, et de l'Institut kurde de Paris, fondé en 1983. Cet établissement a pour vocation de sauvegarder la culture kurde et d'étudier l'histoire de ce peuple. Elena Bonner a pris la parole au nom de la délégation soviétique. Elle a parlé de son travail au Kurdistan irakien à la fin des années 50 et au début des années 60, de la situation des Kurdes dans ce pays où ils subissent un véritable génocide. Ainsi, les 16 et 17 mars 1987, 5 000 personnes ont été exterminées dans la ville de Khalabadji à l'issue d'une utilisation d'armes chimiques, selon le compte rendu annuel d'Amnesty international. A la fin de son allocution, Elena Bonner a donné lecture du message de son mari, Andreï Sakharov, qui appelait à prêter une assistance internationale au Kurdistan. Un paragraphe particulier de la résolution de la conférence de Paris est consacré au soutien de la proposition d'Andreï Sakharov de convoquer une session spéciale de l'Onu sur le problème des Kurdes.

Propos recueillis par
Alexandre Mineev

Mitterrand-Dumas

M. Dumas évoque les initiatives de Mme Mitterrand

PARIS, 21 nov (AFP) - Le ministre des Affaires étrangères Roland Dumas a reconnu mardi que la démarche de l'épouse du président de la République, Mme Danielle Mitterrand, dans la défense des droits de l'homme ne correspondait pas toujours à celle du Quai d'Orsay, tout en soulignant qu'il n'y avait pas lieu de "dramatiser".

"Elle ne se place pas sur le même terrain que les diplomates professionnels. Elle gère des détresses humaines. Elle intervient là où il y a de grands malheurs", a déclaré sur La Cinq M. Dumas, à qui l'on demandait si les initiatives de Mme Mitterrand n'embarrassaient pas parfois le Quai d'Orsay.

Sa démarche "ne rencontre pas forcément (celle) des diplomates et du quai d'Orsay. Mais tout ça s'harmonise très bien. Je veille à tout cela. Croyez moi il n'y a pas de quoi dramatiser", a ajouté le ministre.

Mme Mitterrand préside la fondation France-Libertés, pour la défense des droits de l'Homme, qui a parrainé récemment un colloque sur les Kurdes et doit en organiser un prochainement sur l'Afrique du sud.

Aufbruch im Hause İnönü

Massenaustritte aus der türkischen sozialdemokratischen Partei nach dem Ausschluß von sieben kurdischen Abgeordneten, die an einer internationalen Kurdenkonferenz teilgenommen hatten

TAZ 21 nov. 1989

Aus Istanbul Ömer Erzeren

Der sozialdemokratische Abgeordnete Kamer Geno zog einen bitteren Vergleich: „Selbst die Kriegsgesichte urteilen nicht so willkürlich wie der Disziplinarausschuß unserer Partei.“ Wegen Teilnahme an einer internationalen Konferenz über „die kulturelle Identität der Kurden und Menschenrechte“ Mitte Oktober in Paris hatte die Partei vergangenen Freitag sieben Abgeordnete aus der Partei ausgeschlossen. Die Teilnahme von Sozialdemokraten an einer öffentlichen Debatte über die Kurdenfrage wurde als „parteiwidriges Verhalten“ eingestuft.

Ein düsteres Bild vom Zustand der Partei zeichnet der Abgeordnete Cüneyt Canver: Die Führung habe die Partei zu dem Punkt gebracht, wo Folter, Gefängnisse und Menschenrechte nicht mehr diskutiert würden. Und künftig auch nicht mehr die kurdische Frage. Jetzt bekam die Partei die Bescherung: Neun Stadtverbandsvorstände in Kurdistan sind aus der Partei ausgetreten. Aufgebrachte Genossen im südöstlichen Urfamontierten gleich das Emblem der Partei vom Stadtverbandsbüro ab. Massenaustritte werden aus dem Südosten des Landes gemeldet. In Kurdistan ist die Partei in Auflösung.

Fünf Abgeordnete des linken Flügels zogen gestern die Konsequenzen und traten aus der Partei aus. Mit dem Ausschluß sei „das Faß übergelaufen“, so der Abgeordnete Abdullah Bastürk, einer der bekannten Gewerkschafter im Parlament. Die Gründung einer neuen Partei ist im Gespräch. Bei 20 Abgeordneten — so rechnet einer der Ausgetretenen vor — ist es sogar möglich, eine Fraktion in der Nationalversammlung zu bilden.

Welche Auswirkungen dieser Erosionsprozeß auf die Sozialdemokraten haben wird, bleibt abzuwarten. Die größte Oppositionspartei, die sich als Hüterin der Menschenrechte preist und die Demokratisierung der türkischen Gesellschaft auf ihre Fahnen geschrieben hat, hält jedenfalls nicht viel von innerparteilicher Demokratie. Mit Unnachgiebigkeit werden Kritiker in den eigenen Reihen zum Schweigen gebracht. Bis heute sind 150 Ortsvereinsvorstände, die sich der Linie des Parteivorsitzenden Erdal İnönü und des Generalsekretärs Deniz Baykal nicht beugten, amtsentoben worden. Die Parteispitze betreibt die Aussöhnung mit dem politischen System, welches die Militärs nach dem Putsch 1980 etablierten. Und in der Kurdenfrage deckt sich die Parteidoktrin offenkundig mit der Staatsdoktrin. „Im Ausland gibt es übertriebene Behauptungen, daß Bürger kurdischer Abstammung in der Türkei großem Unrecht ausgesetzt sind“, urteilt İnönü jüngst in einem Interview.

Journal du Centre 26 oct. 1989

Mme Mitterrand défend la cause des Kurdes

Washington. — Mme Danielle Mitterrand a lancé devant un groupe de parlementaires américains un appel à la mobilisation internationale en faveur des réfugiés kurdes.

„Ne les oubliez pas, le silence les tue“ a déclaré Mme Mitterrand, invitée à témoigner devant le „Congressional Human Rights Caucus“ sur son voyage effectué au mois de mai dernier dans les camps de réfugiés kurdes en Turquie.

Dans le local archicomble du Caucus, manifestement habitué à des débats plus confidentiels, Mme Mitterrand a dénoncé la répression „culturelle“ dont sont victimes les Kurdes de Turquie. Elle a décrit „les conditions de vie désastreuses“ auxquelles les réfugiés venus d'Irak sont soumis dans des camps où les autorités turques refusent le concours des O.N.G. et du Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations unies.

FRIDAY, NOVEMBER 24, 1989

We Can Help the Suffering Kurds

WASHINGTON — At a time when we feel special compassion for the homeless, let us consider a whole people without a home — the 17 million Kurdish people, a nation without a country.

Nowhere in the world can you find a distinct ethnic group, its language and culture over 1,000 years old, so systematically persecuted by Persian, Arab and Turkish regimes.

To be a Kurd today is to be the object of genocide. A world delirious with the outbreak of freedom in Eastern Europe is oblivious to the obliteration of a valiant people in the Middle East. Iran sent a team of assassins to Vienna to wipe out three Kurdish leaders who dared to organize a protest conference.

Turkey stamps out Kurdish culture among what it calls "mountain Turks" and does little for starving refugees from Iraq. The dictator of Iraq, Saddam Hussein, is the most zealous of all in punishing villagers who dared to live in oil-rich areas. He bulldozed their houses, literally wiped their cities off the map, deported thousands to deserts and declared the cleared areas "free-fire zones" where any Kurd is a target.

The Kurds were the victims of a massive poison-gas assault, the only in our time to target civilians. Thousands of men, women and children fell in the Iraqi mustard-gas massacre in Halabja.

How has the U.S. government re-

By William Safire

sponded? The Export-Import Bank has provided a \$200 million line of credit to Iraq; the Agriculture Department has provided \$1 billion in commodity credits to Saddam Hussein's regime; the State Department, eager to woo Iraq, turns a blind eye to the suffering of the people being told to assimilate or die. The UN bureaucracy refuses even to investigate the atrocities. Kurdistan, you see, is not a member; it is only an area whose people have been promised autonomy since Woodrow Wilson issued the Fourteen Points.

A few voices have spoken out.

In Paris, Danielle Mitterrand lent her prestige last month to a meeting called to protest the inhumane international silence. In Washington, Senator Daniel Inouye won an amen' nent last week to Export-Import Bank regulations stopping loans to terrorist nations unless the president requests a waiver "in the national interest" — which Mr. Bush would then have to justify.

But where are all the people who believe so fervently in the right of self-determination?

The ignored Kurds would leap at the chance for autonomy and cultural identity long spurned as insufficient by Palestinian spokesmen.

Can you imagine the international uproar if Israel were accused of inflicting 1 percent of the atrocities on

Arabs that Iraq has inflicted on Kurds? Such selective outrage on America's part is hypocrisy: Palestinians and Kurds alike are entitled to self-rule and respect for their culture on the way to settlement of sovereignty issues.

Here's what Mr. Bush should do:

1. Say a word in behalf of the Kurdish people's right to live in their villages and speak their own language, even if this upsets some of their many oppressors.

2. Direct America's UN delegate to sponsor and campaign for a Human Rights Commission investigation of population relocation crimes.

3. Suspend all Agriculture Department Commodity Credit guarantees to Iraq, and not on human rights grounds alone: Something fishy may be going on with U.S. credit guarantees to Iraq at the Atlanta branch of the Banca Nazionale del Lavoro. Incredibly, despite a worldwide investigation under way, the Agriculture Department only last week issued \$500 million in new export credits to Iraq.

4. Designate 5 percent of U.S. refugee slots to Kurds, who — better than most Polish or Hungarian dissidents, or Soviet Jews — can now claim "a well-founded fear of persecution."

Around the time Americans give thanks for their freedom, the least they can do is to give hope to the homeless nation.

The New York Times.

Le courrier du Proche Orient 5. Nov. 1989

DES KURDES AUX BERBERES?

La plupart des Etats arabes s'inquiètent des efforts déployés par certains milieux occidentaux pour donner une nouvelle actualité à la question kurde. Si le problème des peuples kurdes ne concerne pas seulement les Arabes (mais aussi la Turquie, l'Iran, l'Union soviétique), ceux-ci n'oublient pas que les mouvements rebelles kurdes ont souvent été encouragés et aidés matériellement par les services secrets israéliens. La carte de l'agitation kurde est considérée par

Israël comme un moyen de déstabiliser certains Etats arabes dans le cadre d'un plan plus vaste visant à encourager les divisions et partitions confessionnelles ou ethniques. C'est notamment ce qui se passe au Liban.

La présence d'AIT AHMED, venant plaider la «cause berbère» à la conférence sur les kurdes organisée à Paris, les 14 et 15 octobre, a été très remarquée. Celui-ci a tenté d'établir un parallèle entre les Kurdes et les Berbères et il a souhaité qu'une conférence identique se tienne sur les Berbères...

Un diplomate maghrébin faisait récemment part de ses inquiétudes:

«Après l'agitation et la propagande autour de la question kurde, ne va-t-on pas assister à une relance de la question

berbère par des organisations qui sous couvert de défendre les droits de l'homme (à condition qu'il ne soit pas palestinien), semblent poursuivre des objectifs plus obscurs et moins avouables... qui s'inscrivent singulièrement dans la ligne traditionnelle de la politique d'Israël?».

C'est bien ce que voulait dire Elena Bonner, que l'on retrouvait déjà en 1974 auprès des bandes de Barzani financées par le shah d'Iran et Israël, quand elle a déclaré à la conférence de Paris: «il faut que les Nations - Unies créent un Etat kurde, comme elles ont créé l'Etat d'Israël».

Charles Saint-Prot

LES KURDES : l'Irak au banc des accusés

Paris accueillait les 14 et 15 octobre la première conférence internationale sur les Kurdes. Réunie à l'initiative de l'institut kurde de Paris et sous le patronage de Mme Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France-Libertés, ce fut l'occasion pour nombre de Kurdes venus des divers pays du Kurdistan d'apporter leurs témoignages, presque toujours accablants. L'Irak détenait le triste record de premier pays oppresseur.

Nation de 25 millions d'habitants vivant au cœur du Moyen-Orient, les Kurdes n'ont pas d'Etat. S'ils ont été au cours des siècles les témoins de la naissance et de la chute des empires les plus puissants du monde, assyrien, perse, grec, romain, arabe, mongol et turc, ils sont aujourd'hui à la merci politique et physique des «grands» de la région. Avec un territoire réparti entre l'Irak, l'Irak, la Turquie, la Syrie et l'U.S.R., ils semblent fort peu intéresser le monde, y compris les défenseurs classiques des droits de l'homme.

Sans doute ont-ils le « tort » de vivre dans une zone géographique et stratégique considérée comme vitale tant par l'Ouest que par l'Est. Et qui plus est, s'avère riche en pétrole, chrome, fer, or, cuivre et autres métaux. Seul document international à avoir reconnu leur droit à l'autonomie, le Traité de Sévres signé en 1920 entre les alliés et le gouvernement turc allait rester lettre morte. L'accession au pouvoir de Mustapha Kemal suivi de la signature du Traité de Lausanne en 1924 rétablissait la Turquie dans sa dignité mais évacuait pour longtemps, pour ne pas dire à jamais, le fait kurde. Rendez-vous manqué avec l'histoire. On voit mal aujourd'hui les



Des enfants gazés dans un village frontalier (Photo de l'institut kurde de Paris)

s'est pas réuni une seule fois pour évoquer ces violations élémentaires des droits de l'homme.

En Iran

Depuis 1979 l'Iran mène aussi sa guerre contre les Kurdes. Actuellement 150 000 gardiens de la Révolution occupent le terrain en zone kurde. A l'actif du régime : l'assassinat à Vienne du Dr Abdel-Rahman Ghassemlou.

En Turquie la loi martiale est en vigueur dans les zones kurdes depuis 1978. La simple mention du fait kurde est théoriquement passible de peines de prison. Les droits culturels sont totalement bafoués mais on assiste ces derniers temps à une lente évolution, la question pouvant être évoquée au Parlement. Le souhait exprimé par la Turquie de faire une demande d'adhésion à la CEE n'étant pas étranger à cela. On dénombre encore 5 000 prisonniers kurdes.

En Syrie, les Kurdes sont privés des droits élémentaires comme les autres citoyens.

En URSS, perestroïka oblige, une assemblée réunissant des représentants des Kurdes de neuf républiques s'est tenue récemment. Elle s'est prononcée en faveur de la création d'un Kurdistan autonome.

La conférence de Paris a permis, estime Kendal Nezan, en donnant la parole aux Kurdes de partout, de réaffirmer l'unité de ce peuple dans sa diversité. Il y a été décidé de mettre sur pied une mission permanente qui devra œuvrer au niveau international.

Claude MEYER

lions à 40 000. Selon lui « le délire nationaliste » du régime a conduit au déplacement de 2 millions d'habitants sur un total de 4 millions. La fin de la guerre Iran-Irak a permis de mobiliser la force contre cet « ennemi de l'intérieur ». « La région est quadrillée militairement, l'armée tire à vue » nous dit-il. Si depuis un an il n'y pas eu d'offensive militaire massive, les régions kurdes sont devenues un no man's land.

Dernière victime en date : Qaladizeh, ville de 120 000 habitants vidée de sa population en 48 heures en juin de cette année. Ses habitants ont aujourd'hui rejoint d'autres Kurdes dans des camps, à l'abri de miradors le long de grands axes routiers. On constate que le Conseil de Sécurité des Nations Unies ne

dire que l'Irak avait utilisé la « grosse artillerie » pour que cette conférence n'ait pas lieu ou se déroule mal. Pressions, communiés, alertes à la bombe.

Elimination systématique

L'Irak a à son actif une politique systématique d'élimination physique du peuple kurde. 5 000 morts par armes chimiques dont nombre de femmes et d'enfants à Halabja en mars 88. La destruction systématique de villages, habitations, mosquées, églises et le déplacement forcé de populations tenant lieu de politique.

Notre interlocuteur, M. Nezan parle de « catastrophe écologique », le nombre de têtes de moutons ayant passé de 5 mil-

Etats de la région accepter une amputation de leur territoire.

L'indifférence du monde

Loin de parler Etat, il s'agit aujourd'hui pour le peuple kurde d'assurer sa survie physique. Le tableau, pays par pays est affligeant. A cela il faut ajouter l'indifférence du monde, durement ressentie à Paris.

Si Mme Elena Bonner avait fait le voyage de Moscou pour apporter son soutien au peuple kurde, proposant notamment la réunion d'une session d'urgence des Nations Unies pour évoquer cette question ou si le président de la Commission des affaires étrangères du Sénat américain, M. Claiborne Pell s'était déplacé, d'autres n'avaient pas « eu le courage de traverser la Seine », comme le note, non sans amertume, Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris. Seul le Secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner s'était déplacé. L'opposition brillait autant que la majorité par son absence. M. Kendal Nezan est perplexe. Si la question kurde devait servir de test de sincérité aux défenseurs des droits de l'homme, le bilan serait loin d'être positif. Il faut

POUR TOUT DIRE

RÉFLEXIONS SUR

UNE CONFÉRENCE KURDE

*Ces réflexions sont dédiées
à la longue amitié qui me liait
à Abderrahman Ghassemlou,
mon frère kurde assassiné*

La conférence kurde, qui s'est tenue à Paris les 14 et 15 octobre dernier, s'inscrit dans la liturgie des messes d'intention, à l'exemple de celles longtemps célébrées pour les Palestiniens. Les résolutions de l'avenue Kléber ne deviennent guère des litanies rituelles de circonstances. Il y est fait état de la volonté des Kurdes de défendre — ce qui est bien légitime — leurs droits politiques et culturels dans chacun des pays où ils vivent, mais il n'est pas question de la revendication d'un Etat indépendant.

Je remarque que n'a pas été retenue, du moins à ce stade, la suggestion que Mme Elena Bonner aurait ainsi formulée : « *Il faut que les Nations unies créent un Etat pour les Kurdes d'une manière pacifique, comme les Nations unies ont créé un Etat pour les Juifs au Proche-Orient d'une manière pacifique.* » Un marchand du Golfe, qui se trouvait avec moi quand cette relation nous a été faite, m'a regardé ahuri et son commentaire disait à peu près dans sa langue : « *Je leur souhaite bien du plaisir.* »

Mais passons. Il est plus intéressant de relever que pour une fois n'est pas mentionné le sempiternel traité de Sèvres de 1920 (voir l'encadré), dont la seule évocation mettait en fureur Ghassemlou. « *Non seulement, me disait-il, les négociateurs de votre Paix ne nous ont rien donné, mais encore ils se sont foutus de nous en laissant la délimitation de notre frontière la plus sensible à l'arbitrage du président des Etats-Unis.* »

En revanche, mon attention a été alertée par les ambiguïtés du paragraphe adopté à la mi-octobre où il est envisagé une action permanente dans les pays

où vivent des populations kurdes. Je comprends — et je ne suis pas le seul — que l'organisation de cette action serait confiée à une Fondation de droit français. Je crains que ces ambiguïtés ne recèlent des difficultés en puissance, tant le partage est difficile à tracer entre les domaines de l'humanitaire et du politique. L'idée de passer, pour agir en Iran, par le relais d'une association française non assujettie aux obligations de réserve des exilés, avait déjà été retenue par Sadegh Ghotbzadeh — futur chef de la diplomatie de la République islamique — à l'arrivée chez nous de l'ayatollah, lequel l'aurait balayée d'un revers de main.

Pour ce qui est des interventions à la Conférence de l'avenue Kléber, je voudrais dire, avec tout le respect qui lui est dû, à M. Sakharov dont le message donne à penser qu'il souhaite une réouverture du dossier du passé des Kurdes, que cela ne serait dans l'intérêt de personne. A trop creuser (je songe à Victor Hugo), on trouve vite l'enfer.

M. l'Académicien, sur les chemins d'Arménie, il y a autant, sinon plus, de sang et de larmes que sur les routes du Goulag. Je regrette par ailleurs, et je me félicite à la fois, qu'un représentant qualifié de la Région autonome du Kurdistan irakien, qui avait été invité, n'ait pas été en mesure de prendre la parole. Je le regrette parce qu'il avait des choses à dire, surtout parce que son rejet disqualifie l'objectivité de la Conférence. Il a été ainsi montré qu'elle se ferait au dialogue pour se limiter à un discours unilatéral. Ce Kurde irakien a été traité, dans la salle, de mercenaire ; de la tribune, il aurait pu retourner le compliment à quelques-uns.

PAR
PAUL
G. DÉPIS

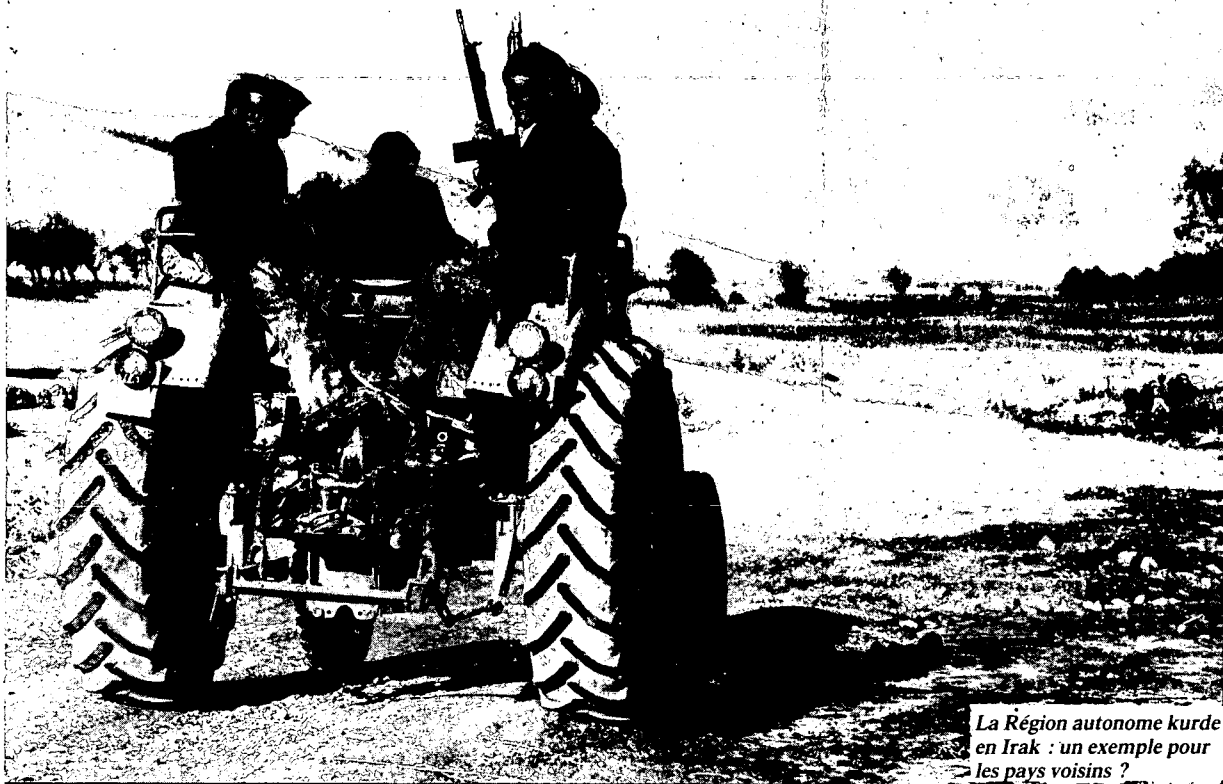


Ancien ambassadeur à Bagdad. Président de l'Association des amitiés franco-irakiennes.

Mais à mon avis que partagent des Orientaux, le plus caractéristique dans le comportement adopté à l'égard de cet homme, sujet de droits comme tout autre, réside dans la rédaction de son carton d'invitation. Il lui était signifié qu'il ne serait admis que pour le temps de son intervention. Je ne ferai à personne l'injure de croire qu'on voulait économiser un verre d'orangeade et deux sandwiches. Le symbole est grave, qui aurait révolté le sens de l'hospitalité de Mullah Mustapha Barzani : on refusait de partager avec lui le pain et le sel de la table-buffet. Il était, d'entrée de jeu, l'exclu des Droits de l'Homme, l'ennemi pour reprendre le mot paru dans la presse.

Je me félicite en même temps du sang-froid de l'intéressé. Devant le risque d'être agressé dans la salle par des furieux, insulté et malmené, il a pris le parti de se retirer. Il a ainsi évité un scandale qui aurait pu créer, entre Paris et Bagdad, un incident inutile. Mais ne serait-ce pas ce que cherchaient les furieux de la salle ?

Je suis navré — et nous sommes nombreux à l'être — que la déclaration finale de la Conférence n'ait pas rendu hommage à la mémoire d'Abderrahman Ghassemlou. Ce ne peut être un simple oubli si aucune mention n'y est faite de cet homme exceptionnel, la plus haute stature des Kurdistan depuis Mullah Mustapha Barzani. Lui présent comme il en avait l'intention (mais qui aurait osé s'y opposer ?), la Conférence aurait pris un autre tour, et je sais quelques individus dans la salle qui seraient vite sortis par la porte, de service.



F. GUENET/GAMMA

La Région autonome kurde
en Irak : un exemple pour
les pays voisins ?

Depuis qu'il a été assassiné, on a beaucoup fait parler Ghassem lou, pourtant peu bavard sauf quand il voulait parler pour ne rien dire. Il ouvrait plus volontiers son cœur dans ses montagnes, où sur les pistes qui conduisaient à lui, il était rare de rencontrer du beau monde. Ghassem lou n'était que kurde et ne vivait que pour son peuple. Il avançait à pas pesants, nourri d'espoir mesuré. Il abominait les gesticulations et les aventurismes. Une constatation l'obsédait : les réalités sont incontournables. Il m'a répété maintes fois qu'il voyait l'une de ces réalités dans le statut de la Région autonome du Kurdistan irakien. Il en savait toutes les imperfections mais aussi les avantages pour ses frères et il déplorait que les Kurdes d'Iran n'aient guère de chances de bénéficier un jour d'un statut similaire.

Il m'importe peu que ceux qui ne croient que dans la *source diplomatique occidentale*, ou les *milieux autorisés* cités d'abondance dans notre presse, me réclament des preuves. Il m'importe ce que pensent les hommes libres du Kurdistan. Lequel, sur la tombe de Ghassem lou, démentirait qu'il croyait dans l'avenir commun de la Région autonome et de l'Irak et qu'il a œuvré pour cet avenir ? J'ai cru reconnaître, avenue Kléber,

quelqu'un qui lui aussi, à l'automne de 1984, s'intéressait beaucoup à la Région autonome et mettait à l'époque sa montre à l'heure de Bagdad. Ghassem lou n'eût pas manqué de le lui rappeler.

Ghassem lou aimait la France et ses médecins. Il était plus réservé à l'endroit des Français.

M. Kouchner qui les a rapportés dans son livre *Charity business*, ne saurait avoir oublié ces mots de son allié à nos compatriotes : « *Méfiez-vous, au loin on vous écoute.* »

Est-il nécessaire que j'explique pourquoi la mémoire de Ghassem lou n'a pas été honorée avenue Kléber ? Des activistes ne pouvaient l'accepter, dont le seul but, dans l'opération, était de charger l'Irak de tous les péchés d'Israël (cette expression du français courant n'engage pas plus que le *Mon Dieu* de M. Gorbatchev), de le clouer au pilori, l'Iran et la Turquie servant de larrons accessoires.

L'Américain Galbraith a dit avec l'ingénuité dont les civils témoignent souvent aux Etats-Unis, qu'il entendait ne parler (« *I will confine...* ») que de l'Irak.

Delenda est Carthago. On connaît, mais pourquoi ? Je retiendrai une raison de conjoncture. Dans l'espace médiatique français, l'Irak a

mauvaise presse. Il est vrai que les Irakiens, bardés de qualités solides, campés dans leurs rigidités verticales et millénaires, n'ont jamais été doués pour la relation publique. Reste que depuis des années une dérive pousse chez nous des courants entiers du journalisme à considérer la ruine de l'Irak et son démembrement en trois morceaux : un Etat kurde au Nord, un Etat quelconque au Centre et un Etat chiite au Sud. D'aucuns comptaient sur Khomeiny, mais *ça n'a pas marché*. N'empêche que les banderilles étaient posées et la voie ouverte à nos activistes. Ils foncent donc sur celui de leurs adversaires qui leur semble le plus vulnérable sous un angle de vue occidental. Ils ont commencé à lui *taper dessus* à Paris et vont continuer à Londres, Stockholm, Washington, New York. Ils auront du succès à la mesure de l'extinction de bon nombre des causes à grand spectacle, que nous étions habitués à voir tenir l'affiche.

Mais là-bas, entre le Tigre et l'Euphrate, le Kurdistan et le Golfe, il y a des Kurdes et des Arabes, des musulmans et des chrétiens, des hommes et des femmes, sortis d'une guerre qu'ils ont le sentiment d'avoir gagnée ensemble pour reconstruire ensemble leur pays. Il y a une

LE TRAITÉ DE SÈVRES : MYTHES ET RÉALITÉS

Il serait bon d'en finir avec les inexactitudes que nombre de journalistes et d'hommes politiques tirent, à propos des Kurdes, de lectures erronées du traité de Sèvres.

Tout le monde s'accorde à constater – et on l'a répété à la récente Conférence de l'avenue Kléber – que les Kurdes sont *une nation sans Etat*. Mon propos n'est pas de disputer ici du contenu des concepts nation et Etat, mais de poser une question de Français ignorant la géographie : le Kurdistan, où ça se trouve ?

Les cartes en demi-teintes hachurées sur lesquelles s'appuie l'irrédentisme kurde vous montrent que ça se trouve entre la Caucase, la Méditerranée et la Mésopotamie. Si vous vous avisiez alors de comparer ces documents géographiques à ceux représentant les revendications territoriales des Arméniens, vous constateriez qu'en dehors des zones périphériques, ils se recouvrent. On conviendra que c'est là, entre autres obstacles, un problème de taille, bien connu dans l'Orient Moyen, rarement admis chez nous, et que la Conférence de la paix au lendemain de la Première Guerre mondiale s'était empressée d'occulter, faute de pouvoir le résoudre.

Les délégations arméniennes et kurdes à Versailles avaient commencé par repasser le bébé avec l'eau du bain aux puissances alliées, en signant en novembre 1919 un accord par lequel leurs deux nations, l'une et l'autre aryennes (sic) accepteraient formellement de s'en remettre pour la délimitation de leurs frontières aux décisions de la Conférence de la paix. Autant qu'on sache, cette déclaration constitua un signal d'alerte majeure pour les experts de la Conférence dont on a oublié combien leurs réflexions influencèrent la rédaction du traité de Sèvres d'août 1920.

Contrairement à ce qu'il plaît à certains de laisser croire ce traité, qui consommait en quelque 140 articles le partage des dépouilles de l'Empire ottoman entre ses vainqueurs, n'a dans aucune de ses dispositions créé un Etat kurde et encore moins confirmé son existence. Ses articles 62 et suivants prévoient qu'une commission tripartite devrait préparer dans un délai de six mois un schéma d'autonomie locale pour les régions à prédominance kurde à l'Est de l'Euphrate et au Sud de la frontière de l'Arménie, telle qu'elle sera définie ultérieurement. Ce que règle en une ligne un article subséquent qui laisse la délimitation des frontières de ladite Arménie à l'arbitrage du président des Etats-Unis. Là-dessus, les négociateurs de la paix en revinrent aux réalités incontournables qu'annonçait sur le terrain la montée du kémalisme et que consacra, avec le triomphe d'Ataturk, le traité de Lausanne de juillet 1923.

Ce n'est pas tout. S'agissant toujours des Kurdes, le traité de Sèvres assortit la simple autonomie locale qui leur était concédée d'une éventuelle et conditionnelle possibilité d'accession ultérieure à l'indépendance. Si les populations kurdes concernées démontrent au Conseil de la Société des Nations qu'elles désirent leur indépendance, si le Conseil considère que ces populations sont capables d'une telle indépendance, il recommande qu'elle leur soit accordée. De surcroît, le Conseil se réservait d'apprécier comment seraient assurées les garanties immédiates et la sauvegarde complète exigées en faveur des minorités chrétiennes des régions kurdes, où auraient voulu se rendre entre 1920 et 1921 les envoyés personnels du président Wilson, King et Crane.

Leur Rapport dont Georges Naccache me conseilla de garder un exemplaire comme livre de chevet, annonce les drames à venir de Palestine et du Liban (ce pourquoi les Anglais et les Français se refusèrent à le prendre en considération). En revanche, il ne mentionne pas les affaires kurdes dont les missionnaires américains furent empêchés d'aller se rendre compte par des événements locaux. Il s'agissait de sanglants affrontements entre tribus, entre villages, armés par les Alliés comme par les Bolcheviks. Ce furent les Arméniens qui firent les plus grands frais de ces tueries.

Il y avait donc encore là des Arméniens à tuer au lendemain de la Première Guerre mondiale, comme il y avait encore des juifs à tuer en Pologne au lendemain de la Seconde. Le massacre des survivants n'est pas moins odieux, mais peut-être plus injuste que celui des innocents.

Paul G. DÉPIS

bonne dose de bonapartisme chez les Irakiens.

Sur les trois millions de Kurdes en Irak, admettons qu'un dixième ait quitté le pays, qu'un autre dixième ne soit pas content ou plutôt mécontent... Cela laisse quelque deux millions et demi de personnes dont on ne saurait mieux qualifier l'état d'esprit que

par une variation sur un titre du journal *Le Monde* à propos des Kurdes de Turquie : « Kurdes de cœur, Irakiens de raison. » Cœur et raison, l'alpha et l'omega du discours que Ghassem lou n'a jamais cessé de tenir. J'ajouterai un autre pourcentage : il n'y a pas 10 % de Kurdes irakiens qui

accepteraient, sans décrocher aussitôt leur fusil, que tel ou tel de nos activistes viennent les gouverner.

Il y a aussi là-bas une bonne douzaine de millions d'Arabes qui ont donné la preuve que leurs différences confessionnelles n'altèrent pas leur nationalisme et qui sont, comme tous les Sémites, des gens de longue mémoire. Voici qu'au niveau de leur conscience collective remontent des souvenirs désagréables pour nous Français, qui serions les spécialistes du saucissonnage (j'emprunte ce mot à l'excellent Georges Corm) : la Syrie découpée en cinq morceaux, puis en trois; l'affaire du sandjak d'Alexandrette... il se peut que j'oublie un ou deux autres exemples. Bref, si c'est l'affaire des Arabes de se souvenir, je ne suis pas sûr que cela fasse nos affaires. Sans doute le gouvernement de Bagdad est-il convaincu que notre gouvernement n'est pour rien dans les fantasmes parisiens. Les temps sont révolus où à l'est de Suez (sauf peut-être encore dans un pays) les dirigeants faisaient les opinions, voir l'*Intifada*.

Français, méfiez-vous, au loin on vous écoute. La liberté d'expression ne souffre aucune entrave. Elle ne permet pas de cracher au vent impunément. Il y a enfin, last but not least, les frères arabes de l'Irak, qu'ils l'aiment ou pas, pour qui la frontière du Kurdistan irakien n'est pas une démarcation régionale aléatoire, mais l'un des termes invariants de l'équation de la frontière nord du monde arabe. En 1963, la Mongolie extérieure avait demandé l'inscription de l'affaire du Kurdistan irakien à l'ordre du jour de la prochaine Assemblée générale des Nations unies. Les pays arabes ne se trompèrent pas de destinataire et firent savoir à Moscou qu'ils se fâcheraient. La Mongolie s'empressa de retirer sa demande. Les protagonistes ont changé, mais la région reste tout autant explosive. Qu'on ne cherche pas à la déstabiliser davantage, fut-ce dans les meilleures intentions du monde, sauf à vouloir, et pour commencer, ruiner les chances d'une Conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient.



INFO TIIDI INFO - TIIDI INFO-TÜRK

EXPULSION SCANDALEUSE DE DEPUTES KURDES

Le Procureur de la Cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara a entamé des poursuites légales contre huit députés kurdes de gauche. Sept d'entre eux, Mehmet Ali Eren, Kenan Sönmez, Ismail Hakki Onal, Ahmet Turk, Adnan Ekmen, Salih Sumer et Mahmut Alniak, avaient participé à la Conférence de Paris sur la question kurde et ont, pour cette raison, été expulsés du *Parti populiste social-démocrate (SHP)*. Le huitième, Ibrahim Aksoy, avait déjà été exclu du SHP pour ses déclarations devant le comité parlementaire mixte turco-européen à Strasbourg.

Le Procureur a demandé au ministère de la Justice d'entamer une procédure en vue de lever l'immunité parlementaire des huit députés kurdes afin de pouvoir les juger pour séparatisme.

L'expulsion de sept députés a provoqué une controverse au sein du SHP. En guise de protestation contre ces exclusions, neuf députés et plusieurs dirigeants du parti dans les provinces orientales habitées par des Kurdes ont quitté le SHP.

Dans une lettre commune de démission, les députés SHP ont déclaré que le Parti a perdu sa vocation d'aider et de soutenir les gens ainsi que de porter les forces politiques progressistes au pouvoir. Ils poursuivent en disant que: "Le SHP a quitté le chemin qui mène à la vraie démocratie en Turquie".

Les députés ont désigné le Secrétaire général du SHP, Deniz Baykal, comme le principal responsable de cet échec. Selon eux, Baykal s'est consacré à la lutte contre ses opposants au sein même du parti ainsi qu'à l'instauration de la suprématie de sa faction, négligeant ainsi les objectifs politiques du parti.

Le 26 novembre dernier, lors d'un meeting à Istanbul, de nombreux membres du SHP ont manifesté bruyamment et ont demandé la démission du leader du parti, Erdal İnönü. Le même jour, des membres du SHP déchiraient des portraits d'Inönü à Diyarbakir.

Inönü a cependant refusé de tenir compte des protestations et a justifié la décision du comité disciplinaire du parti d'exclure sept députés.

Il a déclaré: "Bien sûr, il y a des gens qui parlent kurde en Turquie et qui se considèrent comme étant Kurdes. Mais nous essayons de faire cohabiter tous les Turcs et non pas d'accentuer les différences culturelles qui les séparent. Personne ne profiterait d'une telle discrimination".

Les députés Turcs cachent les persécutions au Parlement Européen

La commission parlementaire mixte turco-européen s'est réunie à Bruxelles les 27, 28 et 29 novembre derniers et s'est livré à une évaluation des relations turco-européennes ainsi que de l'impact des récents événements de l'Est sur ces relations. La vice premier ministre turc Ali Bozer, y assistait.

En vue de la réunion de Bruxelles, le gouvernement turc avait demandé à la délégation turque de baser tous ses arguments touchant la situation des droits de l'homme en Turquie sur un rapport émis par le ministère des Affaires Etrangères.

Durant la réunion, un député communiste italien, M. Vecchi, a présenté un rapport détaillé sur la situation des droits de l'homme en Turquie et a critiqué à plusieurs reprises les pratiques anti-démocratiques auxquelles on s'y livre.

Au grand étonnement des journalistes, les députés de l'opposition turque qui faisaient partie de la délégation dont le secrétaire général du SHP, M. Deniz Baykal, se sont faits les porte-paroles du régime d'Ankara.

A la fin de la réunion, les parlementaires turcs et européens ont adopté une résolution recommandant au Conseil d'association turco-européen de se réunir le plus vite possible afin de développer les relations turco-européennes.

Les deux délégations ont exprimé leur préoccupation à propos des massacres qui auraient été commis à la frontière turco-irakienne par la guérilla kurde.

Pendant la réunion, le co-président de la Commission mixte, le député turc Bülent Akarcali, lors d'une interview qu'il a accordée à la presse turque, a fait des remarques désobligeantes contre les opposants au régime qui informent l'opinion européenne des violations des droits de l'homme auxquelles on se livre en Turquie.

Le 30 novembre 1989, lors d'une conférence de presse, le rédacteur en chef d'Info-Türk a critiqué l'attitude du chef de la délégation turque qu'il considère incompatible avec l'affirmation de démocratisation en Turquie.

Il a également demandé à deux parties de la commission parlementaire mixte pourquoi n'ont-elles pas réagi contre les persécutions dont huit députés kurdes sont les victimes. Parmi eux, on compte un député qui faisait partie de cette même commission mixte il y a à peine quelques mois.

Les membres de la commission ont répondu qu'ils n'avaient pas été mis au courant de ces persécutions. Cependant, M. Vecchi a déclaré qu'ils allaient étudier ce cas.

La prochaine réunion de la commission se tiendra les 22 et 23 mars 1990.

ان الحضور شمل ومود شخصيات من اوربا وامريكا والاتحاد السوفييتي، مما يعني ان الكونغرس حظي بموافقة ودعم هذه الجهات، بشكل او بآخر .. وينسجم هذا مع الوضع الجديد لاتجاه العلاقات الدولية الراهنة .

ومن الجدير بالذكر ايضاً ان الكونغرس، مع بحثه لمعظم جوانب قضية شعبنا فانه كان يبدئ اساساً من جدول لهذه القضية ضمن اطار الحدود الدولية القائمة، ومن خلال الفاتورة خاصة على قرارات الكونغرس يتبين لنا انه قد اتسم بظنرة مستقبلية، وانه لم يكن مجرد احتمال دام يومين واتته، بعيد ان تنفيذ قراره يحتاج الي وحدة حقيقية للفصائل حركة التحرر الكردستانية، والى شمال متعامداً خاصة على صعيدي الاعلام العالمي والعمل الدبلوماسي، وهو ما يشدد عليه حزبنا المناضل، خصوصاً في العترة الاخيرة .

كما ان الامر بحاجة الى دعم متواصل من قبل المشاركين في المؤتمر وغيرهم ممن تهتمهم حقوق الانسان، وثقافات الشعوب، ومبادئ العدالة في العالم .

ان لحضور شخصيات عربية وتركية وايرانية الى الكونغرس ووقوفها الى جانب عدالة قضية شعبنا اهمية خاصة، ذلك لانه وفي كل الاحوال والظروف، فان شعبنا يتعايش مع هذه الشعوب وتجمعه بها معاشر مشتركة، ونحن نشاغل من اجل ايجاد أطر تضمن علاقات عادلة بعيدة عن التحكم والقمع بين الشعب الكردي وهذه الشعوب .

من القرارات الهامة حقاً للكونغرس، المطالبة بعقد جلسة للجمعية العامة للامم المتحدة حول القضية الكردية وسيول ممثل عن الشعب الكردي بصفة مراقب لدى المنظمة العالمية، حيث ان تعهد وتشعب القضية الكردية يجعل من الامم المتحدة اصبحت هيئة بإمكانها ايجاد الحلول الملائمة لها .

يعتبر الكونغرس خروجاً الى حداما، على الدبلوماسية التقليدية التقليدية القائمة على مراعاة كل دولة لمصالحها الاقتصادية والاستراتيجية، ونظير نظير كليها، مما يجري في الدول الاخرى من قمع واضهاد والحراق في الدماء بحجة عدم التدخل في الشؤون الداخلية للاخرين .. ان الدبلوماسية التقليدية هذه تقف وراء الصمت الدولي الطويل والرهيب ازاء مآسي شعبنا . وبدون الخروج عليها لايمكن تحقيق اي دعم دولي جاد لنشال شعبنا المتواصل من اجل حريته .

واخيراً، فان افضل دليل على استمرارية الموضوع وديمومته هو الاقتراح والمواقفة على عقد الكونغرس الثانية فسي ستوكهولم قبل شهر تموز من العام القادم/الذي، من المؤمل، ان يتتالي بعض النواحي التي رافقت كونغرس باريس رغم انها لم تنتهي من نجاحه الكبير، ومن المؤمل ايضاً ان يسجل الكونغرس القادم تطوراً وتقدماً باعتبار ان كونغرس باريس كان التجربة الاولى من نوعها .

مراقب

من حزب الشعب الديمقراطي الكردستاني

- ان يدعى ممثلو الشعب الكردي لمخاطبة البرلمان الاوربي والمجلس الاوربي، والمجالس الدولية الرئيسية .

- ان تمنح الحكومات انتاج الأسلحة الكيميائية وان تساند منذ اتفاقية دولية تلقي بغير مفريات اقتصاديـــــة وسياسية ضد الدول التي تستخدم الأسلحة الكيميائيةـــــة والبيولوجية، باعتباره ان ذلك يخالف القانون الدولي .

- يوصى باقامة منظمة كردية تمثل الشعب الكردي ككل، ومورا، وذلك بهدف الحصول على حق التمثيل لدى الهيئة العامة للامم المتحدة بملف مراقب .

- بناء على مبادرة البروفيسور زخاروف، يطالب الكونغرس، الامم المتحدة، باعتبارها حارس السلام العالمي، بان تعقد جلسة خاصة لبحثها العامة، حول القضية الكردية .

- يلقت الانتباه الى الظروف المساوية التي يعيشها اللاجئين الاكراد، ويصر على عقد المحادثات فوراً مع المفوض السامي للاجئين التابع للامم المتحدة، بغرض تحقيق دعم فاعل ومؤثر، مع الاخذ بنظر الاعتبار رغبات وطموحات اللاجئين خاصة في مجال المساعدات الانسانية . ويرى انه بالامكان عقد اجتماع المفوضية السامية للاجئين، التابعة للامم المتحدة، حول هذه المشكلة .

- يستنكر المصير الذي يواجهه الاكراد المشردون، ويطلب من الدول المعنية ان تحترم مبادئ القانون الدولي فيما يتعلق بالامم، وان يقدم الدعم وخاصة المساعدات الانسانية التي يطلبها المعنويون .

- وخدمة لهذا الهدف، يطالب بان تمنح حرية الاتـــــصال بالحجاب، للمنظمات الدولية، والمنظمات غير الحكومية، العاملة بصورة محايدة وغير متحازة، انسجاماً مع قرار الهيئة العامة للامم المتحدة رقم ١٣١/٤٣ المؤرخ في ٨ كانون الاول/ ١٩٨٨ .

- يحسب الكونغرس من رغبته في ان يعقد مرة اخرى في ستوكهولم قبل تموز ١٩٩٠، تحت رعاية اللجنة السويدية لحقوق الانسان الكردي .

اهمية الكونغرس:

تتجلى اهمية الكونغرس في عوامل عديدة، اولها مضمونة الذي يتلخص في منوانه (الكونغرس الدولي لكرد: حقوق الانسان والهوية الثقافية)، وهو ثالث كونغرس دولي يعقد حول القضية الكردية في هذا القرن، اذ عقد الكونغرس الاول في سببر قرب باريس حيث اعترف باستقلال الاكراد الوطني عام ١٩٢٠ .

اما الثاني فقد عقد في لوزان، الناطقة بالفرنسية، عام ١٩٢٢، واغلقت فيه حقوق الكرد كلية، استلاماً لمطالب تركيا الكمالية، وهذا هو الكونغرس الثالث الذي يعقد في باريس، بمدينة الضياء والامل .

اضافة الى ان المشاركين فيه والذين جاؤا من (٢٦) دولة، رغم انهم لم يكونوا يمثلون حكوماتهم، الا انهم يمثلون اوساط الراي العام بقوة، والكثير منهم ليس بمعهد حـــــــرر حكومته .

كذلك فان عقد الكونغرس في بناية المركز الدولي للكونغرسات التابع لوزارة الخارجية الفرنسية وبرعاية مباشرة وفاعلة من سيدة فرنسا الاولى مدام دانييل ميثران له مغزى كبير وواضح .

ربما ان اهم منظر في الكونغرس هو مشاركة هذا العدد الكبير من الشخصيات السياسية والاجتماعية والعلمية ذات المكانة الرفيعة وطنياً ودولياً، وجلبهم من الاصدتـــــاء المتعاطفين والمتعجبين، الذين هالهم ما تعرض له شعبنا الكردي من اضهاد متزايد، خاصة في السنوات الاخيرة .

اما الذين تمدد عليهم الضور فقد ارسلوا برقيات تهنئة والتأييد والمساندة، يضاف الى ذلك الحضور المتكامل والنفوس لفهادات الاحزاب والتجمعات السياسية الكردية، فضلاً عن المؤسسات الثقافية والاجتماعية الكردستانية خارج الوطن، وهناك جانب آخر في غاية الاهمية تجدر الإشارة اليه، وهو

الكونفرانس الدولي (الكرد: حقوق الانسان والهوية الثقافية)

ولغى عن البيان ان الدكتور كندال نزان ، رئيس الممهد الكوردي بباريس كان لولب الكونفرانس .

نعتذر من المصمم لعدم امكن ذكر اسماء كافة السادة والعلماء والساسة والمناضلين والمحفين الاصل الذين ساهموا في هذا الحدث التاريخي، اذ ناه عدد الحضور على الثلثمئة شخص ، جاءوا من (٢٦) دولة ، وجميعهم من الشخصيات المرموقة التي تتمتع بمنزلة واعتبار ريعيين ، نؤهلانهم حضور مثل هذا الكونفرانس ، عطفً وقاشع الكونفرانس (١٢٠) صحفياً ، يمثلون وكالات الانباء وكبريات المحمولجلات العالمية ، والمخافة الكردية الناشئة . وساهم في التغطية اصافة الى الصحف والاذاعات العالمية التلفزيون الفرسي ومحطات تلفزيونية اخرى .

يبدو واضحاً من سعة برنامج الكونفرانس ، والحمور الواسع والرفيع المستوى ، ان الابحاث والكلمات والشهادات ، تنسولست جوانب القضية الكردية .

لقد كان المتهم الرئيسي ، والمدان الحقيقي في هذا الكونفرانس هو النظام المدامي ، الذي تحدثت الخطباء والشهود من مختلف الجنسيات عن جرائمه الكثيرة والفظيعة بحق شعبنا ، كاستخدام السلاح الكيميائي ، وتخريب اربعة آلاف قرية ، ودمس السموم للحمور ، وانتهاك كافة حقوق الانسان وحيورها . . . لذلك لم يكن من غير المتوقع ان يحاول النظام في العراق ، اشهرها كثيرة منع انعقاد الكونفرانس ، كما انه ادتح بشدة لدى الحكومة الفرنسية لعهده ، وحاول ان يعرض حضور احد كبار جوتسه ، وهو رئيس مايسمى بالمجلس التشريعي لمنطقة كردستان الى الكونفرانس ، غير ان جهود الحاضرين ، الذين استعزهم هذا الامر ، وبعمرة خاصة جهود الجبهة الكردستانية العمالية ، حالت دون ان يحدث ذلك . وكانت هذه لظمة اخرى يتلفاها النظام خاصة على معيد الاعلام العالمي . . . ثم ان عددا من قرارات الكونفرانس تشهر معنا الى جرائم هذا النظام ، ولو اننا نرى انه كان ينبغي ان يكون ذلك صراحة وبلاسم .

اما تركيا فقد كانت المتهم الثاني ، لاسباب عديدة ، اهمها انكارها لوجود الشعب الكوردي البالغ تعداده اكثر من (١٢) مليون نسمة في كردستان تركيا . وهي بانكارها هذا تجعل من نفسها مخخرة امام العالم خاصة وانها تسمى ديمقراطية للانضمام الى السوق الاوروبية المشتركة .

بعد الموافقة على قرارات الكونفرانس ، اعلى السيد توماس هامبري المنحة ، ليعلن ان السويديين يصرهم ان يحملوا مشعل الكونفرانس من باريس الى ستوكهولم حيث سيعقد الكونفرانس القادم حول القضية الكردية في العاصمة السويدية قبل حلول تموز القادم .

قرارات الكونفرانس :

ان الكونفرانس الدولي ، (الكرد: حقوق الانسان والهوية الثقافية) ، المنعقد في باريس خلال ١٥١٤ / تشرين الثاني / ١٩٨٩ / بمبادرة من منظمة (فرنسا الحريات) والمعهد الكوردي ، اذ يختتم اعماله ، آخذاً بنظر الاعتبار ان الكورد شعب محرز بين عدة دول ، ويحاني من قدر فاع ، لمجرد كونه يرمب في الخساط على هويته الثقافية والدفاع عن حقوقه السبانية والديمقراطية المشروعة في كل بلد من البلدان التي يتواجد فيها ، يعبر عن الرغبة في :

- ان تتواصل اعماله من خلال اقامة هيئات دائمة مسؤولة عن الدفاع عن حقوق الانسان في البلدان التي يتواجد فيها الكورد ، هيئات مفتوحة لانضمام اعضاء البرلمان من كل الدول الديمقراطية . ويطلب من مؤسسة فرنسا الحريات ، العمل من اجل تحقيق هذا الهدف .

تحت عنوان اعلاه ، تم تنظيم كونفرانس باريس من قبل المعهد الكوردي هناك وبمشاركة مؤسسة (فرنسا الحريات) وبرعاية مدام دانييل ميتران التي تراس هذه المؤسسة . انعقد الكونفرانس خلال يومي ١٥١٤ تشرين الاول المنصرم في قاعات المركز الدولي للكونفرانس . وراس الجلسة الاولى اللورد امبري رئيس لجنة حقوق الانسان في البرلمان البريطاني ، وكانت مخمة لتاريخ الكورد والمجتمع الكوردي بينما انعقدت الجلسة المسائية برئاسة مدام ميتران ومحورت حول فروع الحالي في كردستان ، اما جلسة يوم الاحد المسائية فقد كانت برئاسة وزير الاعمال الانسانية الفرنسي الدكتور برنارد كوشروخصت للاستماع لاقوال شهود من مغرب الكورد والعالم العربي . وكانت الجلسة المسائية والاخيرة قد ختمت لموضوع (الكرد والمجتمع الدولي) ، واتخاذ القرارات ، وانتهت بمؤتم صغفي مقده منظمو الكونفرانس ، تلاه حفل عشاء راقته انعام طمبرور شغان وصوته الشجي بالاهافة الى صوت الفنان مظهر خالقي .

شارك في الكونفرانس ، اضافة لمدام ميتران ، التي حضرت معظم معالياته ، والوزير الفرنسي كوشرو ، واللورد امبري عدد من الشخصيات الدولية منهم المناطور كليبورن بييل ، رئيس لجنة العلاقات الخارجية في مجلس الشيوخ الامريكسي ، وتوماس هامبري ، الرئيس السابق لمنظمة العفو الدولية ، ورئيس جمعية حماية الاطفال السويدية ، والدكتورة آن كلويد ، الناشئة العمالية في البرلمان البريطاني ، رئيسة منظمة كاردي ، ولوفد السوفيهتي الذي ضم كل من الدكتور كترتيهان والبروفيسور لازاريف ، والاكاديمي السوفيهتي الكوردي نادر نادروف ، كما حضرت مدام بونير ، متهلة البروفيسور زكاروف الذي لم يتطع الحضور لكنه ارسل رسالة مهمة ومتمرحات الى الكونفرانس تم تبنيها ضمن القرارات المتخذة . ومن الشخصيات العلمية التي حضرت الكونفرانس البروفيسور رودنيو ومدام جويس بلاو ، اما من بين الشخصيات التي قدمت شهادتها فكان السيد بيتر كالمبرت ، والصحفي كوين روبرتس ، والبروفيسور هندريك المتخصص بالسموم ، كما ساهم فسي الكونفرانس من الساحة العربية ، العقيد سليم العذري ، والوزير الجزائري السابق حسين آية احمد ، والسيد حبيب بولمي من اتحاد الكتاب العرب ، ومناضل فلسطيني من الارض المحتلة .

كان للاكراد حضوراً قوياً في الكونفرانس ، وقد شارك فيه من قادة الاحزاب السياسية الكردية السادة جلال الطالباني ، وسامي عبدالرحمن ، وكمال بورقاي ، ورسول سامند ، وسرهاد دجلة ، وانوشيروان ، والدكتور محمود عثمان ، والدكتور مجيد جعفر ، ومدمن دزيي ، وحسن شرفي . . . ومن الشخصيات الكردية الثقافية والاجتماعية ، السادة هزامكريباني وابراهيم احمد ومظهر شامي ، ومظهر خالقي ، وحديد نوروز ، وخليل شكالي والدكتور اسعد خيلاني ، والدكتور نجم الدين عمر ، وبشير رسول .

اما مفاجاة الكونفرانس ، فقد كانت حضور تسعة نواب اكراد من اعضاء البرلمان التركي ، من ضمنهم ابراهيم انصوي ، ومدمن علي ارسلان ، والذين تنتظرهم بسبب ذلك عقوبات حزبية من قبل الحزب الشعبي الاشتراكي الديمقراطي التركي الذي يتبعون اليه وربما مفاوضات من قبل الدولة التركية ايضا .

جدير بالذكر ان اطراف اللجنة الكردستانية العراقية التي حضرت الكونفرانس شكلت وفداً موحداً والى الدكتور محمود عثمان كلمة اللجنة .

كما وردت للكونفرانس برقيات وتحيات عديدة ، نذكر منها برقيات السيدين ولي براند ، وبرونوكرايمكي ، والرسالة الدافعة التي بعثها المناطور ادورد كندي .

الكراد: حقوق الانسان والهوية الثقافية

القرارات

تبنى دعم حيوي وفعال. على أن تؤخذ بعين الاعتبار امانى وتطلعات الضحايا، لاسيما فيما يتعلق بالمعونة الانسانية، وأن يتم عقد جلسة خاصة للهيئة العليا للاجئين تكون مكرسة لهذه المشكلة.

- يستنكر مايلاقيه السكان الاكراد المرحلون. ويطلب الدول ذات العلاقة ان يحترم مبادئ القانون الدولي بهذا الصدد، بما في ذلك المعونة الانسانية في حال طلبها من قبل الضحايا.

- يطالب لهذا الغرض أن يضمن حق حرية الوصول الى الضحايا للمنظمات الدولية وغير الحكومية، التي تعمل بحياء ودون انحياز، وذلك تمشياً مع قرار الجمعية العامة للامم المتحدة ١٣١/٤٣ الصادر بتاريخ ٨ كانون الاول ١٩٨٨.

ويتطلع المؤتمر الى اعادة انعقاده في ستوكهولم قبل تموز ١٩٩٠ برعاية الجمعية السويدية لحقوق الانسان في كردستان.

الدولية الرئيسية.

- ان تمنع الحكومات المعنية انتاج الاسلحة الكيميائية، وان تعمل كل الحكومات على دعم اتفاقية دولية لفرض عقوبات اقتصادية وسياسية ضد الدول التي تستخدم الاسلحة الكيميائية والبيولوجية، خرقاً للقانون الدولي.

- يوصي بتأسيس منظمة تمثيلية للامة الكردية، تهدف الى الحصول على وضعية مراقب في الجمعية العمومية للامم المتحدة.

- يطلب المؤتمر، بناء على مبادرة البروفيسور سخاروف، ان تعقد الامم المتحدة بصفقتها الراحية للسلام العالمي، جلسة خاصة في الجمعية العمومية حول المسألة الكردية.

- لفت الانتباه الى الوضع المناوئ للاجئين الاكراد ويصر على الشروع الفوري في التحدث الى الهيئة العليا للاجئين، التابعة للامم المتحدة، لاجل التوصل الى

ان المؤتمر العالمي حول الاكراد: حقوق الانسان والهوية الثقافية، المنعقد في باريس في ١٤ - ١٥/١٠/١٩٨٩ بمبادرة من منظمة فرنسا - حريات والمعهد الكردي، يرى أن:

الاکراد الذين هم شعب مقسم على عدة دول يواجهون وضعاً مأساوياً فقط بسبب رغبتهم في الحفاظ على هويتهم ويدافعون عن حقوقهم السياسية والديمقراطية المشروعة في كل من الدول التي يعيشون فيها، لذا فان المؤتمر يعبر عن رغبته في:

- متابعة العمل من خلال تشكيل هيئات دائمة مسؤولة عن الدفاع عن حقوق الانسان في الدول التي يقطنها الاكراد. وتكون هذه الهيئات مفتوحة لأعضاء برلمانات كل الدول الديمقراطية، ويطلب المؤتمر منظمة فرنسا - حريات للعمل باتجاه تحقيق هذا الهدف.

- ان تتم توجيه الدعوة لممثلي الشعب الكردي لمخاطبة البرلمان الاوروبي والمجلس الاوروبي وكل المؤسسات

المؤتمر في باريس والفضيحة في انقرة !

(٣)

وكانها الحمى . فالنواب هم نواب حزب الشعب الاجتماعي التركي ، ويشكلون جزءاً كبيراً من دور وتقل الحزب في الشأن السياسي التركي الداخلي ، وهم حسب عرف هذا الحزب وعقلية نظام انقرة ، اترك وليسوا اكراداً !! . وكان ممكناً انتسجماً مع هذه العقلية ان تعد مشاركة النواب في مؤتمر باريس ، مشاركة تركية ، وليست كردية . وما دامت الحقيقة صعبة على عقول الساسة الشوفينيين ، فانهم نزغوا غلاف افكارهم الزائفة بسرعة ، وعاملوا نواب حزبهم باعتبارهم من المارقين على التتريك والشوفينية ولا يستحقون عضوية حزب تركي طراني مغلف باسم « الشعب » .

والمفارقة ان النواب الاكراد ساهموا في مؤتمر يتعلق بحقوق الانسان الكردي وهويته الثاقية ، ومن حيث لا يريد حزب « الشعب الاجتماعي » ، فانه اكد الهوية الثقافية الكردية من جهة ، وقام باضطهاد ابسط حريات نوابه في آن واحد . فاذا كان هذا ما يواجه نواباً ، فكيف يكون عليه الحال بالنسبة للمواطن الكردي السبيط !؟

(١)

الى اية حدود يمكن ان تصل الشوفينية التركية ؟ يمكن قول الكثير عن ذلك والتدليل عليه بالوقائع الملموسة فيما يتعلق باضطهاد الشعب الكردي وحرمانه من ابسط حقوقه ، واولها حقه بالتحدث بلغته الام ، وحقه في الاعلان عن كونه شعب كبقية شعوب الارض . وداء الشوفينية لا يشعشع في اروقة حكومة انقرة وحسب ، بل يمتد الى الاحزاب اليمينية ، التي قد تفرط بوجدها ومصالحها ، اذا ما جرى التجرؤ على خرق ستار التمييز القومي والاضطهاد ضد الكرد ، ولو من اضعف نقطة . فقد شارك في اعمال مؤتمر باريس العالمي حول الهوية الثقافية الكردية واضطهاد حقوق الانسان الكردي سبعة نواب اكراد من تركيا هم : « احمد ترك ، كنعان سونمر ، محمد علي ارن ، عدنان اكن ، اسماعيل حقي ادنال ، محمود علي نق ، صالح سونور والنائب التركي المعروف ابراهيم اقسو » . وكانت مشاركة النواب قد جاءت بالضد من امر الحزب الذي ينتمون اليه وهو (حزب الشعب الاجتماعي التركي) الذي اصدر قراراً يمنع فيه مشاركة النواب من اعضائه في مؤتمر باريس ، الا ان النواب شاركوا في المؤتمر ، وعندما عادوا الى تركيا

(٤)

وجدوا ان حزبهم قد تحول الى خصم لهم ، بكل السلطات الرسمية التركية ، اذ اصدر الحزب المذكور قراراً بطرد النواب المشاركين في مؤتمر باريس ، دون التفكير بعواقب هذا التصرف . وتضامناً مع النواب المطرودين قدم ستة نواب آخرين استقالاتهم من الحزب ، وكبرت الفضيحة فوراً حين قدم الكثير من اعضاء الحزب استقالات جماعية في (١٣) ولاية كردية في تركيا ، وكان غالبية هؤلاء من مسؤولي الحزب ذاته ، كما قدم العديد من رؤساء البلديات في منطقة كردستان تركيا استقالاتهم .

رغم هذا فان الحزب لم يتراجع عن قراره ، بل فضل مواجهة ازمة حادة شملته من الاعلى الى الاسفل ، على تصحيح موقفه الشوفيني . ومن الناحية الفعلية ، فان تصرف قيادة الحزب المذكور ادت الى شطر الحزب ، حيث يفكر الكثير من المطرودين والمستقلين بضرورة تشكيل اتجاه يساري في الحزب ، او السعي لتشكيل حزب جديد ، وبغض النظر عن تحقق هذا الاحتمال او ذاك ، فان الفضيحة ذات دلالات كبيرة على اكثر من صعيد ، لعل اولها هو الشوفينية التركية تضرب الاحزاب اليمينية التركية ،

بها وبطبيعتها وما يتعرض له الشعب الكردي من محن قاسية ودامية وما يتعرض له من حرمانات وويلات ، لقد اصدر المؤتمر في ختام اعماله بياناً ختيمياً جرى تلاوته في مؤتمر صحفي . وتظهر بنود البيان الاتجاه الذي تركزت فيه النقاشات وهو موضوعة حقوق الانسان الكردي ، والهوية الثقافية ، وهو لم يتعرض الى الجوانب السياسية في نضال وقضية الشعب الكردي ، ولم يشر صراحة الى الانظمة التي تضطهد الكرد ، ولا يقلل ذلك من اهمية المؤتمر وما خرج به من نتائج ، بقدر ما يشير الى اهمية ايلاء هذا الجانب اهتمام اكبر من قبل الاحزاب والقوى الكردستانية وفي الاوساط الثقافية الكردية . وقد اكتنفت اعمال التحضير للمؤتمر بعض النواقص ، خاصة فيما يتعلق بدعوة المشاركين وبشكل خاص من الشعوب المتعاشية مع الشعب الكردي من عربية وفارسية وتركية ، وكذلك من ممثلي بعض الجهات الكردية والمؤسسات الثقافية والاعلامية الكردية .

كان من بين توصيات المؤتمر الدعوة لعقد المؤتمر التالي في استوكهولم قبل تموز ١٩٩٠ ، ويوفر ذلك وقتاً كافياً من اجل معالجة الثغرات والنواقص التي سبقت التحضير لمؤتمر باريس . كما ان الزيادة الملحوظة في اهتمام الرأي العام العالمي بالقضية الكردية تطرح على القوى الكردستانية مهمة توحيد صفوفها في اوسع تحالف كردستاني تكون من مهماته تمثيل الشعب الكردي وتنظيم العلاقات الاعلامية وغيرها مع الاوساط والقوى الدولية والاعداد لمثل هذه المؤتمرات واقامة نشاطات سياسية وثقافية للتعريف بقضية الشعب الكردي العادلة وفضح حملات الارهاب والاضطهاد بحق الشعب الكردي ، والدفاع عن حقه في تقرير المصير بحرية حاله في ذلك حال كافة شعوب الارض .

مراقبة !

حضر الى مؤتمر باريس حول حقوق الانسان الكردي ومهمته الثقافية وقد يمثل النظام الحاكم في بغداد ، وبالطبع كان الحضور بدعوة خاصة ؟ اراد الوفد الصدامي اقتحام قاعة المؤتمر ربما للدفاع عن حق صدام في قتل وبشرى الاطفال والنساء والشيوخ الاكراد ؟ وكان حضور ممثل قتل الشعب الكردي بالكيمياء قد اثار موجة احتجاج من الحضور ، في الوقت الذي امر هؤلاء على المشاركة السلمية ، وكانت النتيجة ان تدخلت اوساط معينة واخرجت الدخلاء بلباقة افتضلوها ماذا يمكن ان يقول ممثل صدام في مؤتمر حول حقوق الانسان الكردي ؟

بودوان الماثيري رئيس الاتحاد العالمي لحقوق الانسان ، السيدة زوجة زخاروف ، البروفسور هسريتان رئيس القسم الكردي في معهد (آسيا وافريقيا) في الاتحاد السوفياتي ، البروفسور لازارييف من الاتحاد السوفياتي ، هذا بالاضافة الى عشرات المستشرقين من فرنسا وبلغاريا والنمسا والمانيا وبريطانيا . ومن مصر حضر المؤتمر الشخصية الوطنية محمود امين العالم ، ومن الجزائر حسن آية احمد . وحضرت المؤتمر السيدة زوجة الشهيد عبد الرحمن قاسمelo ، ومن تركيا حضر (٨) نواب اكراد هم « ابراهيم اقسو ، احمد ترك ، كنعان سونمر ، محمد علي ارن ، عدنان اكن ، اسماعيل حقي اونال ، محمود علي نق ، صالح سونر » كما شارك في المؤتمر العديد من الشخصيات الثقافية الكردية من الاتحاد السوفياتي بينهم الاكاديمي نادر نادرروف والسيدة زوجته . وتقديراً لدور الشهيد عبد الرحمن قاسمelo في الدعوة لعقد هذا المؤتمر ، سميت درورته بدورة الشهيد قاسمelo .

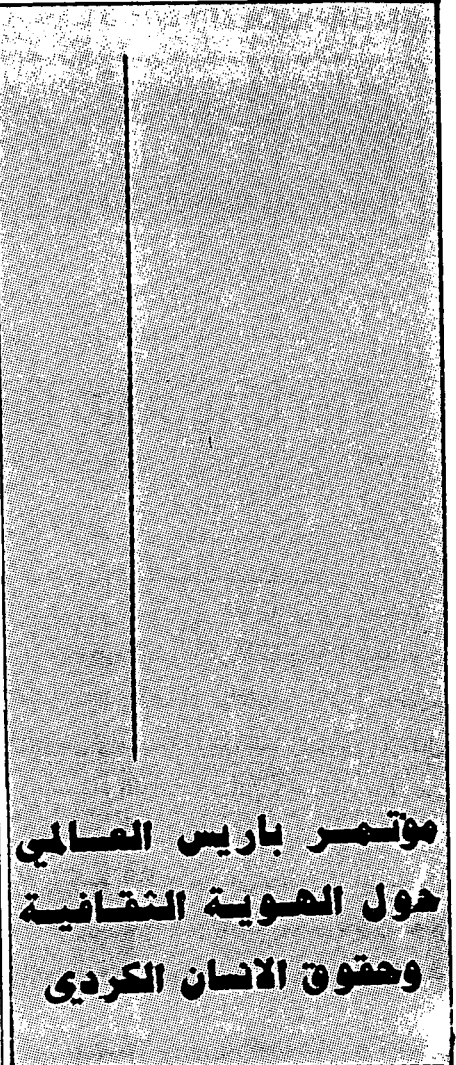
أعمال المؤتمر

القيت في المؤتمر العديد من الكلمات والمدخلات والابحاث من قبل الشخصيات الاجنبية والكردية ، كما تلقى المؤتمر العديد من الرسائل من شخصيات كانت مدعوة ولم تستطع الحضور والمشاركة في اعمال المؤتمر .

تناولت الكلمات والمدخلات والابحاث المظالم والاضطهاد والقمع وحملات القتل والتهجير التي يتعرض لها شعبنا الكردي في كل اجزاء كردستان .

وتصاعد موجات الاضطهاد في السنوات الاخيرة باستخدام الاسلحة الكيماوية والغازات السامة وتشديد وتيرة التهجير وتدمير القرى والمدن الكردستانية ، ووضحت الكلمات والمدخلات واقع ان كل ذلك يجري بشكل منظم ويشمل كل كردستان ويستهدف ملايين الكرد الذين يجري هضم حقوقهم الاولية بما في ذلك حقهم في الحياة ، وان حملات الارهاب تستهدف اقتلاع الجذور الثقافية الكردية ومحو الشخصية الثقافية لامة كاملة .

كان انعقاد المؤتمر في الظروف الصعبة والمعقدة التي يمر بها الشعب الكردي وحركته الوطنية التصيرية ، مؤشر على حدوث نقلة نوعية لصالح القضية العادلة للشعب الكردي في اوساط الرأي العام العالمي ، والمؤتمر ايضاً خطوة واسعة للامام باتجاه بلورة القضية الكردية لدى هذه الاوساط ، والتعريف



مؤتمر باريس العالمي حول الهوية الثقافية وحقوق الانسان الكردي

بدعوة من مؤسسة فرنسا - الحريات ، والمعهد الكردي في باريس (انستوت) انعقد في باريس يومي ١٤ و١٥ تشرين الاول ١٩٨٩ مؤتمر عالمي لمناقشة الهوية الثقافية وحقوق الانسان الكردي شارك في المؤتمر حوالي (٢٠٠) شخصية كردية واجنبية من (٢٦) دولة وعشرات المراسلين لصحف ومجلات في الكثير من البلدان .

ومن بين الشخصيات الاجنبية المشاركة في المؤتمر : السيدة دانييال ميتران زوجة الرئيس الفرنسي رئيسة مؤسسة فرنسا - الحريات ، الدكتور كوشينيو وزير العمل الانساني في فرنسا ، كلود شيسون وزير خارجية فرنسا السابق ، اللورد فييبورس من بريطانيا ، السيناتور بيتر غالبرت سكرتير لجنة العلاقات الخارجية في مجلس الشيوخ الامريكى . وليم اكلتن السفير الامريكى السابق في بغداد ودمشق .



كانون الأول ١٩٨٩

العدد الحادي عشر

بصد مؤتمر باريس حول القضية الكردية

عقد في باريس في يومي ١٤ - ١٥ تشرين الاول ١٩٨٩ مؤتمر عالمي حول القضية الكردية ، حضره وفود احزاب وقوى وشخصيات سياسية واجتماعية وانسانية من العديد من الدول . واصدر المؤتمر كخلاصة لاعماله بياناً هامياً حول الحقوق الانسانية والثقافية للكرد ، كما اصدر توصيات بخصوص متابعة الانتهاكات التي يتعرض لها الكرد في الدول التي تتقاسم كردستان .

وليس من شك في ان انعقاد المؤتمر والنتائج التي خرج بها ، جاء ليعزز موقع القضية الكردية على الساحة الدولية ، وفي الاوساط السياسية والانسانية ، وليلفت انظار الرأي العام العالمي الى وقائع مروعة حول انتهاك الحقوق الاساسية لامة بكاملها ، ومنعها من التعبير عن اي جانب من جوانب حقوقها كأمة ، او قدرة أي مواطن كردي على التعبير عن حقوقه الاساسية كمواطن ، واهدار كرامته وحياته وتهديد ثقافته ووجوده القومي باخطار الابادة والتشريد وتغيير الملامح الجغرافية والسكانية لكردستان . وكانت بنود البيان الختامي لمؤتمر باريس واضحة في تأكيد هذه الحقائق والدعوة لمواصلة الاهتمام بحقوق الانسان الكردي والدفاع عنها ، وقد اكد المؤتمر جديته بهذا الشأن حين اوصى بعقد مؤتمر ثانٍ لحقوق الانسان في ستوكهولم عام (١٩٩٠) ودعى الى تنشيط التحضير له على مختلف الاصعدة . ويقع جزء كبير من المسؤولية في التحضير لمؤتمر باريس كما لمؤتمر ستوكهولم على عاتق قوى كردية يتطلب منها الحال تجاوز بعض الثغرات التي رافقت انعقاد مؤتمر باريس وسبقه ، واهمها ضرورة ان تشمل الدعوة كافة التيارات الكردستانية ، والقوى والاتجاهات الفكرية والسياسية في المنطقة وعلى الساحة الدولية ، اذ من شأن ذلك ان يعزز اهمية مثل هذه المؤتمرات ويعطيها طابعاً شاملاً بالفعل . وبدون التقليل من اهمية مؤتمر باريس ونتائجه فان اصدقاء الطابع السياسي على هذه المؤتمرات مهمة لا يمكن التغاضي عنها . فالقضية الكردية ، اذا كانت منها جوانب انسانية وثقافية بارزة ، فانها قضية سياسية بالدرجة الاولى . اذ ان اي جهد دولي او اقليمي لا يقر بالحقوق السياسية للامة الكردية ، وهي حقها كأمة في تقرير مصيرها القومي بنفسها ، يضعف الى اقصى مدى اهمية التضامن في الجوانب الانسانية المرافقة للقضية . وعلى سبيل المثال ، فان ادانة انتهاك حقوق الانسان الفلسطيني من قبل اسرائيل امر هام ، لكن الاكثر اهمية من ذلك ان تأتي الادانة على ارضية الاعتراف بالحقوق المشروعة لهذا الشعب . فالاوساط السياسية في الولايات المتحدة واروبا الغربية ، كانت تعتبر القضية الفلسطينية طيلة عشرات السنوات « قضية انسانية » وحسب ، اي قضية تعويضات واعادة توطين ، وليست قضية اعتراف سياسي بحق الشعب الفلسطيني في تقرير مصيره بنفسه . وما جرى بالنسبة للقضية الفلسطينية في العقود السابقة ، يجري الان بالنسبة للقضية الكردية على اختلاف الظروف وطابع كل قضية . وبالمقارنة ايضاً فان اكساب القضية الكردية طابعاً سياسياً على الساحة الدولية ، ينتظر في الواقع ، مساهمة العامل الذاتي الكردي من خلال تحويل هذا العامل ، الى قوة واقعية على الارض لا يمكن تجاوزها . فبدون قوة العامل الذاتي الكردي يصعب تصوّر القدرة على تحويل مظاهر التضامن الدولي ، الى قوة داعمة للحركة على الارض . قادرة على مساعدة الكرد في نضالهم من اجل تحقيق اهدافهم القومية العادلة .

كلمة القلم

العدد ١١

اكمان ومحمود عليانك تحذوا المنع وحضروا المؤتمر. وكان رئيس الوزراء التركي تورغوت أوزال قد منع نواب حزب الوطن الأم الذي يرأسه من قبول دعوة المعهد الكردي في باريس لهم لحضور المؤتمر.

وقد شكلت لجنة دولية من البرلمانيين تكلف بالدفاع عن حقوق الانسان الكردي وهو يتضم واللجنة والتأسيسية لهذه اللجنة التي ستضم نواباً وشيوخاً عن أكبر عدد ممكن من الدول ستضم رئيسي لجنة حقوق الانسان في البرلمان البريطاني ومجلس الشيوخ الأمريكي.

وفي ختام أعمال المؤتمر الذي دام يومين توصل المؤتمرين الى قرارات وتوصيات هامة منها:

- المطالبة بعقد جلسات خاصة للجمعية العمومية للأمم المتحدة حول المسألة الكردية.
- العمل لأجل التوصل الى حصول الشعب الكردي على صفة مراقب في الجمعية العامة للأمم المتحدة وأوصى في هذا السبيل بإنشاء تنظيم يمثل جميع الأكراد.

- التوصية بإنشاء بعثة دائمة تختص بحقوق الانسان في البلدان التي يعيش فيها الأكراد. وأضاف القرار أن هذه البعثة ستكون مفتوحة أمام برلمانيين من جميع البلدان الديمقراطية.

- أعلن المؤتمر أنه سيعمل جاهداً على عقد اجتماع جديد في العاصمة السودانية ستوكهولم قبل شهر يوليو من العام القادم برعاية اللجنة السودانية للدفاع عن حقوق الانسان في كردستان.

وأعرب المؤتمر عن أمله في دعوة ممثلين عن الأكراد الى البرلمان الأوروبي والمجلس الأوروبي.

وطالب المؤتمر أيضاً بأن تمنع التشريعات في كل دولة صنع الأسلحة الكيميائية وأعرب عن أمله في إبرام اتفاقية دولية بشأن عقوبات اقتصادية ودبلوماسية تفرض على أية دولة تستخدم الأسلحة الكيميائية أو البيولوجية.

ومن جهة ثانية أعلن الأمين العام لمنظمة فرنسا - حريات بأن رئيسة المنظمة السيدة دانييل ميتران ستحدث في ٢٤ تشرين الأول الجاري عن القضية الكردية أمام لجنة حقوق الانسان في مجلس الشيوخ الأمريكي.

ومنظمة فرنسا - حريات هي منظمة غير حكومية تعنى بحقوق الانسان، وكانت قد عملت على استقبال ٣٥٠ لاجئاً كردياً في فرنسا خلال الشهرين الأخيرين من الذين كانوا قد فروا من القصف الكيميائي العراقي ولجؤوا الى تركيا.

عثمان وهو سياسي كردي عراقي معروف، من خلال كلمته المؤتمرين في صورة الواقع الذي يعيشه اكراد العراق حيث نفذت الحكومة العراقية مخططاً رهيباً باخلاء ريف كردستان بالكامل من السكان ونقلهم الى معسكرات تجميع تسميها السلطات «القرى العصرية» ونقل أعداد كبيرة منهم الى صحاري وسط وجنوب العراق وذلك بعد تدمير أكثر من أربعة آلاف قرية وقصبة كردية. وكانت الحكومة العراقية قد توصلت الى اتفاقية ١١ آذار عام ١٩٧٠ حول منح كردستان العراق حكماً ذاتياً وتمتع الأكراد بمؤسساتهم التشريعية والتنفيذية، لكن وبعد أن تعرضت الثورة الكردية الى نكسات كبيرة لأسباب ذاتية وموضوعية بدأت السلطات العراقية بالتراجع عن وعودها بالاستجابة للمطالب القومية الكردية وشرعت في تفرغ مؤسسات الحكم الذاتي من أي مضمون أو قيمة حقيقية والتي حولت الآن الى مجرد واجهات كارتونية تستخدمها السلطات العراقية وسيلة دعائية للتعتيم على سياستها العنصرية ازاء الشعب الكردي وتضليل الرأي العام العربي والعالمي.

وفي محاولة دعائية للتشويش على المؤتمر وجه العراق دعوة للسيدة ميتران لزيارة كردستان العراق للاطلاع بنفسها على أوضاع الشعب الكردي. فقبلت ميتران الدعوة على الفور ولكنها اشترطت أن يرافقها ممثلون عن منظمة العفو الدولية والمنظمة العالمية لحقوق الانسان ومنظمة أطباء العالم. ومن ناحية أخرى جرت محاولات لارباك سير أعمال المؤتمر والتأثير على حضور المدعوين وذلك عن طريق مكالمات تلفونية من مجهولين تعلن عن وجود مزعوم لتفجرات داخل قاعات المؤتمر.

وحول الأوضاع في كردستان تركيا ألقى النائب السابق في البرلمان التركي ابراهيم اكسوي كلمة تحدث فيها عن ارهاب الدولة الذي تمارسه السلطات التركية بحق الشعب الكردي وانكارها له وجوده والحظر الذي تفرضه على اللغة والثقافة الكرديتين وانكارها حق الأكراد ممارسة أبسط حقوقهم القومية.

وكان السيد ابراهيم اكسوي قد طرد من الحزب الشعبي الاجتماعي بسبب دفاعه عن القضية الكردية في المجلس الأوروبي. ومن ناحية أخرى كان رئيس الحزب الشعبي الاجتماعي السيد ايردال اينونو قد أصدر قراراً بمنع النواب من أعضاء حزبه المشاركة في المؤتمر لكن سبعة نواب من الحزب المذكور هم السادة احمد ترك ومحمد علي آرين ويوسف كنعان سونميز واسماعيل حقي اونال وصالح سومر وعدنان

لوزان عام ١٩٢٢ التي تجاهلت ماتم اقراره في معاهدة سيفر عام ١٩٢٠ التي نصت على حق الأكراد باقامة دولتهم المستقلة على أرضهم كردستان. ومنذ ذلك الحين يواجه الأكراد ظروفاً صعبة ومأساوية ناتجة عن سياسات شوفينية تهدد كيانه وهو يتنه. وقد أدى احساس الكرد بغياب الحلفاء والأصدقاء بين الدول، لاسيما أثناء الأوضاع التراجيدية التي مروا بها العام الماضي، الى العمل على استنفار كل امكاناتهم النضالية لاسيما على الصعيد السياسي والدبلوماسي والاعلامي لكسب أكبر قدر ممكن من الدعم والمساندة من الدوائر والمنظمات والمحافل الفاعلة وذات التأثير لأجل دفع العالم للمزيد من التفهم لمعاناة وقضية الشعب الكردي وعمل مايمكن عمله لوقف مايتعرض له هذا الشعب وحماية حقوقه الانسانية والقومية والثقافية، وهذا ماكان هدف «المؤتمر العالمي حول الهوية الكردية» وغاياته.

في اليوم الأول من المؤتمر ألقى السيدة دانييل ميتران كلمة تحدثت فيها عن معاناة الشعب الكردي والأخطار التي يواجهها لكنها أكدت على استحالة القضاء على هذا الشعب الذي يقاوم محاولات تذويبه وصهره لأنه يحافظ بعناد على ثقافته وتراثه ولغته ووجوده وطالبت حكومات الدول التي يتواجد فيها الشعب الكردي باحترام حقوق هذا الشعب تماشياً مع القيم الانسانية والحضارية. وللسيدة ميتران مواقف معروفة حول مساندة قضايا الشعوب وحقوق الانسان وقد أصبحت في السنين الأخيرة من المدافعين الثابتين عن الشعب الكردي بالرغم من الاحراج الذي تسببه بسبب مواقفها للحكومة الفرنسية وزوجها الرئيس ميتران. وكانت قد اعترفت في إحدى المقابلات الصحفية بأن نشاطاتها ومواقفها تتناقض من بعض الجوانب مع السياسة الرسمية الفرنسية وانها تسبب احراجات لزوجها، لكنها لايسعها الا أن تستمر على مواقفها لأنها تعتبرها مسألة مبدأ. وكانت السيدة ميتران قد أثارت انتباه وسائل الاعلام والدبلوماسيين والمراقبين حين أقدمت قبل أشهر على زيارة مخيمات اللاجئين الأكراد في تركيا الذين هربوا من حملة عسكرية عراقية شنت ضد مناطقهم في الربيع الماضي واستخدمت فيها الأسلحة الكيميائية.

وقد ألقى كلمات عديدة أخرى من قبل شخصيات عالمية معروفة، وقد ركزت معظم الكلمات على الوضع المأساوي للأكراد في العراق لاسيما بعد أن وضع الدكتور محمود



في مؤتمر "الهوية الكردية" وبنت السيدة دانهال فرنسوا ميتران في الوسط والى يمينها النائب التركي السابق السيد ابراهيم اكسوي والى يسارها السيدة اهلين قاسملو ارملة الزعيم الكردي الراحل عبد الرحمن قاسملو.

مؤتمر عالمي حول الهوية الكردية في باريس

أسوس قادر

وماصلاح الدين الايوبي الاخير دليل على الدور المشرف والمشرق للشعب الكردي في التاريخ الاسلامي، وفي التراث العربي والاسلامي معين لاينضب من الشواهد والوثائق على ذلك الدور.

تعرضت كردستان في تاريخها المليء بحروب وصراعات الاخرين للتقسيم مرتين. الأول كان عام ١٥١٤ اثر معركة جالديران بين الامبراطورية الصفوية الفارسية والامبراطورية العثمانية حيث تم تقسيم كردستان بينهما وكرست المرحلة الأولى للاحتلال الرسمي لكردستان. التقسيم الثاني لكردستان حدث بعيد الحرب العالمية الأولى حين شرعت الدول الاستعمارية في تقسيم غنائم الحرب ورسم حدود مصالحتها في المنطقة. فقد تم تقسيم المناطق التي كانت خاضعة للدولة العثمانية المهزومة حسب مصالح الدول المنتصرة لا حسب ارادة ومصالح شعوب المنطقة وحققها في تقرير مصيرها بنفسها. فكما تم رسم الحدود التي فتحت الوطن العربي الى يومنا هذا تم تقسيم كردستان على دول المنطقة حيث الحق جزؤها الاكبر بتركيا وأخر بالعراق وكذلك بايران والاتحاد السوفييتي وذلك حسب معاهدة

بينهم رؤساء وزارات ووزراء سابقين وشيوخ ونواب من الولايات المتحدة وبريطانيا وكندا والسويد وفرنسا وهولندا والمانيا الغربية والنمسا والاتحاد السوفييتي، وكذلك مثقفون وعلماء وأهل فكر ممن حصل بعضهم على جائزة نوبل وعرفوا باهتماماتهم الانسانية لاسيما بالموضوع الكردي من مختلف أنحاء العالم، وحضر المؤتمر ممثلون لمنظمات انسانية وسياسية ومعنية بحقوق الانسان، وحضر أيضاً قادة وممثلو حركة التحرر الوطني الكردستانية من مختلف أجزاء كردستان.

محور أعمال المؤتمر وغايته كان هوية الشعب الكردي، ومصيره، وحماية حقوقه القومية والثقافية والانسانية. والشعب الكردي كما هو معلوم من أقدم الشعوب التي استوطنت المنطقة وساهم في بناء حضاراتها. والاكراد هم أحفاد الميديين الذين عرفوا بحضارتهم ودولتهم القوية ميديا التي دامت ١٧٥ عاماً. وقد تحدث القائد اليوناني زينفون قبل ألفي عام في مذكراته عن الاكراد وطبائعهم عندما مر بكردستان على رأس جيشه. ومع فجر الاسلام اعتنق الاكراد الدين الاسلامي وصاروا له خير ناصر ونصير وكان لهم شرف الدفاع عنه بوجه الغزاة والصليبيين،

في شارع لافاييت بباريس تقع بناية صغيرة كتب على واجهتها بالفرنسية «المعهد الكردي». وهذا المعهد الذي ساهم في تأسيسه مثقفون اكراد بارزون منهم المخرج السينمائي

الكردي العالمي الراحل يلهاز غونيه عام ١٩٨٢، هو مركز ثقافي معني بتطوير التراث والثقافة الكرديين. وبفضل جهود وكفاءة هيئة المعهد العاملة ومنتسبيه، تطور شأن هذا المعهد وتعظم حيث أصبح يلعب دوراً هاماً في مضمار شرح وتوضيح المسألة الكردية في المحافل الدولية وفضح مايتعرض له الشعب الكردي على يد حكومات الدول التي قسمت عليها كردستان، اضافة الى مهمته الأساسية فيما يتعلق بالثقافة الكردية. وأخر النشاطات الهامة للمعهد الكردي في باريس هو المبادرة والتحضير والاشراف على عقد «المؤتمر العالمي حول الهوية الكردية الذي عقد في يومي ١٤ و١٥ من تشرين الأول الجاري بباريس تحت رعاية منظمة فرنسا- الحريات التي ترأسها عقيلة الرئيس الفرنسي السيدة دانييل ميتران.

وقد حضرت المؤتمر وساهمت في أعماله نخبة من أهل السياسة والفكر والعلم والثقافة والفن جاؤوا من مختلف أصقاع العالم كان من

«مجاهدي خلق» بسبب رفضهم الحوار الديمقراطي ودعت الحركات الكردية الى مزيد من التنسيق مع حركات المعارضة على أن يُستبعد من هذا التنسيق أنصار الملكية و«مجاهدي خلق».

● د. محمود عثمان (كردبي عراق معارض) ندد بسياسة التعريب وباستخدام الأسلحة الكيماوية مؤكداً «أن الأكراد ليسوا من أصل عربي وانما أوروبي - هندي مردداً أن المساجد والمستشفيات والمدارس والجموع، والجامعات قد تحولت الى ركاب في منطقة الحكم الذاتي. وان الترانسفير مستمر».

لكن محمود عثمان لم يقدم دليلاً واحداً على صحة ما يقول، وامتنع عن تسليط الضوء على الحقوق التي يتمتع بها اليوم أكراد العراق في مناطق الحكم الذاتي، (جامعات كردية، صحيفتان يوميتان، مجلة اسبوعية، مطبوعات شهرية، برلمان كردي، الخ) مكتفياً بالقول أن «الحكم الذاتي هو «هدية مسمومة»!

● دكتور عصمت شريف فاني (كردبي سوري) قال ان الحكومة السورية تمتنع عن منح الأكراد في منطقة «الجزيرة» بطاقات هوية. لكنها تستخدم كثيرين منهم في «القوات الخاصة» من أجل ضرب «الأخوان المسلمين» وإثارة البغض بين الطرفين. وأضاف ان حكماً بالاعدام قد صدر ضده لأنه تعاون مع مصطفى البرازاني.

ولم يذكر عصمت ان دمشق تستقبل اليوم معظم الحركات الكردية المتعاطفة مع توجهات المؤتمر.

● آيت أحمد، المعارض الجزائري (من أصل بربري) قال ان مشكلة البربر لا تختلف عن مشكلة الأكراد من ناحية الضغوط والاساءة الى حقوقهم. ودعا الى حث الأمم المتحدة على مناقشة المشكلة الكردية في جمعيتها العامة. وقد تبنى في ذلك اقتراح زاخاروف.

□ Institut Kurde de Paris

106, rue la Fayette

Paris 10

Tél: 48.24.64.64

□ Centre des Conférences Internationales

19, Av. Kléber

Paris 16

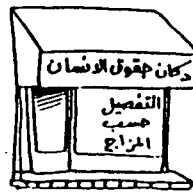
المسألة الكردية على جدول اهتمامات الأمم المتحدة.

● مكسيم رودنسون تجنب الخوض في غمار النقاشات السياسية وتحدث في كلمته عن الجوانب التاريخية للمشكلة الكردية منذ القرن الخامس عشر حتى الآن مشيراً الى ان انتهاك حقوق الانسان الكردي قد بدأ مع نهاية القرن التاسع عشر بتواطؤ الدول الكبرى وذلك لاعتبارات مصلحة لا مبدئية.

● د. مارتان فان بروينوسان Martin Van Bruinesen (باحث في المعهد الملكي للغوي والجغرافي والاتي في هولندا) امتنع عن الحضور وألقى كلمته بالنيابة عنه. وقد ندد بسياسة تهجير الأكراد وترحيلهم من مناطقهم الجبلية والقروية الى داخل المدن. وقال ان دول المنطقة كانت وما تزال تلعب على وتر الخلافات المزمعة بين زعماء القبائل الكردية من أجل فرض سيطرتها على مناطقهم.

● د. جويس دو وانغين Joyce de Wangen (استاذة اللغة الكردية في احد معاهد باريس) تناولت في كلمتها تطور الأدب الكردي وأبرز شعرائه منذ القرن الخامس عشر حتى اليوم.

● ابراهيم اسكوي Askoy (نائب تركي مستقل) ندد بسياسة بلاده تجاه المسألة الكردية، ذاكراً بعض الأمثلة منها ان المواطن الكردي التركي لا يحق له ان يعطي لأطفاله اسماء كردية.



ودعا الولايات المتحدة وبريطانيا وفرنسا والمانيا الى فرض ضغوط على تركيا من أجل ان تتراجع عن سياسة القهر تجاه الأكراد الذين يعتبرون هناك من الدرجة الثانية. وطالب أنقره بالغاء حالة الطوارئ الاستثنائية في المناطق الكردية، والتعويض عن المهجرين والاعتراف رسمياً بالهوية الثقافية الكردية.

● الين قاسملو نددت بجريمة اغتيال زوجها (عبد الرحمن) مع اثنين من رفاقه هما عبد الله قادري وفاضل رسول في فيينا قبل شهرين. واتهمت ايران بتنفيذ الجريمة. وانتقدت بقسوة

بلدان المنطقة سلباً أو ايجاباً على صعيد حقوق الانسان الكردي.

وصوت الجميع في النهاية على توصية اقتراحها زاخاروف الذي لم يحضر المؤتمر مكتفياً بإيفاد زوجته، تنص على وضع المشكلة الكردية على جدول اعمال الأمم المتحدة. لماذا؟

هل من أجل اقامة «الدولة الكردية» على اجزاء من بلدان المنطقة؟

أجل، قالها بعض المؤتمرين بصورة مباشرة حيناً، ملتوية حيناً آخر. لكن، لمصلحة من، تجري في الساحة الفرنسية محاولات دق اسفين في العلاقات العربية - الكردية؟

«المحرره» تكشف ان سورية قد قررت تقديم اعتراض رسمي على السماح بعقد مؤتمر يتدخل في شؤون السياسة السورية الداخلية.

لكن العراق لم يكتف على الصعيدين الدبلوماسي والاعلامي، واكتفى بتوجيه دعوة الى السيدة ميتران لزيارة بغداد لكي تتأكد بنفسها من أن الأكراد هناك بألف خير. وقد وعدت عقيلة الرئيس الفرنسي بتلبية الزيارة. ولم تحدد بعد موعدها.

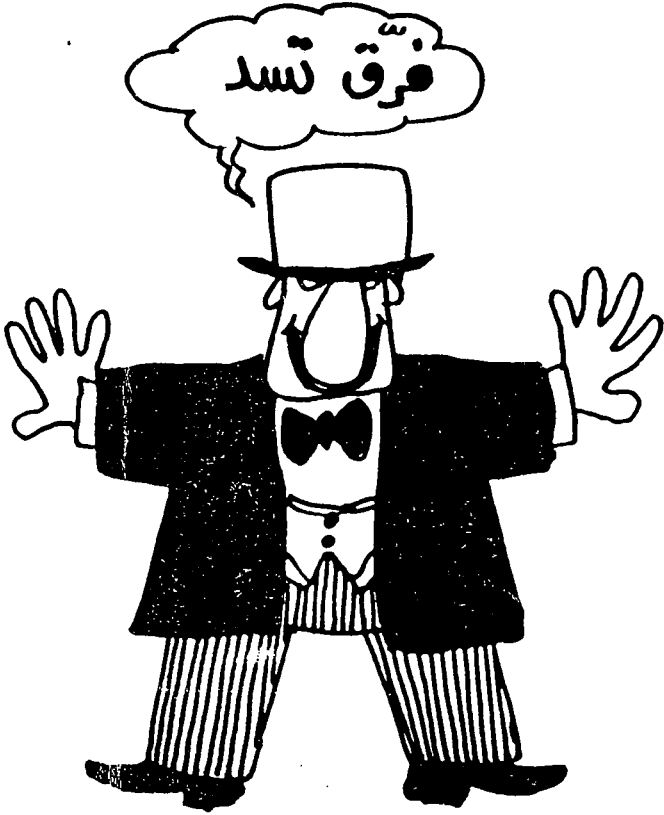
وهنا أبرز ما قيل في المؤتمر:

● إلينا زاخاروف ذكرت في كلمتها ان اهتمامها واهتمام زوجها بالمسألة الكردية يعودان الى سنة 1974 حين تسلمنا للمرة الأولى في 7 تشرين الأول (أكتوبر) من ذلك العام رسالة من الملا مصطفى البرازاني يدعوها فيها الى اثاره مسألة حقوق الانسان الكردي، على الصعيد العالمي. معروف ان زاخاروف هو منشق سوفياتي، يهودي، سبق أن نال «جائزة نوبل» وأنشأ أكاديمية Fondation تحمل اسمه للدفاع عن حقوق الانسان.

وذكرت إلينا انها قد زارت المناطق الكردية العراقية قبل اربع عشرة سنة حيث شاهدت هناك بأمر عينها «عذابات المواطن الكردي». وذكرت ان الحالة الآن هي بالتأكيد اسوأ من الماضي حيث ازداد العسف واختراق حقوق الانسان». لكن إلينا لم تذكر اذا كانت زارت العراق حديثاً أو تفقدت أوضاع الأكراد في مناطق الحكم الذاتي للتأكد من صحة ما نقل اليها.

وقرأت في المؤتمر نص رسالة أعدتها أكاديمية زوجها وفيها يقترح عرض

وجهان ولسانان فقط



تفصل الأكراد عن العرب لغة، وثقافة، وترائياً ونضالاً، وذلك من وجهة نظر شوفينية لا تخلو من «العنصرية، الضيقة».

وتجاهل معظم المؤتمرين الجوانب الايجابية في التعاون العربي - الكردي على مر الحقب والعصور. كما جرى تعميم كامل على ايجابيات تجربة الحكم الذاتي في العراق. وجرى الاكتفاء باطلاق شعارات تفتقر الى اثباتات كالقول «ان الأطفال الأكراد يذبحون هنا، والغازات السامة تستخدم هناك»...

كما ندد احد المحاضرين (د. مارتان فان برونيوسان) بتشجيع الزواج المختلط بين الأكراد والعرب بحجة «ان ذلك من شأنه الاساءة الى الجنس الكردي وهو من اصل اوروبي - هندي لا علاقة له بالاصول العربية».

وجرى تعميم كليشاهات قديمة - جديدة، فد الحقوق الكردية مهدورة في كل مكان، باستثناء الاتحاد السوفياتي». ولم يجر احد من المحاضرين مجرد مقارنة موضوعية هادئة بعيدة عن التشنج عما يجري في

وبني صدر (الرئيس الايراني السابق) وجيوفاني سبادولين ولوسيانو لاما (رئيس ونائب رئيس مجلس الشيوخ الايطالي) وبيار شوري (وكيل وزارة الشؤون الخارجية السويدية) ولوران فاييوس (رئيس البرلمان الفرنسي) وويل براننت (المستشار الالماني السابق) وآخرين.

وهذا ما دفع السيدة دانيال ميتران الى القول: «اني حزينة لهذا الغياب وتلك الاعتذارات!»

المفاجأة الرابعة، كانت في حدة الانتقادات والهجومات التي شنها معظم المؤتمرين على العراق وسورية وتركيا. لكن العراق فاز بحصة الأسد، كما كان متوقفاً باعتبار ان جلال الطالباني حضر بعض جلسات المؤتمر «متنكراً»، كما أوقد مسعود البرازاني موقداً عنه.

سوى ان الهجوم تعدى الاطار السياسي ليطلق مفهوم العروبة والقومية نفسها. فقد ركز معظم المحاضرين (كندال نازان رئيس المعهد الكردي، والمستشرق مكسيم رودنسون، جويس دو وانغن، النائب التركي ابراهيم اسكوي) على «الفوارق الحضارية التي

المفاجأة الثانية كانت في غياب ممثلي الاطراف العربية المعنية عن حضور المؤتمر. فقد رفض، للأسف، منظمو المؤتمر توجيه دعوات لمثلي العراق وسورية وتركيا لحضور المناقشات والرد على «الاتهامات». بل عندما تدخلت الخارجية الفرنسية وأصررت على ان يلقي مسؤول عراقي كردي هو السيد احمد بهاء الدين كلمة موجزة في المؤتمر، وجاء صبيحة الأحد ليفعل ذلك، اعترض «جمهوره» منظم معد سلفاً على هذه الخطوة وبدأ بالصراخ والعيول، مما جعل السيد بهاء الدين ينسحب ويمتنع.

جرى هذا كله تحت سمع رئيس الجلسة الطبيب الفرنسي برنارد كوشنار (سكرتير دولة لشؤون العمل الانساني) الذي شاء ان يوضح في غير مرة ان حضوره المؤتمر ومساهمته الفعالة على صعيد التحضير له طوال سنوات ثلاث لا يعكسان موقفه كوزير، وانما يعبران عن رأي شخصي، مما جعل احد الدبلوماسيين الحاضرين يعلق ساخراً: «برنار اذن بوجهين ولسانين؟ اخذنا علماء!»

بل... عندما طرح مندوب «المحرر» سؤالاً صريحاً على السيدة دانيال ميتران بصفتها رئيسة إحدى الجلسات: ولماذا «لا تعطى الكلمة للرأي الآخر؟ طوق زميلنا على التو بمجموعة عناصر أمنية من «المعهد الكردي» طلبت منه بقلة ادب وعنجهية زائدتين مغادرة القاعة والامتناع عن حضور الجلسات بعد الآن.

انها دكتاتورية «الرأي الواحد». ولعل انعدام لغة «الحوار» بين آراء متصارعة قد أفقد المؤتمر «وجهه» و«بريقه» مما خفف من حماس وسائل الاعلام الفرنسية تجاهه، فامتنعت في معظمها عن تغطيته، باستثناء بعض التعليقات العابرة، على الرغم من تدخل غير طرف فرنسي في الكواليس من أجل تمرير «انجازات» المؤتمر في واجهة الاهتمام الاعلامي.

المفاجأة الثالثة كانت في اعتذار عدد من الشخصيات العالمية في اللحظة الاخيرة عن عدم المشاركة، مثل المستشار الالماني هلموت كول، وزعماء الاشتراكية الدولية، وادوار كندي،

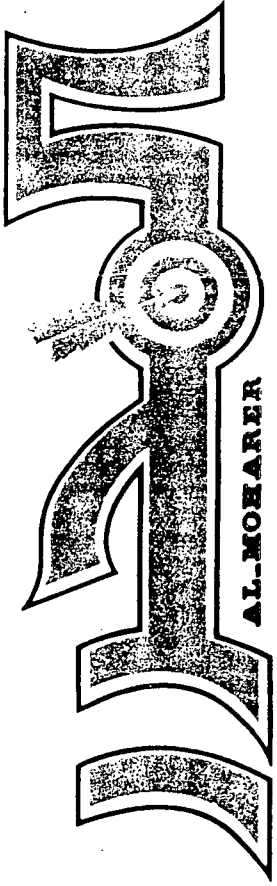
تحت رعاية عقيلة الرئيس الفرنسي السيدة دانيال ميتران نظم «المعهد الكردي في باريس» * يومي السبت والأحد الماضيين مؤتمراً دولياً تحت عنوان: «الأكراد، حقوق الانسان، والهوية الثقافية». وقد جرت المناقشات في «مركز المؤتمرات الدولية» * حيث تكشف مجموعة من المفاجآت أثارت اهتمام المراقبين.

اولى هذه المفاجآت، اصرار منظمي المؤتمر على استبعاد ممثلي الصحافة العربية ومنعهم من حضوره، في الوقت الذي فتح المجال على مصراعيه أمام ممثلي الصحافة الغربية والاسرائيلية. مندوب «المحرر» تسلل الى القاعة وسجل ما دار فيها من مناقشات ونقاشات تخطت في كثير من الأحيان التهمج السياسي على غير طرف عربي لتتناول صميم العلاقات العربية - الكردية في ماضيها التليد وحاضرها. كما تعرضت بالاساءة الى التاريخ المشترك الذي يربط الشعبين العربي والكردي عبر مجموعة من المزايم ترددها عادة ومنذ فترة بعيدة الأوساط العادية لهذا الرباط المشترك.

فهل من قبيل المصادفة ان يكون عدد غير قليل من المشاركين في المؤتمر محسوباً على الصهيونية العالمية أمثال زاخاروف ونوجته البنا وبيتر غلبريت واللورد البريطاني ايف بوري وميشال بلوم وسواهم؟



وهل من قبيل الصدفة ان تغض القاعة بيهود من اصل عراقي وسوري ومغاربي جاءوا يصفقون لحملات التشكيك في أواصر النضال او التاريخ المشترك للشعبين العربي والكردي؟



"ليست الحرية في أن نفضل ما نريد وإنما في أن نريد ما يجب أن نفضل" يوسويه BOSSUET

الصحيفة الأولى من نوعها في الوطن العربي



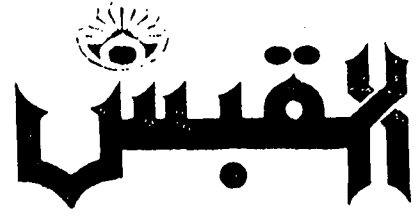
باريس:
مفاجآت
المؤتمر الكردي الدولي
(ص. ٤)

مدير التحرير: نبيل أبو جعفر

مندوب "المحرر" تستل إلى القاعة ثم ضبط بالجرم المشهود:

مفاجآت محزنة في المؤتمر
الكردي السدي في بياريس !

Al-Qabas
18 10 1989



الأربعاء ١٨/١٠/١٩٨٩ - العدد ٦٢٦٥

القَبَس

٢١

الهاشمي: رسالتي لمؤتمر باريس لم توزع ولم تقرأ زوجة ميتيران قبلت دعوة عراقية لزيارة كردستان

باريس - القَبَس :

أكد سفير العراق في باريس الدكتور عبدالرزاق الهاشمي أن السيدة دانييل ميتيران قبلت دعوة رسمية وجهتها إليها الحكومة العراقية لزيارة العراق وأوضح أن هذه الزيارة ستتم في ربيع ١٩٩٠ بين شهر آذار (مارس) ونيسان (أبريل) المقبلين .

وذكر الدكتور الهاشمي أن الدعوة وجهت إلى السيدة دانييل ميتيران بصفتها رئيسة جمعية «فرانس ليرتي» التي تعنى بالقضايا الانسانية وأن السيدة ميتيران تستطيع أن تزور العراق برفقة أية شخصيات تختارها شرط أن تتوجه هذه الشخصيات إلى بغداد بصفتها الشخصية لا لكونها تمثل منظمات أو هيئات معينة .

وقال السفير العراقي أن السيدة ميتيران ستزور منطقة كردستان للاطلاع على أوضاع المواطنين الأكراد كما ستزور مناطق أخرى في العراق .

وقد تحدث السفير الهاشمي أمام مجموعة من الصحفيين العرب والأجانب خلال حفل غداء أقامه في مقر السفارة تكريماً لرئيس المجلس التشريعي في منطقة كردستان للحكم

الذاتي بهاء الدين أحمد وحضرها عدد من الصحفيين الأكراد وشخصيات أخرى من كردستان .

وروى السفير العراقي للصحافيين حقيقة ما جرى خلال انعقاد مؤتمر عن الأكراد في باريس يومي السبت والاحد الماضيين برعاية الجمعية التي ترأسها السيدة ميتيران والمؤسسة الكردية في باريس .

وقال السفير العراقي أن الدعوة لم توجه إليه لحضور هذا المؤتمر برغم أن السيدة ميتيران ابلغته قبل اسبوع من انعقاد المؤتمر بأن لا مانع لديها بأن يعبر عن رأي بلاده في هذا المؤتمر ويتحدث عن أوضاع الأكراد في العراق والحقوق والامتيازات المختلفة التي يتمتعون بها .

وتابع السفير العراقي فقال إن منظمي المؤتمر اقترحوا عليه أن يوجه رسالة إلى هذا المؤتمر ففعل ذلك لكن الرسالة لم توزع ولم تقرأ على المشاركين في المؤتمر ، وأضاف السفير العراقي: بعد ذلك تم التفاهم مع منظمي هذا المؤتمر على توجيه دعوة إلى رئيس البرلمان الكردي في العراق بهاء الدين أحمد - الذي هو عمليا

رئيس البرلمان الكردي الوحيد في العالم - لحضور مؤتمر الأكراد هذا ، وبالفعل تلقى بهاء الدين أحمد دعوة موجهة إليه من مكتب السيدة ميتيران لحضور هذا المؤتمر الذي يتناول حقوق الأكراد وهويتهم الثقافية .

وجاء بهاء الدين أحمد إلى باريس وتلقى بطاقة تسمح له بأن يحضر المؤتمر لمدة ساعة ونصف فقط يوم

الاحد الماضي على أساس أن يلقي كلمته ثم يغادر القاعة من دون أن يدخل في نقاش مع الحاضرين أو أن يجيب على الأسئلة ، وتوجه بهاء الدين أحمد إلى مقر انعقاد المؤتمر مع بطاقته ونائين كرديين فلم يسمح لهم بالدخول بل تركه منظمو المؤتمر ينتظر هو ومرافقوه أكثر من ساعة وهم يطرحون عليه أسئلة ثم يقولون إن قضيتهم تناقش داخل المؤتمر .

ووجد رئيس البرلمان الكردي نفسه مضطراً إلى مغادرة مقر انعقاد المؤتمر من دون أن يسمح له بالدخول والقاء كلمته كما كان مقرراً ، وأعرب السفير العراقي عن أسفه لما حدث قائلاً أن مثل هذه التصرفات لا تنم عن روح ديمقراطية .

ورداً على سؤال قال السفير العراقي أن العراق ليس راضياً بالطبع عما حدث إذ لم يسمح منظمو هذا المؤتمر لممثلي الأكراد العراقيين بالتحدث لكن ذلك لن يؤثر على مستقبل العلاقات الفرنسية العراقية أو العراقية الأوروبية إذ أن هذه العلاقات أهم وأكبر بكثير من قضية كهذه .

وتحدث بهاء الدين أحمد مع الصحافيين فقال إنه كان يرغب، لو سمح له بدخول قاعة المؤتمر، بدعوة المشاركين فيه لزيارة كردستان العراق بصفتهم الفردية للاطلاع على ما حصل عليه الشعب الكردي في العراق من مكاسب وليكتشف هؤلاء كيف يعيش المواطنون الأكراد في العراق في ظروف لا مثيل لها في أي بلد آخر يعيش فيه الأكراد .

للجوء الى الوسائل التي يرونها كافية لردع العدوان. وليس من حقنا ان نلومهم على ما سيفعلون ما دمنا عزيزين عن مساعدتهم. ان الوضع الذي يسمح للسلطة ان تتصرف بحرية في الاقليم الواقع تحت سيطرتها، يجب ان يعطي حقاً مماثلاً للضحية، والا فان قانون الغاب سيبقى سارياً في ظل الحماية الدولية للمعتدين. وللأسف فان هذا ما يجري الآن. ولولا ذلك لما استطاع الجلاد ان يقف على منصة الامم المتحدة ليخطب في المن্দوبين ويده مخضبة بدماء الابرياء، بينما يحظر على الضحية ان يرفع صوته بالاستغاثة لانه غير مخول من حكومته، او لانه لا يتمتع بصفة رسمية حسب مبادئ القانون الدولي.

هادي العلوي

17/10/1989

١٩٨٩ / ١٠ / ١٧

الاثبات

للسفير العراقي في باريس ينفى دعوته لمؤتمر دولي عن الاكرد

Al-Anba

باريس - امب - نفى سفير العراق في باريس عبدالرزاق الهاشمي امس الانباء الصحافية التي ذكرت انه دعي لحضور - المؤتمر الدولي حول الهوية الكردية - الذي عقد في العاصمة الفرنسية يومي السبت والاحد وأكد انه لم يتسلم بطاقة دعوة لحضوره .

واشار في لقاء صحافي عقد في باريس الى ان رئيس المجلس التشريعي لمنطقة الحكم الذاتي الكردي في العراق بهاء الدين احمد ، الذي دعي رسمياً للاقاء كلمة امس الاول في هذا المؤتمر اضطر الى الانسحاب بسبب ان منع من دخول قلعة الاجتماعات وبعد ان تعرض الى اهتكات لفظية -

وقال الهاشمي ان رئيسة مؤسسة - فرنسا هريات - دانيل ميتران قريبة رئيس الجمهورية الفرنسي اخبثته عندما التقاها قبل اسبوع - انها ترى في دعوة سفير العراق لحضور هذا المؤتمر فكرة وجيزة - لكن تقرر في ما بعد الا يحضر الجلسات بل ان يكتب رسالة تنفي في المؤتمر - ولكنها لم تنقل ولم توزع على المؤتمرين .

واوضح السفير العراقي انه تقرر بعد الاتصال بالامين العام للمؤسسة ذاتها رافائيل دويب - بصفته وسيطاً - دعوة رئيس المجلس التشريعي الكردي في العراق لشرح وجهة نظره - البرلمان الكردي الوحيد في العالم .

واكد ان بهاء الدين احمد نسلم فعلاً بطاقة دعوة ارفقت بذلك - تؤكد ان الدعوة صالحة فقط ما بين الساعة الحادية عشرة والنصف صباحاً الى الواحدة بعد الظهر امس الاول - وقال ان الضيف توجه فعلاً الى المكان المخصص حيث انتظر عند باب القاعة لمدة ٢٥ دقيقة بناء على طلب من المؤتمر تعرض خلالها الى اهتكات لفظية من قبل بعض الشباب الهائج .

الموقف الدولي من ضحايا كردستان

العام الغربي نفس الفعالية فيما يخص الخارج / حيث تتمتع الحكومات الغربية بفرص اوسع لممارسة سياسات متعارضة مع مبادئ الضمير الغربي. دون ان تخشى من ردود فعل رادعة من الناخبين.

ان خروج حكومة غربية معينة على المصالح الحيوية للبلاد يدفع في المعتاد بالناخبين الغربيين او ممثلهم الى عدم التصويت لها، وابدالها باخرى. لكن الناخب الغربي لا يفكر في حجب الثقة عن الحكومة التي تدعم الهمجية في العالم الثالث. ان توقع مثل هذا الموقف المتقدم هو استفراق في اليوتوبيا. واعتقد ان الوصول اليه يتطلب مراحل اخرى من الوعي الانساني قد يطول امداها. ولعلها لن تأتي قبل ان نتوعى نحن ضحايا الهمجية لكي نتولى امورنا بانفسنا.

وفي ظل معادلات كهذه، مختلفة، لم يكن من المستغرب ان لا تستجيب اية حكومة اوربوية لنداء رايها العام باتخاذ اجراءات ضد الحكومة العراقية تحملها على التردد في القيام بعمل جديد ضد الاكراد. لقد ذهبت بعض الصحف الغربية الى حد تأكيد ضرورة الخلاص من نظام صدام حسين كشرط للحصول على ضمان بحماية الشعب الكردي من العدوان. لكن الدول الغربية لا تواصل فقط، وانما توسع تعاونها مع هذا النظام، الذي يحصل على جميع ما يطلبه من جميع هذه الدول دون اي استثناء. ويسمح الضمير الراسمالي، المحكوم بحافز الربح الاقصى، بتوفير ما يدعم آلة الابادة لشعب بريء دون ان تحمله صيحات الاستنكار على التفكير في ما اذا كان من المعقول ان توضع ثمار العلم الحديث وجهود العلماء تحت تصرف اظمة حاكمة مختلفة لا تحسن من فن السياسة غير القتل.

ان الشعب الكردي يواجه احتمالات العدوان وحيداً. وقد تكرس عجز الراي العام العالمي عن نصرته في عجز الامم المتحدة عن القيام باي خطوة في هذا الاتجاه. ان الامم المتحدة تتشكل من حكومات تتسمى باسم البلد الذي تحكمه، حيث تتحد الجغرافيا باي مستلطي يستولي على العاصمة بوسيلة ما. ولا اثر للراي العام العالمي في قرارات هذه المنظمة. وقد سكنت حكومات العالم الاعضاء فيها، عن تبليوك الحكومة العراقية المنفلت من ضوابط القانون واخفقت بذلك مساعي الادانة التي كان من المنشود ان تصدر عن الامم المتحدة، لان المندوبين اظهروا انهم ليسوا على استعداد للتوقيع على اي قرار يجدونه ماساً بسياسة الحكومة العراقية كعضو عامل في المنظمة الدولية.

اراء هذا الوضع، لا مناص للاكراد من ان يتولوا حماية انفسهم بالاعتماد على قواهم الذاتية، وهم يملكون كل الحق في

ان رد الفعل الاوربوي ضد جرائم الحكومة العراقية في كردستان قد استوفى في تقديري مكونات الموقف المطلوب. وقد تضمن الى جانب الاستنكار المطالبة باتخاذ اجراءات لحماية الاكراد من جرائم اخرى قد تقدم عليها الحكومة المذكورة.

على ان فعالية الراي العام الاوربوي لم تتجاوز هذه الحدود لكي توفر ضمانات فعلية ضد تكرار الجريمة. وتقع مسؤولية ذلك على طرفي الموقف الدولي كليهما.

هناك اولاً عدم تطابق بين اتجاه الراي العام الاوربوي واتجاه السلطة الاوربوية. لا مجال في الواقع للاعتقاد ان الحكومات الاوربوية تحلّي بنفس النزوع الانساني والديمقراطي الذي تنزع اليه الثقافة الاوربوية الحرة، وينبغي التفريق بين هذا النزوع وبين القيم الحضارية السائدة، اذ من المعتاد ان تكون السلطة في المجتمع المتمدن متمدنة هي الاخرى. والا كيف يمكن لها ان تحكّمه، وليس النزوع الانساني والديمقراطي شرطاً في التمدن. فالمجتمع قد يتمدن من دون ان يكون عادلاً بالضرورة. وغالباً ما كان الطغاة هم انفسهم من كبار بناة المدنية.

من جانبه، يتحرك الراي العام الاوربوي على مستويين مختلفين: الاول يخص الوضع الداخلي والثاني يتعلق بالوضع الخارجي. في الاول يمارس الجمهور تأثيره المتعدد الوسائل على صانعي القرارات التي تمس حياته وحضارته ليمنعهم من احداث ضرر بالغ في هذا المجال. وقد توطدت تقاليد ديمقراطية في الغرب مكنت من فرض الالتزام بحدود ثابتة تراعى فيها السلطة حقوق الفرد والمجتمع، وتضمن الناس ضد القمع والوان التعسف السياسي والسلطوي. ومنذ سقوط فاشيات الحرب العالمية الثانية، لم تتمكن فاشية جديدة من الوصول الى السلطة في بلدان القارة. ومع ان بعض الحكام اثبتوا انطواءهم على نزوع فاشي - ومنهم حكام حاليون في بعض ارقى بلدان الغرب - فان مناعة المجتمع الغربي ضد الفاشية قنّدت هذا الشذوذ وحالت دون ان يصبح اسلوباً للحكم.

يبدأ الانسان من حقوقه ومصالحه في تعامله مع الاشياء، خاضعاً في ذلك لغريزة الحياة التي انشأت له منظومة دفاع عن الذات يتحرك ضمن متطلباتها. اما التفكير في حقوق الغير ومصالحه فياتي لاحقاً كنتيجة لشعور اخلاقي زائد على الغرائز. وتقديم الاخلاقي على الذاتي غير ممكن الا لمن مثقفين ذوي وعي كوني. وهم فئة قليلة تظهر في الحضارات المثقفة بعد ان تقطع اشواطاً معينة في تطورها الروحي.

من المفهوم اذن ان لا يزال الراي

الاجتماعي والحس الانساني ويتحرك على اساسهما ليؤدي وظيفته في دعم الانسان ضد الجور المحلي والعدوان الخارجي.

ويرجع الى كارل ماركس اوضح تحديد لموقع الانسان في الحضارة الحديثة من خلال افق انساني شامل يوظفه شعاره المعروف، الانسان اثنان راسمال، وهو شعار يتكرس فيه تسامي الوعي النقابي الاوربوي على الضد من ثقافة الآلة الراسمالية. ويمكن القول ان هذا الشعار الخطير قد اخذ مداه المتساوق مع نمو الحركة الانسانية والديمقراطية في الغرب ليصبح عنصر تشكيل فعلي للضمير الحضاري في اوربوا، الذي ما يزال على هذا الصعيد متميّزاً ليس فقط عن الشرق، بل وعن الغرب الاميركي. العاجز رغم المدنية العالية عن استيعاب التقاليد العريقة للثقافة الاوربوية.

من هنا يتوجه السؤال عن الموقف الدولي في قضية الضحايا الاكراد الى اوربوا في المقام الاول. ينبغي الاقرار ان رد الفعل على جريمة جلجة، ثم جرائم الابادة التي اعقبتها في ساحات اخرى من كردستان العراق، كان شديداً ويتناسب مع بشاعة الفعل. وقد تجسد ذلك قبل كل شيء في الصحافة الرصينة التي اشارت على اختلاف اتجاهاتها السياسية عاصفة من الاستنكار تناهز في عنفها ما يثيره اي حدث من هذا القبيل في اوربوا. واذ سمحت لي ابداء مشاعري الشخصية فان كلمات الاحتجاج والادانة والتحريض التي انطلقت في العام الماضي من صميم البلاغة الاوربوية بنكهتها الانسانية العذبة قد ارجعتني الى قرن ونصف من الآن حين نشر الانسان العظيم وليم هويت كتابه «المسيحية والاستعمار» (CHRISTIANITY AND COLONIZATION) الذي كرسه في ذلك الوقت لفضح وادانة جرائم ابناء جلدته الاوربيين في القارات الاخرى. وهو صوت لا يزال مسموعاً في كل حدث، يقف مع الانسان ضد الجريمة بصرف النظر عن ارتكبتها او من ارتكبت بحقه، ويؤكد تواتره على حيوية الحضارة الغربية / التي لا تزال تعيش خلافاً لمصادر بعض الفلاسفة الالمان الموغلة في التشاؤم.

وقد حاولنا مجازاة هذا الصوت فلم نوفق. رغم ان الجريمة وقعت في منطقتنا، لم يتطوع كاتب عربي لاعلان استنكاره باكثر من توقيع بعضنا على بيان مجمل. بينما اقتصر الاستنكار في الصحافة على الصحف المعارضة للحكومة العراقية، ولا شك انها لو لم تكن معارضة لما تكلمت. وهذه حقيقة اخرى ملموسة تؤكد لنا مرجعية الراي العام الاوربوي في هذه القضية كما في اية قضية مماثلة.

حينما نتحدث عن موقف دولي بشأن هذه القضية فاننا نضع في الحساب انه يتشكل من طرفين هما الراي العام والحكومات (*)

وتتحدد فعالية الاول ومستوى علاقته بالثاني - الحكومات - تبعاً لمستوى التحضر المشروط بالتقدم الاجتماعي. فالراي العام في اوربوا يتمتع بفعالية ملحوظة، مع تاثير - ولو متفاوت - على الحكومات. ولا نجد ما يضاهي ذلك في العالم الثالث. فهنا لم ينشأ بعد راي عام فاعل. كما ان التجربة الديمقراطية ما تزال تتعثر حيث تسود اظمة حكم فردية واستبدادية متخلفة لا تقيم وزناً لمتطلبات العصر الحديث في اسلوب الحكم.

ويكاد الراي العام ان يكون غائباً كذلك في الدول الاشتراكية. فرغم ان هذه الدول قد حققت لمواطنيها كثيراً من الاساسيات التي لم تتوفر بعد حتى لمواطني الدول الراسمالية العالية التطور، فان هيمنة الخط الستاليني على النظام السياسي اثار تناقضاً بينه وبين النظام الاجتماعي، المتقدم نظرياً، وجعل علاقة الدولة بالشعب ذات طابع هيمني وصايوي. ولم تستوعب الدول الاشتراكية الوجه الانساني لفلسفة كارل ماركس لانها تعاملت مع هذه الفلسفة الراقية بتأويل احادي ينظر الى الايديولوجيا الطبقيّة مفصولة عن الوله الانساني لفيلسوف الماركسية الكبير وتلامذته الاقربين.

يمكن القول اذن ان الراي العام الاوربوي هو الجزء الوحيد من الراي العام العالمي، الذي يتميز بحضور فاعل في المجتمع وتأثير ملموس على الحكومات. ولم يحصل ذلك عن فراغ او بالطفرة، فهو رهن بسيرورات تطور طويل الامد مرتباً بالقارة الاوربوية وانتهى بها الى الثورة الراسمالية - صانعة العصر الحديث، مع ما رافقها من نمو ثقافي هو الذي اعطى اوربوا هذا الكم الروحي الهائل الذي مكنتها من تبديد ظلام الكنيسة القروسطي ونشر الفكر التنويري - الانساني في كافة اقطارها.

ان الوعي الثقافي الاوربوي في سموه الراهن هو بدوره نتويع لحركة صاعدة تمتد الى اعماق القرون الوسطى: يبدأ من الرشدية اللاتينية في مقارعتها الفكر الكنسي حاضن الاستبداد القروسطي، مروراً بعصر النهضة، الذي رقد الحياة الاوربوية بالوان زاهية من الادب الانساني، ثم بعصر التنوير الفرنسي، وانتهاء بفلسفة القرن التاسع عشر بانسانياتها الماركسية والطوباوية والقوضوية.

وكان لكل من هذه التيارات الثقافية اثره في تشكيل راي عام جديد لا سابق له في حضارات الماضي. يجمع بين الوعي

Liwa as-Sadir 5.11.1989

« مؤتمر الهوية الكردية » في باريس

علي حسين

المعتنفة والسرية هي التسي جراته على التثقيب بالشعب الكردي الذي اراد ان يعبر عن ارادته وحريته في اكثر من مناسبة ومكان من كردستان ام ان هناك دوافع اخرى... وهي موجودة دون شك ؟

وقد انتهى المؤتمر بعد مداوات استمرت عدة ايام دون ان يتكلم عن معاناة الاكراد في العراق وقسوة صدام معهم ..

وكانت قراراته عامة .. ورغم ذلك فان المؤتمر بشكل ظاهرة تكفي من عنوانها لتشير الى اتهام نظام صدام ..

وقد تجلى ذلك بشيئين : اولهما ، السماح لعدد من الشخصيات الكردية ان تتحدث في المؤتمر .

وثانيهما ، طرد الشخصية الرسمية العراقية ، وهو من المرتزقة الاكراد المتعاونين مع النظام - بهاء الدين احمد - رئيس ما يسمى بالمجلس التشريعي لمنطقة كردستان ، حيث لم يسمح له بدخول قاعة الاجتماع او التحدث في المؤتمر .. بسبب المعارضة التي جوبه بها من قبل الاكراد . وهي اشارة مباشرة الى اداة صدام ..

ورفض الاشخاص المتعاونين معه ..

بذكرنا بمؤتمر الاسلمة الكيميائية الذي عقد في باريس في شهر شباط الماضي .. في الجو الاستعراضي .. وفي النتائج التي خرج بها ، رغم وجود بعض النتائج الابحاثية .. فقد عقد ذلك المؤتمر بعد ان اتضح للعالم الاستعمال المكثف للاسلحة الكيميائية من قبل نظام صدام حتى فشاق المتعمل منها في المروب الدولية ..

ومع ذلك فان المؤتمر لم يستعمل في قراراته اداة مباشرة لنظام صدام بعد ان سبب استعماله للاسلحة الكيميائية كسبل المآسي والتركات القبلية في كردستان .

والمؤتمرات ، بهذه الصيغة ، وبالرضية من يقف وراءها ، والاهداف التي يراد لها تطل اجواء استعراضيية للافكار والظروحات .. وشعبنا الكردي المسلم في العراق الذي قدم التضحيات العظيمة سوف يواصل الطريق .. طريق الجهاد والبدل حتى هزيمة الفاشية المقيتة في العراق .. وتحزير العراق من الظلم بتكاتف الشعب العراقي جميعا ..

فما ساته واحدة .. وظلامته منتشرة في كل مساحة العراق من اعالي الجبال حتى السهول ومياه الالهوار الممتدة قسرا الاقرب البعيد .

كما نود ان نسمع من مؤتمر الهوية الكردية الذي عقد في باريس اخيرا كلمة اداة صريحة ومباشرة لنظام صدام ..

لقد حسبنا ان المؤتمر مناسبة جيدة للمديث عن مظلومية الاكراد في العراق خاصة ، حيث لم يعانوا ، رغم كثرة معاناتهم ، كما عانوا من نظام السفاك صدام ..

ويكفي ان نذكر الرأي العام بجرمة طلبة الكبرى ، لتكون معلما بين ايدي المؤتمر ليتخذ منها شعارا وعلامة خارقة لمؤتمر الهوية الكردية ، اذ كانت طليمة الضحية هي اصدق مثال على الاعتداء على الهوية الكردية والوطنية الكردية

والشخصية الكردية ، ربما منذ التاريخ السحيق .

ان نفس شعار الهوية الكردية " فخر باذهمان

المراقبين قورا الى مآسي الاكراد في العراق ، وبالاخص في السنوات الاخيرة ، ولهذا

كان الطموح ان يخرج المؤتمر بقرارات عملية

صريحة في نصرته الشعب الكردي في العراق ، فمعاناته لازالت قائمة وفي كل يوم تزداد

الاوراع سوء اقتصاديها واجتماعيا وسياسيا ..

وقد حل شتاء جديد آخر

وعشرات الالوف من الاخوة الاكراد في مخيمات المناطق الباردة في تركيا ، بقاسون

سوء المعاملة ، وقسوة

الطبيعة .. وفي مخيمات في ايران ايضا التي تعتبر اقل حالا بكثير منها ..

ورغم ذلك فهي مخيمات على كل حال .. فهم بعيدون عن الوطن والقربة والمدنية التي

تكبت بالعدوان الصدامي المستمر .

فرنسا التي اضافت المؤتمر ، ودعت اليه " جمعيات

فرنسا - الحريات " ونظمه المعهد الكردي في باريس ،

واشرقت عليه زوجة الرئيس الفرنسي ميتران ، هل ارادت ان تكفر عن بعض سيئاتها

في الحرب ، وهي كئيبة

ونظيرة ؟ سيما اذا علمنا ان الدعم الفرنسي لم

وطول الحرب وبشت الاسلمة

مؤتمر الهوية الكردية

مؤتمر الهوية الكردية

مؤتمر الهوية الكردية

مؤتمر الهوية الكردية

هرگاه شرایط سیاسی اجازه می داد، شورشیان سخن از «استقلال» و «کردستان آزاده» می راندند، و هرگاه اوضاع مساعد نبود تنها تا حد «خودمختاری» پیش می رفتند. اما این «خودمختاری» معنایی بسیار فراتر از افزایش سهم مردم کردستان در اداره امور فرهنگی و اجتماعی استان خود داشت. آنها نیروهای انتظامی، امنیتی و نظامی خود را می خواستند، می گفتند که ادارات دولتی کردستان، باید بوسیله اهالی همان استان اداره شود. . . و زبان رسمی آن خطه کردی باشد.

رژیم سلطنتی ایران این تقاضاها را نپذیرفت. بویژه که سخنگویان این افکار ادامه دهندگان راه قاضی محمدها بودند که جدایی کردستان از ایران را می خواستند.

با برخواستن آشوب های انقلابی سال ۱۳۵۷ و از میان رفتن تدریجی قدرت در مرکز، کردستان نیز دستخوش آسیب شد. در کردستان نیز همچون دیگر نقاط کشور شورشیان به پایگاه های نظامی و سربازخانه ها حمله بردند، سربازان را کشتند، و اسلحه ها را غارت کردند. اما اگر در شهرهای مرکزی، اسلحه های غارت شده آخوندها را به قدرت رساند، در استان های مرزی و از جمله در کردستان بار دیگر آتش جدائی طلبی و سودای قدرت و حکمفرمایی گروه های کمونیست را فروزان ساخت. خمینی و بویژه دولت مهدی بازرگان که هنوز موقعیتی متزلزل داشتند، ابتدا «خواست های برحق مردم مسلمان کرده» را به رسمیت شناختند، سران کمونیست های کردستان را به تهران دعوت کردند، و هیات های رسمی برای مذاکره به کردستان رفتند.

اما بزودی تقاضاهای کردهای شورشی به جانی رسید که حتی خمینی نیز نتوانست آنها را تحمل کند و نیروهای تحت اختیار خود را به قلع و قمع و شورش کردستان بسیج کرد. در نتیجه، مانند همیشه آنان که بیشتر آسیب دیدند غیر نظامیان و زن و فرزندان کرد بودند تا «پیش مرگ ها» و میلیشیا ها و رهبران آنها که همدیگر را «رفیق» صدا می زدند، سی و چند سال پس از مرگ استالین، تصویر او را در دفاتر سیاسی خود به دیوار چسبانده بودند، و به محض تنگ شدن قافیه به عراق و از آنجا به اروپا می گریختند.

به این ترتیب گروه های «خودمختاری طلب» کردستان نه تنها مرگ و ویرانی برای کردهای ایرانی به ارمغان آوردند، بلکه استان کردستان را که می توانست پایگاهی شکست ناپذیر برای همه ملت ایران به منظور مقابله با رژیم ضد ملی جمهوری اسلامی گردد، عملاً از ایرانیان مخالف «جز کمونیست ها» گرفتند. صحنه ی نبرد کردستان، برای مردم ایران به محل رویارویی دیکتاتوری با جدایی طلبی تبدیل شد. دو نیرویی به هم در آویختند که پیروزی هیچکدامشان دلخواه وطن پرستان نمی بود.

امروز ایرانیان کرد در لحظات سرنوشت ساز حیات ملی و قومی خود قرار گرفته اند. گذشته، بار سنگینی بر دوش آنان است که افتخار آمیز هم نیست. اگر ایران به دموکراسی دست یابد، کردستان

علی الاصول نیازی به خودمختاری نخواهد داشت، اگر خودمختاری را برای کردستان بپذیریم، چرا برای بلوچ ها، عرب ها، ترکمن ها، آذربایجانی ها گیلک ها و . . . نپذیریم؟ و اگر بپذیریم، حکم به اضمحلال ایران مستقل داده ایم. انهم در يك منطقه پر آشوب که وحدت ملی برای حفظ کشور، مقدم بر ملاحظات قومی و نژادی است. از سوی دیگر زبان

فارسی، رکن اصلی وحدت ملی ماست. این منافاتی با آموختن و به کار بردن زبان های محلی ندارد. زبان فارسی، باید زبان رسمی همه ایران باشد، وگرنه فرزندان ایران زبان یکدیگر را نخواهند فهمید. و عملاً آحاد يك ملت نخواهند ماند. بالاخره، هر ایرانی نسبت به کردستان حقی دارد به اندازه حقی که نسبت به وجب به وجب خاک و طشش دارد. ایرانیان کرد نیز همانقدر صاحب و مالک بلوچستان و تهران و کرمان هستند که بقیه ایرانیان صاحب و مالک کردستان. هیچ ایرانی را به هیچ بهانه و ملاحظه ای نمی توان از حق سکونت، کار و اظهار نظر پیرامون بخشی از وطن خویش محروم ساخت.

امروز، در حالی که مساله موجودیت ایران و ملت ما مطرح است، و برای رهایی ایران از شر جمهوری اسلامی مبارزه و نبردی سهمگین در پیش است، کردهای ایرانی باید به تقویت جبهه واحد ایرانیان، آزادیخواه بیوندند، نه اینکه از محکومیت و مفوری رژیم حاکم بر تهران، به عنوان فرصتی برای پیش برد نیات جدایی طلبانه استفاده کنند.

پیوندهای قومی ایرانیان کرد، با هم تیره های خود در کشورهای منطقه حقیقتی است انکار ناپذیر. اما این همبستگی فرهنگی نباید زمینه های گسستن ایران و پیوستن به پدیده ای موهوم و محکوم به نام «خلق کرده» یا «کردستان آزاده» یا «کردستان مستقل» فراهم سازد. فراموش نکنیم که در هر مرحله از برخورد دولت های همسایه با کردهای ساکن آنها، این فقط دولت و ملت ایران بوده اند که به داد کردهای ستمدیده آن کشورها رسیده اند، حتی در حکومت جابر کنونی. باز هم فراموش نکنیم که زبان و فرهنگ کرد با زبان و فرهنگ فارسی آنچنان آمیخته و هم ریشه است که نمی توان آنها را از یکدیگر جدا دانست. همین يك ریشه داشتن فرهنگ و نژاد کرد و فارس و لرد گیلک و آذری است که يك ملت یکپارچه از ایرانیان را به وجود آورده است. اگر کردها با عراقی ها یا سوری های یا ترک ها و روس ها فرهنگ کاملاً جدایی دارند آن مساله دیگری است. «خلق» کردهای ایرانی، ملت ایران است و سرزمین مادری ایران سراسر ایران. کردهای ایران باید امروز شهامت گسستن از گذشته های پرتوطنه و خون آلود را - که در آن همواره آلت دست سیاست های استعماری و امپریالیست های جهانی یا محلی شده اند - داشته باشند. آنان باید در مجامع و محافل بین المللی، هر مسلک و مکتبی که دارند، به نام ایران سخن بگویند. در غیر این صورت، به همه مصالح ملی، و به ویژه به مصالح ملی خود پشت کرده اند و حکم همیشگی شدن کشتارها، جنگ ها، قحطی ها، مصیبت ها، بی سامانی ها و مزدوری سیاست های بیگانه را در کردستان امضاء کرده اند.

ایرانیان کرد، ولحظه تصمیم گیری

کتابخانه سلطانی

در هفته پیش، یک کنفرانس بین المللی در مورد کردها و کردستان، در پاریس برگزار شد. گرچه نمایندگان دولت ها «از جمله دولت فرانسه» از شرکت در این کنفرانس خودداری کردند، نمایندگان از اقوام کرد پنج کشوری که اتباع کرد دارند به پاریس آمده بودند تا از «فرهنگ کرده»، «عدم رعایت حقوق کردها»، و همانگونه که انتظارش می رفت، «خود مختاری» و «استقلال» سخن بگویند.

اخیرا دو عامل باعث توجه بیشتر محافل سیاسی و مطبوعاتی اروپائی به مساله کردها و کردستان شده است: به کار گرفتن دد منشا نه سلاح های شیمیائی از سوی دولت عراق بر علیه کردهای عراقی در چند ناحیه مرزی، اقدامات سوسیالیست های فرانسوی به ویژه گروه خانم «دانیل میسران» همسر رئیس جمهوری فرانسه و نزدیکانش «رژیس دبره» (انقلابی حرفه ای و همسر سابق چه گوارا در جنگل های امریکای لاتین) و «برنار کوشتر» وزیر و پزشک ماجراجو و رئیس پیشین سازمان «پزشکان بی مرز».

گرچه ظاهرا این توجه ناگهانی و توجیه نشده خانم «میتیان» به کردها، ریشه در ناعدوستی و رقت قلب و نیکوکاری ایشان دارد، اما در پس پرده، ماجرای حساب شده تری می گذرد دولت سوسیالیست فرانسه، که بهترین روابط سیاسی و نظامی را با دولت عراق دارد، می کوشد با حمایت از کردهای عراقی در نقش قربانی، تعادلی در حمایت خود از رژیم صدام حسین که حکومتی آدمکش و بی رحم است بوجود آورد. بهترین راه برای رسیدن به این هدف، استفاده از مجاری و سازمان های غیر دولتی، و گسترش حمایت «انسان دوستانه» به همه کردها است. به هر حال، و در پیروی از این سیاست نیمه پنهان، چند سالی است که پاریس به مرکز فعالیت های سیاسی اقوام کرد کشورهای مختلف تبدیل شده است.

انگیزه پرداختن شخصیت های خارجی و محافل بین المللی به مساله کردها و کردستان هر چه باشد، و شهروندان کرد ایران و عراق و ترکیه و شوروی و سوریه هر وجه مشترکی داشته باشند، برای ما ایرانیان کردستان یک استان وطن و کردهای ایران بخشی از ملت ایران هستند. در نتیجه مساله قوم کرد یک مساله داخلی، و سپس یک زخم کهنه و شفا نیافته است که سرباز می کند.

در این تردید نیست که هیچیک از کشورهایی که نمایندگان کردهایشان در کنفرانس پاریس گرد آمده بودند، کشورهای دموکراتیک نیستند و اوضاع داخلی و نظام سیاسی آنها با دموکراسی های غربی قابل مقایسه نیست. در این نیز تردیدی وجود ندارد که در هیچیک از این کشورها «مشور حقوق بشر» چندان

رعایت نمی شود. اما این اوضاع و احوال، به هیچ وجه تنها شامل کردستان و ساکنان آن نمی شود. همه مردم این کشورها، و بویژه اقلیت های قومی، مذهبی و فرهنگی، از نتایج نیک و بد حکمرانی رژیم های سیاسی مملکتشان سهمی می برند. به دیگر بیان، مسائل وابسته به نظام سیاسی یا حقوق بشر، نباید به محافل سیاسی خاصی در دنیا اجازه دهند که از «کرده» و «کردستان» موضوعی بین المللی بسازند و حق حاکمیت ملی هر یک از این کشورها را نادیده انگارند.

در این جا ما را به اتباع کرد دیگر کشورها کاری نیست. به کردهای ایران پردازیم:

کردها، از اقوام تشکیل دهنده ملت ایران هستند. قومی که همواره و از هزاران سال پیش، هنگامی که ایران به عنوان یک واحد جغرافیائی و سیاسی موجودیت یافته، جزو لاینفک آن بوده اند.

کردستان ایران هرگز سرزمینی مستقل نبوده و بر آن یک دولت کرد (جز حکومت دست نشانده قاضی محمد که به زودی جارو شد) حکومت نکرده است. در نتیجه، نه کسی سرزمین های کردهای ایرانی را غصب کرده، نه چیزی را به آنان تحمیل کرده، و نه حتی ملی را از آنان سلب نموده است.

ایرانیان کرد، همچون ایرانیان دیگر اقوام، زبان محلی خود، البسه و آداب «رسوم و ریزه» و همستگی های قومی خویش را دارند. آنچه بعنوان وظیفه ملی بویژه از زمان شکل گرفتن ایران نو در دوران رضا شاه پهلوی از ایرانیان کرد خواسته شده آن است که زبان ملی کشور را بیاموزند، بکار برند و تقویت کنند، در دفاع از مرزهای ایران بکوشند و در زندگی اجتماعی ملت ایران مشارکت جویند.

تا هنگام جنگ جهانی دوم در این زمینه مانعی در کار نبود. جز سرکوب یایگان کرد چون «سمیتقو» و فتودال هایی که ایران را ملوک الطوائفی می خواستند، هرگز با کردهای ایرانی بعنوان موجوداتی جدا از بقیه ایرانیان رفتار نشده است.

کردها در سراسر ایران، هر جا خواسته اند سکوت کرده، به هر شغلی که خواسته اند پرداخته، در هرم اجتماعی - سیاسی ایران، در ارتش، در وزارت خارجه، و در همه نهادهای حساس مملکتی تا بالاترین مرتبه ها ترقی کرده و در موهبت ها و محرومیت ها، فراز ها و نشیب های زندگی ملت ایران شریک بوده اند.

اما جنگ جهانی دوم و اشغال ایران بوسیله ارتش های بیگانه، همه چیز را دگرگون ساخت. استالین، که جهانخواری سیری ناپذیر بود، کوشید تمام یا بخش هایی از ایران را به امپراتوری در حال گسترش شوروی ملحق کند.

ارتش سرخ، روش های کلاسیک خود برای بلعیدن سرزمین های دیگر را در مورد ایران نیز بکار

بست. اشاعه مسلک کمونیسم، اعزام ماموران مخفی شوروی در جامعه کمونیست های محلی، ایجاد احزاب و فرقه های دست نشانده و بالاخره تقویت «ناسیونالیسم محلی» و «هویت ملی» ساختگی در میان اقوام سرزمین های تحت نفوذ یا اشغال خود بدین سان بود که ماجرای فرقه متجاسر دموکرات آذربایجان و حکومت قارچ گونه پیشه وری بوجود آمد.

اما ماجرا به آذربایجان پایان نیافت. کردستان نیز لقمه لذیذی در سفره استالین بنظر می رسید. بویژه که با دامن زدن به «ناسیونالیسم» کرد و جنبش های جدائی خواه یا «خود مختاری طلب» می شد یکباره در چندین کشور منطقه نفوذ یافت و حکومت های این کشور ها را با شورش های محلی مزمن دست به گریبان و ضعیف ساخت.

در سال ۱۹۴۴ روسها انجمن فرهنگی کردستان و شوروی را بنیاد نهادند. این انجمن، پوششی برای فعالیت روسها در کردستان و برقراری ارتباط با رهبران کرد بود. در زمستان ۱۹۴۵ که گروهی از ژاندارم های ایرانی به دست کردها کشته شدند، روسها به دولت ایران اجازه ندادند نیروهای نظامی خود را از جنوب به کردستان بفرستند (و گفتند که تنها به نیروهای نظامی مستقر در شمال کردستان اجازه ورود به این استان خواهند داد تا ارتش را در آذربایجان ضعیف تر سازند).

در بهشتامبر ۱۹۴۵، گروهی از ایرانیان کرد به سرپرستی رهبر جنبش خودمختاری کردستان، «قاضی محمد» و «نوری بیگ» به باکو دعوت شدند در باکو هیات اعزامی با «باقراوف» رئیس جمهوری آذربایجان شوروی ملاقات کردند و «باقراوف» با آنها قول داد که کمک و مساعدت و حمایت دولت شوروی را برای کسب استقلال کردستان جلب خواهد کرد، مشروط بر آنکه کردها نیز از فرق دموکرات آذربایجان حمایت و آنها پشتیبانی نمایند. قاضی محمد در باکو گفت که کردهای ایران در صددند به اتفاق کردهای عراقی و نهایتا با کردهای ترکیه به رویای بزرگ خود که ایجاد کردستان بزرگ و مستقل است دست یابند. اندکی پس از مراجعت این هیات از شوروی، حزب دموکرات کردستان با رهبری قاضی محمد تشکیل شد و مرکز آن نیز مهاباد اعلام گردید.

پس از شکست حکومت های دست نشانده پیشه وری در آذربایجان و قاضی محمد در کردستان، مساله «خودمختاری» یا «استقلال» آن استان، با عنوان مساله سیاسی باقی ماند. همواره گروه های کمونیست و وابستگان به سیاست کرملین و اقمار از منادی این گونه اندیشه ها بودند.

İnönü'ye rağmen bazı Doğulu milletvekilleri, Bayan Mitterrand'ın Paris'teki "Kürt Konferansı"na gideceklerini açıkladılar

Madam sancısı

● Fransa Devlet Başkanı'nın eşi Danielle Mitterrand'ın başkanı olduğu Fransa Özgürlük Vakfı ile Paris Kürt Enstitüsü'nün düzenlediği, "Kürtler, İnsan Hakları ve Kültürel Kimlik" konulu uluslararası konferans SHP'yi karıştırdı



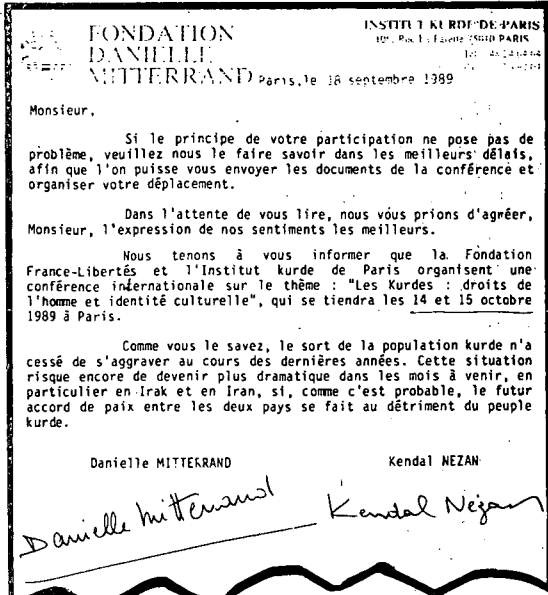
Bayan Mitterrand Davet etti, ortalık karıştı.

● Bayan Mitterrand'ın imzasıyla çok sayıda Doğulu milletvekiline, bu arada Devlet Bakanı Kâmrân İnan'a da davet mektubu gönderildi. Daveti alan SHP'li milletvekilleri, Bayan Mitterrand'a ve İnönü'ye, konferansa katılacaklarını bildirdiler. İnönü, önce beş, sonra iki milletvekilinin katılmasını uygun gördü. Diğer Doğulu milletvekilleri itiraz edince, İnönü, "Kamuyunda yanlış eleştirilere neden olabilir" diyerek toplantıya yasak koydu

● ANAP ve DYP'li bazı Doğulu milletvekilleriyle görüşüp ortak tavır alan Ahmet Türk ile Hakkâri Milletvekili Cumhur Keskin, konferansa kesinlikle katılacaklarını açıkladılar

Bayan Mitterrand SHP'yi karıştırdı

• Ayhan AYDEMİR • ANKARA



Paris Kürt Enstitüsü'nce çeşitli kişilere gönderilen davetiyede, "Kürtler üstüne uluslararası konferans"ta katılmaları istendi. Davetiyenin altında Fransa Özgürlük Vakfı Başkanı Danielle Mitterrand ile Paris Kürt Enstitüsü Başkanı Kendal Nezan'ın imzası vardı.

PARİS Kürt Enstitüsü ve Fransa Özgürlük Vakfı tarafından 14-15 Ekim tarihleri arasında ortaklaşa düzenlenen "Kürtler, İnsan Hakları ve Kültürel Kimlik" konulu uluslararası konferansa yapılan davet SHP'de karışıklık yarattı.

Bayan Mitterrand'ın başkanı olduğu Fransa Özgürlük Vakfı ile Kendal Nezan'ın başkanı olduğu Kürt Enstitüsü, düzenledikleri konferansa Türkiye'den SHP, ANAP ve DYP'nin Doğü kökenli milletvekillerini de davet ettiler. Davet mektubunu alan SHP'li milletvekilleri, konferansı düzenleyen heyete katılacaklarına dair olumlu yanıt bildirdiler. Ankara milletvekillerinden Eşref Erdem, konuyu Genel Başkan Erdal İnönü'ye ileterek bir davet aldıklarını, Fransa'daki bu toplantıya milletvekillerinin katılmak istediğini aktardı. Ancak, Genel Başkan İnönü "yanlış görünüm" yaratacağı gerekçesiyle ilk önce beş, daha sonra da iki milletvekilinin katılmasını uygun gördü.

Diğer Doğulu milletvekillerinin "Ne sakıncası var?" diyerek tepki göstermeleri ve toplantıya katılmak istediklerini belirtmeleri üzerine, İnönü, Paris'teki toplantıya yasak koydu. İnönü'nün "Hiçbir milletvekilimizin bu toplantıya katılmasını istemiyorum. Milletvekillerimizin toplantıya katılmaları Türk kamuoyunda eleştirilere neden olabilir" dediği belirtildi.

Bayan Mitterrand'ın başkanı olduğu Özgürlük Vakfı ile Kendal Nezan'ın başkanı olduğu Kürt Enstitüsü'nün düzenlediği toplantıda şu konular tartışılacak:

"Kürtlerin tarihine bakış, devlet ve geleneksel Kürt toplumu, Türkiye'deki Kürtlerin durumu, İran'daki Kürtlerin durumu, Irak'taki Kürtlerin durumu, Suriye ve Lübnan Kürtleri, Sovyetler'in Kürtleri, Avrupa'da Kürt gücü, İran ve Türkiye'deki Kürt mültecilerin geleceği, Arap dünyası ve Kürt sorunu, Kürtlerle ilgili Türk resmi görüşü, Kürtler ve İran, uluslararası hukuk ve Kürtler."

Aralarında Devlet Bakanı Kâmrân İnan'ın da bulunduğu milletvekillerine gönderilen davet mektubunun özeti şöyle: "Paris Kürt Enstitüsü ve Fransa Özgürlük Vakfı 14-15 Ekim tarihlerinde Paris'te Kürtler, İnsan Hakları ve Kültürel Kimlik konulu uluslararası bir konferans düzenlemiş olup size de haber vermeyi uygun gördük.

Bildiğiniz gibi son yıllar boyunca Kürt nüfusun geleceği ciddiyetini durmaksızın sürdürmektedir. Bu durum önümüzdeki aylarda daha da dramatik olacak. Özellikle İran ve Irak, ihtimal içinde olduğu gibi, eğer gelecekte bu iki ülke barış sağlarsa bu, Kürt halkının zararına olur.

İşte bu yüzden yıkım içinde olan bu halkın yardımına gitmek ve sorun üzerinde birlikte düşünmek için insan haklarına yakınlığı ile bilinen birtakım kişileri, üniversiteleri, Kürt dramına tanık olanları, belli başlı hümanist örgütlerini temsilcilerini, Kürt aydınlarını ve yöneticilerini Paris'te toplamayı uygun gördük.

Sizin de insan haklarını savunmaya bağlılığınızı bildiğimiz için tarihinin özellikle bu arada acı bir dönemini yaşayan Kürt halkı karşısında böylece dayanışmanızı göstermeye ve bu konferansa katılmaya davet ediyoruz. Prensip olarak konferansa katılmak size bir sorun yaratmıyorsa gelişinizi organize etmek ve konferansa ilgili dokümanları gönderebilmek için lütfen makul süre içinde bizi haberdar ediniz."

• DAVET EDİLEN MİLLETVEKİLLERİ

Mardin Milletvekili Ahmet Türk ve Hakkâri Milletvekili Cumhur Keskin, İnönü'nün yasak koymasına rağmen toplantıya kesinlikle katılacaklarını ifade ettiler. Fransa'ya davet edilen milletvekillerinin bazılarının isimleri şöyle:

Haydar Baylaz, Kâmrân İnan, Fuat Atalay, Ferit Bora, Hikmet Çetin, Nurettin Dilek, Mehmet Kahrman, Salih Sümer, Mustafa Kul, Naim Geylani, Cumhur Keskin, Mahmut Alınak, Vêdat Altun, Kemal Birlik, Kutbeddin Hamidi, Kamer Genç, Orhan Veli Yıldırım, Adnan Ekmen, Ahmet Türk, Nurettin Yılmaz, Süleyman Çelebi, Beşir Çelebioğlu, Vahap Dizdaroğlu.



Son dakikada yetiştiler — SHP'li 7 milletvekili dün Atatürk Havaalanı'ndan Paris'e 18.50'de kalkan uçağa son dakikada yetiştiler. (Fotograf: Fuat Kozluklu)

İSTANBUL

Paris uçağında 7 milletvekili

SHP'li 7 milletvekili dün Paris'e gitti. İsmail Hakkı Öcal, Kenan Sönmez, Ahmet Türk, Adnan Ekmen, Salih Sümer ve Mahmut Alınak yolculuk konusunda bir şey söylemezken Mehmet Ali Eren, "Demokratik, özgür bir platformda yapılacak bir toplantıya katılmaya gidiyoruz" dedi.

İç Politika Servisi — SHP İstanbul milletvekilleri Mehmet Ali Eren, İsmail Hakkı Önal, Kenan Sönmez, Mardin milletvekilleri Ahmet Türk, Adnan Ekmen, Diyarbakır Milletvekili Salih Sümer ve Kars Milletvekili Mahmut Alınak dün Paris'e gitti. Mehmet Ali Eren, "Paris'e Kürt Ulusal Kimliği ve İnsan Hakları konulu konferansa mı gidiyorsunuz?" sorusuna "Demokratik, özgür bir platformda yapılacak bir toplantıya katılmaya gidiyoruz" yanıtını verdi. Öteki milletvekilleri ise soruları yanıtlamayıp "Dönüşte bir açıklama yapacağız" dediler.

İstanbul Atatürk Havalimanı'ndan THY'nin 18.50 uçağıyla Paris'e giden SHP milletvekilleri ge-

zileriyle ilgili konuşmaktan kaçınıırken İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren, sorularımızı şöyle yanıtladı:

— Paris'e "Kürt Ulusal Kimliği ve İnsan Hakları" konulu konferansa katılmaya mı gidiyorsunuz?

EREN — Demokratik, özgür bir platformda yapılacak toplantıya katılmaya gidiyoruz. Bütün dünyanın gözleri önünde cereyan eden bir hadise demokratik platformlarda tartışılmazsa başkaları tartışır.

— Sayın İnönü'nün milletvekillerinin bu toplantıya katılmasını istemediği yer almıştı gazetelerde...

EREN — Bayan Mitterrand'ın daveti özeldir. Davetler şahsımıza

yapılmıştır. Partimizle ilgisi yoktur. Partinin böyle bir davet üzerine takındığı tavır yanlış ve sakıncalıdır. Parti bundan böyle bizim seyahat özgürlüğümüzü de engelleyecek, bunu merak ediyorum.

Milletvekilleri daha sonra 18.50 uçağına son dakikada yetişerek Paris'e uçtular.

Fransa'nın başkenti Paris'te bugün ve yarın gerçekleşecek olan ve Paris Kürt Enstitüsü ile Fransa Özgürlük Vakfı'nın ortaklaşa düzenledikleri "Kürt Ulusal Kimliği ve İnsan Hakları" konulu konferansa aralarında SHP Genel Başkanı Erdal İnönü'nün de bulunduğu SHP, ANAP ve DYP'den toplam 25 milletvekili davet edilmişti. İnönü'nün önce "katılmıyordum" ardından da "toplumda yanlış anlaşılır" diyerek "katılmayın" demesi üzerine konu MYK toplantısında ele alınmış ve MYK'da "İnönü'nün milletvekillerinin katılmaması gerektiği" görüşü benimsenmişti.

'Kaş derken göz' korkusu

Kürtlerin Kültürel Kimliği ve İnsan Hakları Konferansı 'beklenen yıldızlar' olmaksızın başladı. Fransız resmi yetkililer Türkiye, İran ve Irak'ı doğrudan karşılarına almayacak eleştiriler yönelttiler.

SABETAY VAROL

PARİS — 'Kürtlerin Kültürel Kimliği ve İnsan Hakları' konulu konferans dün Paris'te başladı. Sabah, Fransız hükümetinin İnsancıl Eylem Bakanı **Bernard Kouchner** söz aldı, öğleden sonra ise, Cumhurbaşkanı **François Mitterrand**'ın eşi **Danielle Mitterrand** toplantıya başkanlık etti. Konuşması boyunca tam dört kez "kişisel olarak" söz aldığı vurgulama gereği duyan Bakan Kouchner, Kürt haklarından sık sık söz etti, fakat bu konuda hükümetlere çatılmasını özel ve yarı resmi bir şekilde rica etti. Bugün devam

edecek toplantının ilk bölümüne bir kez daha katılacak olan bakan, bu bölüme başkanlık edecek.

Türkiye'den gelen SHP milletvekillerinin toplu halde katıldıkları konferansa, daha önce katılacakları belirtilen ABD'li Demokrat Senatör **Edward Kennedy** ve Sovyet Bilim Akademisi üyesi **Andrey Saharov** gelmediler. Ancak ABD'li Demokrat Senatör toplantıya bir mesaj gönderirken, SSCB'li akademisyen, eşi **Yelena Bonner**'i Paris'e gönderdi. **Bayan Bonner**, konferansın sabahki bölümünde en çok ilgi uyandıran konuşmacı olarak dikkat çekti. Sovyet fizikçinin eşi, kocasının kaleme aldığı bir mektubu okudu. **Andrey Saharov**, bu mektubunda, "Kürtlerle ilgili insan hakları ihlallerinin hiçbirini yanıtsız bırakılmamalı, özellikle kimyasal silah kullanımını şiddetle kınanmalıdır" diyor.

Sovyet fizikçi, BM Genel Kurulu'nun bir karar alarak Kürtlerin yaşadığı bölge hükümetlerini özerk bölgeler oluşturmaya zorlamasını talep etti. Mektup, sa-

londa ön sırada bulunan ABD Helsinki İzleme Komitesi Başkanı **Bayan Jeri Laber**'e teslim edildi. Bu arada Iraklı Kürt liderlerden **Celal Talabani**'nin Bakan Kouchner ile bir süre görüşüğü görüldü. Bu konuşmada Talabani'nin toplantıdan Irak'ı kınayan bir karar çıkması için talepte bulunduğu duyuldu.

Sabahki toplantıya başkanlık eden İngiliz Parlamentosu İnsan Hakları Komitesi Başkanı **Lord Avebury** Türkiye'ye şiddetle çatarak "Bu ülke Avrupa Topluluğu'na başvurdu. Barbarlık ve şiddet uygulayan bir ülkeyi topluluğa kabul etmemizi düşünmek bile mümkün değildir" dedi.

Fransız Dışişleri Bakanlığı ek binasında yer alan toplantı için bina dışında yoğun güvenlik önlemi göze çarpıyor. Bazı kaynaklar Paris'teki Kürt Enstitüsü'nün Başkanı **Kendal Nizan**'in ölümle tehdit edildiğini belirtiyorlar.

Öğleden sonraki oturumu yöneten, Cumhurbaşkanı'nın eşi **Danielle Mitterrand** kısa bir konuşma yaparak halkların mücadelesini savunmaya devam edeceklerini belirtti. Daha önce Türkiye'ye yap-

tığı gezi sırasında Iraklı Kürtlerin kamplarında yaptığı incelemelere bundan sonraki konuşmalarında değineceğini belirten **Bayan Mitterrand**'ın, bölge ülkelerinin tepkisini uyandıracak sözler sarfetmekten kaçındığı görüldü. Daha sonra söz alan, SHP'den ihraç edilen **Malatya Milletvekili İbrahim Aksoy** ise yazılı metin üzerinden yaptığı uzun konuşmada, Kürt halkının 12 Eylül darbesi sonrasında son zamanlarda ağır baskılara uğradığını söyledi.

Aksoy, SHP yönetimine çatarak bu partinin Sosyalist Enternasyonal'e üyeliği ile kendi milletvekillerinin Paris'teki konferansa katılmalarını engellemek istemesi arasındaki çelişkiye dikkat çekti. Aksoy, "Kürt halkının başına daha büyük felaketler gelmeden herkesi harekete geçmeye çağırıyorum. Olağanüstü Hal Valiliği kaldırılmalı, koruculuk sistemi feshedilmeli, boşaltılan köyler sahiplerine iade edilmeli" dedi.

Konferans salonunun dışında alınan yoğun güvenlik önlemlerine rağmen PKK yanlısı 30 kadar kişilik bir grubun protesto gösterisinde bulunduğu görüldü.

Konferansçı SHP'liler Paris dönüşü terleyecek

SHP Genel Başkanı İnönü'nün, partisinin MYK toplantısında bazı milletvekillerinin Paris'teki Kürt konferansına katılmasını 'üzücü bulduğu' öğrenildi. Konu, milletvekilleri döndükten sonra ele alınacak.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — SHP Genel Başkanı **Erdal İnönü**, Paris'teki "Kürt Konferansı"na katılan milletvekillerinin durumlarının dönüşlerinde görüşülerek ele alınacağını ifade etti.

SHP Merkez Yürütme Kurulu dün saat 12.30 sularında Genel Başkan **İnönü'nün** başkanlığında toplandı. Toplantıda, cumhurbaşkanlığı seçimi üzerindeki son gelişmelerle birlikte, Paris'teki konferansa giden milletvekillerinin de durumları ele alındı.

Toplantıdan sonra gazetecilerin sorularını cevaplandırarak SHP Genel Sekreteri **Deniz Baykal**, cumhurbaşkanlığı seçimi

konusunda son siyasal gelişmelerin değerlendirildiğini söyledi. **Baykal**, Paris'e giden milletvekillerinin durumunun toplantıda ele alınmadığı yolundaki bir soruya da "O konuyu görüşmedik, dönsünler, ona göre bir karara varırız" karşılığını verdi.

Bu arada Genel Başkan **Erdal İnönü'nün** MYK toplantısında, SHP'li milletvekillerinin, **Fransa Özgürlük Vakfı** ile Paris Kürt Enstitüsü'nün düzenledikleri toplantı için Paris'e gitmelerinin "üzücü olduğunu" ifade ettiği öğrenildi. **İnönü'nün** MYK üyelerine, gelişmelere göre bir karar alınmasını söylediği kaydedildi.

Paris'teki konferansı İngiliz Lord açtı, Fransız bakan övgü yağdırdı Kürtlere destek gösterisi

PARIS, (Güneş)-Kürtlerin İnsan Hakları ve Kürt Kültürü konulu konferansı, dün Paris'te İngilizlere Parlamento İnsan Hakları Grup Başkanı Lord Avebury'nin yaptığı açış konuşmasıyla başladı.

26 ülkeden Kürt örgüt, grup ve temsilcilerinin katıldığı toplantıda, Türkiye'den 7'si SHP'li 8 parlamenter ve 20'yi aşkın çağrılı konuşmacı bulundu.

Kürt Konferansı'na katılmak üzere Paris'e gelen SHP milletvekilleri Ahmet Türk, Mehmet Ali Eren, Kenan Sönmez, İsmail Hakkı Önal, Salih Sümer, Adnan Ekmen ve Mahmut Alnak, GÜNEŞ'e ortak bir açıklama yaparak şöyle dediler:

"Bu bir özel davettir. Parti yetkilisi olarak burada bulunmuyoruz.

Bize yapılan bu kişisel çağrıyı kabul etmiş ve buraya gelmişiz. Özel davete katılmakta bir sakınca görmüyoruz. Parti yetkili organlarımızın bizim için ne düşündüğü konusunda burada bir açıklama yapmak imkansız. Çünkü gelişmelerini bilmiyoruz. Türkiye'ye döndükten sonra bütün soruları yanıtlamaya hazırız."

Sovyet fizikçi Saharov'un son anda hastalanması üzerine yerine eşi Elena hazır bulundu.

Lord Avebury yaptığı açış konuşmasında, Kürt halkının Ortadoğu'daki sorunlarının ivedilikle çözülmesi gerektiğini belirtti. Kürtlerin imhasını öngören tüm politikaların karşısında olduklarını açıkladı.

Türk Silahlı Kuvvetleri'nin Türkiye'de yaşayan Kürt köylülerini sürekli baskı altında tuttuğunu iddia eden Lord Avebury şunları söyledi:

"Ortadoğu'daki Kürt nüfusunun çoğunun Ortadoğu'da bulunması Türkiye'de Kürt halkına karşı uygulanan baskı sürdüğüne, Türkiye'nin Avrupa Topululuğu'na girmesi düşülmeyecektir. Kürtlerin imhasını öngören tüm politikalara karşı çıkmak gerekir. İnsan hakları ve kültürel haklar açısından ele alındığında, Ortadoğu'da Kürtlerin geleceği tehdit altındadır."

Lord Avebury'den sonra konuşan Fransa İnsan Hakları Komisyonu Genel Sekreteri ve Hükümet Sözcüsü Dr. Bernard Kouchner, hayatında ilk kez bu kadar çok Kürt'ü bir arada görmeyi şaşkınlığı ve sevincini yaşadığını belirterek, "Yıllardır bu toplantının ger-

çekleşmesine çalışıldığını söyledi.

Kouchner, uluslararası düzeyde bütün Kürt yapılarının temsil edildiği bu konferansa katılmamış, geçen ay öldürülen İran Kürdistan Demokrat Partisi Genel Sekreteri Abdurrahman Kassemlo ile birlikte katılımlarını belirledi.

Kouchner, konferansa katılanları, Kassemlo'nun amısı önünde bir dakikalık saygı duruşuna davet etti.

Sayı duruşundan sonra konuşmasını sürdüren Fransız Bakan, Ortadoğu'daki Kürtlerin terörist olmadıklarını, sürek, gasbedilen insan hakları için mücadele ettiklerini belirterek şöyle dedi:

"Ben de Abdurrahman Kassemlo gibi Ortadoğu'daki Kürt sorununun, insan haklarına ve demokrasie saygılı kalacak çözümünden yanayım."

Gerek bu konferansın, gerekse diğer çalışmalara amaç, Kürt halkının daha az acı çekmesi için dir. Bu toplantı, Kürtlerin insan hakları ve kültürel haklarının korunması yolunda yeni bir kapının açılmasıdır."

SAHAROV'UN MEKTUBU OKUNDU

Bernard Kouchner'in uzun süren alkışlarla sona eren konuşmasından sonra Saharov'un eşi Elena Saharova kürsüye geldi. Saharov'un bu konferans için kaleme aldığı bir mektubu okuyan Baharova, Kürt halkı için adaletin yerine gelmesini istediklerini açıkladı.

Mustafa Barzani ile çok önceden tanıştıklarını da belirtti. Baharova, özellikle Irak'taki Kürtlerin acınacak durumda olduklarını belirtti. Ortadoğu'da Kürtler üzerinde bir soykırım ve vahşet yaşandığını öne sürdü. Elena Saharova şunları söyledi:

"Bugün 1 milyonu aşkın Kürt, sürgün olarak yaşıyor. Kendi ülkemde bile Kürt halkının çektiıklarını, sorunlarını çok az insan bilmemektedir. Kürt halkının içinde bulunduğu konumun suçlusu hepimizdir. Dilerim hak talepler yeniden şiddetle yol açmasın!"

Daha sonra Saharov'un yazdığı mektubu Birleşmiş Milletler'e götürmesi için Fransız Bakan Dr. Bernard Kouchner'e

veren Bayan Saharova, "Birleşmiş Milletler Kürt sorununa ilişkin acil kararlar almalıdır" dedi.

Halepçe'nin Birleşmiş Milletler Genel Kurulu'nda tartışılmasını isteyen ve Kürtlerin yaşadığı ülkelerde özerk bölgeler oluşturulmasını talep eden Bayan Saharova, dünya kamuoyunu Kürt halkına karşı daha duyarlı olmaya çağırdı.

KENDAL NEZAN'IN İDDIALARI

Toplantıda daha sonra Sorbon Üniversitesi profesörlerinden Maxime Robinson ve Paris Kürt Enstitüsü Başkanı Kendal Nezan, konuşmalar yaptılar.

Kendal Nezan'ın tarihsel süreç içerisinde Kürtler, kurdıkları devletler ve bugünkü konuma gelmeleriyle ilgili yaptığı konuşmada, "Türkiye baskımlı savaşın ilk kuvvetlerini, Kürtlerin oluşturduğunu" öne sürdü.

"Mustafa Kemal'in (Atatürk) bile 1922'ye dek bir Türk-Kürt-İslam devleti kuracağı" vaa-diyle Sovyetler ve Fransadan yardım aldığını

B. Murat ÖZTEMİR
GÜNEŞ

15 EKİM 1989 PAZAR

iddia eden Kendal Nezan, Lozan barışı sonrasında Kürtlerin haklarının tanınmadığını öne sürdü.

DANIELLE MITTERRAND BAŞKANLIK ETTİ

Konferansın öğleden sonraki oturumuna Fransa Özgürlükler Vakfı Başkanı Bayan Mitterrand başkanlık yaptı ve "Türkiye'ye gittimimde çok şeyler öğrendim" dedi. Bayan Mitterrand ya-

pacığı Amerika gezisinde Kürt halkının sorunlarını dile getireceğini açıkladı.

IBRAHİM AKSOY'UN KONUŞMASI

Bayan Mitterrand'dan sonra SHP'den ihraç edilen Malatya Milletvekili İbrahim Aksoy bir konuşma yaparak, "Kürtlerin yüzyıllardır ağır baskılar altında bulunduğunu öne sürdü. Türkiye'nin doğusunda devlet terörünün yaygın oldu-

PARİS Konferansa PKK da katılıyor

SABETAY VAROL

PARİS — Bugün başlayacak "Kürtler: İnsan hakları ve ulusal kimlik" adlı uluslararası konferansa PKK yandaşlarının da katılacağı öğrenildi. Yollanan davete olumlu yanıt vermekle birlikte, Paris'teki PKK yanlısı "Kürdistan Komitesi" görevlisi, konferansı olumlu karşılamadıklarını belirtti. Fransız basını, iki gün sürecek konferans nedeniyle, Kürt sorunu-

ganlar attı.

KATILANLAR VE İNÖNÜ'NÜN SÖZLERİ

Bu arada, Sosyal Demokrat Halkçı Parti (SHP) Genel Başkanı Erdal İnönü, Anadolu Ajansı muhabirine, Paris'te toplanan Kürt Konferansı'na katılmak üzere Paris'e gittikleri bildirilen milletvekillerinin, Disiplin Kurulu'na verilip verilmeyeceğinin, Türkiye'ye döndüklerinden sonra kararlaştırılacağına bildirdi.

İnönü, "SHP milletvekilleri Ahmet Türk, Mehmet Ali Eren, Kenan Sönmez, İsmail Hakkı Önal, Salih Sümer, Adnan Ekmen ve Mahmut Alınak'ın Paris'e gitmeleri konusunda, "gazetelerde yazılanlar kadar bilgisi olduğunu" söyledi.

Önceki akşam olağanüstü toplanan ve çalışmalarına dün de devam

eden SHP Merkez Yürütme Kurulu'nda, Paris'teki Kürt Konferansı'na katılan milletvekillerinin cumhurbaşkanlığı seçiminde Meclis'e girerek Özal'a oy vermek için ikna edilmiş olup olmadıkları konusunda da değerlendirmeler yapıldı.

Öte yandan, konferansa katılmak üzere Paris'e gidenler arasında, bağımsız milletvekili İbrahim Aksoy, üniversite eski öğretim üyesi, araştırmacı Server Tanilli, yazar Vedat Türkali'nin yanı sıra, tarih araştırmacısı Rasih Nuri İleri ile Doğu Perinçek de bulunuyor.

Öte yandan Anadolu Ajansı muhabirinin konferansı izlemesine izin verilmediği bildirildi. Ajans haberinde, Hürriyet, Türkiye ve Günaydın muhabirlerinin de toplantıya alınmadığını kaydetti.

na geniş yer ayırdı. Sağ eğilimli Le Figaro Gazetesi, "France - Liberté" vakfı kurucusu Danielle Mitterrand'ın himayesi altında yapılan konferansın Türk - Fransız ilişkilerinde belli bir huzursuzluk yarattığını yazdı. Figaro, Irak hükümetinin de toplantıyla ilgili gelişmeleri yakından izlediğine işaret etti.

Paris'te PKK'ya yakın kaynaklardan alınan bilgiye göre Apo'cu örgüt, Kürt Enstitüsü'nün yolladığı daveti yanıtız bırakmamayı kararlaştırdı. Ancak bu karar, PKK'nın konferansın amacını benimsediği anlamına gelmiyor. Çağrının tüm Kürt örgütlerine yapıldığını ifade eden "Kürdistan Komitesi" görevlisi, buna rağmen örgüt adına toplantıya katılma durumu olmadığını belirtti. Görevliye göre, davetiyeler kişisel olduğundan, komitenin bir temsilcisi söz alarak örgütünün görüşünü

dile getirecek. Başka bir kaynak, PKK'yı temsilen görüş bildirecek kişiden "Türkiye cezaevlerinde durum" konulu bir bildiri sunması istendiğini belirtti.

"Kürdistan Komitesi" temsilcisi, Danielle Mitterrand'ın önyak olduğu konferansın, NATO'nun 1987 sonbahar toplantısında alınan "kültürel otonomi" yönündeki kararların uygulamasının ilk adımlarını oluşturduğunu da sözlerine ekledi. Sözcü, "Her şey rağmen bu gelişmeler, mücadeleimizin sonuçlarıdır. Açılan bu alanda görüşlerimizi belirtmemiz gerekir" diyerek toplantıya neden katıldıklarını belirtti.

Danielle Mitterrand ve İnsanlık Eylemler Bakanı Bernard Kouchner'den başka eski Fransız Dışişleri Bakanı ve AT Komisyonu eski üyesi Claude Cheysson toplantıda oturum yöneticiliği yapacaklar.

KÜRT KONFERANSI

Kürtler için uluslararası
parlamentarler komisyonu

SABETAY VAROL

PARİS — "Kürt Kültürel Kimliği ve İnsan Hakları" konferansının ikinci ve son gününde fiyasko ile bitmesi, son anda ve biraz da kendiliğinden önlendi. Fransızların, Irak hükümeti güdümündeki Kürt Özerk Bölge Parlamentosu Başkanı Bahattin Ahmet'e Bağdat rejiminin talebine uygun olarak söz vermek istemesi, olaylara yol açtı. Fransız İnsancıl Eylem Bakanı Bernad Kouchner'nin sürpriz gelişmeyi ortaya atması, salonda bulunan bazı Kürt liderlerin şiddetli tepkileriyle karşılandı. Irak Kürdistan Yurtseverler Bilgi Başkanı Celal Talabani söz isteyerek "Irak hükümetinin büyükelçisini dinlemeyi kabul edebiliriz, çünkü o bir taraftır. Oysa bir haini dinlememiz söz konusu olamaz" tarzında konuştu. 20 dakika kadar süren tartışmaların uzaması üzerine, Bağdat hükümetinin temsilcilerinden oluşan heyet, konferans merkezini kendiliğinden terk etti.

Bakandan sonra söz alan Bayan Mitterrand'ın başkanlığındaki Fransa-Özgürlük Vakfı'nın Genel Sekreteri Rafael Doueb, konuşmasına örgütünün Iraklı Kürt mültecilerin durumuyla ilgilenmesi esnasında yüz yüze geldiği problemleri anlatarak başladı. Doueb, Türk hükümeti ile uluslararası insancıl kuruluşlar arasında Iraklı mültecilere ilişkin müzakerelerin sonuçlanabileceğini vurguladı.

Vakıf Genel Sekreteri Doueb, söz konusu konuşmanın gerekliliğine işaret ederek bunun Kürtlerin istisaplarını dindirebilecek muhtemel sonuçlarından bahsetti. Irak Kürdistan Yurtsever Birliği lideri Celal Talabani başta olmak üzere çeşitli kişiler, ayağa kalkarak Fransızların bu tutumunu protesto ettiler. Talabani, bulunduğu yerden İngilizce olarak, "Savaş suçlarına Kürt halkının temsilcilerinden önce konuşma hakkı verilmesi düşünülemez" dedi. Bu konuşmadan Talabani'nin Irak yanlısı "Özerk" Kürt Meclisi'nin Başkanı'na söz verilmesini kabul edebileceği şeklinde yanıltıcı bir sonuç çıktı. Iraklı Kürtler, Talabani'nin öncelikle konuşmaması halinde konferansı terk etme tehdidinde bulundular.

Bu arada ünlü Kürt milliyetçisi ve tarihçi İsmet Şerifvanlı'nın ve Kürt Enstitüsü yöneticilerinin Talabani'yi yatıştırmak istedikleri gözlemlendi.

Öneriyi kabul edebileceği izlenimini veren Talabani, kürsüye çıkınca şöyle dedi: "Başkan Mitter-

rand, Bayan Mitterrand ve Bakan Kouchner'e çabalarından dolayı kendilerine müteşekkik kalacağız. Biz Kürtler olarak bütün dünyanın savaş suçlusu saydığı kimseleri de dinlemesini bilmeliyiz. Fakat onların konuşacağı yer burası değil, Nürnberg'dir. Kürt halkı, bu konferansın yapılması için hiçbir zaman unutmuyacak. Ancak demokrasi ve insan hakları prensipleri, ticari çıkarlarla takas edilmemelidir."

Talabani, Bahattin Ahmet'in bu kürsüden konuşmasının Fransızların Mareşal Patton'ı dinlemesi gibi bir olay olacağını söyledi.

Birçok gözlemci, Irak'ın Fransa'ya çok yönlü şiddetli baskılar uygulayarak bu durumu kabul ettirdiklerine inanıyor. Gerçi Fransız resmi temsilcileri bu durumun fazlaca göze çarpmasını önlemek için Bayan Mitterrand'ın önümüzdeki aylarda bir heyetle birlikte

ceği ifade edildi. Fransa Özgürlük Vakfı Genel Sekreteri Raphael Doueb, Cumhuriyet'e verdiği kısa açıklamada bu gruba Türk Parlamentosu'ndan milletvekillerinin katılıp katılmayacağını henüz belirlenmediğini söyledi. Aynı yetkili, Fransa'daki entegrasyonları hızlı bir şekilde gerçekleştireceği ortaya çıkarsa, Türkiye'deki kamplarda yaşayan bin kadar Iraklı Kürt sığınmacının geçen ağustos ayında Fransa'ya kabul edilen 300 kişiye ek olarak bu ülkede ağırlanabileceğini sözlerine ekledi. Doueb, diğer AT ülkelerinden de yeni göç izinleri çıkarılabileceğini belirtti.

Konferansa katılan ABD Helsinki İzleme Komitesi Başkanı bayan Jeri Laber, gazetemize yaptığı kısa açıklamada, "Türkiye'de demokrasi ve insan hakları konularında olumlu gelişmeler var. Ancak Kürtler konusunda, benzer ge-



Mitterrand ve Aksoy konferansta — Paris'teki Kürt konferansına Fransa Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın eşi ve "Fransa Özgürlükler Vakfı"nın kurucusu Danielle Mitterrand başkanlık etti. Önceki günkü toplantı sırasında SHP'den ihraç edilen İbrahim Aksoy (solda) uzun bir konuşma yaptı.

Irak'a inceleme gezisine gitmesini, Bahattin Ahmet'in konuşulmasının "karşılığı" gibi göstermeye çalıştılar. Ancak Irak'ın Fransa'ya daha çok kendisini destekleyen diğer Arap ülkeleri ile birlikte yoğun ekonomik baskı yaptığı üstünde duruluyor.

Konferansın dünkü bölümünde yer alan diğer bir gelişme, Amerikalı Senato Dışişleri Komisyonu Başkanı Senatör Clalborne Bell ile İngiltere Parlamentosu İnsan Hakları Komisyonu Başkanı Lord Avebury çevresinde bir uluslararası parlamentarler komisyonu oluşturulması oldu. Komisyonun hazırlık komitesi, ilk toplantısını dün öğle yemeğinde ve UNESCO merkezinde gerçekleştirdi. Oluşturulacak uluslararası "Kürt Kültürel Kimliği ve İnsan Hakları" karma grubunun çeşitli ülkelerden parlamentarlerden meydana gele-

lişmeler henüz yok. Önümüzdeki dönem bu tür gelişmeler deklare edilebilir. Çünkü Türk hükümet yetkilileri daha önce Kürtlerin varlığını bile kabul etmezken, artık ediyorlar" dedi.

Dün sona eren toplantıda özellikle Demokrat Partili ABD'lilerin etkin olduğu gözlemlendi. ABD Senatosu Dışişçiler Komisyonu üyesi Senatör Peter Galbraith, eskiden bilinenlerden farklı bir şey söylemediği halde en çok alkış alan konuşmacı olarak dikkat çekti. Bu gelişme, özellikle bazı Kürt aydınları arasında Washington'dan belli beklentiler olduğu biçiminde ele alındı. Toplantının öğleden sonraki bölümünde "Türkiye'de cezaevlerinde durum" konulu bir konuşma yapan PKK temsilcisi Ali Akbaba da bu noktadan hareketle, konferansın düzenlenişine şiddetle karşı çıktı.

Kürt Konferansı'nda Türkçe

● İran, Irak, Suriye ve Türkiye'de faaliyet gösteren bütün Kürt örgütlerinden temsilcilerle, dünyanın çeşitli yörelerinden gelen destekçilerinin katıldığı konferansta, Türkiye boy hedefi haline getirildi. 1 bağımsız, 6 SHP milletvekilinin katıldığı kongreye Anadolu Ajansı alınmadı.

● Açış konuşmasını yapan İngiliz parlamenter Lord Avebury, Türk hükümetini ve Silahlı Kuvvetleri'ni suçladı. Fransız Bakan Bernard Kouchner de toplantıda konuşurken, ünlü Rus fizikçi saharov, eşli ile gönderdiği mesajda, Kürt sorununun Birleşmiş Milletler'e götürülmesini istedi. Kongrede terör örgütü PKK sözcülerinin de konuşma yapması bekleniyor

● Asılsız çıkan bir bomba ihbarının yapıldığı Konferansa Malatya bağımsız Milletvekili İbrahim Aksoy da, Türkçe konuştu ve uzun uzun alkışlandı. Konuşmaların Türkçe ve Kürtçe çevrilmesine karşılık Arapça ve Farsça çevrilmesi dikkati çekti

Konferansa AA alınmadı

● Kürt Konferansı'nı izlemek için birkaç gün önce girişimlerde bulunan Anadolu Ajansı, akredite gazeteciler listesinde ismi olmadığı için toplantıya giremedi

● **Mişel PERLMAN • PARIS**
Kürt sorununa ilişkin uluslararası konferansın düzenlendiği, Fransız Dışişleri Bakanlığı'na ait Kleber Caddesi'ndeki binaya giriş ve çıkışlar, dün Paris Kürt Enstitüsü görevlilerinin kontrolü altındaydı.

Aralarında bazı Türk gazetecilerinin de bulunduğu kimi basın mensupları da, akreditasyon işlemlerini daha önce yaptırmadıkları ve de "yerlerin kimsesiz olması" gerekmesiyle toplantı salonuna alınmadı. Konferansı izlemek için birkaç gün önce girişiminde bulunan Anadolu Ajansı'nın, akredite gazeteciler listesinde bulunmadığı da saptandı.

Uluslararası toplantılar sırasında, her zaman olduğu gibi, Fransız Dışişleri Bakanlığı'nın Uluslararası Konferanslar Merkezi dün de barikatlarla çevrilmiş ve etrafında, Fransız polisi tarafından güvenlik önlemleri alınmıştı.

Öte yandan, Fransa Cumhurbaşkanı François

Mitterrand'ın eşi Danielle Mitterrand'ın başkanlığını yaptığı, "Fransa-Özgürlükler" Vakfı'yla Paris Kürt Enstitüsü'nün ortaklaşa düzenlediği konferansa, Paris dışından ve yabancı ülkelere gelen davetlilerin seyahat ve ikamet masraflarının karşılandığı öğrenildi.

Bazı gazetecilerle enstitünün basın servisi görevlileri arasında "yet tartışması" sürerken, toplantıyı izleyebilmek umuduyla bir grup Kürt militanın da sokakta beklediği görüldü.

Ayrıca, konferansa katılan delegeler arasında, geçtiğimiz Ağustos ayında Türkiye'den gelecek, Fransa'ya yerleşen Pesmergelerin temsilcilerinin bulunduğuna gözlemlendi.

Toplantının başlamasına birkaç dakika kala, Kleber Uluslararası Konferans Merkezi'ne gelen, bakan yardımcısı düzeyindeki, İnsani Eylem Devlet Sekreteri Bernard Kouchner, binaya girmeden önce, dışarıda bekleyen birkaç Kürt militana doğru giderek el sıkıştı.

Birkaç gün önce, Fransız Dışişleri Bakanlığı nezdinde, konferansa içeriğine ilişkin girişimde bulunan, Türkiye'nin Paris Büyükelçiliği'ne yakın bir kaynak, Milliyet'e, temsilciliğimizin bu toplantıyla ilgili görüşmelerini "dikkatle" izlediğini söyledi.

Kürt Konferansı'na bomba ihbar

sahipleri adına katıldıklarını ve SHP'nin bu konuda bir yasadik kararı bulunmadığını söylediler. Toplantıya katılan Kürt örgüt temsilcileri ise şöyle:

Irak'tan: Celal Talabani, Resul Mament, Sami Abdurrahman, Muhsin Djevi.

Iran'dan: Hasan Şerifi ve Heri.

Suriye'den: Salah Bedrettin Türkiye'den: Kemal Burkay, Serhat Dicleli, İbrahim Güçlü ve Hatice Yağar.

Ayrıca, KUK, Partizan, Kuruluş ve Dev-Yol'dan bazı isimler de konferansı izlediler.

Kürt Enstitüsü yöneticileri toplantıya örgüt çağırılmadığını, şahısların çağırıldığını söylediler.

• KONUSULAN DİLLER
Konferansa söz alan konuşmacıların yaptıkları konuşmalar, arasında uzman çevirmenler tarafından "similtane tercüme" denilen yöntemle Türkçe, İngilizce, Fransızca ve Kürtçe'ye çevriliyor.

Arapça ve Farsça'ya tercüme yapılmıyor. Kulaklıkla dinlenen konuşma çevirilerinin çok hangi dilde izlendiğini belirlemek olağışı ise yok.

• Konferansa 1'li bağımsız, 6'sı SHP'li 7 Türk parlamenter katıldı
• Toplantı Başkanı İngiliz parlamenter, "Türkiye, AT'a üyelik için başvurdu. Kendi azınlığına kötü davranan bir ülke AT'a giremez" dedi

leri dile getirdi. "Bölge varlığı kaldırılmı, dayak, işkence ile ordunun savaş bali durumuna son verilmeli, Kürtlerin köylerine dönmeleri sağlanmalı, Kürt dili ve kültürü üzerindeki baskı kaldırılmı, Kürtçe eğitim hakkı tanınmalı ve bu meselenin çözümü için öncelikli olarak, delegeleri seçmek için bir toplantı yapılmalı" dedi.

Konferansın "hamisi" durumunda olan Bayan Danielle Mitterrand ise kürsüden yaptığı çok kısa konuşmada, delegeleri selamlayıp "Bu konferansa evsahipliği yapmaktan kıvanç duyuyorum" demekle yetindi.

• KATILANLAR VE ÖNEMLER
Fransız polisinin sıkı güvenliğinde toplantıya başlanan toplantıya Türkiye'den Bağımsız Milletvekili İbrahim Aksoy ile SHP'den Mehmet Ali Eren, Adnan Ekmen, Kenan Sönmez, Mahmut Alınak, Salih Sümer ve İsmail Hakkı Önal da katıldı.

Parlamentarler, toplantıya

• Rafet BALLI • PARIS

Kürt Enstitüsü ile François Cumburbaşkanı François Mitterrand'ın eşi Danielle Mitterrand'ın başkanlığını yaptığı "Özgürlük Vakfı"nın ortaklaşa düzenlediği "Kürt Konferansı" dün sabah başlatılan telefonla yapılan bir ihbarda konferansın yapıldığı binaya yerleştirilmiş bir bombaın 2 saat sonra patlayacağı öne sürüldü. Ancak yapılan aramalarda telefonla bomba ihbarını doğrulayan bir şey bulunamadı.

Iran, Irak, Suriye ve Türkiye'de faaliyet gösteren Kürt örgütlerden temsilcilerin katıldığı toplantının başkanlığını İngiliz Parlamenterosu İnsan Hakları



François Mitterrand'ın eşi Danielle Mitterrand, "Kürt Konferansı"nın başkanlığını yapıyor.

SHP'den 7'lere sert eleştiri

ANKARA, ÖZEL
7 sol kanat milletvekilinin Kürt Konferansı'na katılmak üzere Genel Başkan İnönü'nün karşı çıkmasına rağmen, Paris'e gitmeleri, SHP içinde yeni milletvekilli hakkında son kararı Genel Başkan Erdal İnönü'nün vereceği belirtildi.

İnönü'nün karşı çıkması ve bu konuda MYK'da görüş birliğine varılmasına karşın, Genel Merkez'in kararını dinlemeyerek, önceki gün Bayan Mitterrand'ın davetlisi olarak Paris'e giden 7 milletvekilinin durumu dün MYK'da ele alındı. MYK, Genel Başkan İnönü'nün başkanlığında yaklaşık bir saat süren bir toplantı yaptı. Toplantıda, bu milletvekilinin durumu ele alındı ve İnönü başta olmak üzere MYK üyeleri, 7 milletvekilinin bu girişimini eleştirdiler. İnönü, bu milletvekilinin kendi isteğine rağmen gümelerini ve haber vermemelerini üzücü bir olay olarak nitelendi.

Milletvekilinin durumu MYK'da ele alınırken, bu konuda bir karar alınmadı. Ancak, Genel Başkan İnönü'nün olayın gelişmesine ve milletvekilinin Paris'teki tutum ve davranışlarına göre karar vereceği belirtildi. Yedi milletvekilinin ihraç istemiyle Disiplin Kurulu'na sevk edilip edilmeyeceği veya başka bir müeyyide uygulanıp uygulanmayacağına İnönü karar verecek. Olayın gelişimine göre, büyük olasılıkla İnönü'nün bu milletvekilinin disiplinine sevkini isteyebileceği belirtiliyor.

MYK'nın yetkisi dışında Genel Başkan İnönü'nün de milletvekilinin direkt Disiplin Kurulu'na sevkini isteme yetkisi bulunuyor.

Hürriyet

16 EKİM 1989 PAZARTESİ

Paris'teki konferansta Kürt sorunu tartışıldı

● İngiltere Parlamentosu İnsan Hakları Komisyonu Başkanı Lord Avebury, konferansı açış konuşmasında, çeşitli ülkelerde yaşayan "Kürt topluluklarına" baskı yapıldığını öne sürdü.

PARIS, (a.a)

FRANSIZ Özgürlükler Vakfı ve Kürt Enstitüsü tarafından düzenlenen "Kürt Kimliği" konulu konferans, olağanüstü güvenlik önlemleri altında yapıldı.

İngiltere Parlamentosu İnsan Hakları Komisyonu Başkanı Lord Avebury, konferansı açış konuşmasında, çeşitli ülkelerde yaşayan "Kürt topluluklarına" baskı yapıldığını öne sürdü.

Konferans, "France-Libertes" Vakfı'nın Başkanı olan, Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın eşi Danielle Mitterrand'ın himayesinde düzenlendi. Paris'teki Kürt Enstitüsü Müdürü Kendal Nezan da, iki günlük konferansın amacının "Kürt sorunu" konusunda uluslararası kamuoyunun duyarlılığını artırmak ve konu çevresindeki "sessizlik duvarını" yıkmak olduğunu söyledi.

Nezan, konferanstaki konuşmasında "İran ve Irak arasındaki ateşkesten sonra, Kürtlerin konumu her zamankinden daha istikrarsız" dedi.

Konferansa davet edilenlerin arasında Fransa eski dışişleri bakanlarından Claude Cheysson, ABD'li Senatör Claiborne Pell, Fransa'nın İnsan Haklarından Sorumlu Devlet Bakanı Bernard Kouchner, ünlü Sovyet fizikçi Andrey Saharov'un eşi Yelana Bonner bulunuyor. Fransız Özgürlükler Vakfı Başkanı bayan Danielle Mitterrand da, konferansa katıldı.

Associated Press ajansı, konferansla ilgili haberinde, Paris'teki konferansın bir benzerinin 1920'den beri yapılmadığını bildirdi.

Bu arada, konferansın yapıldığı binaya dün kimliği belirsiz bir kişi tarafından bomba ihbarında bulunuldu. Ancak binayı tamamen arayan polis ekipleri ihbarın asılsız çıktığını bildirdiler.

KARARI İNÖNÜ VERSİN

Öteyandan, Sosyal Demokrat Halkçı Parti Merkez Yürütme Kurulu üyeleri, "Kürtler, İnsan Hakları ve Kültürel Kimlik" konferansına katılmak üzere Paris'e giden SHP milletvekilleri hakkındaki kararı Genel Başkan Erdal İnönü'nün vermesini istediler. Üyeler, Paris'e giden milletvekillerine İnönü'nün "gitmeyin" dediğini belirterek, "Paris'e giden milletvekillerinin konferansa katılmaları konusunda MYK'den bir karar çıkmış değildir. Erdal bey kendilerinden konferansa gitmemelerini istemiştir. Buna rağmen 7 SHP milletvekili Paris'e gitmişlerdir. Bu durumda bu arkadaşların disiplin kuruluna verilip verilmeyeceği konusundaki kararı bizzat Genel Başkan Erdal İnönü vermelidir. Çünkü Genel Başkan'ın emrine uymamışlardır." dediler.

Bayan Mitterrand'ın sağ kolu, bir "Türk" milletvekili!...



Bağımsız İbrahim Aksoy (soldan ikinci) bölücü konferansın Başkanlık Divanı'nda, Bayan Mitterrand'ın hemen yanında...

İşte, Kürt Zirvesi

- Paris'teki "Kürt Zirvesi"nin Başkanlık Divanı'nda, hem de Fransa Cumhurbaşkanı'nın eşi Bayan Mitterrand'ın hemen sağında, bir Türk parlamenter de yer aldı: SHP'den kısa süre önce ihraç edilen, Bağımsız Malatya Milletvekili İbrahim Aksoy...
- Bağımsız Aksoy'la birlikte 7 SHP'li milletvekilinin katıldığı "Zirve"de, "Kürt haklarını korumak için uluslararası komisyon kurulması" kararı kararlaştırıldı. Böylece Balt, bölücülüğe rasmen destek verdi.

Paris'te yapılan Kürt Konferansı'nda ABD Senatosu Dışişleri Komisyonu Başkanı Claiborne Pell ve İngiliz Parlamenter Lord Avebury'nun teklifi üzerine kabul edilen bir kararla Kürt haklarını korumak için uluslararası komisyon kurulması kararlaştırıldı.

PARİS (Güneydin)- Fransa'nın başkanı Paris'te yapılan "Kürtler-İnsan Hakları ve Kültürel Kimlik" konulu konferansta, Kürtlerin haklarını savunacak daimi bir grup oluşturulması için bir komisyon kurulması kararlaştırıldı. Konferansa katılan ve Genel Başkanları Erdal İnönü tarafından eleştirilen SHP Milletvekilleri Ahmet Türk ise, "Partimizin tutumuna göre tavrımızı saptayacağız" dedi.

Konferansa ABD Senatosu Dışişleri Komisyonu Başkanı Claiborne Pell ve İngiliz Parlamenter Lord Avebury tarafından verilen ve oybirliğiyle kabul edilen karar uyarınca kurulacak komisyonun çeşitli ülkelerden gelen parlamenterlerden oluşturulacağı ileri sürüldü.

Malatya Bağımsız Milletvekili İbrahim Aksoy da, konferans boyunca Bayan Mitterrand'ın sağ kolu oldu.

"Fransa Cumhurbaşkanı"nın eşi Daniel Mitterrand'ın başkanlığı yaptığı konferansın diğer üyelerinden Fransa Hürriyet Vakti Genel Sekreteri Raphael Doueb ise yaptığı konuşmada, Türkiye'ye sığınan Iraklı Kürtlerden bin kadınının daha Fransa ya kabul edilebileceğini söyledi. Doueb, Fransa'ya daha önce kabul edilen 300 Kürt mültecinin uyum sağladıkları anlaşıldığı takdirde ilerde bin mültecinin daha kabul edilmesinin düşünüldüğünü bildirdi.

Bu arada Bayan Mitterrand'ın 24 Ekim'de ABD Senatosu'nda Kürt sorunu konusunda bir konuşma yapacağı öğrenildi.

Değerlendirme yapacaklar

SHP Milletvekillerinden Ahmet Türk, İnönü'nün konferansa katılarak partiyi zor durumda bıraktıkları yolundaki sözleri üzerine, toplantılar bittikten sonra diğer milletvekilleriyle bir araya gelip bir değerlendirme yapacaklarını belirtti.

GÜNAYDIN

17 EKİM 1989 SALI



Aksoy konferansta Paris'te düzenlenen Kürt Konferansı'na katılan Fransa Cumhurbaşkanı'nın eşi Danielle Mitterrand, tartışmaları dikkatle izledi. Fransız "First Lady"nin yanında Malatya bağımsız Milletvekili İbrahim Aksoy'un oturması dikkat çekti.

Madam durmuyor

● Kürtlerin birkaç devlette bölünmüş bir halk topluluğu ve zor durumda olduğu iddia edilen konferansta alınan karar tasarıları şöyle: • Bütün dünya parlamenterlerine açık bir misyon kurulmalı • Her ülkedeki Kürtlerin temsil edileceği ortak örgüt kurulmalı • BM'de gözlemci statüsü tanınmalı • Yine BM'de bir Kürt özel oturumu düzenlenmesinin sağlanması

● Danielle Mitterrand'ın vakfının genel sekreteri Doueb, Fransa'nın Türkiye'den 1000 kadar Iraklı Peşmerge daha almayı düşündüğünü söyledi. SHP milletvekilleri, "Partimizin tutumuna göre tavrımızı belirleyeceğiz" derken, Paris Büyükelçimiz İter Türkmen, "Alınan kararların uygulanabilir niteliği olduğunu sanmıyorum" şeklinde konuştu

Olaylı Kürt Konferansı

• Rafet BALLI • PARIS

PARIS'teki Kürt Konferansı'nın ikinci gününde, Irak'ın Fransız hükümetine konferans nedeniyle büyük baskı yaptığı ortaya çıktı. Programda olmamasına rağmen,ünkü oturumu yöneten Fransa Devlet Bakanı **Bernart Kouchner**, Bağdat yönetiminin gönderdiği iki Irak Kürt'üne söz vermek istedi. Salondaki bütün Kürt temsilcileri buna karşı çıkarken, Kuzey Iraklı Kürt lider **Celal Talabani**, durumu "Ticaret siyaseti" diye niteleyerek Fransa'yı eleştirdi. Kabul edilen bir karar tasarısıyla da Kürtlerin birkaç devlete bölünmüş zor durumda halklar topluluğu olduğu iddia edildi.

"Kürtlerin Ulusal Kimliği ve İnsan Hakları" konulu toplantının ikinci ve son günü sakin başladı. Öğleden önceki oturumun tek dikkati çeken olayı Amerikalı senatör **Peter Galbraith**'in en uzun alkışlanan kişi olmasıydı. Amerikan Senatosu Dış İlişkiler Komitesi üyesi olan **Galbraith**, konuşmasında yeni bir şey söylemedi. 1988 Eylül'ünde Irak'ın Kürtlere karşı kimyasal silah kullanması nedeniyle hazırlanan rapordan örnekler verdi ve Irak'ı suçladı. **Galbraith**'in çok alkış alması kendisinin "senatör" kimliğine bağlandı.

Öte yandan, İngiliz parlamenter, Lord **Avebury** ve Amerikalı senatör **Claiborne Pell**'in önerisiyle, Kürtler için bir Uluslararası Parlamenterler-Komisyonu-kurulması-kararlaştırıldı.

Madam Mitterrand'ın başkanlığı yaptığı Özgürlük Vakfı'nın Genel Sekreteri **Raphael Doueb** da Türkiye'deki Kürt mültecilerden, bin kadınının daha Fransa'ya alınmasının düşünüldüğünden sözetti, diğer Avrupa ülkelerinin de Kürt mülteci kabul etmeleri için temaslara başladığını söyledi.

Konferansa **Ahmet Türk**'ün yanı sıra SHP milletvekilleri

Mehmet Ali Eren, Kenan Sönmez, İsmail Hakkı Önal, Salih Sümer, Adnan Ekmen, Mahmut Alınak ile Malatya Bağımsız Milletvekili **İbrahim Aksoy** da katılıyorlar.

• KARAR TASARISI

Toplantının sonunda kabul edilen bir karar tasarısıyla, Kürtlerin birkaç devlete bölünmüş bir halk topluluğu ve zor durumda olduğu iddia edilerek, şu talepler ileri sürüldü:

"Bütün dünya parlamenterlerine açık bir misyon kurulmalı ve Kürt halkının haklarını savunmalı. (Misyonu örgütlenme işini, başkanlığını **Danielle Mitterrand**'ın yaptığı Fransa Özgürlük Vakfı üstlendi). Her ülkedeki tüm Kürtlerin temsil edileceği ortak örgüt kurulmalı. Ve Kürtlerin BM'de gözlemci statüsü tanınmalı. BM'nin bir Kürt özel oturumu düzenlemesi sağlanmalı."

Öte yandan, toplantıya kişisel olarak katılan ve çoğunluğunu Türk sol örgütlerin temsilcilerinin oluşturduğu bir grup, başkanlığa bir karar tasarısı sundu.

• KÜRTLER SORUNU ABD SENATOSU'NA

Fransa Cumhurbaşkanı **François Mitterrand**'ın eşi **Danielle Mitterrand**'ın 24 Ekim'de Amerikan Senatosu İnsan Hakları Komisyonu'nda, Kürt sorunu konusunda bir konuşma yapacağı açıklandı. Açıklama, konferansın dünkü oturumunda yapıldı.

• TÜRKMEN'İN TEPKİSİ

Türkiye'nin Paris Büyükelçisi **İter Türkmen**, konferansın Kürt sorununun BM'ye götürülmesiyle ilgili kararı konusunda görüşünü soran **Milliyet** muhabirine, bu girişimin uygulanabilir niteliğinin olmadığını ifade etti.

Kararların ayrıntılı bir biçimde incelenmesinden önce görüşünü bir "ilk tepki" biçiminde dile getiren **Türkmen**, şunları söyledi:

"Bu kararların uygulanabilir bir niteliği olduğunu sanmıyorum. BM'ye bir konunun getirilmesi için bir üye devletin talepte bulunması ve asamblenin bunu kabul etmesi lazımdır. Bu söz konusu değildir. BM'nin temel iki prensibi içişlere karışmama ve toprak bütünlüğüdür. Gözlemci konusunda da, gayet tabii üye devletlerin bunu kabulü olanak dışıdır."

Tercüman

17 Ekim 1989 Salı



Ibrahim Aksoy ve Bayan Danielle Mitterrand
Bayan Mitterrand ABD Senatosu'nda Kürt meselesini anlatacak

Kürt Konferansı'nda SHP'liler gözde

PARİS, (A.A.)- Fransa Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın eşi Danielle Mitterrand'ın 24 Ekim'de Amerikan Senatosu İnsan Hakları Komisyonu'nda Kürt meseleleri konusunda bir konuşma yapacağı açıklandı.

Bayan Mitterrand'ın başkanlığını yaptığı Fransa Özgürlükler Vakfı Genel Sekreteri Raphael Doueb, Türkiye'den 1000 kadar Iraklı mülteci daha kabul etmeyi düşündüklerini belirtirken, Portekiz, İtalya, İsveç, Danimarka, Norveç, Finlandiya ve Avusturya'nın da mülteci almak istediğini ifade etti.

Konferansa katılan SHP milletvekillerinden Ahmet Türk, A.A muhabirine yaptığı açıklamada, toplantı bittikten sonra diğer milletvekilleriyle biraraya gelip konferansın değerlendirmesini yapacaklarını bildirdi.

Ahmet Türk, "Partimizin tutumuna göre tavrımızı saptayacağız" dedi.

Konferans Ahmet Türk'ün yanısıra SHP milletvekilleri Mehmet Ali Eren, Kenan Sönmez, İsmail Hakkı Önal, Salih Sümer, Adnan Ekmen, Mahmut Alınak ile Malat-

ya bağımsız milletvekili Ibrahim Aksoy da katılıyorlar.

Toplantının dün öğleden sonraki bölümünde konuşan Strasbourg Üniversitesi'nden Prof. Server Tanilli ve avukat Kemal Burkay, Türkiye'yi eleştiren konuşmalar yaptı. Dün konferansta konuşması beklenen Bayan Mitterrand ile AT Komisyonu Türkiye Masası'nın eski üyelerinden Claude Cheysson konuşma yapmadılar.

Konferansın kapanış oturumunda kabul edilen kararda, bu alandaki çalışmaların Kürtler'in yaşadıkları ülkelerde insan haklarını korumakla görevlendirilecek daimi bir misyon kurulması ile devam ettirilmesi kararlaştırıldı. Kararda, örgütlenmesi Fransız Özgürlükler Vakfı'na bırakılan bu misyona, demokratik ülkelerin parlamenterlerinin üye olabileceği belirtildi. Bütün uluslararası kuruluşlar Kürt temsilcilerini dinlemeye davet edildi.

Bu arada, Kürtler'i temsil edecek bir organ kurulması ve bu organa Birleşmiş Milletler'de gözlemci statüsü verilmesi istenirken, Sovyet fizikçi Andrei Saharov'un teklifi üzerine, BM Genel Sekreteri'nden, Kürt meselesinin konu alındığı özel bir toplantı düzenlemesi de talep edildi.



Paris'ten dönüş — Sönmez, Eren, Alınak, Ekmen, Ünal, Türk ve Sümer, (soldan) Paris dönüşü Atatürk Havalimanı'nda. (Fotoğraf: Behzat Şahin)

'Kürt' konferansına katılan SHP milletvekilleri Paris'ten döndü

'Neredeyse hain ilan edecekler'

ŞENAY KALKAN

Paris'te yapılan "Kürtlerin Kültürel Kimliği ve İnsan Hakları" konulu konferansı izledikten sonra dün sabaha karşı Türkiye'ye dönen 7 SHP milletvekili uluslararası bir konferansı izlemelerinin neden bu kadar büyütüldüğünü anlamadıklarını ve konunun bazı çevrelerce özellikle çarpıtılmak istendiğini söylediler.

Milletvekilleri konferansta konunun insan hakları açısından ele alındığını ve Kürtlerin yaşadıkları ülkelerde, o ülkelerin halkıyla bir arada, kardeşçe ve barış içinde yaşamalarının savunulduğunu belirttiler.

Fransa Cumhurbaşkanı'nın eşi Danielle Mitterrand'ın başkanlığı yaptığı Fransa Özgürlük Vakfı'yla Paris Kürt Enstitüsü'nün birlikte düzenledikleri ve 14-15 ekim tarihleri arasında gerçekleşen "Kürtlerin Kültürel Kimliği ve İnsan Hakları" konulu konferansa katılan 7 SHP milletvekili Atatürk Havalimanı'nda kendilerini bekleyen gazetecileri görünce şaşkınlara uğradılar. Milletvekillerinin ilk tep-

kileri, "Olayın neden bu kadar büyütüldüğünü anlayamadıklarını" söylemeleri oldu. SHP İstanbul milletvekillerinden Mehmet Ali Eren, Kenan Sönmez, İsmail Hakkı Ünal, Mardin milletvekilleri Ahmet Türk, Adnan Ekmen, Diyarbakır Milletvekili Salih Sümer ve Kars Milletvekili Mahmut Alınak' havalimanında etrafını saran gazetecilere, "Uluslararası bir platformda bir toplumun insan hakları açısından çeşitli sorunlarının dile getirildiği konferansı izledik ve döndük. Neden bu

kadar abartılıyor ve sorun haline getiriliyor anlayamıyoruz" dediler. Milletvekilleri konunun bazı gazetelerde özellikle çarpıtıldığını, toplantıyı izledikleri için neredeyse "vatan haini" ilan edileceklerini söylediler.

Milletvekilleri toplantının gizli kapaklı olmadığını, tersine bütün dünyanın basın mensuplarının gözleri önünde cereyan ettiğinin altını çizerek, konunun çarpıtılarak kendilerine haksızlık edildiğini savundular. Cumhuriyet muhabiriyle de kendilerini savunmak

için değil, kamuoyuna gerçekleri anlatmak için konuştuklarını, eğer partilerinden bir istek gelirse konferansla ilgili bir de rapor sunabileceklerini söyleyen milletvekilleri şöyle konuştular:

"Sunun altını çizmek gerek: Biz konuşmacı olarak ve partimizi temsil gitmedik. Şahsımıza yapılan bir daveti kabul ettik ve izleyici olarak bulunduk.

Bu arada Paris'teki konferansa katılan bağımsız Milletvekili İbrahim Aksoy da dün Türkiye'ye döndü.

'Kürt Konferansı'na katılan milletvekilleri için 'kesin ihraç' isteniyor

7 SHP'liye disiplin yolu

ANKARA
(Cumhuriyet
Bürosu)

SHP Merkez
Yürütme Kuru-
lu dün yaptığı
toplantıda Pa-
ris'teki "Kürtlerin Kültürel Kim-
liği ve İnsan Hakları" konulu
konferansa katılan 7 milletvekilli-
nin savunmalarını görüşmesi bek-
lenirken söz konusu milletvekilleri
"Durumu kendi aralarında tarti-
şarak, eğer gerek görürlerse ortak
bir açıklama yapacaklarını" söy-
lediler.

Genel Başkan Erdal İnönü'nün
çağrısı üzerine TBMM'de yapılan
MYK toplantısına Genel Sekreter
Yardımcısı Erol Çevikçe yurt dışın-
da bulunduğu için katılmadı.
Grup başkanvekilleri Hasan Feh-
mi Güneş ile Onur Kumbaracıba-
ş'ının da bulunduğu, iki saat sü-



ren toplantı sonrasında Genel Sek-
reter yardımcılarında Tufan Do-
ğu alınan kararları açıkladı. Do-
ğu, Paris'teki toplantıya katılan
milletvekilleriyle ilgili kararın oy
çokluğuyla alındığını, Hakkâri
Milletvekili Cumhuri Keskin'in ise
karşı oy kullandığını söyledi. Kes-
kin'in "Parti yetkili organlarının
kararlarına karşı Paris'e gitme-
yi doğru bulmadığını" ancak "ih-
raç istemine" de katılmadığı öğ-
renildi. Edinilen bilgilere göre 7
milletvekillinin "ihraç istemiyle"
disiplin kuruluna sevklerine İnönü
"bizzat" ağırlık koydu.

Disiplin kurulu da "kesin ihraç"
cezası kararını üye tam sayısının
çoğunluğuyla alabiliyor.

SHP TBMM grubunda da 7
milletvekillinin Paris toplantısına
katılması nedeniyle tartışma çık-
tı. İzmir Milletvekili Turan Beya-
zıt grupta yaptığı konuşmada Lo-

zan Antlaşması ve Misak-ı Milli
sınırlarının belli olduğunu vurgu-
layarak "PKK'lılarla 7 milletveki-
linin beraber olmasından, aynı
toplantıya katılmalarından üzüntü
duydum. Niye şimdiye kadar ha-
rekete geçilmedi? Gereği yapılmı-
ş" dedi. Bunun üzerine Paris'te
ki toplantıya katılanlardan İst-
anbul Milletvekili Kenan Sön-
mez, oturduğu yerden itirazda bu-
lunarak konferansa çok sayıda ül-
keden katılım olduğunu, ünlü
Sovyet bilimadamı Saharov'un
eşinin, iki ABD'li senatörün ve bir
İngiliz parlamenterin toplantıda
bizzat bulunduğunu, Sosyalist En-
ternasyonal Başkanı Brant'ın ise
mesaj gönderdiğini söyledi. Top-
lantıda "Kürt toplumunun kimli-
ğinin tartışıldığını" vurgulayan
Sönmez, "Toplantıya PKK tesli-
miyetçi suçlamasını yöneltti ve dı-
şarda protestoda bulundu. Sayın

Beyazıt'ın bizi PKK ile birlikte va-
tan haini gibi göstermesini kınıyo-
rum" dedi.

Grup toplantısından sonra da
Beyazıt ile toplantıya katılan Di-
yarbakır Milletvekili Salih Sümer
arasında tartışma çıktı. Beyazıt,
Sümer'e "Kabadaylık yapma, ter-
biyesizlik etme" dedi. Sümer de
"Biz PKK'yla toplantıya katılmadık.
Yalan söylüyorsunuz" diye kar-
şılık verdi. Beyazıt "gazeteleri
oku" deyince Sümer, "Onlar da
yalancı" diyerek Beyazıt'ın üzeri-
ne yürüdü. Tufan Doğu'nun ara-
ya girmesiyle tartışmaların büyü-
mesi engellendi.

Öte yandan Genel Başkan Er-
dal İnönü'nün Meclis'teki odasın-
da da Sönmez, Sümer ve Alnak'la
yaklaşık 10 dakika görüştüğü ve
"Benim uyarımama karşı gittiniz.
Yanlış yaptınız. Disipline sevk edi-
leceksiniz" dediği öğrenildi.

Cumhuriyet 18 10 1989

DEMOKRASİ İZLEME KOMİTESİ

Kürt komisyonu oluşturuldu

Komite Başkanı Prof. Aren, DİK faaliyetlerinin 'eylemsel' olmaktan çok, inisiyatif hareketi olduğunu söyledi.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Araların-
da siyasi parti temsilcileri, yazar, öğretim üyesi gibi
geniş bir tabanda kurulan Demokrasi İzleme Kom-
itesi (DİK) tarafından "Kürt Komisyonu" oluş-
turuldu. Komisyonunda ANAP Mardin Milletveki-
li Nurettin Yılmaz'ın yanı sıra SHP milletvekilleri
Kemal Anadol, Sedat Doğan, yazar Aziz Nesin,
Prof. Sadun Aren, İsmail Beşikçi, Suphi Karaman,
Gencay Şaylan, Murat Belge gibi isimler
bulunuyor.

Demokrasi İzleme Komitesi, demokratik geliş-
melerin bir değerlendirmesini yaptı. Prof. Sadun
Aren, Ülkü Orbay, Özcan Gezgeç, Fatih Gümüş,
Suphi Karaman ve Tevfik Çandar'ın katıldığı ba-
sın toplantısında Türkiye'de insan hakları ihlal-
lerine devam edildiği belirtildi. DİK'in öncelikli
amacının insan haklarına yönelik saldırıların kar-
şısında yer almak olduğu belirtilen toplantıda,
Türkiye'nin demokrasi engellerinden birini oluş-

turan "Kürt sorunu" nun bu bağlam içinde ele al-
nacağı kaydedildi.

Güneydoğu'daki olayların da değerlendirildiği
toplantıda, şöyle denildi:

"Güneydoğu'daki olaylar ve bu olaylara hükü-
metin yaklaşım tarzı Türkiye'nin siyasal hayatını
etkiliyor. Türkiye Cumhuriyeti'nin henüz her alan-
da tam anlamıyla modern bir Cumhuriyet olma-
masından ve Osmanlı Devleti'nden devir alınmış
bu zihniyetin 21. yüzyılın eşliğinde hâlâ sürmesin-
den kaynaklanmaktadır. Söz konusu zihniyet
TRT'nin komşu ülkeler bağlamında bile Kürt söz-
cüğünü ağzına almayıp 'etnik unsur' deyiminin bel-
irsizliğinden sıyrılmaması, yasak diller gibi çağ-
dışı uygulamaların sürdürülmesiyle günlük yaşam-
da yüzlerce biçimde karşımıza çıkıyor, varlığını ko-
ruyor."

Komite Başkanı Prof. Sadun Aren, DİK'in tüm
siyasi partilerden kabul gören bir kurum oldu-
ğunu ifade ederek faaliyetlerinin "eylemsel" olma-
ktan çok, inisiyatif hareketi olduğunu söyledi. Aren,
Kürt Komisyonu'nun ikinci kez 18 kasımda top-
lanacağını bildirdi.

Terör örgütü, Paris Konferansı'na çattı

PKK, 'Madam'a karşı

● Brüksel'de basın toplantısı düzenleyen PKK sözcüsü, Bayan Mitterrand'ın girişimiyle toplanan "Kürt Kongresi"ni, "PKK'yi yok etmeye yönelik Kürtlere özerklik vermeyi amaçlayan girişim" olarak niteledi. PKK sözcüsü Federal Alman hükümetini de hedef alarak, "Almanya'nın PKK'yi baş düşman ilan ettiğini" öne sürdü.



Danielle Mitterrand

PKK'dan sert tepki

MİLLİYET HABER MERKEZİ

PKK, Paris'te geçen hafta düzenlenen "Kürtlerin Ulusal Kimliği ve İnsan Hakları" toplantısının sahte olduğunu öne sürerken, Federal Alman yönetimini örgüte karşı tavrı aldığı gerekçeyle sert bir dille eleştirerek uyardı.

Bu arada, Fransız basını da, Bakan Yardımcısı Bernard Kouchner'in toplantıya katılmasının hükümet içinde bazı bakanlar tarafından olumlu karşılanmadığını yazdı.

Milliyet muhabiri Ahmet Sever'in bildirdiğine göre, PKK sözcüsünün dün, Brüksel'de düzenlediği basın toplantısında, Paris'te Bayan Mitterrand'ın himayesinde toplanan "Kürt Konferansı"nın "gerçek amaçları saklamak için" gerçekleştirildiği öne sürüldü.

Örgütün Avrupa kanadından bir sözcü, konferansa katılanları ve düzenleyenleri, "ulusal kurtuluş savaşına ve silahlı mücadeleye inanmayan, halktan kopuk insanlar" olarak değerlendirdi, "Asıl hedefleri, PKK'yi yok ederek, Kürtlere özerklik verilmesidir" dedi. Bu arada Federal Alman-

ya'yı da eleştiren sözcü, "Federal Almanya, Türkiye ile işbirliği içinde hareket etmekte, PKK'yi bir bütün olarak yargılamaya başlamakta ve Kürtlerin demokratik faaliyetlerini yok etmeye çalışmaktadır. Almanya'nın Kürtler üzerindeki baskısı doruk noktasına ulaşmıştır. PKK'yi baş düşman ilan etmiştir" dedi.

Mişel Perlman'ın Paris'ten bildirdiğine göre, konferansı "başarılı" olarak niteleyen sol eğilimli Libération gazetesi, bakan yardımcısı düzeyindeki İnsani Eylem Devlet Sekreteri Bernard Kouchner'in toplantıya katılışının, hükümetteki kimi bakan arkadaşları tarafından olumlu karşılanmadığını yazdı.

Sağ eğilimli Le Quotidien de Paris gazetesinde yayınlanan yorumda da, Bağdat'ın "yanıt hakkı isteği" karşısında, Fransız hükümetinin müdahalesi üzerine, başkanlığını Danielle Mitterrand'ın yaptığı "Fransa-Özgürlükler" Vakfı'nın, resmi Irak heyetine konferans kapısını açtığını, fakat delegelerin protestosu karşısında Iraklıların salondan ayrıldığı belirtildi.

Hürriyet 17. 10. 1989

Kürt Konferansı'na katılan SHP'li parlamentarler, tavır tartışıyor

edilen tek somut sonuç olduğunu belirtiyorlar. Bu arada, oturumda söz alan Fransa Özgürlükler Vakfı Genel Sekreteri **Raphael Doueb**, Türkiye'ye sığınan Iraklılardan bin kadarının daha Fransa'ya kabul edilebileceğini bildirdi. Konferans sırasında konuşmacıların özellikle Irak'ı Kürtler'e soykırım uygulamakla suçladıkları, bu

arada Irak Hükümeti'nin de bayan **Mitterrand**'ı Kürt bölgelerini ziyaret etmeye davet ettiği de bildirildi.

SHP'LİLER TAVIR TARTIŞIYOR

Batılı konuşmacılar Irak'ta yaşayan Kürtlerle ilgili gözlemlerini anlatırken, Konferans'a katılan SHP milletve-

killeri, "Partimizin tutumuna göre tavrımızı saptayacağız" dediler. Toplantıya SHP milletvekilleri, **Mehmet Ali Eren, Kenan Sönmez, İsmail Hakkı Önal, Salih Sümer, Adnan Ekmen, Mahmut Ahnak** ile birlikte katılan **Ahmet Türk**, arkadaşlarıyla birlikte toplantının değerlendirilmesini yapacaklarını söylediler.

Hürriyet 19. 10. 1989

Paris'e giden SHP'li 7 milletvekili disiplinde

ANKARA, (Hürriyet)

SHP Merkez Yürütme Kurulu (MYK), Paris'teki "Kürt Konferansı"na katılan 7 milletvekilini, dün, "Kesin ihraç" talebiyle Merkez Disiplin Kurulu'na sevketti. Genel Başkan **Erdal İnönü**'nün isteğiyle, SHP Tüzüğü'nün 79'uncu maddesinin A ve C fıkralarına dayanılarak alınan karara, yalnızca **Hakkâri Milletvekili Cumhuri Keskin** karşı çıktı. Merkez Disiplin Ku-

rulu, 10 gün içinde toplanıp **Mehmet Ali Eren, Kenan Sönmez, İsmail Hakkı Önal** (İstanbul), **Ahmet Türk, Adnan Ekmen** (Mardin), **Mahmut Ahnak** (Kars) ve **Salih Sümer**'in (Diyarbakır) durumlarını ele alacak. Her türlü parti faaliyeti, dünden itibaren bu mil-

letvekillerine yasaklandı.

İzmir Milletvekili **Turan Bayazıt**, çünkü Grup toplantısında, "Paris'deki toplantıda PKK'lılarla yedi milletvekilimizin aynı masada oturmasından üzüntü duyduğum" deyince, **Salih Sümer**'le aralarında tartışma çıktı.

Hürriyet 19. 10. 1989

Ankara'dan Kürtlerin toplantısına infial

Ankara, (Hürriyet)

PARIS'te düzenlenen "Kürdistan ve İnsan Hakları" konulu konferansı, Türkiye'nin "Infiale" karşıladığı bildirildi. Dışişleri Bakanlığı sözcüsü elçi **Murat Sungar**, dün yaptığı yazılı açıklamada, "Batı Avrupa'da sosyal-kültürel kisve altında faaliyet gösteren bölücü örgütlerin esas gayelerinin, ülkemizin toprak bütünlüğüne yönelik olduğunu ve teröre hizmet ettiğinin batılı dostlarımızca artık anla-

şılmış olacağını ümit etmekteyiz" dedi.

Ülkemiz aleyhine istismar edileceği önceden belli olan Konferansla ilgili endişelerin Fransız makamlarına zamanında duyurulduğunu belirten **Sungar**, özellikle Türkiye'nin bütünlüğüne karşı terörist eylemlere girişen bir cinayet şebekesi mensubunun konferansta Türkiye aleyhine konuşmasına izin verilmesinin infial yarattığını vurguladı.

SHP'de Kürt krizi

SHP lideri Erdal İnönü, "kesin ihraç istemiyle" disiplin kuruluna verilen 7 milletvekili için aracılık eden milletvekili heyetinin "af" isteğini reddetti. İnönü, "artık benden çıktı. Disiplin kurulunun işi" diye konuştu.

İç Politika Servisi — SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, "kesin ihraç istemiyle" önemli olarak disiplin kuruluna verilen yedi milletvekili için "af" isteğini reddetti. "Af istemini" iletmek üzere aracılık eden sekiz kişilik milletvekili heyetine İnönü, "Artık benden çıktı. Disiplin kurulunun



işini..." yanıtını verdi. İnönü'yü dün öğleden sonra TBMM'deki odasında ziyaret eden Abdülkadir Ateş, Fikri Sağlar, Hikmet Çetin, Tefik Koçak, Ömer Çiftçi, Musa Gökbel, Eşref Erdem ve Cevdet Selvi'den oluşan sekiz kişilik heyet, yaklaşık bir saat içeride kaldılar. Görüşmede bu milletvekillerinden bazıları, disiplin kuruluna verilen yedi milletvekilinin af edilmesini istedi. İnönü ise, kararlı olduğunu ifade etti. İnönü, cezanın hafifletilmesi yolundaki isteklere ise "Artık benden çıktı. Disiplin kurulunun işi..." dedi. AA'nın haberine göre de İnönü'nün "Ancak, disipline gidenler oluşan ortamı yumuşatmak için bundan sonra parti program ve tüzüğüne aykırı davranmazlar ve kamuoyundaki yanlış anlamaları düzeltirlerse ben de bu arkadaşları kaybetmek istemem" dediği öğrenildi.

Disiplin kuruluna verilen milletvekilleri, bugün yapacakları ortak açıklama için kendi aralarında görüşürken, MYK kararı, Güneydoğu'daki parti örgütlerinde tepkiyle karşılandı. Siirt, Hakkâri, Şanlurfa ve Diyarbakır il örgütleri konferansa katılmayı "doğal" sayarken, Malatya İl Örgütü "ihraç" istemini destekledi.

Ankara Büromuzun haberinde Paris'teki konferansa katılan Mehmet Ali Eren, Adnan Ekmen, İsmail Hakkı Önal, Kenan Sönmez, Ahmet Türk, Salih Sümer ve Mahmut Alınak'ın durumunu görüşmek üzere önceki gün toplanan MYK'da Genel Başkan Erdal İnönü'nün, "Ben bu arkadaşlara görevini yapmalarını söyledim. Ama yapmadılar. Kendilerini bağımsızlaştırdılar" dediği ve "kesin ihraç istemli" disipline sevkte önemli rol oynadığı bildirildi. Gerek önceki günkü gerek daha önceki MYK toplantılarında bazı üyelerin "Bu milletvekillerinin durumunu hiç olmazsa cumhurbaşkanlığı seçiminden sonra ele alalım" önerisine de İnönü'nün "Hayır, hayır hiç yararı yok" diyerek karşı çıktığı ve kararından vazgeçmediği öğrenildi.

AA'nın haberine göre disipline verilen milletvekilleri olayın partiden uzaklaştırılmaları için fırsat olarak görüldüğünü söylediler. Diyarbakır Milletvekili Salih Sümer, cezayı ağır bulduklarını belirterek "Bizimle bir PM üyesi, bir MYK üyesi arkadaşımız da gelecektü. Ama son anda fikir değiş-

tirdiler. MYK, zaten 'bu adamlardan nasıl kurtuluruz' diye düşünüyordu. Son anda topu genel başkana attılar. Elleri geçen bir fırsatı değerlendirdiler" dedi.

Mardin Milletvekili Ahmet Türk, disiplin kuruluna verilmelerinin kendileri için sürpriz olmadığını söyleyerek "Bizim için önemli olan partimizin sosyal demokrat bir şekilde hareket edebilmesiydi" dedi.

Mardin Milletvekili Adnan Ekmen görüşlerini "Bundan sonra söyleyecek bir şey yok. Hayırlı olsun" diye açıklarken, İstanbul Milletvekili Kenan Sönmez, disiplin kuruluna sevk edilmelerini "büyük bir ceza" olarak nitelendirdi. Sönmez, "Ancak işin garibi ortada ceza verecek bir suç yok" dedi.

Öte yandan Yeşiller Partisi Genel Başkanı Prof. Dr. Celal Ertuğ da dün yaptığı yazılı açıklamada, "Kürtlüğün Türkiye'de bir sorun olmaktan çıkarılmasını" savundu.

Dışişleri'nin konferansa tepkisi

Dışişleri Bakanlığı sözcüsü Murat Sungar, dün haftalık basın brifinginde Paris'teki "Kürtistan ve İnsan Hakları" konulu konferansa değinerek, konferans öncesinde meydana gelebilecek sakinçaların Fransız makamlarının dikkatine getirildiğini söyledi. Sungar şunları ekledi:

"Bu açıklamadan önce hem Ankara'daki büyükelçilik hem de Paris'te bu toplantının insan haklarıyla ilgili çok masumane bir konferans addedilemeyeceği, Türkiye aleyhine rahatlıkla istismar edilebileceği Fransız makamlarının dikkatine getirilmiştir. Neticede söylediğimiz gerçekleşmiştir. Hiçbir şekilde izaha sığmayan caniyane cinayetler işleyen bir bölücü örgütün üyelerine konuşma hakkı tanınmıştır. Bu bir nevi Türkiye'nin toprak bütünlüğüne karşı yöneltilmiş bir hareket olarak tarafımızdan değerlendirilmektedir."

ANKARA

Kongre ile Kürt pürüzü

Geçen hafta sonu Paris'te yapılan Kürt Kültürel Kimliği ve İnsan Hakları Konferansı'nda ABD Senatosu'nun Dışişlikler Komitesi Başkanı Claiborne Bell ve üyelerinden Peter Galbraith'in çok etkin bir rol oynamaları sonrasında ABD Senatosu'nun 24 ekimde Bayan Mitterrand'ın Kürt sorunu konuşmasını dinlemeye hazırlanması Türk Dışişleri'nde 'büyük bir temkinle' izleniyor.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu)—Ermeni karar tasarısının ABD Senato Adalet Komisyonu'nda kabul edilmesi ve ABD Senatosu'nun gelecek hafta içinde Kürt sorununu görüşecek olması da "dikkatle izlenmesi gereken bir gelişme" olarak nitelendiriliyor. Kürt sorununun "Türkiye'yi bizat ilgilendirecek biçimde "gündeme getirilmesi halinde Washington ile Ankara arasında 1987 sonunda yaşanan gerilimin tekrarlanabileceğine dikkat çekiliyor.

Geçen hafta sonu Paris'te yapılan "Kürt Kültürel Kimliği ve İnsan Hakları Konferansı"nda ABD Senatosu'nun Dışişlikler Komitesi Başkanı Claiborne Bell ve üyelerinden Peter Galbraith'in çok etkin bir rol oynamaları sonrasında, ABD Senatosu'nun 24 ekimde Bayan Mitterrand'ın "Kürt sorunu" konulu konuşmasını dinlemeye hazırlanması, Türk Dışişleri'nde "büyük bir temkinle" izleniyor. Cumhuriyet muhabirine bilgi veren bir yetkili, "Türkiye'yi

ilgilendirmeyen birçok yönü bulunan bir konuda tutum almak için biraz erken" diyerek Suriye, Irak, İran gibi ülkelerle birlikte Türkiye'nin de adının Kürt sorunu kapsamında ele alınması durumunda Dışişleri'nin tepki göstereceğini kaydetti.

Ermeni tasarısı ile Kürt sorununun aynı günlerde ABD Senatosu'nda ele alınacak olmasına ilişkin bir soruyu yanıtlayan konuya yakın kaynaklar ise "Birbirine bağlantılı mülahazalar Ermeni çevrelerinin ve tasarıya destek verenlerin kafasında olabilir. Çünkü onlar Türkiye'yi ne ölçüde rahatsız ederlerse, o ölçüde başarılı olduklarına inanıyorlar" şeklinde görüş bildiriyorlar. Dışişleri'nin Ermeni ve Kürt sorunu benzeri konuları "Türk-Amerikan ilişkilerine dışardan enjekte edilen sorunlar" olarak algılandığını hatırlatan yetkililer, bu sorunlarla SEİA görüşmeleri arasındaki "muhtemel bağlantılara" ilişkin olarak şu değerlendirmeyi yapı-

yorlar:

"Bu sorunları gündeme getiren çevrelerin bu şekilde düşünmelerini doğal karşılamak lazım. Çünkü onların doğrudan kendi amaçlarına ulaşmak, kendi amaçlarına erişemeseler bile etkinlikleriyle Türkiye'yi rahatsız etmek hedefleri var. Girişimlerinin yan etkilerinin Türk-ABD ilişkilerine yansımaları görüyorlar. Elbette, ABD yönetiminin savunma ve ekonomik işbirliği konularında pürüz doğmasından bir kazancı olmayacak. Ama bu çevrelerin kafasında böyle hesaplar olabilir."

Öte yandan, Kürt terör örgütü PKK ile Ermeni terör örgütü ASALA arasında 'geleneksel bir işbirliği' olduğu yolundaki görüşlerin de Dışişleri'nin Ermeni ve Kürt sorunlarının eşzamanlı olarak gündeme gelmesindeki duyarlılığını arttırdığı ifade ediliyor. 'Maske' giymiş bazı ASALA yöneticileri tarafından 1980'de Beyrut'ta düzenlenen bir basın toplantısında 'PKK'nın desteklendiğinin' açıklandığını hatırlatan Dışişleri kaynakları, iki örgüt arasındaki işbirliğinin her iki tarafın bildirimlerinde birçok kez yer aldığını savunuyorlar. Bu çerçevede 'herhangi bir platformda' Ermeni tasarısı ve Kürt sorunu konusunda Türkiye'nin ulusal politikasını "hiç sayan" bir tavrın alınmasının her iki örgütün terörist eylemlerini cesaretlendireceği de kaydediliyor.

MITTERRAND'IN DAVETİNİ İNÖNÜ REDDETTİ "Kürt konferansı"na katılan 7 milletvekili tehdit etti

SHP Genel Başkanı Erdal İnönü'nün "Kürt Konferansı"ni düzenleyen bayan Mitterrand'a bir özel mektup yazarak, "Ayrımcı hareketlere güç verecek toplantılara katılmayız" dediği öğrenildi.

Bu arada kesin ihraç isteğiyle disipline sevk edilen milletvekilleri bir yandan kendilerini savunurken, diğer yandan da SHP'den beraberlerinde başka milletvekillerini de götürcekleri yolunda tehditte bulundular. Merkez Disiplin Kurulu üyeleri ise sözkonusu milletvekillerinin ihraçlarının kesinleşeceğini söylediler.

Paris'te düzenlenen "Kürt ulusal kimliği ve insan hakları" konferansının, SHP'de tartıştığı sorun dün de sürdü. Önceki akşam İnönü başkanlığında toplanan MYK tarafından kesin ihraç istemiyle Merkez Disiplin Kurulu'na sevk edilen 7 milletvekili önceki akşam ve dün sık sık toplantılar yaptılar. Bu toplantılarda ortak bir karar alınması ve toplu hareket yapılması görüşü benimsenirken, kendilerinin desteklenmesi için kamuoyu yaratılması da düşü-

● Paris'teki Kürt konferansına katıldıkları için SHP'den kesin ihraç talebiyle Disiplin Kurulu'na sevk edilen 7 milletvekili kendilerini savunurken bazı milletvekillerini de partiden koparacakları yolunda tehditte bulundular.

EMİN KOÇ / ANKARA, (Hürriyet)

nüldü. Hangi kuruluş ve hangi milletvekillerinden destek alabileceği tartışıldığı öğrenildi.

Disiplin kuruluna sevk edilenlerden **Mardin** milletvekili **Ahmet Türk**, "Sosyal demokrat olduğunu söyleyen bir parti böyle bir olaya hoşgörülle bakmalıydı" derken **Adnan Ekmen**, karara ne üzülüğünü ne de korktuğunu söyledi. **Kars** Milletvekili **Mahmut Alınak**, toplantıya katıldığına memnun olduğunu, karara da aldırmadığını söyledi. 7 milletvekili Merkez Disiplin Kurulu'na sevklerinden dolayı **Baykal** ve arkadaşlarını suçlarken disipline sevk olayında Genel Başkan **Erdal İnönü**'nün önemli rol oynadığı ve ısrarlı olduğu öğrenildi.

İsminin açıklanmasını istemeyen Merkez Disiplin Kurulu üyeleri ise bir kaç gün içinde,

tahminen cumartesi günü toplanarak ilgili milletvekillerinin ifadelerine başvuracaklarını, kişisel kanaatlerinin 7 milletvekilinin de SHP'den ihraç edileceği yolunda olduğunu söylediler. Disiplin Kurulu üyesi **Mehmet Mirza Doğan** ise "Genel başkan açık tavrı koydu bunu açıkladı kendilerine bildirdi. Genel başkanın kararına aykırı hareket, disiplin suçu oluşturur. Bu doğrultuda gereği yapılacaktır" dedi. Karara muhalif olan ve muhalefet şerhi yazdıracağını bildiren **MYK** üyesi **Cumhur Keskin**, Disipline sevk kararında yanlışlık olduğunu Genel Başkan **İnönü**'nün bu milletvekillerine yazılı olarak bir karar bildirmediğini, bu nedenle milletvekillerinin kararın iptali için mahkemeye gidebileceğini öne sürdü. Diğer parti yetkilileri bunun

mümkün olmadığını söylediler.

Öte yandan "Kürt konferansı"ni düzenleyen bayan Mitterrand'ın İnönü'yü de toplantıya davet ettiği, İnönü'nün de özel bir mektup yazarak bu daveti reddettiği öğrenildi.

İNÖNÜ, MITTERRAND'A MEKTUP YAZMIŞ

Önceki gece toplanan **MYK**'da milletvekillerinin disipline sevkleri tartışılırken söz alan İnönü, gelişmeleri anlattı. İnönü, davetten sonra kendisinin 7 milletvekili adına **Mardin** milletvekili **Ahmet Türk**'le görüşüğünü belirterek, "Kendisine gitmeyin bunu arkadaşlarına da bildir dedim. İsrarla gitmemeleri gerektiğini söyledim" dedi. İnönü, Paris dönüşü bu milletvekillerinden bazılarıyla da görüşüğünü belirterek, "Sayın Mahmut Alınak görüşmede bana 'Gitmekle iyi yaptık' dedi. Aynı görüşde devam ediyorlar" şeklinde konuştu. Toplantıya **Bayan Mitterrand**'ın kendisini de davet ettiğini belirten İnönü, **Mitterrand**'a özel mektup gönderdiğini şöyle açıkladı.

"Aynı istek bana da geldi, reddettim. Bayan Mitterrand'a bir mektup yazıp gönderdim. Partimizin demokrasiyi demokratik hakları sonuna kadar savunduğunu söyledim. Her türlü demokratik hakkın yanında olduğumuzu, ancak Doğu ve Güneydoğu'daki bazı insanların bu hakların bir kısmından yoksun olduğunu bildiğimi, bunların kazanılması için uğraştığımızı bildirdim. Bu durumu milletvekillerimize de söyledim."

İNÖNÜ'DEN, ABD SENATOSU'NA SERT TEPKİ

"İlişkilerimizi gözden geçirmenin zamanı geldi"

ANKARA, (Hürriyet)

SHP Genel Başkanı **Erdal İnönü**, "Ermeni soykırımını" tasarısının, ABD Senato Adalet Komisyonu'ndan geçmesinin, Türkiye için kaygı verici bir durum yaratıldığını, hemen duruma müdahale edilmesi gerektiğini söyledi. İnönü, ABD'yle ilişkilerin gözden geçirilmesi zamanının geldiğini belirtti.

İnönü, tasarının Adalet Komisyonu'ndan geç-

mesiyle ilgili şu açıklamayı yaptı.

"Kaygı verici bir gelişme başladı. Bunun genel kurulda önlenmesi gerekir. ABD yönetiminin gerekli ilgiyi göstermemesinin etkisi oldu. ABD hükümeti konuyu önce ciddiye almadı, son uyarıları ise tasarının geçmesini önlemeye yetmedi. Aslında çok zor bir durumla karşı karşıyayız. Son derece ciddi bir durumla karşı karşıyayız. ABD'yle ilişkileri gözden geçirmenin zamanı gelmiştir."

GÜNES

20 EKİM 1989

Kennedy'den

B. Murat ÖZTEMİR

PARİS, (Güneş)-Amerikalı senatör Edward Kennedy'nin de Kürt sorununa karıştığı ve Paris Konferansı'na gönderdiği bir mesajda Kürtlere tam destek verdiği ortaya çıktı.

Öte yandan Kürt sorunu, 24 Ekim 1989 Salı günü Amerika Birleşik Devletleri Senatosu'nun İnsan Hakları ve Dış İlişkiler Komisyonu'nda tartışılacak.

Bu arada ABD'deki Yahudi lobisinin önde gelenlerinden Vera Bodin Şahbur'un sorunun Amerika'da destek bulması için çalıştığı öğrenildi. Senatör Edward Kennedy'ye yakınlığıyla tanınan Şahbur, ayrıca "Kurdish Times" adıyla bir dergi çıkarıyor.

Bu toplantıya Fransa Cumhurbaşkanı Mitterrand'ın eşi Danielle Mitterrand ile Paris'teki Kürt Enstitüsü Başkanı Kendal Nezan da katılacak.

Vera Bodin Şahbur'un bu yılın başlarında Irak Kürdistan Yurtseverler Birliği Genel Sekreteri Celal Talabani'nin ABD gezisinde ve Senato İnsan Hakları Komisyonu'nda konuşma yapmasında yardımcı olduğu bildiriliyor. Öldürülmemiş olsaydı bu defaki toplantıda İran Kürdistan Demokratik Partisi lideri Abdurrahman Kasemli bu komisyonda konuşacaktı. Şahbur'un Kasemli'nun yerine Bayan Mitterrand'ın konuşmasını sağladığı öne sürülüyor.

BİRLEŞMİŞ MİLLETLER'DE

Siyasi gözlemciler, Amerika'daki Yahudi lobisinin Kürt sorununa ilişkin yoğun ilgisini ve katkılarını maksatlı olarak değerlendiriyorlar. Birleşmiş Milletler'de Filistin Kurtuluş Örgütü'ne (FKÖ) gözlemci statüsü tanınması sonrasında giderek yoğunlaşan bu yakınlaşmanın özünde Birleşmiş Milletler'de Kürtlere de gözlemci statüsü sağlanması amacı yattığı iddia ediliyor.

YENİ BİR KONFERANS

Sosyalist Enternasyonal'in 1990'da yapılacak genel kurulu öncesinde İsveç'in Stockholm kentinde uluslararası bir Kürt konferansının daha toplanacağı belirtildi. Böylece Sosyalist Enternasyonal'in etkilerinin sağlanacağı öne sürüldü.

SENATÖR KENNEDY'NİN MESAJI

Bu arada GÜNEŞ, Amerika Birleşik Devletleri (ABD) senatörlerinden Edward Kennedy'nin, Paris'te toplanan "Kürtlerin İnsan Hakları ve Kültürel Kimlikleri" konulu uluslararası konferansa gönderdiği 14 Ekim 1989 tarihli mesajını ele geçirdi.

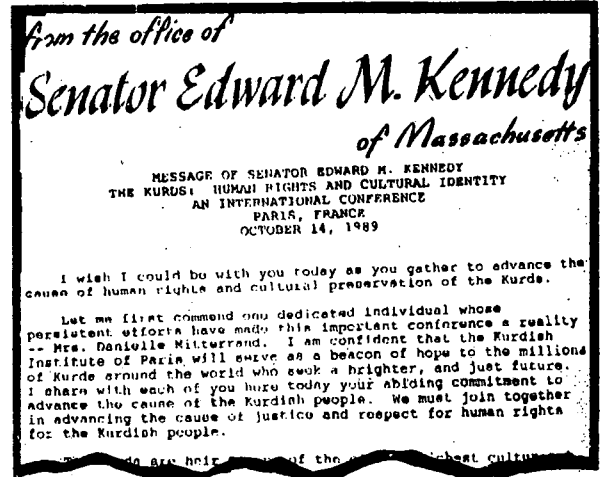
Senatör Kennedy mesajında, "Kürt halkı için insan haklarına saygı ve adalet davasını güçlendirmekte elele vermeliyiz" dedi.

Edward Kennedy'nin mesajı aynen şöyle:

"Kürtlerin insan hakları ve kültürlerinin korunması davasını güçlendirmek için toplandığınız bugün sizinle beraber olmayı isterdim.

Önce, ısrarlı gayretleri ile bu önemli konferansı gerçekleştirmek için kendini adayan bir şahsı, Ba-

Kürtlere destek



Amerika'nın Massachusetts Eyaleti Senatörü Edward Kennedy'nin Kürt Konferansı'na gönderdiği mesaj.

yan Danielle Mitterrand'ı anıyorum. Eminim ki, Paris'teki Kürt enstitüsü, daha ışıklı ve adil bir gelecek arayan dünya çevresindeki milyonlarca Kürt için bir ümit hüzmesi olacaktır. Kürt halkının davasını güçlendirmek için herbirinizle, gösterdiğiniz sarsılmaz bağlılığı paylaşıyorum. Kürt halkı için insan haklarına saygı ve adalet davasını güçlendirmekte elele vermeliyiz.

Kürtler, insanlık tarihindeki en eski ve zengin kültürlerden birinin mirasçılarıdır. Medes dönemine kadar uzanan kültürleri, dünya çevresinde uluslara zenginlikler kazandırmış olan yazarlara, filozoflara, büyük müzisyenlere ve şairlere beşiklik etmiştir. Zaman zaman, bu paha biçilmez kültür, çok daha kuvvetli güçler tarafından tehdit edilmiştir.

Tarih boyunca çok kere Kürtler bölge çatışmalarında piyon olarak kullanılmışlar, bu halk ve kültürü baskı altına alınmıştır. Bu yılın başlarında, Irak hükümeti, Kuzey Irak'taki onbinlerce Kürtü, ülkenin başka bölgelerine sürmek için geniş bir kampanya başmıştır. Geçen yıl binlerce Kürt, Irak'ın gaz saldırıları ile ölmüş, binlercesi de Türkiye, İran ve Suriye'ye kaçmak zorunda kalmıştır.

Kürt halkı, çok uzun süre çok ızdırap çekmiştir. Kürt halkının çektiği ızdırapları sona erdirmeye, insan haklarına saygıyı sağlamaya ve onların durumunu dünyaya duyurmaya kendimizi adanmalıyız. Kürtler unutulmamalıdır."

Paris'e giden 7 milletvekilinden ortak açıklama

Yapılan eleştiriler insafsız

SHP'den kesin ihraç istemiyle disiplin kuruluna sevk edilen yedi milletvekili DGM'nin soruşturmasını 'gayri ciddi' buldular ve yaptıkları açıklamada, "Biz zayıf siyasal oluşumlar halinde parçalanmayı değil, kardeşçe bir arada bulunmayı savunuruz" dediler.

İç Politika Servisi — SHP'den kesin ihraç istemiyle disiplin kuruluna sevk edilen yedi milletvekili dün Ankara'da yaptıkları basın toplantısında "Demokrasiyi ve sosyal demokrat ilkeleri benimzedikleri, bölünmeye değil, kardeşçe birliğe inandıkları için toplantıya katıldıklarını" açıklayarak, "Kaynatılan cadı kazanımın sağduyudan ve demokrasi bilincinden uzak olduğunu" savundular. Bu arada DGM tarafından bu milletvekilleri hakkında TCK'nın 141. maddesinin 3. ve 4. fıkraları uyarınca başlatılan soruşturmanın sürdüğü bildirildi. Milletvekilleri bu soruşturmayı "gayri ciddi" bulduklarını söylediler.

Paris'te yapılan "Kürtlerin Kültürel Kimliği ve İnsan Hakları" konulu konferansa katıldıkları için disiplin kuruluna verilen SHP milletvekilleri İsmail Hakkı Önal, Ahmet Türk, Kenan Sönmez, Adnan Ekmen, Mahmut Alınak, Salihi Sümer ve Mehmet Ali Eren dün yaptıkları ortak açıklamada konferansta konuşulan insan hak-

ları ve kültürel kimlik açılarından bilimsel düzeyde ele alındığını ve toplantıya etnik köken gözetilmeksizin dünyanın her yanından seçkin kişilerin davet edildiğini vurguladılar.

Ankara Büromuz'un haberine göre yedi milletvekili konferansa partiyi temsilen değil, kendi adlarına ve "sadece izleyici" olarak katıldıklarını yineleyerek bu konuda "insafsızca eleştirildiklerini" söylediler. Açıklamada şöyle denildi:

"Biz sosyal demokrat bir partinin mensuplarıyız ve sosyal demokrasi ideallerine içtenlikle bağlıyız. Türkiye'nin insan haklarına saygılı, çağdaş bir demokrasiye kavuşması, birlik ve bütünlüğünü bu temel üzerinde güçlendirmesi ve ülkemiz insanlarının ayrımcı muamelelere muhatap olmaktan kurtarılması temel dileğimizdir. Biz sosyal demokrasiye olan inancımızdandır ki bölünmeye değil, birliği, güdük ve zayıf siyasal oluşumlar halinde parçalanmayı değil, kardeşçe bir arada bulunma-

yı herkesten çok savunuruz. Bunu da kimi dar görüşlü şoven çevrelerin uğursuz ve halk düşmanı tehdit ve saldırılarından çekindiğimiz için değil, tüm yurttaşlarımızın çıkarı, demokrasi temelindeki gerçek ve büyük birlikten yana olduğu için yaparız."

Açıklamada Türkiye'de bir "Kürt sorunu"nun olduğu, bazı çevrelerin bu sorunun Türkiye için taşıdığı önemi görmezden geldiği belirtildi. SHP Genel Başkanı Erdal İnönü'nün "Türkiye'de Türkçe dışındaki dillerin konuşulmasını yasaklayan yasanın değiştirilmesi için" yasa önerisi verdiği, İnönü ve DYP Genel Başkanı Demirel'in Türkiye'de bir Kürt Enstitüsü kurulması yönünde olumlu görüş bildirdikleri hatırlatılan ortak açıklamada özetle şu görüşlere yer verildi:

"Bizden başka herkesin ilgilendiği, ama gerçekten bizi ilgilendiren bir sorun hakkında düzenlenen, öncülüğünü sosyal demokratların yaptığı, her türlü terörü reddederek, insani sorunları barışçı ve bilimsel boyutlarıyla ele almayı amaçlayan bir uluslararası toplantıya izleyici olarak katılmamızın görev olduğu kanısındayız. Parti politikasını çiğnemek için değil, tam tersine sosyal demokrasiyi ete kemiğe büründüren ve parti ilkelerimizi hayata geçiren

bir eylem olarak düşündüğümüz için toplantıya katıldık. Bu inanç ve niyetlerle uluslararası bir insani sorunlar toplantısına katılımımızı korku, demokrasiye inançsızlık, bilgisizlik ve içtensizlikle ağırlaştırılanları düşünmeye çağırıyoruz.

SHP Tunceli Milletvekili Kamer Genç de yaptığı yazılı açıklamada tartışmalı bir cumhurbaşkanlığı seçimi yaşanırken SHP yönetiminin buna seyirci kaldığını, bir toplantıya katılan yedi milletvekilin kesin ihraç istemiyle disiplin kuruluna verilmesinin düşündürücü olduğunu söyledi.

Bu arada SHP İstanbul Milletvekili Ali Topuz, konferansa katılan milletvekillerinin disiplin kuruluna verilmesinin ülke yararına olduğunu söyledi.

Diyarbakır Büromuz'un haberine göre de PKK'nın yayın organı Serxwebun'da yer alan bir yazıda SHP Mardin Milletvekilleri Adnan Ekmen, Ahmet Türk, Tunceli milletvekilleri Kamer Genç, Orhan Veli Yıldırım, Malatya Bağımsız Milletvekili İbrahim Aksoy, SHP İstanbul Milletvekili Mehmet Ali Eren, ANAP Mardin Milletvekili Nurettin Yılmaz, Bitlis Milletvekili Kâmrân İnan'ın, "Kürtlere kültürel özerklik verilmesi konusunda aktif olarak çalışmalarını Kürt halkına ihanet" olarak değerlendirildi.

Paris, kendine gel



rek büyüyüp güçlenmesini, Ortadoğu'da yeniden güçlü bir Türk devleti kurulumasını kendi çıkarlarına sıkı buluyor olabilirler. Kürter ise onlara bağımlı bir yeni devlet olacak. Türkiye, bu gelişmeleri serinkanlıkla ve aktıcı yolla inceleyip gereken önlemleri almalıdır. İlk olarak, Fransa'ya tepkimizi diplomatik alanda gösterebiliriz. Örneğin büyükelçimizi merkeze çağırır, ikili ilişkileri kısıtlama yoluna giderbiliriz. Paris'in Türkiye'ye karşı hasmane tutumunu inkâr etme ola-nağı yok."

• DIŞİŞLERİ: "TOPRAK BÜTÜNLÜĞÜMÜZE KARŞI"

Dışişleri Bakanı Murat Sungar, Paris'te geçen hafta yapılan "Kürdistan ve İnsan Hakları" konulu konferans öncesinde, meydana gelebilecek sakıncaların Fransız makamlarının dikkatine getirildiğini bildirdi.

Sungar, haftalık basın toplantısında, bu konuda önceki gün yaptığı açıklamaya atıfta bulunarak şöyle dedi:

"Bu açıklamadan önce, hem Ankara'daki büyükelçilik, hem de Paris'te bu toplantının, insan haklarıyla ilgili çok masumane bir konferans addedilemeyeceği, Türkiye aleyhine rahatsızlık istismar edileceği Fransız makamlarının dikkatine getirilmiştir. Neticede söyledimiz gerçekleşmiştir. Hiçbir şekilde izaha sığmayan cahiyane ci-nayetler işleyen bir bölücü örgütün üyelerine konuşma hakkı tanınmıştır. Bu, bir nevi Türkiye'nin toprak bütünlüğüne karşı yönetilmiş bir hareket olarak tarafımızdan değertendirilmektedir."

• BAYAN MITTERRAND'A SUÇLAMA

UBA'nın haberine göre, Fransız gazetesi "Present" de Alain Sanders imzasıyla yayımlanan yorum haberde, Paris'te başkanı olduğu "France-Liberte" Vakfı ve Kürt Enstitüsü'nün işbirliği ile bir Kürt zirvesi düzenleyen Danielle Mitterrand'ı, Fransız diplomasisinin çıkarlarına yeni bir darbe vurmaya suçladı.

• Nilüfer YALÇIN

FRANSA Cumhurbaşkanı'nın eşi Danielle Mitterrand' başkanı olduğu Paris'te toplanan Kürt Konferansı'nın, Türkiye'nin toprak bütünlüğüne ve birliğine yönelik konuşmalarına şahne olması, PKK'lıların ve diğer Türk düşmanlarına gerçek niyetlerini açıkça dile getirmelerine olanak sağlanması, ayrıca Bayan Mitterrand'ın bir İtalyan gazetesine verdiği demecinde "Ben Türkiye'deki Kürdlerin yerinde olsaydım hükümete isyan ederdim" şeklinde açıklamada bulunması ve 24 Ekim'de ABD Senatosu'nda Kürt haklarıyla ilgili bir konuşma yapmaya hazırlanması Türk kamuoyunda "Lanet olsun böyle dost ve müteffike. Bunların amacı Türkiye'yi bölüp güçlenmesini engellemek" kanısını yerleştirdi.

İki ülke arasında yeni bir bunalıma yol açan bu gelişmeye ilgili olarak görüşüne başvurduğumuz eski Dışişleri bakanlarından Hayrettin Erkinen şunları söyledi:

"Gerek bu konferansın, gerek Kürt davasının Fransız resmi makamlar bünyesinde ve hoşgörüyle yürütüldüğü kuşkusuzdur. Bu davranışın bir siyasi sebebi olması lazımdır. Çünkü olay siyasidir. Bunun anlayabilmek için Fransa'nın Ortadoğu politikasına bakmak gerekir. Fransa, Suriye'yi ve Lübnan'ı kaybetmiş görünüyör. Buradaki köprübaşılarından çıkmış gibi. Bu yüzden acaba kendisinin aynı görevi yapacak yeni bir köprübaşı bağimsız Kürt devleti sorunun yanıtını Türkiye aktıcı ve bilimsel gerçeklere dayanarak ya-nıtlamalı, buna göre Fransa ile ilişkilerine yön vermelidir."

Kürt olayını sadece Mitterrand'ın karısının kişisel politikasına bağlamamın doğru olmayacağına işaret eden Erkinen şöyle devam etti:

"Bu, sadece Madam'ın işi değil. Daha önce de Ermeni hareketini başlatılan ve ABD'ye ihraç edip orada sürdürülmesini sağladılar. Şimdi aynı şeyi Kürdler için yapıyorlar, Madam da bunu gene ABD'ye ihraç hazırlıyor. Çok üzücü bir durum. İnsanın aklına bunların Sevri Anlaşması'nı yeniden canlandırmak istedikleri kusura kalmıyor. Ama artık ortada bir Osmanlı İmparatorluğu yok, Türkiye de yayılmacı siyaset gütmüyor. Öte yandan, Türkiye'nin gide-

DGM Savcısı soruşturma açtı

ANKARA, DZEL

PARİS'te düzenlenen "Kürdlerin Kültürel Kimliği ve İnsan Hakları Konferansı"na Genel Başkan Erdal İnönü'nün katılmasıyla ilgili olarak Ankara DGM Savcılığı, da soruşturma açtı. DGM Savcısı Nusret Demiral, "Haberleri ihbar kabul edip incelemeye aldık" dedi.

DGM savcılık yetkilileri SHP'li milletvekilleri hakkında inceleminin TCK'nın 141/3-4 maddeleri uyarınca başlatıldığını bu maddelerin "bölücülük ve Kürçülük" suçunu oluşturduğunu söylediler.

MYK'da tek muhalif üye olan Cumhuriyet Keskın, "Disiplin suçunun oluşabilmesi için kararın muhataplarına tebliğ edilmesi gerekirdi. Paris'e gilmemesi yolunda yazılı bir tebliğat önceden hiçbir milletvekiline yapılmadı. Böyle bir tebliğat yapılmadığına göre karara muhatap olan arkadaşlar 'Bize böyle bir yazılı tebliğat yapılmadı. Böyle bir karardan haberdar değildik?' diyebilirler. Nitekim arkadaşlar bu iddiaları ileri sürüyorlar" dedi. Keskın, böylece MYK'da usul eksikliği ya-pıldığını belirterek, bu görüşünü muhalefet şerhinde belirteceğini bildirdi. Merkez Disiplin Kurulu'nun ihraç kararı alınması halinde 7 milletvekilinin aslı mahkemesine başvuru-cakları ve bu usul eksikliğini gerekçe göstercekleri belirtiliyor.

• "NE DİYORLAR?"

İhraç istenenlerden Diyarbakır Milletvekili Salih Sümer, cezayı ağır bulduklarını belirtti ve "Ama kendileri zaten her zaman ağır cezalar vermişlerdir. Biz orada ne Türkiye ne de parti aleyhine bir şey söylemedik" dedi.

Halk Gazetesi

20 EKİM 1989

Freitag 20 Oktober 1989

Kürt örgütleri ortak konsey kuruyor

PARIS, (Güneş) - Kürtlerin İnsan Hakları ve Kültürü" konulu konferans sonrasında, Kürt örgütlerinin kendi aralarında ve Kürtlerin yaşadığı ülkelerde ortak örgütler oluşturulması ve bu örgütlerin temsilcilerinin bulunacağı bir konseyin kurulması için ilke kararı alındığı öğrenildi.

Toplantılarda Kürt sorununa duyarlı olan par-

ti ve uluslararası etkinliğe sahip kurumların, örgütlerle değil, "Kürt Enstitüleri" gibi yapılarınla ilişki kurmasının daha çok yarar getireceği de kabul edildi. Örgütlerle direkt ilişkilere, özellikle Avrupa ülkelerinde, olumsuz tepkiler alındığı belirtildi. İlişki kurulan örgütlerle konferans sonrası toplantıların devamına da karar verildi.

Türkiye, İran, Irak ve Suriye'deki örgüt temsilcilerinin yanı sıra Amerikalı Birleşik Devletleri, İngiltere, Sovyetler Birliği gibi ülkelerdeki Kürt komitelerinin de katıldığı toplantılarda, 1990 yılı içinde Stockholm'de yapılacak konferansa, alınan kararların yaşama geçirilmesi olarak gündem-

öngörüldü. Konferans sonuçlarının ve kararlarının ayrıştırılıp biçimde ele alınıp tartışıldığı toplantılara İran ve Irak'taki rejim muhafililerinin gözlemci olarak alındığı belirtiliyor. Avrupa'daki sosyal demokrat partilerle Sosyalist Enternasyonal'de etkinliği olan kurum ya da kişiler-

le ilişkilerin geliştirilmesi ve Stockholm konferansı sonunda, Birleşmiş Milletler'de gözlemcilik statüsü sağlanması için gerekli girişimlerin uygulanmaya koyulacağı iddia ediliyor. Irak'taki Kürtistan Ulusal Cephesi'nin bu süreçte Fransa Devlet Başkanı François Mitterrand'ın siyasi bir

çözüm için Irak hükümeti ile görüşmeye hazır olduğu da öne sürüldü. Kürtistan Yurtseverler Birliği Genel Sekreteri Celal Talabani'nin konferansa da yaptığı bir açıklamada, bir uzlaşma çağrısı olarak değerlendiriliyor.

KATILAN ÖRGÜTLER

Paris'teki konferansa Türkiye, İran, Irak ve Suriye ile diğer ülkelerden aşağıdaki örgütlerin

temsilcileri katıldı: TÜRKİYE: Kürtistan İşçi Partisi (PKK değil), Kürtistan Öncü İşçi Partisi, Kürtistan Sosyalist Hareketi, Kürtistan Ulusal Kurtuluşçuları, Türkiye Kürtistan Demokrat Partisi, PKK Kürtistan Komitesi, Türkiye Kürtistan Sosyalist Partisi, Yurtsever Güç Partisi, Kürtistan Demokratlar Birliği, KAWA, Kürtulus Bayrağı ve Kürtistan Sosyalistler Birliği.

IRAK: Kürtistan Yurtseverler Birliği, Irak Kürtistan Demokrat Partisi, Irak Kürtistan Demokratik Halk Partisi, Irak Kürtistan Sosyalist Partisi ve Kürt Sosyalist Partisi.

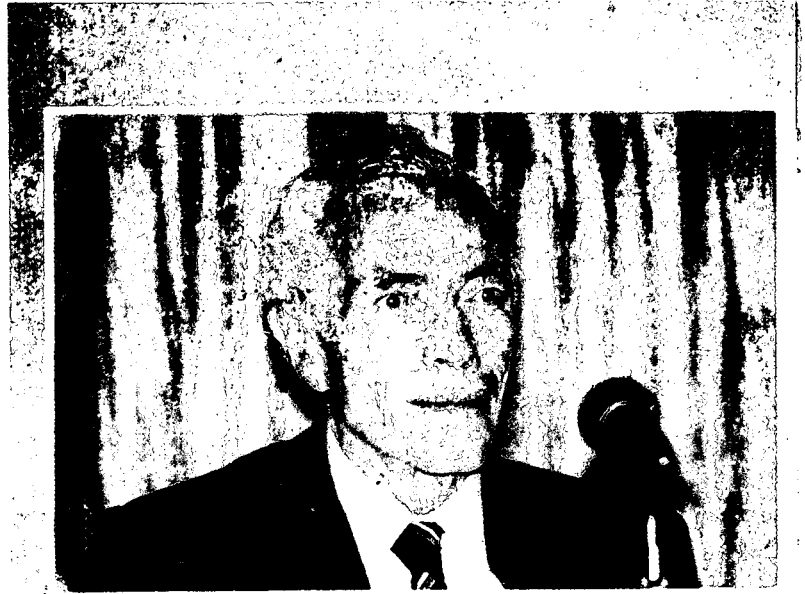
İRAN: KOMALA ve İran Kürtistan Demokrat Partisi.

SURİYE: Suriye Kürtleri Halkın Birliği Partisi, Toplantıya Londra'dan İbrahim Ahmet ve Şefik Kazzar kişi olarak, Amerika'dan Kuzey Amerika Kürt Ulusal Kongresi Komitesi adına Ashah Heylani temsilci olarak, Sovyetler Birliği'nden Lazaref, Yelena Bonner Saharov, Nadirov ve Hasretyan gibi akademisyenler gözlemci olarak katıldı

14-15 EKİM TARİHLERİNDE DANIELLE MITTERRAND'IN BAŞKANLIĞINI YAPTIĞI FRANSA ÖZGÜRLÜKLER VAKFI VE PARİS KÜRT ENSTİTÜSÜ'NÜN BİRLİKTE DÜZENLEDİĞİ, "KÜRTLER: İNSAN HAKLARI VE KÜLTÜREL KİMLİK" ADLI ULUSLARARASI KONFERANS, KÜRT SORUNUNUN ABD BAŞTA OLMAK ÜZERE BATI DÜNYASININ GÜNDEMİNE İYİCE GİRDİĞİNİ KANITLADI.

PARİS'in en mutena caddelerinden Avenue Kleber'deki 19 numaralı devasa binanın önünde, 14-15 Ekim tarihleri arasında özel eğitimden geçmiş polis gücü CRS'ler nöbet tuttu. Bu iki gün boyunca kadınlı, çocuklu bir grup PKK sempatizanı aynı yerde gösteri yaptı. Fransızların ellerine tutuşturulan Türkçe bildirileri anlaması için gösterilerin taşıdığı dövizleri okuması gerekiyordu. Örneğin bunlardan birinde Fransızca, "Hiçbir merci halkımız adına konuşma hakkına sahip değildir" yazılıydı.

Kısa bir süre önce Kampuçya barış görüşmelerinin yer aldığı Fransa Dışişleri Bakanlığı'na ait Uluslararası



Fotoğraflar: Temel DEMİRETEMPO

PARİS'TEKİ KONFERANSTA DİPLOMASİ VE STARLAR EGEMENDİ Kürtler görücüye çıktı

Kürdistan Yurtsever Birliği lideri Celal Talabani (eli dosyalı) etkili bir protesto sergileyerek Irak heyetinin konferansta konuşmasını engelledi.



Konferanslar Merkezi'nde yapılan, "Kürtler: İnsan Hakları ve Kültürel Kimlik" adlı konferansa yönelikti eylemleri. Fransa Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın eşi Danielle Mitterrand'ın himayesinde, yine onun başkanlığı-

nı yaptığı Fondation France-Libertés (Fransa Özgürlükler Vakfı) ve Paris Kürt Enstitüsü'nün işbirliğiyle düzenlenen bu toplantıda, çoğunluğu Kürtler oluşturuyordu kuşkusuz. Ama İran, Irak, Türkiye, Suriye ve SSCB'de halen yaşayanlardan çok, bu ülkeler kökenli olup, yıllardır Batı'da siyasi mülteci konumunda bulunan Kürtler ağırlıktaydı. Ayrıca şu ya da bu nedenle, şu ya da bu biçimde Kürt sorunuyla ilgili Batılı aydınlar, politikacılar, bilimadamları ve diplomatlar da konferansa yakın ilgi göstermişti.

GAZETE KUPÜRLERİYLE AJITASYON
Gelmeleri sürpriz etkisi yaratırlar vardı konferansta. Başta, tabii ki, Ahmet Türk, Mah-

mut Alınak, Salih Sümer, Kenan Sönmez, İsmail Hakkı Önal, Adnan Ekmen ve Mehmet Ali Eren'den oluşan yedi kişilik "gayri resmi SHP Kürt heyeti"... Kulislerdeki sohbetler sayılmazsa ağızlarını bıçak açmadı, kimseye demec vermediler. Ama kapâniş öncesi adlarının okunmasında yoğun alkışlara ellerini sallayarak karşılık vermeyi ihmal etmediler.

Kuşkusuz en gözde milletvekili, Strasbourg'daki bir konuşmasının ardından "Kürtçü olduğu" gerekçesiyle SHP'den atılan İbrahim Aksoy'du. "Bugünün Türkiye'sinde Kürtlerin Durumu" başlıklı konuşmasında, gelişmeleri yerinde izleyen bir milletvekilinden çok, bir arşivci gibi hareket etti; bol bol Türk bási-



- 0
- 1 FRANÇAS
- 2 ENGLISH
- 3 TÜRK
- 4 KURDE
- 5 PYOCCU
- 6
- 7
- 8
- 9



nından alıntılar yaptı, bol bol bilinen şeyleri tekrarladı, bol bol SHP'nin "şoven politikalarına" çattı, tabii bol bol da alkış aldı.

Konferansın starlarından olan Aksoy'a gazeteciler, bıkıp usanmadan dönüştürme başına neler gelebileceğini sordular. Batı dünyasını Türkiye'ye karşı yatırımlar uygulamaya, ekonomik ve askeri yardımları kısmaya davet eden Malatya Milletvekili ise kendinden emin bir şekilde hep "Birşey olacağını sanmıyorum" karşılığını verdi.

YANKEE'LER DE ORADAYDI

Kenarına "Kürt bayrağını" temsil eden bir motif işlenmiş olan davetli kokartlarını taşıyan iki Amerikalı da oldukça ilgi topladı konferansta. ABD Senatosu Dışişler Komitesi üyesi Peter Galbraith ile Dış İlişkiler Komitesi Başkanı Claiborne Pell, ABD'nin Kürt sorununa iyice el attığına dair haber ve bilgileri, varlıkları ve tutumlarıyla doğruladılar. İkisi de konuşma yaptı. İkisi de,

kimyasal silah kullanmasından hareketle Irak aleyhine sözler sarfetti, İran'a şöyle bir değindi, Türkiye hakkında laf etmemeye özen gösterdi. Özellikle Kürt sorununun Birleşmiş Milletler gündeminin birinci sırasında yer alması gerektiğini söyleyen, bir soru üzerine Amerika'nın Sesi Radyosu'nun Kürtçe yayın yapmasını dileğini belirten Pell'in tavrı "fazlasıyla anlamlı" bulundu.

PEŞMERGE'NİN DIPLOMATİ

Kürtlerden ikinci star, Irak'taki Kürt hareketlerinin en güçlülerinden olan Kürdistan Yurtseverler Birliği'nin lideri Celal Talabani'ydı. Daha konferansın başlarında, Irak'taki güncel durum üzerine konuşmayı birçok örgütün oluşturduğu Kürdistan Cephesi adına, Mustafa Barzani'ye yakın Dr. Mahmut Osman'ın yapacağını öğrenince tepki gösterdi ve gündem dışı bir konuşma yapma hakkını elde etti. Fransa'nın sosyalist-iktidarıyla yakın ilişkileri olduğu bilinen ve bir Peşmerge lide-

rinden çok kurt bir diplomatı andıran Talabani, ertesi gün Irak Özerk Kürdistan Parlamentosu Başkanı Bahattin Ahmed'in konuşma yapacağını ilan edilmesiyle kıyameti kopardı. Daha önceden açıklandığı gibi Irak Paris Büyükelçisi'nin "resmi görüşleri" dile getirmesine itirazlarının olmadığını ama bir "işbirliğinin" kürsüye çıkmasını asla kabul edemeyeceklerini öfkeyle haykırdı, Fransızları "siyaset ticareti" yapmakla suçladı. Şovunun sonunda kazandı. Irak heyeti salona girmeden geri döndü. (Türk hükümetinin Kürt konferansı ile ilgili olarak en ufak bir girişimde bulunmadığını belirtmeye gerek var mı?)

Son Kürt star Kürt Enstitüsü Başkanı Kendal Nezan'dı. Diyarbakır'ın Silvan ilçesinden çıkıp, yıllar önce Türk hükümetinin bursuyla geldiği Fransa'da zamanla en itibarlı siyasi mültecilerden biri haline gelen bu genç mühendis, suratından hiç eksik etmediği gülümsemesi, yakışıklılığı, başta Danielle Mitterrand olmak üzere Batılı şah-

ABD Senatosu Dış İlişkiler Komitesi Başkanı Claiborne Pell (üstte solda) yaptığı konuşmada, ABD'nin Kürt sorununa el attığını doğrular bir tutum sergiledi. Kürt politikacı Celal Talabani (üstte sağda), konferansta elde ettiği diplomatik zaferden hoşnut olduğunu gizlemiyordu. Fransa Devlet Başkanı'nun eşi Bayan Mitterrand, Kendal Nezan, İsmet Şerif Vanlı ve Fransa'ya Mardin kampından gelen Peşmerge Muhammed Resul da toplantıya katılanlar arasındaydı.

Paris'teki konferansta SSCB Bilimler Akademisi üyesi Prof. Nadir Nadirov (sağda), Sovyetler'in Kürt sorununa bakışı konusunda eleştirilere karşı kaçamak cevaplar verdi. Kürt Enstitüsü Başkanı Kendal Nezan ise başta Danielle Mitterrand olmak üzere Batılı konuklarla olan samimiyeti ile dikkati çekti.



Konferansta gelenlerden çok gelmeyenler konuşuldu. Andrey Sakharov'dan Claude Cheysson'a kadar birçok ünlü daha önce gelecekları açıkladığı halde davete icabet etmedi. Ayrıca hiçbir Kürt örgütünün, "örgüt" olarak çağrılmadığı görüldü. Ali Akbaba da, Türkiye'de yaşanan PKK eylemlerine ancak özet bir şekilde değinebildi.

siyetlerle samimiyeti ve sorun çıktığı zamanlar kendini geriye çekmesiyle dikkatleri topladı. Kürtlerin tarihinde önemli bir yere sahip olan böyle bir konferansı düzenleyerek, Kürt siyasi hareketlerindeki insanların çoğunun böylesi bir organizasyon konusunda tecrübesiz olmasından da yararlanarak, kültürel araştırmalar yapan bir kurumun başkanından çok bir siyaset adamı izlenimi yarattı.

Kendal Nezan'a, yer yer bir sürgün hükümetinin başbakanı görünümü kazandıran bu politik kimliğin en temel nedeni, konferansta gün-

cel politikanın bilinçli bir şekilde konuşulmamasıydı. Örneğin hiçbir Kürt örgütü, örgüt olarak çağrılmamıştı. Türkiye'de yaşanan PKK eylemlerine, yalnızca "Türkiye Cezaevlerindeki Durum" başlıklı kısa bir konuşma yapma hakkı tanınan, Ali Akbaba özet bir şekilde değinebildi. En önemlisi değişik ülkelerde değişik yöntemlerle çalışan örgütler ve bireyler arasındaki çelişkiler üzerine hiçbir tartışma çıkmadı, çıkmasına fırsat verilmedi.

Özetle "insan hakları ve kültürel kimlik" olarak çizildi sınır ve yabana atılmayacak ağırlıktaki toprak ve dolayısıyla bağımsızlık talepleri es geçildi. Aynı zamanda hiç kimse, kültürel özerklik ve insan

"ÖZAL VE DEMİREL KONFERANSA KATILAN SHP'LİLER DİSİPLİN KURULUNDA SES ÇIKARMAZDI"

HERŞEY, Kürt kökenli milletvekillerinin, Meclis'teki posta kulanında Fransızca yazılmış bir mektup bulmalarıyla başladı. Sonradan "Kürt Konferansı" olarak adlandırılacak toplantıya davet ediliyorlardı. ANAP'tan Nurettin Yılmaz, Kemal Birlik ve Nurettin Dilek tartışılar ve Özal'a izin almak için çıktılar. Özal, "Çok istiyorsanız gidin, ama ben basının bunu istismar edeceğini düşündüğümden taraftar değilim" dedi. Gitmediler. SHP'liler de benzer bir şeyi yapıp kendisi de davetiyeye alan İnönü'ye çıktılar: Önce üç, sonra 5 kişilik bir SHP heyetinin gözlemci olarak katılmasını kabul etti İnönü (ve Baykal). Sonra Özal'ın söylediklerini duydu ve vazgeçti. Bu konuda SHP Merkez Yürütme Kurulu toplandı ama karar alınmadan dağıldı. Bunun üzerine, durum değerlendirmesi yapanlardan bir kısmı gitme karar aldılar. Aralarında MYK üyesi Cumhuriyet Keskin de vardı. Ama o, son anda, "geç haber alıp hazırlanamadığı"nı söyleyerek caydı. 7 milletvekili Paris'e uçtular, konferansı izlediler ve döndüler. ANAP'tan giden olmadı, davet alan DYP'li Ferit Bora da katılmadı.

Ankara'ya döndüklerinde İnönü, "Uyanım dinlemediniz, sonucuna katlanacaksınız" dedi onlara ve ihraç istemiyle disiplin kuruluna verildiler. MYK bu kararın "bir" karşı oyla almıştı, o da Keskin inkiydi. Başta Keskin olmak üzere birçok milletvekili karar eleştirmeye başladı: Sosyal demokrasinin kuralları, bağlayıcı kararın alınmaması, milletvekillerinin konferansta parti disiplinine aykırı davranış olmamaları, düşünce özgürlüğü ve böyle bir etkinliğin zaten izlenmesi gerektiği, açısından... Bu karara ANAP'lı davetiyeye alan ama gitmeyen milletvekilleri ile DYP'li Bora da "dışarıdan" veyansın ettiler. Her iki tarafın da ortak bir sözü vardı: "Gitseydik, dönüştürme bizi cezalandırmaya kalkmazdı."

Mehmet KORKMAZ

haklarına tam riayet durumunda Kürtlerin yaşadığı beş ülkede sorunun çözülmesi konusunda cevap vermedi, hatta bu soruyu sormadı, sormaya ve cevap aramaya kalkanların sesi ise hayli cılız kaldı.

Bir de Danielle Mitterrand vardı tabii. İşgalci Alman birliklerine karşı Fransız direniş hareketine aktif olarak katılan, Nazi zindanlarında çileler çeken, alçakgönüllülüğünü bir an olsun bırakmayan, sıkılgan, oldukça utangaç bir "First Lady". Türkiye'nin AT'a kabul edilmesiyle Kürt sorununun büyük ölçüde çözümleneceği iddiasında da bulunan, Avukat Mehmet Ali Aslan'ın "içimizden biri, Kürtlerin anası" diye nitelendirdiği, "silahlardan ve şiddetten nefret eden" bir kadın.

Ama esas olarak derin politik hesaplar vardı. Ortadoğu'da değişen dengelere paralel olarak iyice öne çıkan Kürt sorununa yabancı kalmaları beklenemeyecek olan çevreler vardı.

13 Temmuz 1989'da iki çalışma arkadaşıyla birlikte Viyana'da öldürülen İran Kürdistanı Demokratik Partisi'nin

lideri Dr. Abdurrahman Kasımlo'nun kendisine "Bize, Kürt halkının dağlarından başka dostları olduğunu kanıtladınız" demiş olduğunu aktardı Dr. Bernard Kouchner. Konferans boyunca "Kürtlerin düşmanları" belliydi ama kimin, neden onların dostları olduğu pek iyi anlaşılmadı.

Zaten Kürtlerin de, "dostlukların içtenliğine" kafa yordukları büyük çoğunluk için söylenemezdi. Desteğe ihtiyaçları vardı; büyük ölçüde buldular. Sonuçta ortaya, "Kürtlerin Avrupa Konseyi, Avrupa Parlamentosu gibi uluslararası kuruluşlarda temsil edilmesi, BM Genel Kurulu'nda Kürt sorunu ile ilgili özel bir oturum düzenlenmesi" gibi pek de gerçekçi olmayan önerileri de kapsayan bir karar metni çıktı.

Şimdi Stockholm'de 1990 Temmuz'undan önce yapılması düşünülen ikinci konferans için kollar sıvanmış durumda. Artık dünya politik sahnesinde Kürt sorunu güçlü bir şekilde var. Ya Kürtlerin kendisi? ★

Ruşen ÇAKIR

ABD ile şimdi de Kürt krizine doğru

Fransa Cumhurbaşkanı'nın eşi Bayan Mitterrand'ın bugün ABD Senatosu İnsan Hakları Komisyonu'nda Kürt sorunu hakkında yapması beklenen konuşması, Ermeni sorunu ile gerginleşen Türk-Amerikan ilişkilerine bir de Kürt boyutu ekleyecek.

YASEMİN ÇONGAR

ANKARA — ABD Senatosu Genel Kurulu'nda görüşülmeyi bekleyen Ermeni tasarısı, Dışişleri çevrelerinde "tansiyonu yüksek" tutmaya devam ederken, ABD Senatosu İnsan Hakları Komisyonu'nun bugün Kürt sorununu ele alacak olması, Ankara'nın dikkatini Washington'a daha da yoğunlaştırmasına neden oldu. Fransa Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın eşi Danielle Mitterrand'ın ABD Senatosu'nda yapması beklenen konuşmada, Türkiye'den "Kürt sorunuyla ilişkili olarak söz etmesi" Fransa ile, bu sözlerin İnsan Hakları Komisyonu üyelerince onay görmesi ise ABD ile ilişkileri "daha serin" bir havaya sokabilecektir.

ABD yönetiminin Senato azınlık lideri Robert Dole'un sunduğu tasarı konusunda aldığı "sözde desteklemeyen, ama tavırda destekleyen" konumun, bu ülkenin Kürt sorununu çok boyutlu olarak gündeme getirme girişimleriyle birleşmesi Ankara'da "Bush yönetiminin soyduğu uluslararası yol" çerçevesinde değerlendiriliyor. Dışişleri yetkilileri, her iki konunun da Türk-Amerikan ilişkilerine "ciddi zararlar" verebileceğini sık sık vurgularken, ilgili kaynaklar, "Yönetimin tavrı, doğrudan Türkiye'ye karşı bir tavır olarak nitelendirilemez. Bizce, Bush yönetimi Türkiye'yi çok fazla incitmeyeceği umudu ve yanlış hesabıyla, kendi iç ve dış politikasını yürütüyor" şeklinde görüş bildiriyorlar.

George Bush'un seçim kampanyalarında belirginleşmeye başlayan "azınlıklar politikası" ve "yeni uluslararası rol" konusundaki tavrı, ABD'nin dış politikada, Doğu Bloku'ndaki değişimleri etkileyebilme ve SSCB'nin geçen iki yıl içinde uluslararası imajını düzeltme yönünde attığı adımlara karşılık verebilme çabasıyla açıklanıyor. Bush'un Ermeni seçmenlere verdiği sözlerin Dole tasarısı konusundaki tutumunda etkili olduğunu kaydeden Dışişleri'ne yakın kaynaklar, "ABD'nin tavrını asıl belirleyen ise insan hakları ve azınlık hakları savunuculuğunda uluslararası arenada öne çıkma çabası. Ancak yanlış kaleye gol atmak üzere" diyorlar.

Bu görüşe göre, ABD'nin Kürt sorununu Suriye, Irak ve İran'ı ilgilendirecek biçimde gündeme getirmesinin Türkiye'yi ilgilendirmeyeceğini belirten yetkililer, "Ancak Türkiye'de böyle bir azınlık olduğu iddiası hem tarihsel gerçekimize, Lozan'a ve Sev'e aykırıdır, hem de terörü teşvikten başka sonuç vermez" görüşünü savunuyorlar.

İki amaç

Dışişleri'ne yakın kaynaklar, ABD'nin Kürt sorunu özelindeki tavrını iki amaca dayandırarak açıklıyorlar. ABD'nin hem SSCB'de ve bazı sosyalist ülkelerde meydana gelen etnik huzursuzluklara ilişkin olarak özerklik ve ulusal haklar savunuculuğu yapabilmek, hem de Ortadoğu politikalarında etkisini artırabilmek amacıyla Kürtler sorununa "yeniden" büyük ilgi gösterdiği belirtiliyor. Özellikle İran-Irak savaşı sonrasında bölgenin "canlı" konularından biri haline gelen Kürt sorununu "SSCB'nin etkisinden uzak tutma" çabasının da Washington'u "motive edebileceği" kaydediliyor.

ABD yönetiminin Kürt sorununa ilgisinin giderek artacağı yolunda sinyaller alındığını da kaydeden konuya yakın kaynaklar, bu izlenimlerinin nedenlerini şöyle sıralıyorlar:

— Paris'te yapılan Kürt Ulusal Kimliği ve İnsan Hakları Konferansı'nda, ABD Senatosu'nun Dışişleri Komitesi Başkanı Clairborne Bell ve üyelerinden Peter Galbraith bizzat çok aktif rol oynadılar.

— Bayan Mitterrand Senato'da konuşma yapmaya ABD Dışişleri'nin bilgi ve onayı çerçevesinde davet edildi.

— Paris'teki konferansta 'Kuzey Amerika Kürt Ulusal Kongresi' üyesi olarak ve bir Türkiye'li konuşmacıya cevaben konuşan Asad Khailany, 'Kürt halkının haklarını elde etmesinde, ABD ve Fransa elinden gelen her şeyi yapacak' ifadesini kullandı.

— Yine aynı konferansta, Dışişleri Komitesi Başkanı Bell, Ortadoğu'da çeşitli ülkelerde yaşayan Kürtlerin sorunları konusunda bir

özel komite oluşturulması önerisinde bulundu.

— Bell'in parlamenterlerden oluşacak bir uluslararası komitenin konuyu yeni platformlarda tartışmaya açma önerisi de kabul edildi.

— Tüm bu gelişmeler daha çok Senato inisiyatifinde olmakla birlikte, Bush yönetimi ve Cumhuriyetçi senatörler herhangi bir 'olumsuz' yaklaşım göstermediler, bazıları aktif rol oynadı."

Türkiye'nin tutumu

Kürt sorunu konusundaki gelişmelerin "temkinle izlenmesi"nin "şu an için alınması gereken en geçerli tutum" olduğunu belirten Dışişleri yetkilileri, "Türkiye'nin adı doğrudan karışmadıkça, aslında Türkiye dışındaki ülkeleri ilgilendiren böyle bir konuda tepki vermek doğru olmaz" şeklinde görüş belirtiyorlar. Ancak Türkiye'nin bütünlüğünü ilgilendiren herhangi bir yaklaşımın, bir ülkenin temsilcilerince benimsenmesine Ankara'da "duyarsız kalınamayacağı, konunun bizzat resmi organlarda ve yönetime mensup kişilerce gündeme getirilmesinin" ise Türkiye'nin Lozan Antlaşması ile belirlenen haklarına "aykırı" sayılacağı ve böyle bir tutuma "sert karşılık" verileceği kaydediliyor.

Bush'a mektup

Öte yandan Amerikan Ticaret Odası'nın Türkiye temsilcisi Türk-Amerikan İşadamları Derneği (TABA), ABD Başkanı George Bush ile 105 Kongre üyesine birer mektup göndererek, gündemdeki Ermeni tasarısının Türk-Amerikan ilişkilerinde uzun vadede tamiri imkânsız yaralar açacağını bildirdi.

WASHINGTON

Kürtler için ABD-Fransa işbirliği

ABD Temsilciler Meclisi İnsan Hakları Grubu'nda düzenlenen "Tehlikedeki halk: Kürtler" konulu konferansta konuşan Bayan Mitterrand, Semra Özal'ın anlattıklarından alaylı dille söz etti. Senatör Kennedy de Kongre üyelerini Birleşmiş Milletler Genel Sekreteri'ne Kürt konusunda bir toplantı düzenlenmesi için baskı yapmaya çağırdı.

UFUK GÜLDEMİR

WASHINGTON — ABD Temsilciler Meclisi İnsan Hakları Grubu'nda dün düzenlenen "Tehlikedeki Halk: Kürtler" konulu Amerikan-Fransız ortak yapımı konferansta Fransa Cumhurbaşkanı'nın eşi Daniel Mitterrand'dan Senatör Edward Kennedy'e kadar birçok ünlü politikacı dünyayı Kürt konusunda Türkiye'ye daha fazla baskı yapmaya çağırdı. Bayan Mitterrand, konuşmasında Semra Özal'ın kendisine anlattıklarından alaylı bir tonda bahsederken, Senatör Kennedy de Birleşmiş Milletler Genel Kurulu'nu Kürt konusunda özel bir toplantı yapmaya çağırdı. Temsilciler Meclisi üyesi John Porter ise, başta kendisi olmak üzere konferansa katılanların "Kürt halkının haklarını koruyan bir ordunun askeri" olarak kabul edilmesini istedi. Bu arada, Bayan Mitterrand başta olmak üzere konuşmacılar, zaman zaman Sevr Antlaşması'na atıfta bulunarak bunun uygulanmamış olmasının bir Kürt anavatanı kurulması şansını ortadan kaldırdığından bahsettiler.

ABD Dışişleri Bakanlığı yetkililerinin de izlediği konferansa Temsilciler Meclisi'nin "Ray Burn House" adlı ek binasında yapıldı. İzleyicilerin karşısında yer alan platformda Kongre üyeleri ve Bayan Mitterrand oturuyordu. Mitterrand'ın iki kanadında ise Kongre üyeleri Thom Lantos, John Porter, Jimmy Bates, Connie Morella, Ben Blaz, Ben Gillman, Thom Lukens yer aldı. Bu bir Temsilciler Meclisi grubu konferansı olmasına karşın senatör Edward Kennedy de katılarak alkışlar arasında platformdaki yerini aldı.

Konferansta Bayan Mitterrand'dan önce konuşan Kennedy, Türkiye'yi Kürtlerin anadillerini konuşmaktan yasaklamakla suçladı ve genel olarak Kürt sorunu-

na atıfta, "Uluslararası camia ve uygar dünya, zulüm altındaki Kürt halkının çektiğine artık daha fazla ilgisiz kalamaz" diye konuştu. Kongre üyelerinin BM Genel Kurulu'nu Kürt konusunda özel bir toplantı yapması için genel sekretere baskı yapmaya çağıran Kennedy, konuşmasını tamamladıktan sonra Başkan Thoms Lantos, Mitterrand'ı mikrofonu davet etti. Salon alkışlarla çınırken, platformdaki Kongre üyeleri de ayağa kalkarak Mitterrand'ı alkışlamaya başladı.

Mitterrand konuşmasında Lozan Antlaşması'nı Sevr Antlaşması ile Kürtlerin elde ettiği vatan kurma hakkını ortadan kaldırdığını kaydettikten sonra, son birkaç yıldan beri İran, Irak, Suriye ve Türkiye'ye bölünmüş Kürtlerle ilgili trajik haberlerin konuyla ilgilenmesini sağladığını söyledi. Daha sonra Türkiye'ye yaptığı gezi izlenimlerini aktaran Mitterrand, Ankara havaalanında "Hükümet yetkililerinin yanı sıra Kürt kardeşleri adına kendi dillerinde 'hoşgeldin' demeye gelmiş Kürt milletvekilleri tarafından karşılandığını" belirtti. Mitterrand aynı milletvekillerinin bir süre önce Paris'te yapılan Kürt toplantısında görüşlerini serbestçe açıklayabildiklerini sözlerine ekledi. Kürtlerin durumunu anlatırken Ermenilerin sık kullandığı "Diaspora" sözcüğünü kullanarak Kürtlerin topraklarından dağıtık ve her biri bir yerde yaşam sürdürdüğünü vurgulayan Mitterrand, daha sonra alaylı bir tonda şunları söyledi:

"Eğer Türk hükümetinin benim için düzenlediği programda başbakanın eşinin ve bir Fransız gazetecinin anlattıklarıyla yetinsedim Türkiye'de bir Kürt sorunu olmadığını ikna olabilirdim. Resmen dağ Türkleri diye bilinen bu insanlar, Kürt kimliklerini bir tarafa bırakarak çevreleri ile gayet uyumlu yaşıyorlar. Hatta

bana 'Kendinizi Diyarbakır'a kadar yormak zahmetine katlanmayın' bile dedi. Uçaklar rahat değilmiş, oteller de 3. sınıf ve eskimiş. Üstelik güvenliğimi sağlamak sorun olabilir. Acaba neden?"

Daha sonra Diyarbakır'da karışılmasını anlatan Mitterrand, mülteci kamplarındaki yaşamı çok müstehzi bir dille aktardıktan sonra, evsahibi ülkenin misafirlerini dikenli tellerin arasında koyup askerlerle kampların etrafını çevirmesi gibi bir durumun garipliğine dikkat çekti. Mitterrand, "Kamplardaki insanların 'Bizi unutma Bayan Mitterrand! Sessizlik bizi öldürüyor' diye haykırışı hâlâ kulaklarımda" dedi. Türkiye'nin Iraklı Kürtlere mülteci statüsü tanımamış olmasının onların yerel halkla entegrasyonunun önlemek amacı taşıdığına iman eden Mitterrand, "Türk hükümetinin orantıdan uzak taleplerle ortaya çıkarak BM Mülteci Yüksek Komiserliği ile anlaşmayı olanaksızlaştırdığını" ileri sürdü.

Mitterrand, konuşmasının son bölümünde ulusların birbirlerinin içişlerine karışmama ilkesiyle ezilenlere kayıtsız kalma arasında ince bir duvar bulunduğunu dolaylı yaklaşımlarla anlattıktan sonra, "Bu durumdan demokratik ülkeler seslerini çıkarmazsa, kim sesini çıkaracak" diye sordu. İçişlerine müdahale ile yardım etme pozisyonuna düşme arasındaki ikilemi tekrar vurgulayan Mitterrand, "Muhatapların uluslararası insan hakları beyannamesine saygısını temin ihtiyacı bu mücadeleyi meşrû kılmaz mı" diye fekrar sordu. Mitterrand konuşmasını, "Onları unutmayın sessizlik öldürür" diyerek tamamladı.

GÖZLEM UĞUR MUMCU

Sevr mi, Lozan mı?

Cumhurbaşkanlığı seçimi için ikinci tur da yapıldı. Türkiye yeni cumhurbaşkanı seçimi ile uğraşırken, ABD iki duyarlı konu üzerinde yoğunlaşıyor. Bu duyarlı konulardan biri "Ermeni" öteki de "Kürt sorunu."

Artık görmeyen gözler gördü, duymayan kulaklar da duydu. Ermeniler ve Kürtler NATO'nun patronu "dost ve müttefik" ABD tarafından açıkça destekleniyorlar.

Lozan Antlaşması'na imza koymayan ABD, bugün yeni yeni sorunlar yaratıyor.

Bulgaristan göçmenleri konusu da tam bir "iflas" ile sonuçlandı.

Bulgar hükümetinin soydaşlarımıza karşı giriştiği "asimilasyon politikası" bir süre ABD tarafından "ideolojik malzeme" olarak kullanıldı. ABD, Türkiye'yi bu konuda başta destekler gibi davrandı. Sonra da Türkiye, Bulgaristan ile karşı karşıya bırakıldı.

Türkiye 21. yüzyılın eşiğinde bir yol kavşağına doru hızla sürükleniyor. Bu kavşağa açılan yollardan biri Sevr'e, öteki de Lozan'a doğru gidiyor.

Bu "Sevr/Lozan" denklemine PKK terörü de yer alıyor.

Dün, Federal Almanya'nın Düsseldorf kentinde "PKK çetesi davası" başladı. Federal Alman savcı, üçü tutuksuz, 16'sı tutuklu 19 PKK militanının, silahlı örgüt kurma, yönetme, cinayet suçlarından cezalandırılmalarını istiyor.

Federal Alman Anayasası Koruma Örgütü'nün 1980 yılı raporunda PKK "en militan ve aktif örgüt" olarak niteleniyor. Raporda, Kürt örgütlerinin Federal Almanya'da 2150 çetirdek üye sayısına sahip oldukları, 1988 yılında bu sayının 2750'ye ulaştığı kaydediliyor.

Anayasayı Koruma Örgütü'nce her yıl yayımlanan raporda PKK'nın kısa adı "Feyka" olarak bilinen taban örgütü "Kürt Vatansever İşçi ve Kültür Dernekleri Federasyonu"nun; tutuklanan 16 PKK üyesi için geçen eylül ayında Karlsruhe'de düzenlenen toplantıya 4000 kişinin katıldığı bildiriliyor.

Dün Düsseldorf'ta yargılanan PKK'lıların adları şöyle:

Hasan Hayri Güler, Hüseyin Çelebi, İbrahim Kafdah, Yasemin Gedik, Mustafa Erbil, M.Sait Yıldırım, Ali Haydar Kaytan, Selahattin Erdem, Erol Gedik, Ali Sapan, Meral Kızır, Selahattin Çelik, Selman Aslan, Ali Aktaş... Ekrem Güngöze... Kemal Güngöze...

Bu sanıklar, geçen yılın şubat ayı ile temmuz aylarında silahlı örgüt üyeliği ve cinayet suçlarından tutuklanmışlar.

Hasan Engizek, Bozan Öztürk ve Ali Savik de tutuksuz olarak yargılanıyorlar.

19 PKK militanı için örgüt avukatı tuttu; dava ile ilgili gösteriler birbirini izledi, bildiriler yayımlandı.

PKK, Federal Almanya'daki devrimci Türk örgütleri ile de savaşa girdi, cinayetler işledi. PKK, "Komkar" kısa adıyla bilinen "Federal Kürdistan İşçi Dernekleri Federasyonu" üyelerine de saldırdı. Komkar üyesi Ramazan Adıgüzel, 3 Mayıs 1987 günü Hannover'de üç PKK'lı teröristçe öldürüldü, Komkar Genel Yönetim Kurulu üyesi Mehmet Elbistan da Stuttgart'ta silahlı saldırıda yaralandı.

Federal Almanya'da "Komkar" ile iç içe çalışan "Türkiye Kürdistanı Sosyalist Partisi", 4 Mayıs 1987 günü yayımladığı bildiride PKK'yı "Hasta ve ajan bir kişinin komutlarına göre işleyen bir komplo ve cinayet örgütü" olarak suçladı.

Terör, ister sağ, ister sol görüntülü olsun, isterse de etnik kimliklere bürünsün, sonuç hiç değişmez. İşin kuralı şu:

"Bu terör örgütleri, 'eninde sonunda emperyalizme ve faşizme hizmet ederler, şovenizme ve cuntaların değişimlerine su taşırlar.

Sevr mi, Lozan mı? Sorun budur.

GÜNEŞ

25 EKİM 1989 ÇARŞAMBA

Bayan Mitterrand ABD Kongresi'nde Kürt sözcülüğü yaptı

Yaprak ÖZER

WASHINGTON, (Güneş)- Washington'daki etnik lobiler, Türkiye'nin önüne bu kez de Kürt sorununu getirdiler.

Türkiye, Ermeni, Rum lobbisinden sonra şimdi de Yahudi lobisiyle karşı karşıya kaldı.

Fransa Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın eşi Danielle Mitterrand, Amerikan Kongresi İnsan Hakları Komitesi'nin daveti üzerine dün Kongre'de, büyük bölümünü Türkiye'yi yermeye ayırdığı bir konuşma yaptı.

ABD'deki Yahudi lobbisinin önde gelen isimlerinden Kongre üyesi Tom Lantos, Rum lobbisinin güçlü isimlerinden Senatör Edward Kennedy ile Kongre üyesi John Porter'in açılış konuşmalarından sonra mikrofonu alan Bayan Mitterrand, konuşmasında tarihi hiçe sayan saptamalarda bulundu.

Bayan Mitterrand, "1920 yılında Sevr Anlaşması, Kürtlere kendi ülkelerini kurma hakkı tanınmasına rağmen, 1923 tarihli Lozan Anlaşması, Kürtler'in yaşadığı bölgenin İran, Irak, Türkiye ve Suriye tarafından paylaşılmasına neden olmuştur" dedi.

Bayan Mitterrand, görtüş ve saptamalarının, başkalarının anlattıklarına değil, kendi gözleriyle gördüklerine dayandığını belirttiikten sonra, uzun uzun Türkiye'deki Peşmerge kampı gezisini ve yetkililerin kendisine nasıl engel olmaya çalıştığını anlattı.

Fransa Cumhurbaşkanı'nın eşi, "Eğer benim için önceden hazırlanmış progra-

ma, Başbakan'ın eşiyle (Semra Hanım) yaptığım konuşmaya ve Ankara'da yaşanan bir Fransız gazetecisinin verdiği bilgiye inanacak olsaydım, Türkiye'de Kürt sorunu diye birşey olmadığına karar verecektim" dedi.

Bayan Mitterrand, Türkiye yolculuğunu "olaylı" bir üslupla anlatırken, Türk yetkililerin kendisine, Peşmerge kamplarına yapacağı yorucu yolculuğa çıkmasını, ulaşımın zor olduğunu, üstelik güvenlik sağlamada güçlüklerle karşılaşılacağını söylediklerini kaydetti ve cümlesini tamamlarken, "Ama benim görevim Türkiye'deki Iraklı mültecilere ulaşmaktır. Misyonomu unutmamıştım" demeyi ihmal etmedi.

Kongre'deki toplantıyı düzenleyen senatör ve Kongre üyeleri de en az Bayan Mitterrand kadar etkileyici konuşmalar yaptılar.

Türkiye'ye karşı sunulan hemen her tasarının altında imzası bulunan Senatör Kennedy kimyasal silah saldırılarında can veren ya da yaralanan Iraklı sivil halkı trajik detaylarla tasvir edip konuşmasını süslerken, Türk hükümetini de eleştirmeyi ihmal etmedi.

Kongre üyesi Tom Lantos ise, Türk hükümetinin Kürtler'e karşı politikasında önemli mesafe katettiğini, ancak bunun yeterli olmadığını vurguladı.

Kongre üyesi John Porter de konuşmaları, "Bizler, Kürtler'in insan haklarını koruyan askerleri olmalıyız" diye bağladı.

WASHINGTON

Kongrede Kürt özel oturumu

UFUK GÜLDEMİR

WASHINGTON — Fransa Cumhurbaşkanı'nın eşi Danielle Mitterrand'ın tümüyle Kürt konusunda yoğunlaşan Washington ziyareti, ABD Kongresi üyelerinin de katılımıyla bir kampanyaya dönüştü. Mitterrand'ın bu ziyaret sırasında devlet kurma hakkını 'Kürtlerin bileceği bir iş' olarak tanımlaması, toprak bütünlüğü konusunda Türkiye'yi rahatsız edecek bir tutum olarak nitelendi.

ABD Temsilciler Meclisi'nde yaptığı konuşmada, 'Bir ülkenin içişlerine karışmakla ezilen bir halka karşı kayıtsız kalmak arasında ince bir sınır olduğunu' vurgulayan Mitterrand, "Bu insanların temel haklarını savunmayı zaten onlara zulüm etmekte olan ülkelere mi bırakacağız?" diye soru-

Toplantı nasıl gerçekleşti?

Mitterrand'ın Kürt konusuna uluslararası bir boyut kazandırmak amacı taşıyan bu çağrısının gündeme geldiği ABD-Fransız ortak yapımı Kongre toplantısı nasıl gerçekleşti?

Geçen haftalarda Paris'te yapılan "Kürt Kimliği" adlı konferansa katılarak bir konuşma yapan ABD Senatosu Dış İlişkiler Komisyonu Başkanı Claiborne Pell ve komite sekreteraryasından Peter Galbraith, "ABD-Fransız ortak yapımı Kürt konferansının" ortaya çıkmasında etkin rol oynadı.

PARİS

'Madamın kendisini bağlar'

Fransız Dışişleri Bakanlığı'nın, adını açıklamak istemeyen bir yetkilisi, **Bayan Mitterrand'ın yaptığı çalışmaların resmi bir değeri olduğunu, ancak, başkanı olduğu vakıfla ilgili etkinliklerinin yalnızca kendisini bağladığını söyledi.**

SABETAY VAROL

PARİS — Fransız Dışişleri Bakanlığı'na yakın bir kaynak, **Danielle Mitterrand'ın Washington'da yaptığı konuşmanın sadece kendisini bağladığını ifade etti.** İsminin açıklanmasını istemeyen yetkili, konuşma metninin henüz bakanlığa ulaşmadığını söyledi. Ancak ilke olarak, Bayan Mitterrand'ın cumhurbaşkanı eşi sıfatıyla gösterdiği faaliyetlerin resmi bir değeri olduğunu, "Fransa - Özgürlük" Vakfı adına yaptığı eylem ve açıklamaların yalnızca kendisini bağladığını sözlerine ekledi.

Paris'teki Türk diplomatik yetkilileri ise Ankara ile Paris arasında bir girişim söz konusu olursa bunun Ankara'da gerçekleşme

ABD Temsilciler Meclisi İnsan Hakları Grubu Sekreteryası'nın Kürt konusuna duyarlı elemanları zaten Bayan Mitterrand'ın ABD'ye gelmesi konusunda bir çalışma yürütüyorlardı. Pell'in bu konudaki inisiyatifi Mitterrand'ın ziyaretinin serpilip büyümesini sağladı. Hatta Washington'daki toplantıda Bayan Mitterrand'ı Pell takdim edecekti, ancak son anda bir yurtdışı gezisi nedeniyle program değişti.

Bu arada Temsilciler Meclisi İnsan Hakları Grubu'nun yapısına da bir göz atmak gerekiyor. Grup, Temsilciler Meclisi üyelerinden

ABD'li bazı Temsilciler Meclisi üyelerinin de katılımıyla kampanyaya dönüşen Kürt çıkarması sırasında, Danielle Mitterrand, "Kürtlerin devlet kurma hakkının kendilerinin bileceği bir iş olduğunu" söyledi.

oluşuyor, ama gönüllü üyelik sistemi ile işliyor. Yani isteyen her Temsilciler Meclisi üyesi gruba katılabiliyor. ABD yönetimi Türkiye'nin Kongre'yle ilgili yakınlıklarını öteden beri Kongre'ye söz geçiremediği iddiasını ileri sürerek geçiştirmeye çalışır. Bu grubun tamamen gönüllü üyelerden oluşuyor olması, yönetimin Kongre karşısında elinin bağlı olduğu özürünü iki kat daha geçerli kılıyor. İnsan hakları grubunun iki başkanı var. Birisi Tom Lantos, diğeri de John Porter. Pell'in yardımcı Galbraith, Paris'ten döndükten sonra Temsilciler Meclisi üyesi

Tom Lantos'un yardımcılarından **Bob King**, dirsek temasında olduğu Kongre yardımcıları arasındaydı. Diğer Başkan Porter, eşi dolayısıyla da Türk okurlarına yabancı değil. Rum lobisi ile çok yakın teması olan Bayan Porter, Kıbrıs'taki Yeşil Hattı delen Rum kadınları yürüyüşünde başı çekenler arasındaydı.

Bir başka ilginç boyut da şu: Yahudi lobisi bir yandan Ermeni karar tasarısının geçmemesi için Kongre'de uğraş veriyor, diğer yandan da Yahudi lobisinin en saygıdeğer üyeleri Kürt konusunda aktif rol oynuyor. İnsan hak-

ları grubunun başkanı Lantos, temerküz kamplarından canlı olarak kurtulabilmiş saygın bir Kongre üyesi. Öte yandan bu toplantıyı düzenleyenlerden Amerikan tarafında yer alan "Kürt Programı" adlı kurumun Musevi lobisi ile ilişkisi olmadığı söylenemez. Örneğin bu kurumun "Kürt Kitaplığı" adlı yan kuruluşunun tavanı İsrail'in yardımıyla yapıldı.

Kendal faktörü

İşin Fransa boyutunda anlaşılıyor ki Bayan Mitterrand'ın ilgisinde **Kendal Nezan** diye bir faktör de var. Türkiye kökenli Nezan,

dia ediyorlar. Vakıf Genel Sekreteri **Rafael Doueb**'den "çağdaş Rasputin" olarak söz edenler bile var.

Önümüzdeki sayısında Bayan Mitterrand'ın giderek sıklaşan müdahaleleri konusunda bir dosya yayımlayacağını belirten, sağ eğilimli büyük haftalık derginin dış politika kısmı sorumlusu, "Eğer Cumhurbaşkanı Mitterrand'ın ikinci Cumhurbaşkanlığı süresi içinde bir skandal olacağına bu bayan Mitterrand'ın faaliyetleri yüzünden olacak" dedi. Aynı basın mensubu, devlet başkanının eşinin faaliyetlerini engellemek istemediğini, ancak bunlara siyasal anlam atfedilmemesi gerektiğini ifade etti. Fransız dışişleri yetkilileri, konjonktürel ya da uzun vadeli nedenlerle, ne Fransa'nın ne de ABD'nin Türkiye'nin istikrarını bozma düşüncesinde olmadığını ısrarla ifade ediyor. Ancak insan hakları konularında müdahalelerin önümüzdeki dönemde sıklaşacağı ve bunun "çağın gereği" olduğu da her seferinde ekleniyor.

Paris'teki Kürt Enstitüsü'nün direktörü. Bayan Mitterrand'ın Washington'daki basın toplantısında yanına oturup kimin soru soracağını işaret edecek kadar itibarı olduğu görülen "Nezan faktörünü" Mitterrand kendi ağzıyla şöyle anlatıyor:

"Sekiz yıl önce tanıştık. Kendisi Türkiye'den. Bana halkın kültürel mirasının nasıl imha olma tehlikesi ile karşı karşıya olduğunu anlattı. Anadili konuşulmuyordu, öğretimi yapılmıyordu. Benimle bu yüzden konuşmaya geldi ve Fransa'da Kürt dili ve kültürünün öğretileceği, arşivi olan bir Kürt kültürü enstitüsü kurmak istediğini açtı. Ben de Kültür Bakanlığı ile konuşum ve bir Kürt kültürü enstitüsü yaratmayı kararlaştırdık."

Bayan Mitterrand konuya ilgisinin nasıl doğduğunu böylece özetledikten sonra gazetecilerin çeşitli sorularını yanıtladı. Bir soru üzerine Türkiye'deki mülteci kamplarında, "İnsanın kabul edebileceği şartların altında yaşadığını" belirten Mitterrand, "Buraları gezdim, gördüm ki kadınlar, çocuklar, insan haklarını savunan kimsenin kabul edemeyeceği şartlarda yaşıyorlar. Gayri resmi bir kuruluş olarak bizim bu insanlara yapabileceğimiz tek yardım insanları uyandırmak, bilgi dağıtmak olabilir, gerekli sonucu ise uzmanlar çıkarır."

PKK'nın Türkiye'deki eylemlerini destekleyip desteklemediğinin sorulması üzerine Bayan Mitterrand şöyle konuştu:

"Hiçbir siyasi partiyi desteklemiyorum. Ben siyasi bir kimliğe sahip değilim, partizan da değilim. Bütün yapabileceğim, insan haklarının tanığı olmak ve insanın layık olduğu saygın bir yaşam sürmesinin önündeki güçlükleri sergilemek."

Mitterrand, Bulgaristan Türklerinin durumu ile ilgilenip ilgilenmediğinin sorulması üzerine de şöyle konuştu:

"Sorunuzu yanıtlamak için öncelikle benim başında bulunduğum kurumun nasıl çalıştığını anlatmam gerek. Biz ancak spesifik şikâyetler alınca harekete geçiyoruz. Kürt örneğinde Iraklı Kürtler bize gelerek kamuoyunu harekete geçirmeye yardımcı olmamızı istediler, oysa Bulgaristan'dan kaçan Türklere bana şu ana kadar herhangi bir yakınma veya ifade itikali etmiş değil. Bizden harekete geçmemizi istemediler. Biz açığız, eğer herhangi bir başvuru olursa işleme koyarız."

Kendi kaderini tayin

Bir başka soru üzerine Fransa'nın bir miktar Iraklı Kürt mülteci alması için girişimlerde bulunduğunu açıklayan Mitterrand, Kongre'deki konuşmasında Sevr Antlaşması'na atıfta bulunduğu hatırlatılıp, "Ortadoğu'daki Kürtlerin kendi devletlerini kurmaya hakkı olduğuna inanıp inmadığının" sorulması üzerine de şunları söyledi:

"Bu benim değil, onların bileceği iş. Ben hayat kurtarmak için harekete geçtim. Bunu temin ettikten sonra Kürtler uygun gördüğü biçimde ilerler. Ben o aşamadan sonra müdahale edemem."

Bir başka soru üzerine Amerikan yönetimi ile hiçbir temas olmadığını kaydeden Mitterrand, gerek basın toplantısında gerekse Kongre'deki konuşmasında Irak ve Türkiye arasında önemlice bir fark gözetmeyen bir tonlama yapınca Türkiye'deki Iraklı Kürtle-

rin yaşadıkları sorunlar Irak yüzünden değil de Türkiye yüzündenmiş gibi bir hava doğdu. Mülteci kampları Türkiye'de olduğu için her Iraklı Kürt konusu geçtiğinde Türkiye'nin adı da bir arada anıldı ve Türkiye, topraklarında Kürt yaşayan ülkeler içinde Kürtlere en fazla baskı yapan, en çok işkence eden bir ülke imajıyla sivrildi. Örneğin Kongre'deki toplantıda Kürt Programı adlı kuruluşun direktörü Vera Saedpur, Türkiye'den gizlice kaçırılan kan numunelerinin Londra'da tahlil edilmesinden sonra kamplarda zehirli ekme verildiğinin ortaya çıktığını belirtirken, bunu muğlak bir dille anlatarak dinleyenlerin kafasında zehirin ekmeğe sanki Türk devleti tarafından yerleştirildiği gibi bir izlenim yarattı. Bayan Mitterrand aynı konuda ellerinde somut bir kanıt olmadığını söyledi.

CUMHURİYET
26. 10. 1989

ANKARA

CUMHURİYET

'Uygunsuz girişim'

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Dışişleri Bakanlığı, ABD Temsilciler Meclisi İnsan Hakları Grubu'nda düzenlenen "Tehlike-deki Halk: Kürtler" konulu toplantının nasıl "cerayan ettiğine" ilişkin incelemenin sürdüğünü bildirdi.

Dışişleri Bakanlığı Sözcüsü Murat Sungar, önceki gün yapılan toplantının "ABD bakımından yeni bir unsur" oluşturduğunu, ancak ABD Senatosu'nun bir-iki üyesinin girişiminde gerçekleştirildiğini ve özel nitelik taşıdığını söyledi. "Ancak konunun Türkiye açısından önemsiz olduğunu söylemeye imkan yoktur" diyen Sungar, "Özellikle Türkiye'ye düşman ve bir anlamda Türkiye'nin toprak bütünlüğünü hedef alan çalışmalarıyla ün yapan" Vera Saedpur'un toplantıda konuşacağıının

belirtilmesi ve Bayan Danielle Mitterrand'ın "tümüyle özel bile olsa" Türkiye'yi ilgilendiren bazı ifadelerinin "uygun" görülmediğini belirtti.

Sözcü Sungar, bir soru üzerine de Ermeni tasarısı çerçevesinde Türkiye'nin ABD'ye karşı uygulamaya koyduğu önlemlerle Washington'da Kürt sorununun gündeme getirilmesi arasında bir karşılaştırma yapılmaması gerektiğini belirtti. Sungar, her iki konuda da ABD Senatosu üyesi Tom Lantos'un dikkatinin çekildiğini ve Lantos'tan toplantıda konuşacakların Türkiye'nin toprak bütünlüğünü ilgilendirecek boyutlara ulaşabilmesine mani olmasının istendiğini açıkladı.

İsrail'le yakınlaşma

Bir başka soruyu yanıtlarken Ermeni tasarısının engellenmesi

için Türkiye'nin İsrail'den talepte bulunduğu yolundaki haberlerin İsrail Dışişleri Bakanlığı'nca yalanlandığını hatırlatan Sungar, Türkiye'nin Birleşmiş Milletler'de İsrail lehine oy kullanması yolundaki gelişmelerin "politika değişikliği" olarak nitelendirilemeyeceğini savundu. Sungar, İsrail'in yetki belgeleri konusunun yıllardır gündeme geldiğini ve Arap ülkelerinin engellemesiyle karşılaştığını belirterek, bu durumun "realist olmadığını" artık birçok ülke tarafından anlaşıldığını savundu. Sözcü Sungar, Birleşmiş Milletler'deki oylamada SSCB de dahil birçok ülkenin oylarını değiştirdiğini de hatırlattı.

Filistin Ankara Temsilcisi Abu Firas'ın "siyasi bir örgüt" olarak nitelediği Morit'in Tel Aviv'deki toplantısına Dışişleri'nin temsilci göndermesini eleştiren demeciler

vermesi konusunda bakanlığa çağrıldığı bildirildi. Sungar, demecileri konusunda dikkati çekilen Firas'ın beyanları reddettiğini açıkladı.

Bulgaristan'ın başkonsolosluğu

Dışişleri Bakanlığı Sözcüsü Murat Sungar, basın toplantısında Bulgaristan'ın Halep'te başkonsolosluk açması yolundaki bir soru üzerine olayı doğrulayarak, "Bulgaristan'ın bu bölgede başkonsolosluk açmasını manidar bulmaktayız" dedi. Bulgaristan Başkonsolosluğu'nun iş hacminin gerektiğinden fazla bir kadroya sahip olduğuna da dikkat çeken Sungar, bu yetkililerin bölgedeki Kürt gruplarla ilişkiye geçtikleri konusunda duyumlar aldıklarını söyledi.



Türkiye
Türklerindir

Hürriyet

26 EKİM 1989 PERŞEMBE

Kurucusu: Sedat Simavi 1896-1953

Madam, "Türkiye'de Kürt sorunu vardır" dedi...

Amerikan Kongresi'nde Mitterrand küstahlığı



Danielle
Mitterrand

- Amerikan Kongresi'nde, "Ermeni Tasarısı"ndan sonra, "Kürt sorunu" da gündeme geldi. Özel davetle Kongre'de konuşan Bayan Mitterrand'ın "Kürtlere devlet isteyen ve Türkiye'yi eleştiren sözleri, ayakta alkışlandı."

Sedat ERGİN

WASHINGTON, (Hürriyet)

KÜRT sorunu ABD'de gündeme getirilmesi yolunda en önemli adımlardan biri dün ABD Kongresi'nde atıldı. ABD Kongresi İnsan Hakları Grubu tarafından düzenlenen ve Fransa Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın eşi Danielle Mitterrand'ın da konuşmacı

olarak katılıp Başbakan Turgut Özal ve eşi Semra Özal'a çatığı "Kürt halkına dönük insan hakları ihlalleri" konulu özel toplantıda "Türkiye'nin Kürtlere dönük uygulamaları" yaygın bir şekilde eleştirildi.

Toplam 10 Kongre üyesinin ve ABD Dışişleri Bakanlığı'ndan yetkililerin de hazır bulunduğu toplantıya katılmak için özel olarak ABD'ye gelen Fransa'daki "Özgürlükler Vakfı"nın Başkanı Danielle Mitterrand, yaptığı konuşmada, Türkiye'de bir Kürt sorunu olduğunu söyledi, "Türkiye'yi ziyaretimde Başbakan

ve eşi ile yaptığım konuşmamda bana anlatılanlara inansaydım Türkiye'deki Kürt sorunu olmadığına inanmam gerekirdi" diye konuştu. Kürtler'in devlet kurma hakkından da söz eden Bayan Mitterrand'ın konuşması uzun süre alkışlandıktan sonra, Temsilciler Meclisi üyesi John Pote da bu konuda yaptığı konuşmasında, "Bizler artık Kürt halkının haklarını koruyacak ordunun neferleri olacağız." dedi. Pote'den sonra konuşan Jim Bates de, Kürtler için "Dünyada baskı altındaki en kalabalık vatansız halk" dedi.

MADAMIN ABD KONGRE KONUŞMASI

Kürt konusunda 'kasıt' kuşkusu

Diplomatik kaynaklar, Ankara'nın Kürt krizi konusundaki tepkisinin, "Bayan Mitterrand'ın tavrı kasti midir, yoksa devlet yetkililerinin eşlerinin diplomatik ilişkileri pek göz önünde tutmayan kişisel girişimlerinden birisi midir?" sorusunun yanıtına göre şekilleneceğini söylüyorlar.



ABD Kongresi'nin Fransa Parlamentosu'na oranla uluslararası kamuoyunu etkilemek açısından daha 'etkin' bir kurum olduğunu belirten diplomatik kaynaklar, Bayan Mitterrand'ın bu yargıya dayanan bir tutum içinde olup olmadığı sorusunu gündeme getiriyorlar.

ANKARA (Cumhuriyet Bürosu) — Fransa Cumhurbaşkanı François Mitterrand'ın eşi Danielle Mitterrand'ın Kürt sorununu Türkiye'nin resmi politikalarına ters düşen bir biçimde ABD Kongresi gündemine getirmesi "Sorun kasten ihraç mı ediliyor?" kuşkusunu gündeme getirdi.

Bayan Mitterrand'ın Türkiye'nin toprak bütünlüğü, ulusal politikalarının saygınlığı ve resmi kişiliklerinin güvenilirliği açısından "olumsuz" etki yarattığı kaydedilen tavrı ve konuşmalarının Ankara ve Paris'te "ikili ilişkilerde zamansız bir gerginleşme" kaygısı yarattığı belirtiliyor. Fransa'yla uzun bir soğukluk döneminden sonra geliştirilen "sıcak diplomatik bağlar"ın, iki ülke için de önem taşıdığını belirten diplomatik kaynaklar, özellikle Avrupa Topluluğu çerçevesinde ilişkiler açısından Türkiye-Fransa gerginliğinin "en az istenen" bir durum olduğuna dikkat çekiyorlar.

ABD Kongresi'nin Fransa Parlamentosu'na göre uluslararası kamuoyunu etkilemek açısından daha "etkin" bir kurum olduğunu belirten diplomatik kaynaklar, Bayan Mitterrand'ın bu yargıya dayanan bir tavrı içinde olup olmadığı sorusunu da gündeme ge-

tiriyorlar. Aynı kaynaklar, "Bayan Mitterrand'ın tavrı, kasti ve hesaplı mıdır, yoksa pek çok kere devlet yetkililerinin eşlerinin özel ilişkileri ve insan hakları konularına ilgileri çerçevesinde, diplomatik ilişkileri pek göz önünde tutmayan kişisel girişimlerden biri midir?" sorusuna verilecek yanıtın, Türkiye'nin Kürt sorununun uluslararası gündeme getiriliş biçimine vereceği tepkiyi belirleyebileceğini kaydediyorlar.

Öte yandan, Dışişleri'nin ABD Kongresi'ndeki gelişmeleri yakından izlediği ve tepki vermek için bu gelişmelerin alacağı biçim ve boyutun belirginleşmesini beklediği öğrenildi.

Kürt konusunun ABD Kongresi gündemine gelmesi ve burada bir "Kürt yandaşları lobisi" kurulma olasılığının Ermeni tasarısının gerginleştirdiği Ankara-Washington ilişkilerinde "yeni tepkileri gündeme getirecek bir darbe" oluşturması olasılığı yüksek görülüyor. Ancak Dışişleri'nin Kürt sorununu Ermeni tasarısından nitelik ve gelişim biçimi bakımından tümüyle farklı algıladığı ve Kürt sorununa ilişkin olarak "fazla bü-yütüp olayların esiri olmamak" için "temkinli" bir yaklaşım gözeceği kaydediliyor.

Konferansçı 7 SHP'li zorda

Paris'teki "Kürt Konferansı"na katıldıkları gerekçe gösterilerek "partiden kesin ihraç istemiyle" SHP Merkez Yürütme Kurulu tarafından 7 milletvekili için alınan karar Merkez Disiplin Kurulu'na iletildi.

ANKARA (AA) — Paris'teki "Kürt Konferansı"na, Genel Başkan Erdal İnönü'nün karşı çıkmasına rağmen katılan 7 SHP milletvekili partiden kesin ihraç edilmeleri talebiyle Merkez Disiplin Kurulu'na verildi. SHP Merkez Yürütme Kurulu'nun bu yöndeki kararı dün merkez disiplin kurulu-na iletildi.

Mahmut Alınak, Mehmet Adnan Ekmen, İsmail Hakkı Önal, Salih Sümer, Ahmet Türk, Yusuf Kenan Sönmez, Mehmet Ali Eren'in SHP'den "kesin ihraç edilmeleri" yönünde MYK tarafından 17 Ekim 1989 tarihinde alınan karar, dün yazılı hale getirilerek

Genel Sekreter Deniz Baykal tarafından imzalandı ve MDK'ya iletildi. Yazıda, 7 milletvekilinin SHP tüzüğü'nün 79. maddesinin (A) ve (C) fıkralarına aykırı hareket ettikleri belirtildi ve bu nedenle cezalandırılmaları istendi.

SHP tüzüğü'nde "parti suçları" adı altında düzenlenen 79. maddenin (A) fıkrasında, "Program ve tüzük hükümlerine, kurultay ve yetkili diğer organ ve kurul kararlarına aykırı davranışlarda bulunma"nın (C) fıkrasında ise, "Parti doğrultusuna ve temel ilkelerine aykırı siyasal çalışmalara ve eylemlere katkıda bulunma"nın parti suçu olduğu kaydediliyor.

Aralarında Genel Başkan Erdal İnönü'nün de bulunduğu bir grup SHP'li milletvekili, Paris'te Kürt Enstitüsü ve Fransa Özgürlükler Vakfı tarafından düzenlenen "Kürtlerin Kültürel Özgürlükleri ve İnsan Hakları" konferansına davet edilmiş, ancak İnönü, toplantıya katılmalarının bazı çevrelerce yanlış değerlendirilebileceği gerekçesiyle partili milletvekillerinin gitmemelerini istemişti.

Merkez Disiplin Kurulu, MYK'nın yazısını aldıktan sonra 15 gün içinde suçlanan milletvekillerine suçlarını iletcek ve savunmalarını isteyecek. Milletvekilleri de hazırladıkları savunmalarını 15 gün içinde MDK'ya iletcekler. Daha sonra MDK, bir ay içinde toplanarak milletvekilleri hakkında karar verecek. Başkanlığı Ahmet Salih Çebi'nin yaptığı, Tevfik Çavdar, Altan Tuna, Fuat Necati Öncel, Selahattin Canbay, Metin Şekercioglu, Tevfik Fikret Övet, Ekrem Bulgun ve Mehmet Mirza Doğan'dan oluşan merkez disiplin kurulu, bu süre içinde bir karara varamazsa MYK'dan ek süre talep edebilecek.

İnönü'nün de katıldığı İstanbul danışma kurultayında ihraçlar tartışıldı

SHP'de 'Kürt' gündemi

Cafer ÖZILHAN

İSTANBUL, (Güneş)- Sosyalde-
mokrat Halkçı Parti (SHP) Genel
Başkanı Erdal İnönü, parti prog-
ramına Kürt sorununu koymadık-
ları için eleştirilmelerinin haksızlık
olduğunu belirtti.

Etnik kökenleri farklı diye in-
sanları birbirinden ayırmadıkları-
nı belirten İnönü şöyle dedi:

"Etnik kökeni ister Arap, ister
Kürt olsun, insanların barış içinde
içice yaşamasından yanayız. Biz in-
sanları, etnik kökeni ne olursa ol-
sun bir arada yaşatmak istiyoruz.
Parti programına etnik kökenleri
farklı diye insanları ayırarak koy-
mak, yanlışır. Bu sorunu çözmez,
aksine sorunların büyümesine ne-
den olur."

SHP İstanbul 2'nci Danışma
Kurultayı'nda dün konuşan Erdal
İnönü, SHP'nin Güneydoğu poli-
tikasının açık olduğunu, özellikle,
"Kürt sorunu yok" diye parti
programını ve parti yönetimini
eleştirmenin haksızlık olduğunu
belirtti. Parti programına böyle bir
maddeyi koymamanın, etnik kökeni
Kürt olanlara bir şey kazandırmı-
yacağını öne süren İnönü, "Ana-
yasa'da konuşulan resmi dilin
Türkçe olduğuna ilişkin bir mad-
de yer aldığına" dikkat çekerek
"Anadil nasıl Türkçe olur? Doğ-
duğun zaman evde nasıl bir dil ko-
nuşuluyorsa, anadilin o olur. Ev-
de Kürtçe konuşuluyorsa, anadilin
Kürtçe olur. Anayasa'da belirtilen
eğitim dilidir" diye konuştu.
"Sizin anadiliniz farklıdır. Siz
ayrı bir devlet halinde ortaya çık-
malısınız."



'Anadile evet': SHP Genel Başkanı Erdal İnönü, partisinin İstanbul il örgütünün düzenlediği
İkinci Danışma Kurultayı'nda yaptığı konuşmada, SHP'den 7 ihraç ve istifalar
sorununa değindi. Gerek ihraç edilemlerin, gerekse istifacıların SHP'nin Kürt politikası olmadığını, yoldaki eleş-
tirilerini yanıltmayan İnönü, "Yapay çözümler peşinde değiliz. Onun için programa Kürt sorunu diye bir bölüm
koymuyoruz. Bunu ayrı bir madde olarak programa almak, insanları ayırmak olur" dedi. İnönü, Kürtlerin ana-
dillerini konuşmalarının engellenemeyeceğini, ancak Türklerin ve Kürtlerin bir arada yaşayacaklarını söyledi.

GÜNEŞ

Pazartesi 27 Kasım 1989

Biz bunu silahla yapacağız. Bunları bırakın" demenin yetmeyeceğini belirten İnönü, bu düşünceye karşı şunları söyledi:

"Evet, sizin anadiliniz Kürtçe'dir. Ama biz, siz hep beraber Kurtuluş Savaşı'ndan beri yaşıyoruz. Türkiye Cumhuriyeti'ni beraber kurduk. Ondan sonra demokrasi içinde tüm haklarımıza sahip olarak yaşayacağız. Ama diliniz, kültürünüz farklı olmuş, farketmez. İsterseniz kendinize 'Kürtüm' dersiniz, farketmez; sizler Kürt kökenli Türk vatandaşısınız ve biz hangi kültürden gelirse gelsin, hiç kimseye farklı bakmayız. Halkımıza düşman diye bakmıyoruz. Onun için yanlış anlamalara yolaçmayacak bir şekilde vatandaşlara anlatmak gerekiyor. Silahlı eylemler, gerilla savaşı yıllardır var. Bunun önlenmesi için güvenlik güçlerinin halkın desteğini sağlaması gerekir. Çok zor bir şey değil. Ama iki üç yıl önce gezdiğimiz zaman gördüğümüz manzara şimdi yok. O zaman halkla güvenlik kuvvetleri arasındaki manzara daha iyi idi."

Güneydoğu politikalarının yeterince açık olmadığı konusunda eleştirildiklerini, ancak politikalarının açık olduğunu, söylediklerinin, programın yorumlanmasından başka bir şey olmadığını öne süren İnönü, "Sen susun, sen busun, sen Kürtsün diye programlarımıza geçirmek hiç kimsenin yararına değildir. Bu farklar, iç politikada oy için kullanılır, ama bir parti programında bunu ortaya çıkarmak sorunu çözmez, sorunu daha büyük boyutlara ulaştırır" dedi.

Gerçekleri görmek gerektiğini, bu sorunu demokrasi içinde çözümlenemeyen, silah zoruyla çözümlenir hale gelebileceğini de belirten İnönü şöyle konuştu:

"Ama silahlar kalkınca, Doğu Avrupa'da gördüğümüz gibi, silahlar kalkınca her şey biter. Onun için yapay çözümler peşinde değiliz. Onun için Kürt sorunu diye bir bölüm koymuyoruz. Çünkü bu yanlıştır. Türkiye'nin çeşitli bölgelerinden gelen Kürt kökenli vatandaşlarımız, çeşitli üst görevlere çıkmışlardır, canla başla görev yapıyorlar. Bunu ayrı bir programa almak, insanları ayırmak olur. Bu, Türkiye Cumhuriyeti'nin yapısal bütünlüğüne terstir."

TBMM'ye verdikleri önerinin, uygar dünyada alay konusu olmaktan başka bir şey yapmayan bu fosil yasanın kaldırılmasına yönelik olduğunu da belirten İnönü, "Zaten Kürtçe konuşanı, Kürtçe şarkı dinleyeni mahkemeye götürmeler oluyor. Bunları kaldırmak için bu öneriyi yaptık" dedi.

Başka ülkelerde federasyon halinde özerk bölgeler olduğunu, ancak Türkiye Cumhuriyeti'nin Kurtuluş Savaşı'dan, Lozan Antlaşması'ndan beri üniter bir devlet olduğunu belirten İnönü, daha sonra şöyle dedi:

"Böyle şeyler tartışılmaz. Tartışma ile çözülmez. Bir devletin nasıl yönetileceği, o devletin kuruluşunda, o devletin kuruluş aşamasında belirlenir, değişmez. Değişmesi için savaş gerekir. Hiç kimsenin bunu değiştirmeye gücü yetmez. Bizim de böyle bir şeyi değiştirme gibi bir düşüncemiz yoktur. Hangi parti iktidara gelirse gelsin, biz bunu koruruz. Üniter devlet yapımız, uygar devlet yapısı ile bağdaşır."

Konuşmasında, Paris'teki "Kürt sorunu" ile ilgili toplantıya katılan yedi milletvekilinin ihracı olayına da değinen İnönü, söz konusu toplantının, kültürel kimlik havası da taşıyan siyasi bir toplantı olduğunu söyledi. İnönü, konuşmasını şöyle sürdürdü:

"Böyle olduğunu anlayınca arkadaşlarımıza 'gitmeyin' dedim. Bu toplantıya beni de çağırmışlardı. Gittiklerini öğrenince de çok üzuldüm. Çünkü biliyorum ki, bu hareketi iyi niyetle de yapmış olsalar, arkasından gelecek sonuçlar Türkiye'de herkesi rahatsız edecek boyutlara varacak. Bunlar öyle durumlardır ki, bir barajın kapısını açmak gibidir. Kapı açıldıktan sonra gelecek suyu durduramazsınız. İlk hareketi yaptıktan sonra konuşmak beyhudedir. Maalesef bu oldu. Ondan sonra ne yaptıysa partiye ve ülkeye gelecek zararları önleyemedik."

Yedi milletvekiline "Bölücüdür" demediğini, "Türkiye'nin bütünlüğünü isteyen insanlar olduklarını" da bildiğini belirten İnönü, "Ama mesele başka. Orada bulunmakla bizim politikamızı anlatmakla, dünyaya ve Türkiye'ye çok yanlış bir izlenim verdik. Yapılan şey yanlış ve disiplin suçu meydana getiriyordu. Disiplin cezası verilmiş olması, ülkemizde yaşayan Kürt kökenli vatandaşlarımıza karşı bir tavır değildir" dedi.

Türk Ceza Yasası'ndaki 141, 142 ve 163'üncü maddelerin kaldırılması gerektiğini bildiren İnönü, fikrin yasayla engellenmesine karşı olduklarını söyledi. Son günlerde bazı yurttaşların camilerden çıktıktan sonra hükümetin de özendirilmesiyle türbanı bahane ederek gösteri yaptıklarını belirten İnönü, "Burada din adamlarına görev dü-

şuyor. Vatandaşlara, Türkiye'de Müslümanlığın laik bir düzen içinde yaşadığını ve en doğrusunun da bu olduğunu anlatmalılar" dedi.

SHP ile DSP'nin birleşmesi için uzun süredir çaba harcadıklarını, ancak DSP'lilerin ayrı parti olarak kalma kararında olduklarını anlatan İnönü, partililerden önümüzdeki ay dağıtmaya başlayacakları, aidat vererek alınacak parti kimlik kartı uygulamasına destek olmalarını istedi.

SHP İstanbul İl Başkanı Ercan Karakaş, Danışma Kurultayı'ni açış konuşmasında, Paris'teki konferansa katılan yedi milletvekilinin ihracının çok ağır bir karar olduğunu belirterek, "Bu maksadı aşan bir cezadır" dedi.

SHP İstanbul Milletvekili İsmail Cem de kurultayda yaptığı konuşmada, partinin bazı sıkıntılar içinde olması karşısında bazı çevrelerin sevinmeye kalkmamaları gerektiğini belirtti. Cem, "Biz bütün bu engelleri aşabilecek güçteyiz" dedi. Doğu ve Güneydoğu'daki sorunların temelinde "feodal yapının" yattığına işaret eden İsmail Cem, "bu sorunların çözümü feodal yapıyı yıkmaktan geçer. Bu yıkıldığı zaman ortada ne ırkçılık kalır, ne bölücülük kalır" diye konuştu.

İsmail Cem, konuşmasının sonunda, Genel Başkan Erdal İnönü'yü, partililerin imza toplamasına gerek kalmadan, partiyi olağanüstü kurultayı toplamaya çağırdı.

Türkiye'de bir Doğu ve Güneydoğu sorunu bulunduğunu, bu sorunun temel anayasal haklar ve özgürlükler sorunu olduğunu vurgulayan İstanbul Büyükşehir Belediye Başkanı Nurettin Sözen şöyle konuştu:

"SHP bu sorunu, Türkiye'nin kendi iç sorunu olarak görmektedir. Bu nedenledir ki, hangi dış amaçlara hizmet ettiği belli olmayan bir uluslararası nitelikli toplantıya bu sorunun taşınması yanlıştır. Böyle bir tutum, sorunu çözmekte ulusal çerçevede acz içinde olduğumuz izlenimini pekâlâ yaratabilir."

Nurettin Sözen, toplantıya katılan milletvekillerinin disiplin suçu işlediklerini de belirtti.

Siyasal boşluk dedikleri

ANKARA

Uluç Gürkan



KÜRT kökenli değildi.. Buna rağmen, Paris'teki Kürt Konferansı'na katılan milletvekillerinin SHP'den ihraç edilmeleri üzerine bu partiden istifa etmekte tereddüt etmemiştir...

Anamuhalefet partisi SHP'nin bu kararlarla gerçekte Kürt halkını dışladığını savunuyordu. Ama, istifasının yalnızca bu ihraç olayıyla ilişkilendirilmesini istemiyordu.

"Benim asıl sorunum sosyal demokrat olduğumu iddia eden SHP'nin adım adım sağa kaymasıdır" diyor ve ekliyordu:

"İhraç kararı ben ve arkadaşlarım için yalnızca bardağı taşıran son damla oldu..."

DÜN sabah gazetelerde bölücü Kürt örgütü PKK'nın yarattığı vahşetle ilgili haberleri görünce birden dehşete kapıldı.

"Acaba" diyordu kendi kendine.. SHP'den gürültülü biçimde istifa etmelerinin PKK terörüne ortam hazırladığı suçlamaları yapılabilir miydi?

Hemen telefona sarıldı.. Aradığı arkadaşları bu kuruntusunu yersiz buluyordu. Ama, SHP eski milletvekili bir türlü rahatlayamıyordu...

İşlerin sarpa sardığı duygusuyla evinde uzun süre sancı çekti...

ÖĞLE saatlerinde bir gülümseme yayıldı yüzüne...

Suçu kime yükleyeceğini bulmuştu.

Suçlu, Kürt Konferansı'na katılan milletvekillerinin ihracına seyirci kalan SHP yönetimidir.. Böylece SHP kendisini Kürt sorunundan bütünüyle soyutladığını ilan ederek arkasında önemli bir siyasal boşluk bırakmıştı.

Şimdi PKK'nın yaptığı bu fırsatı değerlendirerek SHP'nin yarattığı boşluğu terör yöntemleriyle doldurmaya çalışmaktan ibaretti...

SHP eski milletvekili bizi aradığında tam anlamıyla rahatlamıştı...

SHP'ye dönük bu suçlama, meğer yalnızca kendisini rahatlatma ihtiyacındaki istifacı bir milletvekilinin kuruntusu değilmiş.

Benzeri değerlendirmeleri bazı devlet örgütleri ve kurumlarının da bir süredir yaptığını gözliyoruz...

SHP'yi "gü-

vence" saydıkları için bu parti bünyesinde yer alan çok sayıda kişinin şimdi istifa ediyor olmaları çok çeşitli devlet katlarında ciddi rahatsızlıklara konu oluyormuş. Bu kişilerin şimdi içine düştükleri siyasal boşluğu nasıl aşacakları konusunda bütün antenler dikilmiş, bilgi derlenmesine çalışılmıyormuş.

Dikkatler, etnik kökenli bir siyasal örgütlenme ihtiyacı duyulup duyulmadığı üzerine yoğunlaştırılmış.. Beklenen, SHP'nin bu soruna kendi içinde bir çözüm bulabilmesiydi.

Aksi takdirde, kafasında bugüne değin bölücü hiçbir düşünce olmayan kişilerin gündemine bu konunun ister istemez gireceği düşünülüyor ve bundan ürkülüyormuş...

ÜST yönetim, SHP'nin kendisini Kürt sorunundan soyutladığı biçimindeki değerlendirmeleri kabul etmiyor...

SHP yöneticileri, bu sorunu Türkiye'nin bir gerçeği olarak algıladıklarını ve en büyük duyarlılığı kendilerinin gösterdiğini savunuyorlar.

Ama, Kürt sorununda radikal politikalar ve tepkilerin sahibinin SHP olamayacağını da ısrarla vurguluyorlar. "Bu konuda varolan ya da doğabilecek siyasal boşlukları da iktidara yürüyen sosyal demokratlar olarak biz doldurmayacağız" diyorlar...

SHP'yi yönetenlere göre, Doğu ve Güneydoğu'daki boşluk aslında siyasal olmaktan çok halkın korunmasıyla ve devlet tarafından sahiplenmesiyle ilgili bir boşluk.. Bu saptamalarına gelince pek haksız oldukları söylenemez...

Tayinle işbaşına gelen Ankara il yönetimi beş ilçeyi görevden aldı

İstifacı SHP'liler 'ikna' olmuyor

ANKARA, (Güneş)- Sosyalde-mokrat Halkçı Parti'de (SHP) istifa ve Olağanüstü Kurultay beklentileri sürüyor.

Genel Başkan Erdal İnönü'nün Olağanüstü Kurultay çağrısına soğuk bakmaması ve "artıları ile eksilerini" araştırmaya başlaması, 10 parti üst yöneticisinin önerisini parti tabanında da tartışılan bir konu haline getirdi. Bu arada, İstanbul Milletvekili Hüsnü Okçuoğlu bugün düzenleyeceği bir basın toplantısıyla istifasını açıklayacağını bildirdi. Okçuoğlu bir süreden beri seçim bölgesinde görüşmelerde bulunan İzmir Milletvekili Kemal Anadolu'yu beklediğini, açıklamayı büyük olasılıkla birlikte yapacaklarını belirtti. Öte yandan önceki gün Bursa'da bir kitap imza gününe katılan ve akşam da SHP muhalefetine düzenlediği yemeğe katılan Anadolu'ya gerek İzmir'de, gerekse yemek sırasında istifa kararını gözden geçirmesi için baskı yapıldığı öğrenildi. Ankara Milletvekili Tevfik Koçak ise, "İstifam hazır" diyerek Brüksel'e gitti.

İstifa etmesi beklenen Ankara Milletvekili Ömer Çiftçi de henüz kararını kesinleştirmedeğini, gelişmeleri en geniş şekliyle tartışıp değerlendirmek gerektiğini söyledi.

Öte yandan bazı parti meclisi üyeleri ile milletvekilleri parti içindeki son tartışmalı durumla ilgili olarak yeni bir öneri geliştirdiler. İsminin şu sırada açıklanmasının yanlış anlaşılmalara yol açacağını belirten bir parti meclisi üyesi partiyeye yöneltilen eleştirilerin önemli bir bölümünün Merkez Yürütme Kurulu'nun (MYK) tutumundan kaynaklandığını, bu kurulun değiştirilmesiyle yeni bir atılım yapılabileceğini söyledi. Olağanüstü Kurultay'a sıcak yaklaştığını da kaydeden parti meclisi üyesi "Ancak kurultay partide gerçekten yeni bir yapılanmayı sağlamalıdır. Yoksa aynı yapı korunacaksa, kurultay-

dan yarar değil, zararla çıkmamız söz konusu olur" dedi.

Öte yandan, SHP'nin bazı parti meclisi, Merkez Disiplin Kurulu üyeleri ve milletvekilleri tarafından önerilen Olağanüstü Kurultay çağrısının tabanda da tartışıldığı bildirildi. İstifaya hazırlanan bazı örgütlerin "son bir kez daha denemek" için bu öneriye katıldıkları bildirildi.

Bu öneriyle ilgili olarak istifacı milletvekillerinin değişik yorumlarda buldukları, bazılarının Olağanüstü Kurultay'la herhangi bir şey elde edilemeyeceğini, tersine Baykal'ın güçlendirileceğini, istifalarla başlayan hareketi zayıflatmaktan öte bir anlamı olmadığını öne sürdüler. Diğerlerinin öneriyi ciddiye aldıkları, istifa etmeleri karşın öneriyi destekledikleri ve başarılması halinde yeniden SHP'ye dönebilecekleri öğrenildi.

Ankara'da toplu alım

SHP'de üst yönetim ve gruptaki çalkantı sürerken Baykal ekibinin tayinle işbaşına getirdiği yeni Ankara il yönetimi, beş ilçe yönetimini görevden aldı.

Teoman Evren başkanlığındaki il yönetiminin 14 üye ile yaptığı toplantıda tüzükteki üçte iki çoğunluğun da aranmadığı öğrenildi. Beş red oyuna karşı sekiz oyla Çankaya, Yenimahalle, Altındağ, Keçiören ve Mamak ilçe yönetimleri görevden alındı. Bir üye ise çekimser kaldı. İki referandum ve mahalli seçim yöneten Çankaya ilçe yönetiminin başına Kenan Babayiğit getirildi.

Bir süre önce Parti Meclisi'ni üyeliğine yedekten gelen Mustafa Gündüşlioğlu'ndan boşalan ilçe başkanlığını Fazıl Güreken yürütüyordu.

SHP'de şok etkisi yaratan bu olaydan sonra yarınki grup toplantısı daha da önem kazandı.

GÖZLEM

UĞUR MUMCU

Sevr Siyaseti...

ABD "Ermeni tasarısı"nı gündeme getirdi, "Kürt sorunu" da Madam Mitterrand ve bazı Amerikalıların öncülükleriyle dünya kamuoyuna mal ediliyor.

Kürt örgütleri şimdiden "Amerikan ve Fransız mandacılığına" sığınıyorlar. Görünüş budur.

Bulgar göçmenleri olayı başlı başına bir skandaldır. Türk

Cumhuriyet
28 10 1989

dış siyaseti, cumhuriyet tarihimizin en büyük başarısızlığı ile karşı karşıyadır.

65 bin soydaşımız Bulgaristan'a geri dönmüştür.

Tersine göç sürmektedir.

Başbakan Özal eliyle yürütülen "kıç üstü oturtma" ve "ümük sıkma diplomasisi" dünya kamuoyunda devletimizin saygınlığına büyük darbe indirmiştir.

Özal döneminde dış siyaset, Dışişleri Bakanlığı elinden alınmıştır.

ENKA Holding eliyle pazarlanan "Davos toplantıları" ve büyük bir zafer gibi sunulan "Davos ruhu"nun nasıl yapay bir gösteri olduğu bugün artık iyice anlaşmıştır.

Kıbrıs sorunu tam bir çıkmaza sürüklenmiştir. Ege sorunu yine askıdadır; Yunan adaları antlaşmalara karşın yine birer silah deposudur.

Yunanistan, herhalde "Davos ruhu" uyarınca Kıbrıs Rum kesimini silahlandırmaya devam ediyor.

Yarın ya da öbür gün, Kıbrıs'ta bir "oldu bitti" ile karşılaşılabilir.

Güneydoğu'da PKK terörü sürüyor. Etnik kökenli terörün, yarın ne gibi sorunlar yaratacağı bilinmiyor. PKK örgütü Suriye'de üsleniyor. Suriye uçakları sınırlarımızın içine girip bir sivil uçağa ateş açıp uçağı düşürebiliyorlar.

Bütün bu olaylar ve olgular ortadayken, hükümet, TRT ve yandaş basını kullanarak bu skandalları, bu başarısızlıkları parlak başarılar gibi sunuyor.

Gözlerimizi bu tablolardan ayırıp 1920'lere dönelim.

Tarih, 10 Ağustos 1920'dir.

O gün, Paris yakınlarındaki Sevr kasabasında Osmanlı İmparatorluğu âyân üyeleri Hadi ve Rıza Tevfik beylerle Bern Büyükelçisi Reşat Halis Bey, 433 maddeden oluşan Sevr Anlaşması'na imza koymuşlardı.

Anlaşmanın 62. maddesinde Kürtler için İngiliz, Fransız ve İtalyan hükümetlerinin atayacakları üçer kişilik komisyonun bir taslak hazırlaması öngörülmüştü.

Anlaşmanın 89. maddesiyle de "Osmanlı devleti ile Ermenistan arasındaki sınırın saptanması işi ABD hakemliğine" bırakılmaktaydı.

Türkiye, 12 Eylül 1980 öncesinde birbirleriyle eşgüdümü biçimde sahnelenen iç ve dış terörle tam bir "destabilizasyon" sürecine sokulmuştu.

Ermeni terör örgütü "ASALA"nın saldırıları, 1974 Kıbrıs Barış Harekâtı'ndan sonra başlatılmıştır.

1975 yılında başlayıp 1982 yılına kadar süren saldırıları sonucunda konu siyasal platformlara aktarılmıştır. PKK terörü de aynı yolu izlemiş; Ermeni ve PKK terörü, ABD'nin Kürt ve Ermeni diplomasisi için bir çeşit ön çalışma olmuştur.

Bu, okyanus ötelерinden dalgalandırılan bir yeni "Sevr siyaseti"dir.

Türkiye'de bir "Kürt sorunu" vardır; bunca olay yaşanıyor; kimse bu gerçeği yadsıyamaz. Bu sorun, ancak ve ancak ulusal sınırlar ve ulusal bütünlük içinde insan haklarına tam saygıyla ve özgürlükçü demokrasinin eksiksiz işlemesi ile çözülür.

Kürt sorunu, ne "PKK terörü" ile çözülür ne "Kürt şovenizmi" ve ne de "Amerikan ve Fransız mandacılığı" ile!

Tersine bu gibi yol ve yöntemler, emperyalizme ve faşizme yarar.

Yaramıştır da...

Özal, işte bu koşullarda, muhalefetin katılmadığı seçimlerle ve seçmen tabanını yitiren bir partinin çoğunluk oylarıyla Çankaya'ya çıkmaya hazırlanıyor.

Türkiye, Özal'ın Çankaya serüveni ile içinden pek öyle kolay kolay çıkılmayacak derin ve büyük bir bunalıma doğru hızla sürükleniyor.

SHP ve DYP milletvekilleri 'Kürt sorunu'na soğuk bakıyor

ANKARA, (Güneş)- Sosyal-demokrat Halkçı Parti'de (SHP) ihraç ve istifalarla ön plana çıkan Kürt sorunuyla ilgili tartışmalar güncelliğini koruyor.

Başbakan Yıldırım Akbulut, Anavatan Partisi (ANAP) Meclis grup toplantısında yaptığı konuşmada, bu konudaki görüşlerini şöyle açıkladı:

"Türkiye'de Türk milleti vardır. Türkiye'de yaşayan herkes Türk'tür. Bunun aksi savunulamaz ve bunu savunan hiçbir şekilde bizim tarafımızdan müsamaha ile karşılanamaz."

Kürt sorunu ve Kürtçe eğitim konularında görüşlerine başvurduğumuz SHP ve Doğru Yol Partisi (DYP) milletvekilleri ise şunları söyledi:

Turan Beyazıt (SHP İzmir Milletvekili): "Herkesin anadili, kültürü saygı duyulması gereken sosyolojik kazanımlarıdır. Buna karşı çıkmak mümkün değildir, karşı çıkılmaz."

Ancak anadilin ayrı oluşu, bir ölçüde kültür farklılığı, devletin bölünmez bütünlüğünü, Atatürk milliyetçiliğinin, misak-ı milli sınırları içindeki vatanın bölünmezliğini gözardı edebilmenin bir nedeni olmaz. Türkiye'de resmi dil Türkçe'dir."

Hasan Zengin (SHP Manisa Milletvekili): Bu konuda ayrımcılık ve bölücülük imajı verilmesini ve bu davranış içine girilmesini doğru bulmuyorum. Orada yaşayan insanları da kendim gibi düşünmekteyim. Ezilen, işkence çeken, hakkını alamayan insanların yalnızca Doğu'da yaşamadığı, Türkiye'nin her bölgesinde aynı durumda insanların olduğunun unutulmaması gerekir.

'ABD'nin isteği'

Sevr Anlaşması'ndaki harita taksimatını yapan ABD Başkanı Wilson'un ayrı Kürt ve Ermeni devleti kurulması isteğini ABD bugün de sürdürmektedir. Dost görün ABD'nin bu tutumu hiçbir şekilde kabul edilemez. Asırlardır kardeşçe yaşamış insanlara soy, ırk kavgası yaptırmaya kimsenin hakkı yoktur. Dış mihraklar GAP dolayısıyla Doğu'nun geri kalmışlığı kalkacağı için özellikle bu konuyu tahrik etmektedirler. Doğu ve Güneydoğu halkının bölücü ve ayrımcı kişiler ve PKK terör örgütleri gibi düşündüğüne inanmamaktayım.

Bölgede bugüne kadar ihmal edilmiş olan Kürtçe eğitime daha çok ağırlık ve hız verilmesini istemekteyim."

Orhan Veli Yıldırım (SHP Tunceli Milletvekili ve Parti Meclisi Üyesi): "Doğu sorununu ekonomik ve demokratik talepler olarak iki bölümde ele alıyorum. Doğu'da demokratik talepler, çeşitli örgütlerce yapılan baskılar ile devlet tarafından yapılan baskılar, orada yaşayan Kürt kökenli vatandaşlarımızın anadillerini özgürce konuşabilmelerini, resmi dil Türkçe olmakla birlikte süreç içinde okullarda Kürtçe'nin de grameri ile birlikte okutulması olanaklarının sağlanmasını içerir. Doğu'yla Batı arasındaki ekonomik farklılıklar kaldırılıp bölgeler arasındaki hizmet arzındaki çarpıklığın giderilmesi halinde Kürt kökenli vatandaşlarımızın kendilerini ayrı bir devlet kurma özlemi, isteği içinde görmeleri sözkonusu olamaz. İnsanlara hangi soy ve ırktan geldiğini düşündürmeyecek, çağdaş insan gibi yaşama hakkı lafla değil gerçekten tanınmalıdır."

Cevdet Selvi (SHP Eskişehir Milletvekili ve Genel Sekreter Yardımcısı): "Bizim temel ilkemiz, ana hedefimiz Türkiye Cumhuriyeti sınırları içinde yaşayan doğusu, batısı ile her köşesinde yaşayan vatandaşlarımız arasında en ufak ayrım gözetmeksizin, birlikte insanca yaşama, onurluca çağdaş uygarlık düzeyine ulaşma mücadelesidir. Temel amaç bu olduğuna göre bunu zedeleyecek herhangi bir girişim ülkemizde ve çağımızda geçerli olamaz."

Güneş Gürseler (SHP Tekirdağ Milletvekili): "Sosyal demokrat bir partinin emekçi kitleleri ve onların sorunlarını değerlendirirken yaklaşımı sınıfsaldır. SHP'den Kürt olayını bahane ederek istifa eden arkadaşların konuyu getirdikleri nokta ise, Kürt milliyetçiliğidir. Kendi yöresinde önce toprak reformunu dile getirip onun kavgasını yapması gereken arkadaşların milliyetçilik kavgası yapmalarını anlayamıyorum. Herkes anadilinde konuşmalıdır ama devletin resmi dili Türkçe'dir ve değiştirmeye de kimsenin gücü yetmez."

'Temel sorun'

Etem Cankurtaran (SHP İçel Milletvekili ve Merkez Yürütme Kurulu Üyesi): "Türkiye'nin temel

sorununun demokrasisi sorunumuzun en önemli unsurlarından biri olduğunu düşünüyorum. Milyonlarca Kürt kökenli insanın yaşadığı ülkemizde buna kimse duyarız kalmaz. Kürt sorununun temel insan haklarına dayalı bir biçimde çözüme ulaştırılması için TBMM'nin tavrı önemlidir. Çözümün siyasi partiler arasında bir yarış haline getirilerek değil çağdaş bir ülke olmanın gerekleri düşünlükler sağlanması hepimizin görevi olacaktır."

Yıldırım Avcı (DYP eski Genel Başkanı ve TBMM Başkanvekili-Denizli Milletvekili): "Türkiye'de bir Kürt meselesi olmaması lazım. Gelişmeler insanı rahatsız ediyor. Türkiye'ye dost olmayan çevrelerden olay tahrik ediliyor. Türkiye Cumhuriyeti vatandaşı nüfusu taşıyan herkes farklı düşünemez. Türkiye Cumhuriyeti vatandaşı her göreve gelir. Türkiye'nin birliği için asırlarca uğraştık. Böyle bir ayırma gerek yok. Bunu tahrik eden çevreler Türkiye'nin birliğini bozmak isteyenlerdir."

Ahmet Küçükkel (DYP Elazığ Milletvekili): "Türkiye'nin bölünmez bütünlüğü var. Kürt-Türk ayrımı yanlıştır. Türkiye sınırları içinde yaşayan herkes bu ülkenin vatandaşlarıdır. Kürtçe bir lehçedir. Kültürleri olabilir, ama hiçbir zaman bunları ileri sürerek ayrı bir eyalet ve federasyon talep edilemez."

Abdullah Ulutürk (DYP Afyonkarahisar Milletvekili): "Tüm siyasi partiler kışkırtılmakta olan bu olay üzerine birlikte gitmelidirler. Bölücülük tehlikesi vardır. Devletin birliğine ve bütünlüğüne yönelik bir kışkırtma hareketi Kürt meselesini bahane ederek ortaya çıkmaktadır."

İbrahim Demir (DYP Antalya Milletvekili): "Bu konu ile oynamak ateşle oynamaktır. Türk milleti vardır, ayrım yoktur."

'Herkes eşittir'

Hasan Ekincl (DYP Artvin Milletvekili): "Türkiye sınırları içinde yaşayan herkes eşittir. Biz ayrımcılığa karşıyız. Bölücülük tehlikesi vardır. Çoğunluk buna karşıdır. Yoğunlukla dış çevreler konuyu tahrik etmektedir. Atatürk, konu ile ilgili Türkiye Cumhuriyeti'nin çerçevesini çizmiştir. Bunun dışına taşmak hatalıdır."

Tahir Şaşmaz (DYP Elazığ Milletvekili): "Bu çok tehlikeli bir oyundur. Asırlarca bir arada yaşamış, İslâm kardeşliğinde birleşmiş Türkiye Cumhuriyeti sınırları içinde birlikte yaşamının mutluluğunu yaşamış insanlarımız arasında bölücülük tehlikeli bir oyundur. SHP'den istifa eden bazı milletvekillerinin kendi siyasi ikballeri için böyle bir konuyu alet olarak kullanmaları düşündürüktür. Böyle bir ayrım yapılamaz ve yapmaya da kimsenin gücü yetmeyecektir. Kışkırtmalar olacaktır. Ajan provokatörler kullanılacaktır. Ama Türkiye sınırları içinde Türk halkı, Türk vatandaşı olarak kucaklanmış insanlığımızı kimse bölemeyecektir."

Baykal: 'Yaralar sarılır'

Milliyet

29 10 1989

- SHP'de "Kürt kongresi"ne izinsiz katılan 7'lerin ihracı ile başlayan, 6 milletvekili ve birçok Doğu il örgütünün istifasıyla doruğa tırmanan huzursuzluk suskun Genel Sekreter Baykal'ı da rahatsız ediyor. Baykal, heyecanların yatışmasından sonra açılan yaraları kapatacak bir formül bulunması görüşünde
- SHP'nin bir Kürt sorunu, ya da Kürt politikasının olmadığı yolundaki suçlamalara katılmayan Baykal, şöyle konuşuyor: "Biz üniter bir Türkiye Cumhuriyeti'ni savunuyoruz. Tek çatı altında yaşayan, çeşitli etnik grupları olan bir Türkiye. Bu ilkedden hiçbir ödün verilemez"

Mehmet Ali Birand'ın yazısı 7. sayfa'da "KÖŞE"de



KÖŞE

M. Ali Birand

DENİZ BAYKAL NEDEN SUSUYOR?

—BRÜKSEL

DENİZ Baykal, şu sıralarda Brüksel'de, Türkiye-Avrupa Parlamentosu'nun Karma Komisyonu toplantılarına katılıyor.

Parti içindeki gelişmeler hakkındaki görüşlerini açıklayıp demeçler vermekten de özellikle kaçınıyor. Genel Başkan'ın en üst düzeyde genel merkezin tutumunu yansıttığını ve bunun da yeterli olduğunu söylüyor. Eksik bilgilerle, dalgalanmayı daha da artırmaktan çekindiği açıkça belli.

Konuşurken aldığı izlenim, ihraçlar ve istifalardan dolayı Genel Sekreter'in açıkça rahatsızlık duyduğu ve heyecanların yatışmasından sonra, yaraları kapatacak bir formülün bulunmasını istediği şeklinde...

Bu gerçekleştirilebilir mi, orası belli değil. Ancak, durumu daha da kontrolden çıkaracak adımlar atılmaması için büyük duyarlılığı var.

DENİZ Baykal ile uzun uzun söyleştik. Gelişmelerin perde arkasını genel merkez açısından anlattı.

Tahmin edilebileceği gibi, dış görünüş ile içerde geçenler ve bazı beklenmedik gelişmelerin üst üste gelmesi, genel merkezin pek benimsemediği sertlikte sonuç vermiş. Yazık olmuş...

Bizce bugün varılan noktada her iki tarafın da hataları, hatta beceriksizlikleri var. İşin ilkesinden başlanarak, parti disiplinine kadar uzanan bir dizi talihsiz gelişme...

İşin asıl önemli noktası, dıştan bakıldığında SHP'nin bir Kürt politikası olmadığı şeklinde.

"Kürt sorunu" veya "Kürt politikası" diye isim

koymaya da gerek olmadan, ortadaki gerçekler veya gelişmelerle ilgili bir politika ortaya konulmadığı ve tüm sorunların da bu "politikasızlıktan" kaynaklandığı izlenimi var...

İşte bu noktada Deniz Baykal, itiraz ediyor:

"SHP'nin bu konuda temel tutumu var ve kimşenin cesaret edemediği boyutlarda saptanmış bir politikadır bu..." diyor.

"Biz üniter bir Türkiye Cumhuriyeti'ne inanıyoruz. Tek çatı altında toplanmış, tek çatı altında yaşayan çeşitli etnik grupları olan bir Türkiye."

Kürt olsun, Laz olsun bütün grupları bir arada tutmanın, SHP'nin en başta gelen ilkesi olduğunu vurguluyor ve "Bunda hiçbir ödün verilmez" diyor.

Bunun ötesinde, Kürtçe konuşulmasına karşı çıkmayan, Güneydoğu'da yaşayanlara yapılan hak-sızlıklarla mücadele eden, bölgenin kalkınmasına öncelik veren bir politika.

"Bizim tutumumuz açık. Diğer partilerden daha ileri bir noktadayız... Keşke aynı konuda konuşan veya bayraktarlık yapanlar da bizim kadar tutumlarını bu derece kesin olarak ortaya koysa... İlkeler komadıkça tartışmalar hatalı yollara kayıyor" diyor.

BÜTÜN bunlar iyi hoş da, SHP Kürt konusundaki bu tutumunu derli toplu şekilde kamuoyuna yansıtamadığı gibi, verilen demeçler ve alınan kararlar, yine de "politikasız bir parti" izlenimini veriyor.

Ya politika henüz yeterince beslenip geliştirilememiş veya kafalardaki fikirlerle uygulamalar birbirini tutmadığı için, yalpalanıyormuş gibi bir görüntü doğuyor.

SHP, Güneydoğu'daki gelişmelere sırtını dönmeyiz. Döndüğü takdirde, gerçek bölücülerin, özerklik, yani hayal peşinde koşan güçlerin ekmeğine yağ sürmüş olur.

Eğer bu sorun halledilecekse, ancak SHP gibi bir partinin ne düşündüğünü ayrıntılı biçimde saptaması, bunu iyice yayması ve uygulamalarını da buna göre yapmasıyla halledilebilir.

Kürt sorunu, yol kazaları veya talihsiz gelişmeleri kaldıramayacak kadar duyarlı bir konudur.



Paris'teki "Kürt Konferansı"na katılan SHP'li milletvekilleri dönüşte havaalanında. Hepsisi de az sonra karşılaştıkları sürprizden habersiz

GÜNEŞ

SHP / "KÜRT KONFERANSI"

"7'ler" bunalımı

14-15 Ekim tarihleri arasında Paris'te toplanan "Kürt Konferansı"na katılan milletvekillerinin disiplin kuruluna sevkî, SHP'yi yeni bir bunalımın eşiğine getirdi

"Bütün sorun, SHP yönetiminin politikasızlığından kaynaklanıyor. Cumhurbaşkanlığı seçiminde izlenmiş oldukları tutarsız, mantıksız politikaların bedelini başkalarına yüklemek istiyorlar."

SHP'den ilk ihraç edilen Kürt kökenli milletvekili İbrahim Aksoy, tam da cumhurbaşkanlığı seçimi arifesinde başgösteren "7'ler" bunalımını böyle değerlendiriyordu: Fransa'da yapılan "Kürt Konferansı"ndan dönen Kürt kökenli 7

milletvekili, daha ayaklarının tozunu silmeden, partiden "kesin ihraç" talebiyle disiplin kuruluna verilecek, karar SHP kulislerini allak bullak edecekti: "Talep edilen ceza çok sert değil mi"ydi? "7'ler" de partiden atılırsa, olay "Doğu ve Güneydoğulu seçmenlere nasıl anlatılır"dı?

Paris daveti. Aslında her şeye Danielle Mitterrand'ın başkanı olduğu "Özgürlükler Vakfı"nın "Kürt kimliği"ni tartışmak üzere Paris'te düzenlediği konferans sebep olmuştu.

Aralarında Erdal İnönü'nün de bulunduğu çoğu SHP'li 30 kadar parlamenter, konferansa "gözlemci" sıfatıyla ve "kişisel olarak" davetliydi. SHP'li milletvekillerinden Ahmet Türk, İsmail Hakkı Önal, Kenan Sönmez, Adnan Ekmen, Mahmut Alınak, Salih Sümer ve Mehmet Ali Eren, katılmayı düşünüyordu. Toplantının

konusu, Ahmet Türk aracılığıyla Erdal İnönü'ye iletilmişti. Başlangıçta daveti olumlu karşılayan SHP merkez yöneticileri, konferansa, "Genel Başkan Erdal İnönü'nün belirleyeceği, önce 3, sonra da 5 kişinin katılmasını kabul etmiş"ti. Ancak "çağrı kişilere yapıldığından herkesin kendi kararını kendisinin vermesi" daha uygundu. Bir süre sonra da başka partilerden parlamenterlerin katılmayacağını anlayan İnönü, milletvekillerine konferansa "gitmemelerini söylemiş"ti. Paris yolcusu 7 milletvekili ise ısrarlıydı. Bunun üzerine alelacele toplanan SHP Merkez Disiplin Kurulu da önce "geçici ihraç"la partiden uzaklaştırdığı Malatya Milletvekili İbrahim Aksoy'un cezasını "kesin ihraç"a çevirivermişti. Ancak gözdağının da yararı yoktu. Her şeye rağmen konferansa katılan milletvekillerini bu kez dönüşte SHP yönetiminin sürprizi bekliyordu: "Kesin ihraç" talebiyle disiplin kuruluna sevk.

"İhracat partisi olduk." Karar, merkezçiler dışında tüm SHP'lilerde tam bir şok etkisi yaratıyordu. Adının açıklanmasını istemeyen bir SHP yöneticisi Nokta'ya yaptığı açıklamada "İhracat partisi olduk. Yakında gerçekten yavru muhalefet partisi olabiliriz" diyordu. Sol kanat milletvekillerine göre ise "ihraç kararı sert"ti. MYK üyesi Cumhur Keskin, Tunceli Milletvekili Kamer Genç ve İstanbul Milletvekili Mehmet Moğoltay ihraç kararını yanlış bulanlardandı. Çünkü hem "bu kadar ağır cezayı gerektiren suç oluşmamış", hem de "parti, milletvekillerine resmi bir bildirimde bulunmamış"tı.

SHP kulislere bu konuyla çalkalanırken "7'ler" in cezalandırılması halinde "sol kanattan 10'a yakın milletvekilinin kararı protesto etmek için istifa edebileceği" de yayılıyordu. Öyleki İbrahim Aksoy'un ihraçında etkili olan Diyarbakır Milletvekili Fuat Atalay bile, Nokta'ya yaptığı açıklamada "İhraçla-

rın daha da olumsuz gelişmeler yaratacağını" belirtiyordu. "Doğu ve Güneydoğu'daki Kürt kökenli yurttaşların tepkisinin de dikkate alınmasını" isteyen Atalay, Hikmet Çetin, Fikri Sağlar, Eşref Erdem ve Abdülkadir Ateş'le birlikte "kararın yeniden gözden geçirilmesi" için İnönü'ye başvurmuştu.

"Şu anda zan altındalar." Rica ya giden beş milletvekiline göre "Burada ülke yararı düşünülmeli"ydi. Hem "ipler kopartılırsa, o zaman bu arkadaşlar etki altına girer, başka alanlara kayar"dı. İnönü ise konunun "partiüstü değerlendirilmesinden" yanaydı. "Bu arkadaşlar bağımsız veya değil, politika yapacaklarsa dikkat etmeleri gerekir. Şu anda zan altındalar" diyordu. İnönü aslında biraz yumuşayacaktı ama İbrahim Aksoy'un konferansta SHP'yi suçladığı konuşmasına "7'ler" in karşı çıkmamasından rahatsız olmuştu. İki saate yakın süren görüşme sonunda "geri adım" atan İnönü, "Bu milletvekillerinin kamuoyunu tatmin eden bir açıklama yapmalarını ve bundan sonraki davranışlarına dikkat etmelerini" istiyordu. Bu koşullarda disiplin kurulundan "geçici ihraç" kararı çıkartılır, daha sonra MYK, bu cezayı kaldırır. SHP'nin Doğu ve Güneydoğu politikasıyla ilgili bir açıklamayla da, bu konudaki kuşklar giderilirdi.

Yeni bir yol ayrımı mı? Ancak "Biz yaptığımız işin yanlış olmadığı inancındayız" diyen "7'ler", böyle bir uzlaşmaya yanaşmıyordu. "Verilecek en küçük ceza bile kabul edilemez"di. Onlar "bölünmeye ve bölücülüğe" karşıydı. SHP'den de ayrı düşünmüyorlardı. Hem Kürtçenin serbest bırakılması için Meclis'e yasa teklifi veren bu SHP değil miydi? Öyleyse "insani" sorunların tartışıldığı uluslararası bir toplantıya katılmayı sorun haline getirenler, bu yapay sorunu korku, demokrasiye inancsızlık, bilgisizlik ve içtensizlikle ağırlaştırılanlar yeniden düşünmeliydi.

Görüldüğü kadarıyla tarafları memnun edecek bir çözüm bulunmazsa, parti içindeki bunalım derinleşeceği benziyordu. İhraç ve istifa ihtimallerini de kapsayan bu süreç, iktidara yürüdüğünü söyleyen SHP için, belki de dikenli ve taşlı bir dönemeç demektir.

Müşerref SEÇKİN

"Yeni üyeniz hayırlı olsun"

SHP'den ihraç edilen Malatya Milletvekili İbrahim Aksoy, Paris'te yapılan "Kürt Konferansı"nda bir konuşma yaptı. Erdal İnönü'ye de gönderdiği konuşma metninin bir bölümünde Aksoy, SHP için şunları söylüyordu:

"Avrupa Parlamentosu Türkiye Karma Komisyonu toplantısında Kürt halkının sorunlarına değindim, Türkiye'nin resmi Kürt politikasını eleştirerek, bu halka kültürel haklar verilmesini istedim... Partim bu konuşmamdan dolayı önce parti ile ilişkilerimi dondurdu, sonra da ihraç etti... Daha sonra da Sosyalist Enternasyonal, Haziran 1989'da SHP'yi tam üyeliğe kabul ederek ödüllendirdi. Kürt halkının sorunlarının tartışılacağı Paris toplantısına kendi milletvekillerini izlemek için göndermeyen bir partiyi üye olarak bağrınıza basmak, elbette ki sizin hakkınız... Çünkü önemli olan sayınızı yükseltmek,



insan haklarına da sözde sahip çıkmak... 17 milyon Kürt halkının varlığını inkâr eden yeni üyeniz SHP, hayırlı olsun...

SHP'nin bugünkü yöneticileri gibi bazı politikacılar kendi çıkarını Kürt tabusu üzerine oluşturdukları için, bu tabunun yıkılmasını istemiyorlar.. Türkiye'de Kürt sorunu yok diyenler kimler?.. Bir avuç politikacı, onlar kadar kırmızı takkeli aydın ve maalesef bugün parlamentoda olan Kürt kökenli milletvekillerini..."

“İnönü, DGM savcısı gibi”

DIYARBAKIR, (hha)

SHP 'den istifa eden Adana Milletvekili Cüneyt Canver, Genel Başkan Erdal İnönü'nün parti içindeki bazı grupları bölücülükle suçlamasını eleştirerek, İnönü'ye DGM Savcısı benzetmesi yaptı. SHP İstanbul Milletvekili Ali Topuz ise, parti yönetiminin iyi olmadığını ileri sürdü.

BBC Türkçe Servisi'nin sorularını yanıtlayan SHP Adana Milletvekili Cüneyt Canver, kurulacak yeni parti içerisinde yer alması konusunu konuşmak için zamanın erken olduğunu belirtti. Canver, SHP içerisinde 12 Eylül ve Kürt sorununun boyutlarıyla ilgili tartışmaların sınırlarının çizilmediğini kaydetti ve şöyle dedi:

“Türkiye’de bir kural vardır. Batı’da oturuyor ve biraz da demokratsanız, düzene karşıysanız, hemen komünist damgasını vururlar. Doğu’daysanız, düzene karşıysanız, mevcut düzene karşı başka önerileriniz varsa, sizi dışlamak, etkisizleştirmek için bölücü damgası vururlar. Düşünme özgürlüğünün alabildiğine savunucusu görünen SHP ve Genel Başkanı’nın DGM Savcısı gibi bölücülük suçlaması yapmasını, doğrusu çok garipsedim. Programımızdan ciddi sapma içerisindeyiz. SHP iktidar olsa, ANAP’ın, daha doğrusu 12 Eylül’ün ekonomik ve siyasal çerçevesini ciddi olarak değiştiremezdi. SHP’nin mevcut sistemle bir sorunu yok. Bugünkü yönetim, Özal’ın yapamadıklarını yapmaya aday.”

Cüneyt Canver, SHP Genel Sekreteri Deniz Baykal’ın örgütleri ele geçirmeyi programladığını, halen il ve ilçe başkanları, mevcut milletvekilleri ve milletvekili adaylarının, kendilerini halka beğendirme yerine genel sekreter veya genel başkana beğendirme yarışına girdiklerini öne sürdü. Canver, konuşmasına şöyle devam etti:

“Bu durumda ANAP’tan farkımız kalıyor mu? Parti yerine genel sekreter olsun, isteniyor. Ben bu işte yokum. SHP iktidar olursa, ben de iktidar olur. Ben bu iktidarda yokum.”

SHP İstanbul Milletvekili Ali Topuz da, partiden istifaları üzücü bulduğunu belirterek, mücadelenin parti içerisinde olması gerektiğini, eyleme ortak olmanın bir hatadan ibaret olduğunu savundu. Türkiye’nin Misak-ı Milli sınırlarında yer alan farklı etnik gruplara mensup yurttaşlara, SHP’nin karşı tutum içerisinde bulunmadığını belirten Topuz, şunları söyledi:

TOPUZ: “KÜRT SORUNU YOKTUR”

“Türkiye’de bir Kürt sorunu yoktur. Dıştan kaynaklanan tahrikli unsurlarla Güneydoğu’da terör yaratan PKK’nın yarattığı bir sorun vardır. Güneydoğu’daki halkın PKK ile işbirliği söz konusu olamaz. Halkı istismar etmek, özellikle sosyal demokratlar için büyük suçtur. İstifa edenler, Kürt toplantılarına katılarak milletvekillerinin ayrılıkçı akımlara destek verdikleri imajını yaratmıştır. Bu imajdan partinin kurtarılması gerekir.”

Tercüman 30 10 1989

Anadol, Koçak ve Okçuoğlu'nun yarın istifa etmesi bekleniyor

3 SHP'linin daha istifası cebinde

BAHA ÜLGEN

ANKARA. (Tercüman)- SHP’de, genel merkez politikalarını beğenmedikleri ve 7 milletvekilinin ihracına tepki gösterdikleri için istifa eden milletvekillerine yarından itibaren yenileri ekleniyor. İzmir milletvekili Kemal Anadol, İstanbul milletvekili Hüsnü Okçuoğlu ile Ankara milletvekili Tefvik Koçak’ın istifa mektuplarını yarın TBMM Başkanlığı’na vermeleri bekleniyor.

SHP’den daha önce istifa eden Abdullah Baştürk (İstanbul), Cüneyt Canver

□ SHP’den ayrılan 14 milletvekili, kendilerine iltihak edeceklerin sayısını artırmak için büyük çaba gösteriyorlar. Hedef sekiz istifa daha sağlamak

(Adana), Fehmi Işıklar (Bursa), Arif Sağ (Ankara), Mehmet Kahraman (Diyarbakır), İlhani Binici (Bingöl) ve partiden ihraç edilen 8 milletvekili ile sayıları 14’e yükselen SHP’den kopan bağımsız milletvekilleri grup kuracak sayıya ulaşmak için kulislerini artırdılar. Abdullah Baştürk başkanlığındaki bir he-

yet, yarın ve daha sonra istifa edecek milletvekillerinin sayısını 8’e yükseltebilmek için yoğun çaba sarfediyorlar. Hâlâ istifa etmekte kararsız olan Ömer Çiftçi (Ankara), Ali Uyar (Hatay), Veli Aksoy (İzmir), Sedat Doğan (Adana) ve Kâmil Ateşoğulları’nın (Ankara) kesin kararlarını küçük kurultaydan sonra ver-

meleri bekleniyor.

Öte yandan, partisinde sol grupla hareket eden İzmir milletvekili Ahmet Ersin ise teşkilâtı ile yaptığı görüşmeden sonra istifadan vazgeçti.

Diyarbakır’da toplu istifalar

Bu arada, partideki çözüme dün de devam etti. Diyarbakır Belediye Başkanvekili Mithat Bilici, başkanlık danışmanları Ali Timur, Nuri Sınır ve Silvan Belediye Başkanı Fadıl Erdere ile 1054 üye SHP’den istifa ettiklerini açıkladılar.

7 İHRAÇ KARARI SHP'DEN CİDDİ KOPMALARA YOL AÇABİLİR 7'lere Kürt tıraşı

17 KASIM, SADECE, KONGRESİNİ YAPACAK OLAN ANAP İÇİN DEĞİL, SHP İÇİN DE ÖNEMLİ BİR GÜN... MERKEZ DİSİPLİN KURULU, PARIS'TEKİ KÜRT KONFERANSINA KATILAN 7 MİLETVEKİLİ HAKKINDA KARAR VERECEK. 7'LERE CEZA VERİLMESİ DURUMUNDA, PARTİDEN BİR "TOPLU KOPMA" OLASILIĞI SÖZKONUSU.

SHP Genel Başkanı *Erdal İnönü*'nün sekreteri *Hadiye Nugay*, geçtiğimiz günlerde kendisini ziyarete gelenlere hep aynı konudan yakınip durdu. "Partililerden gelen protesto telefon ve telgraflarından bunaldım" diyordu Hadiye Hanım.

İnönü'nün sekreterinin sözünü ettiği protesto telefon ve telgrafları, Paris'te düzenlenen "İnsan Hakları ve Kürt Kimliği" konulu konferansa katılan 7 milletvekilinin Merkez Disiplin Kurulu'na verilmesi ile ilgiliydi. Doğu ve Güneydoğu illeri başta olmak üzere, yurdun çeşitli yerlerin-

sıra, çok özendiği Avrupalı sosyal demokratlardan da fırça yedi. Federal Almanya Sosyal Demokrat Parti Bremen Eyaleti Örgütü Başkanı *Ilse Jans*, İnönü'ye yolladığı mektupta, SHP'nin davranışını kinadiktan sonra, "Bu tür bir davranış, sosyal demokrat anlayış ile bağdaşmaz" diyordu. İnönü'ye, daha önce de Alman Yeşiller Partisi'nden aynı doğrultuda bir mektup gelmişti.

Merkez Yürütme Kurulu'nun kararına duyulan tepkiler yurt içinde daha geniş boyutlarda seyrediyor. Geçtiğimiz hafta SHP Kadıköy ilçe örgüt-

de, 7 milletvekiline ceza verilmemesi yolundaydı. SHP Genel Başkanı İnönü'ye protesto telgrafları yollayan il örgütleri arasında İzmir, İçel, Afyon, Bursa ve Adana da yer alıyor. Doğu ve Güneydoğu illerinde ise postaneler, telgraf yollayanlarla dolup boşalıyor.

İL BAŞKANLARI DEVREDE

Parti tabanından gelen baskılar karşısında bunalan bazı Doğu illerinin SHP'li başkanları, geçtiğimiz pazartesi günü Diyarbakır'da bir araya geldiler ve bir durum değerlendirmesi yaptıktan sonra uçağa atlayıp Ankara'nın yolunu tuttular. Şanlıurfa İl Başkanı Avukat *Feridun Yazar*, Diyarbakır İl Başkanı *Burhan Seyhanoğlu*, Merkez İlçe Başkanı *Ömer Önen*, Mardin İl Başkanı *Ahmet Aday*, Adıyaman İl Sekreteri *Mahmut Kılıç*, Nusaybin İlçe Başkanı *Müslüm Yiğit*, Bitlis İl Başkanı *Kenan Coşar* Bingöl İl Başkanı *Fahrettin Demir*, Muş İl Başkanı *Sırrı Sakık*, Siirt İl Başkanı *Macit Hazer*, Tunceli İl Başkanı *Ali Demir* ve Erzinçan İl Yönetim Kurulu Üyesi *Müslüm Düz*, Genel Başkan İnönü, Genel Sekreter *Deniz Baykal*, MYK üyeleri, parti meclisi üyeleri, Grup Başkan vekilleri, Grup Yönetim Kurulu üyeleri ve partili milletvekilleri ile bir dizi görüşme yaptılar.

SHP'li il başkanları, görüştükleri herkese, 7 milletvekiline verilecek cezanın: bölgedeki insanların ve Kürt kökenli vatandaşların "partiden ihracı" anlamına geleceğini ve bundan büyük tedirginlik duyulduğunu anlattılar. Türkiye'de demokrasiyi yerleştirebilecek tek partinin SHP olduğu inancının sarsılabileceğini, bunun sonucunda bölge halkının demokratik olmayan kuruluşlara yönelebileceğini ifade ettiler.

İNÖNÜ'NÜN OLUMSUZ TAVRI

İl başkanları, görüşmeleri es-

nasında, karşı koymasına karşın 7 milletvekilinin konferansa katılmalarını İnönü'nün içine sindiremediğine tanık oldular. Genel Başkan, Kürt sorununa nasıl baktığını anlattı önce. PKK'ya karşı mücadeleye verilirken bazı suçsuz vatandaşların olumsuz yönde etkilenmesinin doğal olduğunu vurguladı. Arkasından, bir SHP iktidarında bölgede daha sert askeri tedbirler alınabileceğini ifade etti. 7 milletvekilinin cezalandırılması işleminin için de, "Gitmeyin dediğim halde beni dinlemeyip gittiler. Bunun sonucuna da katlanacaklar. Bu iş benden çıktı. Merkez Disiplin Kurulu'nun alacağı karara kaldı" diye kestirip attı.

İl Başkanları. Genel Sekreter Baykal'ı daha yumuşak bir tutum içinde buldular. Baykal, önce bazı çevrelerin kendisini Kürt düşmanı gibi göstermelerinden yakındı. Arkasından "Oysa bu soruna en sıcak bakan politikacıların ba-



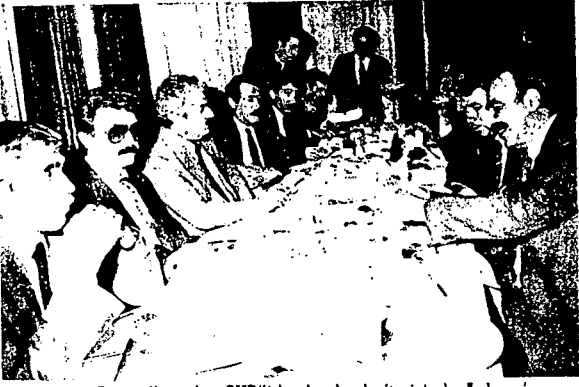
Konferansa katılan milletvekillerinin Disiplin Kurulu'na verilmesi nedeniyle, SHP yönetimine, Avrupalı sosyal demokrat örgütlerden de tepki geldi. Ancak Genel Başkan Erdal İnönü taviz vermiyor: "Olayın sonucuna katlanacaklar" diyor. Deniz Baykal'ın ise konuya daha sıcak baktığı söyleniyor.

den gelen mesajlarda, *Ahmet Türk*, *Adnan Ekmen*, *Mehmet Ali Eren*, *Mahmut Alınak*, *Kenan Sönmez*, *İsmail Hakkı Onal* ve *Salih Sümer*'in kesin ihrac istemiyle Disiplin Kurulu'na verilmesi kınanıyordu.

SHP, seçmenlerinin yani

tünden parti genel merkezine yollanan dilekçe 6 metre boyundaydı; altında tam 4 bin kişinin imzası bulunuyordu. İstanbul'un değişik ilçelerinden de 5 bin civarında telgraf yollanmıştı parti genel merkezine. Hepsinin istemi

Tempo
12-18 KASIM 1989



Doğu illerinden SHP'li başkanlar hafta içinde Ankara'ya geldiler ve partinin çeşitli kesimleriyle "Kürt sorununu" görüştüler (küçük resim). Yapılan değerlendirmeler, 7'lere (fotoğrafta konferans öncesi beşi görülüyor) ceza verilmesi durumunda partiden önemli kopmalar olacağı yönünde.

şında geliyorum" diye ekledi. Baykal, 7 milletvekilinin Disiplin Kurulu'na verilmeleri olayında ise İnönü'den farklı şeyler söylemedi.

8'i il başkanı, 14 Doğu ve Güneydoğulu örgüt yöneticisi, bir hafta boyunca görüş-

tükleri SHP merkez kararı ve parti meclisi üyeleri, grup başkan vekilleri, grup yönetim kurulu üyeleri ve partili milletvekillerini daha yumuşak bir tutum içerisinde buldular. Hatta bunlardan Fuat Atalay, Erdoğan Yetenç, Erol

Köse, Eşref Erdem vb. gibi partinin bazı ağır topları, Genel Sekreter Baykal'ı, Meclis-teki odasında ziyaret edip Merkez Disiplin Kurulu'ndan hafif bir ceza çıkarılması yönünde çaba harcaması için ikna etmek yolunda bir hayli de dil döktüler. İçel milletvekili Ekin Dikmen, İstanbul milletvekili Hüsnü Okçuoğlu ve Diyarbakır milletvekili Mehmet Kahraman ve diğer bazı milletvekilleri ise, grup toplantılarında 7 milletvekilinin cezalandırılmasına karşı olduklarını dile getirdiler.

DİKMEN'İN UYARISI

İçel milletvekili Ekin Dikmen, geçtiğimiz salı günü parti grubunda söz aldı. İnönü ve Baykal'ın gözlerinin içine baka baka, "Doğu ve Güneydoğu Anadolu sorununa bakış açımızı netleştirmeliyiz. Netleştirmedığımız sürece aynı şeyleri düşünmemize rağmen, karşılıklı yanlış anlaşılmalar devam edecektir. Bu durum

da partimiz ve halkımıza zarar verecektir" uyarısında bulundu.

Dikmen, daha sonra 7 milletvekilinin durumuna değinir ve "Paris'teki toplantıya katılmak, ihraç gerektiren suç değildir. Milletvekilleri, dünyanın ve ülkemizin her yerinde düzenlenen toplantılara katılmak ve bu toplantıları izlemek hakkında sahip olmalıdır" diyordu.

SHP'nin sol kanat üyeleri, Doğu'dan gelen örgüt yöneticileri ile birlikte Cinnah Caddesi'ndeki bir büroda bir araya geldiler ve bir durum değerlendirmesi yaptılar. Eski Genel Başkan Aydın Güven Gürkan'ın da katılıp bir konuşma yaptığı toplantıda, olası gelişmeler karşısında izlenecek strateji tartışıldı. Toplantıdan ayrılanlar, 7 milletvekilinin MDK'nın vereceği olası bir cezaı sineye çekmeyecekleri izlenimini edindiler. Milletvekilleri, ceza verilmesinin "SHP'de Kürt sorununun hiçbir şekilde tartışılmayacağı" anlamına geleceğini, bu nedenle kabul edilmeyeceği görüşünde birleştiler. İzlenimler, 17 Kasım'da MDK'nın herhangi bir ceza vermesi halinde 7 milletvekilinin

SHP'den kopacağı yönündeydi.

SHP'nin son parti meclisi toplantısında ise, bazı sol kanat üyeleri, son siyasal gelişmeler karşısında küçük kurul-tayın toplanması gerektiği görüşünü savundular. Bu üyelerden biri olan Genel Sekreter Yardımcısı Cevdet Selvi, şu gerekçeleri ileri sürdü: "Türkiye'de ciddi olaylar yaşandı. Partimiz de bu olaylardan etkilendi. Örgütümüzle beraber bunu değerlendirmek ve yeni politikalar belirlemek açısından küçük kurul-tayın toplanması gerektiğine inanıyorum."

Ekin Dikmen ise, erken genel seçim ve Cumhurbaşkanlığı seçimi konularında izlenen politikalar nedeniyle parti yönetimine karşı tabanda bir güven bunalımı doğduğu, bu konuların tartışılması için de küçük kurultay toplantısının yararlı olacağı görüşünde.

Bir tarafta 7'lerin durumu ve bu duruma tepki gösteren il ve ilçe örgütleri. Diğer tarafta sol kanat üyelerinin küçük kurultay istemleri. Görünen o ki, ana muhalefet partisi önemli gelişmelere gebe.

Mehmet KORKMAZ ★

"KİMDEN İNÖNÜ'NÜN KÜRT SORUNUNA BAKIŞI Kimseye özerklik vermeyiz"

MERKEZ DISİPLİN KURULU, PARIS'TEKİ KÜRT KONFERANSINA KATILAN 7 SHP MİLLETVEKİLİ İÇİN PARTİDEN "KESİN İHRAÇ" KARARI VERDİ. BU KARAR SONRASINDA PARTİDEKİ RAHATSIZLIKLARIN ARTMASI BEKLENİYOR... GENEL BAŞKAN ERDAL İNÖNÜ'NÜN KÜRT SORUNUNA BAKIŞI İSE NET: "ÖZERKLİĞEHAYIR."

nıtladı.

TEMPO: Kürt sorununun uluslararası platformlara taşınmasını ve tartışılır hale gelmesini nasıl değerlendiriyorsunuz?

İNÖNÜ: Yurtdışında çok abartılmış bir şekilde, Türkiye'de Kürt kökenli vatandaşların büyük haksızlıklara uğradıkları, bunun ötesinde ay-

memiş olmasından, Anayasa'dan kaynaklanan ve eski dönemden gelmiş olan birçok yanlışlık hâlâ devam ediyor. Ama bu haksızlıklar ve yanlışlıklar, etnik kökeni ne olursa olsun bütün vatandaşlarımız için sözkonusu. Bu tablo içinde Kürt kökenli vatandaşların çaresiz kaldıkları, ayrı yaşamaktan başka

çareleri olmadığı görüşlerine kesinlikle katılmıyorum. Böyle bir şey yoktur, ama böyle bir izlenim vermek isteyenler var dünyada.

TEMPO: İktidar olduğunuzda nasıl bir Kürt politikası uygulayacaksınız?

İNÖNÜ: Etnik kökenleri farklı vatandaşlar her ülkede vardır. Tarihsel gelişme bunu böyle yapmıştır. Bu durumda üç yol tutuluyor dünyada... Kültürel kökeni, etnik kökeni, ana dili farklı olan insanlar bir bütüncül, üniter devlet yapısı içinde, insan haklarına saygı göstererek yaşayabiliyorlar. Fransa, İngiltere, Polonya'da olduğu gibi... Avrupa'da herhangi bir devleti alın, genellikle bu durumda. Vatandaşların hangi kültürel kö-

keni, hangi ana dili olursa olsun, tabii devletin resmi bir dili var, devletin bütüncül bir kültürü var. Bu kültüre her etnik köken kendi katkısını yapıyor. Kendi arasında isterse o dili konuşuyor ama, devletin resmi dili ile işlem görmek zorunda. Devletin bir tane meclisi var, hükümeti var. Bu model de pekâlâ yürüyor.

Bir başka model var; o da federasyon halinde... Böyle farklı toplulukları özerk bölgeler halinde alıyor ve onları bir federasyon çatısında birleştiriyor. Üçüncü bir yol ise, tamamen ayrılmak.

Bizim politikamız birinci modeli kabul etmek. Kurtuluş Savaşı bu anlayışla yürütüldü, ana dili farklı olan çeşitli etnik gruplar Türkiye'de be-

raber oluştular. Sonunda devleti beraber kurdular. Türkiye Cumhuriyeti bu şekilde gelişti. Bizim politikamız bunu devam ettirmektir. Bunu herkes iyice bilmeli, kimseye özerklik vermeyi kabul etmiyoruz.

TEMPO: Doğu'daki eylemlere ve PKK'ya karşı tavrınız ne olacak?

İNÖNÜ: PKK gibi bir örgütün kendi anlayışında bir ayrımcılık savaşı yürütmesi, Türkiye'nin bütünlüğüne yönelik bir silahlı tehdit olduğu için, güvenlik güçlerinin ve Silahlı Kuvvetler'in mukavemetini çekiyor. Başka çaresi yok. Silahlı saldırıya karşı sözle mücadele edemeyiz. Biz iktidara gelince de devam edeceğiz.

Mehmet KORKMAZ ★

kovara huneri çandi û edebi



KONFERANSA PARISÊ

Dî navbera rojên 14 û 15'ê meha çiriya Pêşin da, li Parîsê bi navê "Kurd, Mafên Mirovati û Huviyeta Kulturel" konferansêk navnetewî hat darxistin.

Konferansê dî bin parastina Danielle Mitterand da ji aliyê Enstîtuya Kurd û Weqfa "France-Libertés" va hat amadekirin.

Konferansê çî Kurd, çî biyani gelek kesên politik, alim, rojnamevan û wd. li hev civandin. Ji wan beşdarên gelekên li ser pîrsa Kurdan û Kurdistanê ditin û raya xwe anin zîman. Wek : Stî Mitterand û wezîrê fransi Kouchner, ku herweha rêvebir û qisedarên Konferansê ji bûn, serokê Komisyona Pêwendiyên Derva ya Senatoya DYA Claiborne PELL, her disa endameki vê komisyonê senator Peter GALBRAITH, serwera Komîta Helsinki'yê stî Jerry LEBER, serokê Grûba Mafên Mirovî Ya Parlamentoya Ingilîzî Lord AVEBURY, yek ji Professorên Universita Sorbun Maksîme RODINSON, ji Swêdê serokê kevn ê Amnestî International, Thomas HAMMARBERG,

Muxalîfêki rejîma Iraqê Selîm FAHRÎ, Wezîrêki kevn ê Ceziyirê Husayîn AÎT, ji Yekîtiya Sovyet, pîspore diroka Kurd Prof. LAZAREF û Prof. Nadîr NADÎROF (bi eslê xwe Kurd), Mehmûd OSMAN (li ser navê Bereyê Kurdistan-Iraq), Kemal BURKAY (Sekreterê gîştî ê PSKT), Hasan ŞERÎFÎ (Berpîrsiyarê Ewropayê ê KDP-Îran) û hwd.

Nûner û serokên partiyên hemû parçeyên Kurdistanê, di civinê da, bi navê xwe beşdar bûn, piştgiriya Konferansê kirin. Hin ji wan wek qisedar beşdar bûbûn. Dî hundurê welat da ji welatparêz û ronakbirên Kurd û Tirk



Ji parlamentêrên Kurd yê ku tevi konferansê bûne

leqake germ nişani Konferansê dan. Ji wan hin kes hatin, di Konferansê da cih girtin. Dî nav wan da 8 parla-

menterên Kurd ji hebûn. M. Ali EREN, İ. Hakkı ÖNAL, Kenan SÖNMEZ (parlamentarên Stembolê), Ahmet TÜRK, Adnan EKEMEN (Mardin), Mahmut ALNIAK (Qers), Salih SUMER (Diyarbakır) û İbrahim AKSOY. Aksoy li ser rewşa Kurdan axaftineke balkêş ji kir.

Konferansê propagandeke baş kir ku mesela Kurdî bêtir bikeve rojevê. Dijmînen gelê Kurd ji ber vê yekê xwe gelekî aciz kirin, li dijî wê, bi riyên diplomatîk gazin û nerazibûna xwe ji hukumeta Fransayê ra dane xuyakirin.

Radyo, TV û rojnameyên Tirkî bî şirove û tevsirên şovenist li ser Konferansê sekînin. 8 parlamentarên Kurd kirin hedefa brûskên şovenî.

Serokê partiyên siyasî yê Tirkîyê, Konferansê ji parlamentarên ku çûbûn Konferansê ji rexne û gunehbar kirin. Mesela Ecevit şoveniya xwe vereşîya û got: "Çûyina 8 parlamentarên bo konferanseke wisa, onura me şkandîye û ev tavîzek e, ji prensîba serxwebûnê". Pîr nebuhurî serokatiya Partiya Sosyal a Gel (SHP) ji di navê propaganda yê da cih girt û şovenizma xwe li dijî gelê Kurd aşkere kir. SHP"ê çûyina parlamentarên Kurd bo Konferansê mehkûm kir û ceza da wan. Heft parlamentarên Kurd (İbrahim Aksoy berê ji vê partiyê hatibû derxistin.) ji partiyê hatin ixrackirin.

Vê bûyerê di nava endam û dîxwazên partiyê da, xazma di nav Kurdan da û di nav Tirkên pêşverû da, li dijî vê şovenizma han protestoke xurt peyda kir. Bî dehan parlamentar û bî hezaran endamên partiyê jê qetîyan.

Rejîma faşîst ji çend sal e ku cehd dike ku pêşiyê li hîşiyarbûna gelê Kurd bigre, lê her çû baweriyên pêşverû û welatparêz di nav gel da kok da û bîngehekî fireh girt. İro çî di nav welat da, çî ji li dervayî welat , doza netewa Kurd, di platformeke fireh da tê mîneqeşekirin û naskirin.

Wek me li jorê da xuyakirin, bî tevayî meriv dikare konferansê wek ga-

veke baş bibîne. Lê pêwîste em kêmasiyên wê ji binî ber çavan ku karbîn pêşîya wan bigrin.

Kêmasiya pêşîn: Nuner û serokên rêxistinên siyasî, ne bî navê rêxistinên xwe, lê bî navê xwe hatibûn bankirin. Ev kêmasiyeke girîng e. Ji ber ku xebat û têkoşîna rîzgari û azadiyê tenê bî rêberiya rêxistinên siyasî dikarin bî serkevin. Heta nuha tu nîmûneyek tune ye ku bê tevger, tenê bî hin organizasyonên demokratîk welatek azad bûye, an ji zîman û çand xilas bûye. Di pîrsên siyasî da, pêwîste organizasyonên siyasî muhatab bin.

Ya duwem: Divê bêt zanin ku Welatên Rojava'yê, li ser pîrsa Kurdî, kingê dilê wan dîxwaze, li gora dilê xwe, gotubêjan dikin. Lê xwediyê pîrsê ên esasî rêxistinên Kurdî nayên naskirin. Ev yekê han rê dide wan ku li gora şertên xwe meselê rexne û şirove bikin.

Ya sêwem: Biryarên ku di Konferansê da hatine standin ji gelekî li paş in. Ew li gora dilê amadekarên Konferansê ne. Ji daxwaz û armancên gelê Kurd dîr in. Di biryaran da, wek mîlet behsa Kurd û Kurdistanê nayê kirin. Ev tişt bî gotina "Kurdên ku di navbera çar dewletan da hatine parçekirin" tê derbazkirin.

Konferansê tiştêki din ji baş da xuyan, ku peywendiyên aborî berî yê mirovtiyê ne. Ji ber ku nunerên dewleta Fransîz dîxwastin ku nunerên Saddamê xûn-muj ji di Konferansê da wek alî cih bigrin û ditinên xwe bêjin. Lê bî protestoke xurt, bêçare man û salon terk kirin. Hukumeta Fransîz, ji alîki va dîxwaze bî civîneke weha dilê Kurda bigre, û ji alîki va ji dîxwaze dewleta Iraqê ji ji xwe dîr nexîne. Naxwaze ku "Ne şîş ne ji kibab bişewite".

Di amadekirina civînê da, bî zanebûn rol nedane rêxistinên siyasî. Ji ber vê yekê ye ku rêxistinên siyasî di vê civînê da bê inisiyatîv mane.

VATAN

SİYASİ VE KÜLTÜREL DERGİ

SAYI : 3 KASIM 1989

GÜNEŞİ

14-15 Ekim 1989 tarihlerinde Paris'te düzenlenen "Kürtler, İnsan Hakları ve Kültürel Kimlik" konulu Konferansa katılan VATAN GÜNEŞİ yazarı Botan AMEDI'nin izlenimlerini okuyucularımıza sunuyoruz.

"KÜRT KONFERANSI"NDAN İZLENİMLER!..

Fransa cumhurbaşkanı Fransa Mitterrand'ın eşi Daniella Mitterrand'ın başkanlığını yaptığı Fransa Özgürlükler Vakfı France Libertés ile Paris Kürt Enstitüsünün birlikte düzenledikleri "Kürtler, İnsan Hakları ve Kültürel Kimlik" konulu konferans, 14-15 Ekim'de Fransa'nın başkenti Paris kentinde "uluslararası konferanslar merkezi" binasında yapıldı.

Konferansın ilk günü öğleden önceki bölümüne başkanlık eden İngiliz porlementosu İnsan Hakları başkanı Lord Avbury, Konferansla ilgili "konuşmasını yapmak üzere sözü Fransız bakan ve Fransa İnsan Hakları Komisyonu başkanı olan Dr. Bernard Gouchner'e bıraktı. Dr. Bernard Gouchner, saygı duruşundan sonra yaptığı açılış konuşmasında Kürtlerin yaşadıkları ülkelerden baskı gördüklerini, Kürt halkının sistematik olarak yok edilmeye çalışıldığını dile getirdi. Konferans programının bu bölümünde yer alan Sourboh Üniversitesinde öğretim üyesi Prof. Maxime Rodinson, "İslamda ulus ve azınlık" konusunda Kürtlerin problemlerinden bahsetti. "Kürt tarihine bir bakış" bölümünde söz alan Kürt Enstitüsü Başkanı Kendal NEZAN'da, konuşmasında, ana hatlarıyla Kürt tarihi üzerinde durdu. Konferansa davetli olupta gelemeyen Sovyet Fizikçi Andrei Saharov'un eşi Yelana Saharov

(Bonner), kocasının yolladığı bir mektubu iletti ve kendisi bir konuşma yaptı. Bayan Saharov konuşmasında, Kürtlerin bir halk olduğunu ve kendi kaderlerini tayin etmeleri gerektiğini vurguladı. Linguistik, coğrafya ve entografya Royal Enstitüsünden Hollandalı ünlü Kürdolog Dr. Martin Van Bruniessen'de konferansa davet edilmişti. Konferansa katılmayan Dr. M. Van Bruniessen, gelememenin nedenini ve son 30 (otuz) yıldır özellikle Irak Kürdistanında mücadele yürüten Kürt hareketlerinden bahseden bir yazı yollamıştı. Programın bu bölümünde Paris Üniversitesinde Kürt dili Profesörü olan Bayan Dr. Şoyge de Wangel konuştu. Byan Wangel Kürt dili, lehçeleri ve Kürt edebiyatı üzerinde durdu, örnekler vererek konuşmasını bitirdi.

Konferansın öğleden sonraki bölümüne ise, Bayan Danielle Mitterrand başkanlık etti. Konferansın düzenlenmesine önderlik edip, finanse eden Fransa özgürlükler vakfı başkanı bayan Danielle Mitterrand, yaptığı konuşmada konferansın amacından, Kürt halkının yaşamından ve özellikle Irak Kürdistanında kimyasal silahların kullanımından sonra ülkesini terk edip Türkiye'ye göç etmek zorunda kalan Kürt mültecilerinin trajik yaşamından bahsetti. Bayan Mitterrand, Fransız

hükümetinin birkaç yüz mülteci kabul ettiği için mutluluk duyduğunu belirtti ve 25 000 000 (yirmi beş milyon)luk Kürt halkının insani haklarını bu konferansta tartışa bilmenin sevincini dile getirdi.

Bayan Daniella Miterand'ın konuşmasından sonra söz alan malatya bağımsız milletvekili İbrahim AKSOY, "Türkiye'de Kürtlerin durumu" konusunda bir konuşma yaptı. türkiye'de Kürtlerin üzerinde kullanıla gelen baskılardan bahseden İbrahim AKSOY 19 Ocak 1989'da Belçika'da yapılan İnsan Hakları Konferansı'nda Kürtlerden bahsettiği için SHP'den ihraç edildiğini, SHP'nin ırkçı bir parti olduğunu belirtti. İ. AKSOY'dan sonra protokol gereği konuşan İ-KDP'nin öldürülen Genel Sekreteri Dr. Abdurrahman Qassemlo'nun eşi Hêlêne Qassemlo, İran Kürtlerinin durumundan ve mücadelelerinden bahsetti. Bayan, Qassemlo konuşmasında 13 Temmuz Viyana olayı (Qassemlo'nun öldürülüşü) olmasaydı, bugün Qassemlo'da burada konuşacaktı diye belirtti. Hêlêne Qassemlo'nun konuşmasından sonra söz alan Dr. Mahmut OSMAN, Irak Kürdistanı'nda 10 500 (onbin beşyüz) den fazla köyün yok edildiğini; yüz binlerce Kürd'ün İran'a ve Türkiye'ye göç etmek zorunda kaldığını ve bunların trajik yaşamı hakkında tüm dünyanın bilgi sahibi olduğunu belirtti. Daha sonra söz alan Kürt tarihçisi İsmet Şerif Vanlı ise Suriye ve Lübnan'da yaşayan Kürtlerin durumuna değinerek genel olarak Kürtlerin 500 000 (Beşyüzbin) Km²'lik bir alan üzerinde yaşadıklarını dile getirdi.

Sovyetler Birliği'nden de bir heyet konferansa davet edilmişti. Sovyet heyetinde yer alan Sovyet Bilimler Akademisi üyesi Prof. Nadil NADILOV, Kürtçe olarak yaptığı konuşmada büyük Lenin'in gerçekleştirdiği 17 Ekim

zamanda Birleşmiş Milletler gündemine gelebileceğini umduğunu; Prestroika'nın ilkelerinden birinde halkların kendi kaderlerini tayin etme ilkesi olduğunu, Sovyetlerin de Kürt sorununa sempatiyle baktığını ve destek verebileceğine inandığını dile getirdi.

Konferansın ikinci günü öğleden sonraki bölümünde ise, Kürtler ve uluslararası birlik konusunda Fransa eski Dışişleri Bakanlarından Claude Cheyssom ve ABD Senatosu dış ilişkiler komisyonu başkanı senatör Claiborne Belb de birer konuşma yaptılar. Senatör C.B. birçok Amerikalı gibi kendisinde eskiden Kürt sorunuyla ilgilenmediğini; Halepçe olayında onbinlerce ölü ve yaralı Kürdün durumunu gördükten sonra Kürt sorunuyla ilgilenmeye başladığını, Halepçe olayını ABD'ye götürdüğünü konuşmasında belirtti. Konferansın bu bölümünde konuşan Fransa fakültesinden Prof. Reme-Jean Dupuy'da konuşmasında BM'de Kürtler için azınlık belirlemesinin yer almamasının önemli bir eksiklik olduğunu; Lozan anlaşmasında Sevr'in umudunun tamamen yokedildiğini, bu konferansın önemli olduğunu dile getirdi.

Uluslararası Af Örgütü eski başkanı ve şimdi Çocukları Koruma Örgütü'nün Başkanı olan İsveçli Thomas Hammerberg de protokol gereği konferansın bu bölümünde bir konuşma yaptı. Hammerberg konuşmasında Kürdistan sorununun bir kaç ülkenin sorunu olduğunu; Ortadoğu petrolünü direk ilgilendirdiğini, Kürt siyasi hareketlerinde dağınık ve ayrı stratejilere sahip olduğunu vurgulayarak; ülkelerinde Kürt sorununa değişik açılardan baktıklarını tüm bu faktörlerin Kürt sorununu zorlaştırdığını, bu yüzden işe basit, küçük sorunlardan başlayarak yol alınabileceğini dile getirdi.

İki gün süren Paris Kürt Konferansının son bölümünde söz alan bir Millet Vekili de, İngiltere'ye göç eden Kürt mültecilerin sorunlarının ve İngiltere hükümetinin gösterdiği güçlüklerden bahsetti.

İki gün devam eden Kürt konferansına yukarıda adını

andığım İ.Aksoy'dan (Malatya) başka SHP'den de 7 milletvekili katılmıştı. SHP'nin aldığı "gitmeme kararı"na rağmen konferansa katılan milletvekilleri şunlardı: A.Türk, Adnan Ekmen (Mardin), Salih Sümer (Diyarbakır), Mahmut Alınak (Kars), M.Ali Eren, Celal Sönmez ve İsmail Hakkı Ünal (İstanbul)

İspanya Dış İşleri Bakanlığı İnsan Hakları Direktörü Büyük Elçi Bayan Mercedes Rionunda programda yer aldığı iki günlük konferansın sonunda bir sonuç bildirgesi çıktı, bu sonuç bildirgesini aşağıda veriyoruz.

Bildirge şöyledir:

"Bir kaç ülke tarafından bölünmüş olan Kürtler, kültürel kimliklerini ve yasal demokratik haklarını buldukları ülkelerde kullanmak istedikleri için trajik bir kaderi yaşıyorlar.

(...)

—Fransa Özgürlük Vakfının bu hedefi gerçekleştirmede sorumluluk aldığı, Kürt halkının yaşadığı ülkelerde insan haklarını savunmada sorumlu, bütün demokratik ülkelerin üyelerine açık, sürekli bir heyetin bulunması hedefini gerçekleştirmek (BA);

— Avrupa Parlamentosuna, Avrupa Konseyine ve bütün önemli uluslararası kuruluşlara Kürt halkının temsilcilerinin davet edilmesi;

— Ulusal hükümetlerin kimyasal silahları üretmesinin yasaklanması ve hükümetlerin kimyasal teknolojik silahları uluslararası hukuk kurallarına karşı kullanan ülkelere karşı ekonomik ve sosyal yatırımların uygulanması için uluslararası anlaşmaya varılması;

— Kürt halkını bir bütün olarak BM Genel Assamblesinde gözlemci statüsünde temsil edecek bir organizasyonun hemen bulunması;

— Prof. Saharov'un girişimiyle, uluslararası barışın koruyucusu olan BM'nin Genel Assamblede Kürt sorunu üzerinde özel bir oturum yapması;

— Aktif ve etkili bir desteği sağlayacak, insancıl yardımı sağlamaya yönelik dilek ve beklentilerin gözönüne alınmasıyla, Kürt mültecilerin trajik durumuna dikkat çekmek, sorunun mülteciler

yüksek komisyonunda hemen ele alınmasının bu soruna yönelik Mülteciler komisyonunun özel bir görüşme yapılmasının sağlanması;

— Sürgün edilen Kürtlerin durumunun kınanması, uluslararası hukukun prensiplerine uyması için devletlere çağrıda bulunulması;

— Hükümetlere bağlı ve bağlı olmayan örgütlere Birleşmiş Milletler Genel Assemblesi sonucunun 40-43/131 sayılı, 8 Aralık, 1988 tarihli kararı gözönüne alınarak mağdur olanlara haklarının verilmesinin sağlanması; Konferans bu istemleri Stocholmde Temmuz, 1990'dan önce düzenlenmesi istenen İsveç Komitesinin Kürdistan'da İnsan Hakları toplantısında tekrar görüşülmesini vurgular."

Sonuç bildirgesinin girişinde görüldüğü gibi Kürt sorunu sadece "Kültürel bir sorun" olarak ele alınmaktan; Kürt sorununun siyasi yönü görülmezlikten gelmekte ve Kürt ulusunun asgari demokratik istemi olan kendi kaderini tayin etme istemi gözardı edilmek istenmektedir. Şüphesiz ki bunun da değişik nedenleri var. Bu nedenleri aşağıda kısaca ana hatlarıyla ele alacağız.

Paris "Kürt Konferansının" teknik ve pratik örgütlenmesinde görülen ufak bazı eksik ve aksaklıkları bir yana bırakarak, sorunun önemli olan noktaları üzerinde durmak gerekiyor. Birincisi, Konferansın düzenlenmesinde bir aracı görevini üstlenen Paris Kürt Enstitüsü, Çağrı yaptığı insanları birer kişi olarak çağırması. Ancak programda konuşmacı olarak yer alan Kürt şahsiyetler değillerdi; gayri-resmi de olsa bir İ-KDP; Irak Kürdistan Cephesi, Tevger ve PKK'nın temsilcileriydi. Zaten İ-KDP, Irak Kürdistan Cephesi ve Tevger daha başında bu işin içindeydiler; daha doğrusu konferansın örgütleyicileri içindeydiler.

Paris "Kürt Konferansı", tüm Kürdistanlı örgütlere bir tarih dersi vermelidir. 1990'da Stockholm'da yapılacak konferanstan Kürt halkını ortak politik bir tutumla temsil etmek için her örgüt özveride bulunmalıdır.

Devrimi'nden sonra Sovyetler Birliği'nde yaşayan Kürtlerin ulusal haklarına kavuştuğunu; ancak 1937-40'larda bazı Kürtlerin Kazakistan'a sürgün edildiğini, bunların ulusal haklarının verilmediğini belirtti. Gorbaçov yoldaşın ortaya attığı prestroika politikasıyla birlikte Kürtlerin ulusal haklarını elde edebileceklerini vurgulayan Nadilov, amaçlarının tüm Kürtlerin birliği olduğunu dile getirdi. Nadilov'dan sonra konuşan M. Ali ASLAN, konuşmasında Türkiye ve İran'daki Kürt mültecilerin durumlarına değinerek, günümüzde dünyada 16 000 000 (onaltı milyon) mültecinin karşı karşıya kaldığı bunalımı dile getirdi.

İlk günkü konferansın son konuşmasını da Bayan Daniella Mitterrand'ın Türkiye'den getirdiği Irak pêşmergeleri adına genç bir pêşmerge olan Muhammet raşit yaptı. Fransa'nın Baork Lastik kampında bulunan Kürt göçmenler adına konuşan M. Raşit Irak'tan Türkiye'ye kaçışları sırasında başlarından geçen trajik olaylardan örnekler vererek kürdistan'ın her parçasından Kürt hareketlerinin birlikte cephe gereksinimini vurgulayarak konuşmasını noktaladı.

Konferans'ın ikinci gününde yukarıda adını andığım Fransa İnsan Hakları Komisyonu başkanı Dr. Bernard Puşner, toplantı başkanlığını yaptı. Dr. Bernard Puşner konuşmasında kendilerini anlamaları için bazı Kürt gruplarına zaman tanıdığını; fakat bazı Kürt gruplarının birbirleri ile konuşmadığını ve bununda üzücü bir durum olduğunu dile getirdikten sonra, protokol gereği uluslararası Hekimler cemiyetinden Dr. Florelge Veber ve Dr. Bernard Frandson'a bıraktı. Dr. Veber ve Frandson, kısa bir film göstererek Kürdistan'da yaptıkları çalışmalarını anlattılar. daha sonra söz alan Amerikan konsolosu William Fagdetom (1946 Mahabat Kürt Cumhuriyeti kitabının yazarı), İran ve Irak Kürdistanı'na yaptığı gezileri ve Kürtler hakkında yaptığı araştırma ve çalışmalarından söz etti. Daha sonra söz alan Uluslararası İnsan Hakları Federasyonu Genel sekreteri Patreick Paudouim de, konuşmasında Kürt halkının insani haklarını sadece bir ülke değil, dört

ülkenin rencide ettiğini; Dr. Abdurrahman Qassemlo'yu örnek göstererek kürtlerin hem mücahit, militan ve hemde demokrasi aşığı bir halk olduğunu dile getirdi. Paudouim'den sonra konuşan ABD dış ilişkiler komisyonu senatörü Peter Kaldraith de konuşmasında Irak Kürtlerine karşı kullanılan kimyasal silahlar konusunda yapılan çalışmalara değindi. Daha sonra konuşma hakkı alan ABD Helsinki gözlem komisyonu başkanı Şerry Laber, önceki gün konuşulanları dinleyince allak-bullak olduğunu, bu yüzden karar değiştirip konuştuğunu sözlerine ekleyerek, bugün dünyanın en önemli sorunlarından birisinin Kürdistan halkının kendi kaderini tayin etmesi olduğunu belirtti. Daha sonra konuşan İngiliz gazeteci Gwitde Robert 'de Kürdistan'a yaptığı gezilerini anlattı. Robertten sonra konuşan Belçikalı Toksiko Lonist Hdildryx, Halepçe'de gördüğü vahşeti anlattı. Eski bir Nazi esiri olarak konuştuğunu belirten Hdildryx, Halepçe'de 3500 (Üçbin beşyüz) ölü saydığını; bu vahşet karşısında dünyanın suskun kaldığını; Nazilerin tüm dünyaya mahkûm edildiğini, oysa Irak'ın mahkûm edilmediğini, hükümetlerin iki yüzlü politika güttüğünü belirtti. Profesör Hdildryx'in konuşmasından sonra söz alan Fransa Özgürlükler Vakfı Genel Sekreteri Raphaël Doub'de konuşmasında, kürtlerin insani haklarını ve konferansın önemini dile getirdi.

Konferansın devam ettiği bir aşamada bir açıklama yapan konferans başkanı Dr. Bernard Puşner, Irak devleti adına bir heyet gönderildiğini ve bu heyet adına bir kişinin konuşma yapacağını belirtti. Dr. Bernard Puşner'in açıklaması, salonda bulunan Kürtlerin sert tepkisine neden oldu. Bunun üzerine konuşma hakkı alan Celal TALABANİ sözlerine, rast gele bazı değerleri çığniyerek politika yapmadıklarını, konuşma isteminde bulunan şahsın Kürt halkı tarafından hain ilan edilen bir cahş olduğunu; Irak devletini resmi düzeyde temsil edecek bir elçiyi dinleyebileceklerini belirtti. Söz alan İ. Şerif Vanlı'da Celal Talabani'nin görüşlerine katıldığını belirtti. Salon havasının elektriklendiği kısa bir süreden sonra, Irak

heyetinin salonu terkettiği görüldü, Dr. Bernard Kürtlerin "dost"u olmanın da bir takım rizikolara neden olduğunu belirtip; toplantıya kalınan yerden devam edeceğini söyledi.

Dostlarımızın Arap dünyası ve Kürt sorunu bölümünde konuşan Irak eski Bakanlarından Şerif Fahri ile Arap yazarlar birliğinden Dr. Habip Ulus ve Cezayir eski Bakanlarından Hüseyin El-Ahmet söz alarak birer konuşma yaptılar ve konuşmalarında Arap-Kürt halklarının kardeşliğinin gerekliliğinden, Kürt halkının haklı mücadelesinden bahsettiler.

İran ve Kürtler bölümünde de iki konuşmacı birer konuşma yaptılar. İran İnsan Hakları Birliğinden Kerim Lahedji, yaptığı konuşmasında İran'da islamiyet adına yapılanları ve Kürtlerin karşı karşıya kaldıkları güçlükleri dile getirdi. Lahedji'den sonra konuşan Hasan Şerefi de İran kürtlerinin sorunlarını, Dr. Abdurrahman Qassemlo'nun mücadelesi ve Viyana'da katledilişinden bahsetti.

Türkiye bölümünde ise protokolde yer alan üç konuşmacı birer konuşma yaptılar. Türkiye'de ki Kürtlere devlet bakışı konusunda konuşan Strazburg Üniversitesi öğretim üyesi Prof. Servet Tanilli, 1985'de istanbul'da yayınlanan "Nasıl bir demokrasi istiyoruz" adlı yapıtıdan dile getirdiği sorunların bir özetini yaptı. Tanilli'den sonra konuşan Avukat Kemal Burkay ise, Kürtler ve Türk hukuk sistemi çerçevesinde Türkiye'deki 15 milyon Kürdün devlet tarafından inkar edildiği, onların ulusal hiç bir hakkının kabul edilmediğini dile getirdi. Türkiye cezaevlerinde bulunan politik tutukluların durumu üzerine konuşan Ali Akbaba'da cezaevlerinde yapılan işkenceleri, işkencelerde ölen insanları örnek vererek, 25 milyonluk Kürt halkının siyasi sorunlarının sadece kültürel bir sorun olarak değerlendirmenin yanlış olduğunu; silahlı mücadele yürüten Kürt hareketlerini terörist olarak adlandırmanın yanlışlığını vurguladı.

Konferansın ilk gününde konuşma yapması beklenen Sovyet Heyeti başkanı Prof. Lazarey'de ikinci gün bir konuşma yaptı. Prof. Lazarey konuşmasında Kürt sorununun en kısa bir

BERBANG

KOVARA FEDERASYONA KOMELÊN KURDISTANÊ LI SWÊDÊ

به‌ریانی

Sal: 8, Hejmar: 8/89 (61)
November - 1989

Konferansa Parîsê

Keya Îzol

Konferansa Parîsê ku di 14-15 yê meha çirîyê li dar ket, aktualîteya xwe di nav kurdan de didomîne. Piraniya kurdên ku di vê konferansê de beşdar bûbûn, di çend noxteyan de hemfikir xuya ne.

"Konferans bi naverok, mustewa beşdarên kurd, çi biyanî- bi-deng û behsên xwe yên li awira giştî ya cihanê ve gaveke girîng û pêwîst bû. Lê wê di warê haziri û organîzasyonê de, kêmasiyên xwe yên berbiçav hebûn".

Noqta din ku li ser tê axaftin;

"Enstituya Kurd li Parîsê ku di dereca yekem de berpirsiyarê Konferansê bû, ji ber amadekirina konferanseke weha girîng puwanên baş, lê ji aliyê fonksiyon û rola ku di merhala haziriyê û di dema çivînê de list, puwanên nebaş girtin".

Her du pirs û dîtinên li jor, di bingeha xwe de girêdayî hevûdu ne. Ango bi kurtî; xebateke baş û girîng pêk tê, lê kesên ku vê xebatê xistin jiyane, dibin hedef ji rexneyên tûj û ji ber vê yekê, di nav civata xwe de prestîja xwe winda dikin.

Helbet, ji bo kesên ku di nav xebat û haziriyê de beşdar nebûne, rexne, li paş qisekirin, baqiliya dereng û şîret kirin gelek hêsan e. Lê li gor bawerîya min babeta gotûbêjên îro ne ev in.

Îro pirs girîng ev e:

Gelo ji bo çi em xwe dixin vê rewşê? Ev pirs ji bo me hemûyan e. Bersîva vê pirsê û her weha pirsên ku li jor hatin behskirin, xwe di rewşa kompleks ya tevgera gelê Kurdistanê de veşartîye ku ew ji rewşa siyasî, rewşa rêxistinên Kurdistanê û danûstandina wan û rêxistinên me yên demokratîk e.

Eger li ser însiyatîfên ku di warê netewî de pêk tên, di navbera rêxistinên me de danûstandinên baş hebin, herkes bi rol û fonksiyona xwe tenê rabibe, wê karûbarên pêşerojê bi rêk- ûpêktir û encamên wan ji baştir bin.

Îro li pêş me diwarîyên mezin hene ku em bikaribin kêmasiyên xwe û xwediyên wan destnîşan bikin. Her weha platformeke netewî tune ku em di van meselan de kemasî û xeletiyên hevûdu rast bikin. Lê divê em bibînin ku li ber me meydana bê serî û bê şînor heye ku em hevûdu têbigihin.

Gelo, çi sebeb hebû ku rêxistinên me yên siyasî ne wek

temsîlkarê partî yan rêxistinên xwe li konferansê beşdar bibe?

Gelo, çi fêde hebû ku di nav beşdarên konferansê de ferqiyet dihat çêkirin?

Gelo, ji bo çi şexsiyetên kurd û nûnerên rêxistinên kurd bi resmî nehatibûn vexwendin?

Gelo, tişteki baş bû, ku hinek beşdarên konferansê ji bo ku navên wan di lista resmî de nebûn, lê "bi heyran û qurban" dikaribûn bikevin salona konferansê.

Pirsên weha gelek in.

Lê ya muhîm, bi rastî dewleta Fransa dîrektîfên wisa dabûn, yan ev bûyerana bi destê kurdan çêdibû. Ez bixwe ne bawer im ku nûnerên dewleta Fransa tiştên weha bêmana ji kurdan daxwaz bike.

Nemaze ji bo konferanseke ku li ser mesela kurd be.

Wê gavê, di sa wek her car xelcî yan kêmasî yê me bixwe ye. Helbet encama bûyerên weha bêmana, di warê xwebawerîya kurdan de roleki gelek negatîf û xirab dilîze. Kurd li hember gelê xwe, li hember dijminên ku me wek ne mîlet didin nasandin û nemaze li hember biyanîyên ku dostên kurda ne, ji aliyê şexsiyetbûna netewî de divê bi xurtî hewil bidin ku wek mîlet, wek netewe ku ji hev aqêdar gavan bavêjin. Ne ku bi sedî sed aqê wê em bînan naskirin.

Her çend delegasyonên kurda di vê konferansê de ji imtihanê girîng derbas bûn, gelek tecrubên taze wergirtin ji, du axaftinên ku li konferansê li ser "şexsiyet", yan "karakter" kurda hatin gotin, noqteyên weha bûn ku hemû kurd pê êşyan:

Nûnerê kovara "Ber bi 2000'an" Dogu Perîncek, bi awakî gelek bêedeb hemû kurd gunchkar kirin ku em mesela xwe difiroşin dewletên xerbî. Ew di eslê xwe de nerehetîya aliyên xwe yên nasyonalîst, kemalîst verişî. Axaftina din, ji aliyê Dr. Bernard Kuochner çêbû, ku kurd tu tişteki tînegihên, serhişk in. Ev nûnerê biyanî ku xwe dostê kurda dihesibîne, ev gotin kirin.

Her dû nimûnên li jor puwanên zor xirab bû bo me hemûyan. Lê em tu car ji bîr nekin ku wan eger firsend ji bo vê yekê neditana, wê nikaribûna li konferansa li ser kurda, li ber hemû temsîlkarên rêxistinên me yên siyasî, heqaretê li me bikin, me gunehar bikin.

Me ev firsend bi destê xwe daye wan û loma divê em baş li ser vê yekê bifikirin û careke din bikaribin bersîvên wan wek netewe bidin.

بهربانگ

سال ۸۰

گزارش فیدراسیونی کومهله کوردستانیه گانه له سوئد

ژماره ۶۱

ژماره ۶۱ سال ۸۰ (۸)
نۆفسمبری / ۱۹۸۹

کونفرانسی پاریس

وهک گشت جارن ههلهو که مته ورخه میبه کان هی خومانن

سەرۆکی فیدراسیون



پرسیاره و پرسپاره گانی لای سهره وه له باری ئالوزاوی بزوتنه وهی میلله تی کوردستاندا خۆی هه شارداوه که نهوش بریتیه له باری سیاسی، باری رنکخراوه سیاسییه کان و جۆری په پوه ندیبان به رنکخراوه دیموکراتیهه کاتمانه وه .

نه گهر سه بهارت به چالاکیه نه ته وه یبه کان ، له ناو رنکخراوه کاتماندا په پوه ندی باش هه بن ، هه رکهس ته نیا به کاری دیاریکاری خۆیه وه خه ریک بیهت ، نه وکاته کارو باره کاتمان رنکوپنکترو نه نجامی باشترین ده بی .

ئیمرو ئیمه له دژواریه کی مه زنداین بز نه وهی به توانین خاوه نی که موکوپیه کان بناسین ، ههروه ها پلاتفورمینکی نه ته وه بیمان نیبه تا له ناو چوارچۆیهیدا که موکوپری و هه له ی یه کتر چاک به کین . ماوه یه کی بی سهر و بی سنور هه به بز به باشی له یه کتر تیگه یشتن .

داوا به کن . به تاییه تی له کونفرانسینیدا که تاییه تی بی به کیشه ی کورده وه . له م حاله ته دا ، نه مجارهش وه ک گشت جارن هه له و که مته ورخه میبه کان هی خومانن . هه له به ته نه نجامی کاری وا بی مانا رۆلی خراپی ده بی له روه ی باوه ر به خۆیون بز ئیمه ی کورد . کورد ده بی له به رامبه ر میلله تی خۆیدا ، له به رامبه ر نه و دوژمنانه ی که به میلله تمان نزانن ، له به رامبه ر دوژمنانه ی بیانیدا ده بی به گشت توانا وه هه ولبه دین که وه ک میلله ت، پینکه وه به ناگاداری یه کتری هه نگاو بنینن ، نه ک سه د له سه د به پینچه وانه وه بناسرین .

تایا چ هۆیه ک هه بوو بز نه وهی نوینه رانی پارتی و رنکخراوه کان به ناوی پارت و رنکخراوه کانیانه وه ناماده نه بن ؟ تایا چ سوودینک هه بوو له و فه رق و جیاوازیبه ی ده کرا له نیوان ناماده بوواندا ؟ تایا بز به ره سه می ناوی نوینه ره کورده کان نه ده خویندرا یه وه ؟ تایا نه وه کاریکی باش بوو که هه ندی له به شداران له به ر نه وهی ناویان له لیسه ته که دا به هه له تۆمار نه کرابوو به هه زار پارانه وه و لانه وه ده یانته وانی بچه ناو هۆله که ؟ پرسپاری له م جۆره گه لینگن ، به لām پرسپاری هه ره گرنگ نه وه یه تایا ده وله تی فه ره نسا وای ده کورد یان به ده سه تی کورد نه نجامه دران . من خۆم له و باوه ره دانییم که نوینه رانی ده وله تی فه ره نسا شتی وا پرپوه وچ له کورد

کونفرانسی پاریس که له رۆژانی ۱۴/۱۵/۱۹۸۹ دا سازکرا ، هیشتا له ناو کورده اندا به گه رمی باسی لیه وه ده کرت . زۆره ی نه و کورده انه ی تیا به به شدار بوون له چه ند خالینکدا خاوه نی به رورای ها وه شن . کونفرانس له روه ی ناوه رۆک و ناستی به شداران، چ کورد چ بیانی ، جۆری ده نگدانه وهی له ناو رای گشتی جیهانیدا ، هه نگاوینکی گرنگ و پنیسه ت بوو . به لām له روه ی ناماده کوردن و رنکخستن و به رنیه برده نه وه به نا شکرا که موکوپری پنیوه یاریوو .

نه و خاله ی پنیسه ته باسیکری ئه مه یه که نه نستیه تی کورد له پاریس به پله ی یه که م به رپر سپاری کونفرانس بوو . نه نجامدانی ئه م کونفرانسه گرنگه له لایه ن نه نستیه ته وه کاریکی باشه ، به لām خۆتاماده کوردن و به رنیه برده نی کاروباره کان له کاتی کونفرانسه که دا نه بوونه جینگای ره زامه ندی . نه و دوو به روه بزچوونه ی لای سهره وه پینکه وه گرندراون . به کورتی کاریکی باش و گرنگ نه نجامه دریت ، به لām نه وکه سه انه ی به و کاره هه لده ستن ده زانن ده که ونه به ز ره خنه ی توندو تیژ ، له به ر نه وه زۆره ی کات رۆلی خۆیان له ده سه ت ده ده ن .

هه له به ت بز نه وکه سه انه ی به شداریبان نه کرده بی له خۆتاماده کوردن بز نه نجامدانی نه و کاره زۆر به ناسانی ده توانن ره خنه بگرن و له پاشمله باسی که موکوپیه کان به کن . به لām به لای منده ره نه وه گرنگ نیه ، به لکو ئیمرو ئه مه گرنگه ؛ تایا بز ئیمه خۆمان ده خه ینه ئه م باره وه ؟ ئه مه پرسپاریکه بز هه موومان . وه لāmی ئه م



مؤتمر باريس الدولي

بطالب بتمثيل الشعب الكردي *

نسي الأمم المتحدة

بناءً على دعوة من السيد الثقافي الكردي في باريس وصحبة (فريز) - حريات) التي ترأسها عام سيران ، انتقد في باريس يومي ١٤ و ١٥ أكتوبر الحالي مؤتمر دولي تحتعقد في (الأردن) : الحقوق، الإنسانية والهوية الثقافية (لقد حضر هذا المؤتمر الذي انتقد في

قاعة المؤتمرات العامة بوزارة الخارجية الفرنسية، أكثر من ثلاثمائة مندوباً، و ٣٦ بلداً وكان بينهم وزراء ونواب رؤساء البلديات وطلماء ومستشرقون أمثال البروفيسور زاخاروف والمتفكر، لإزريه، ونافروز، وحريتان من الاتحاد السوفيتي .. وكذلك نير لجنسة العلاقات الخارجية في الكونغرس الأمريكي اضافة اليه تعطي لبنان الدفاع عن حقوق الانسان في العديد من البلدان .

لقد تم دراسة الوضع الكردي بصورة عامة من خلال المناقشات المتعددة ونتيجة لذلك تم التوصل الي عدد من القرارات

التي هي :
- فيما يلي جانب منها :
- أكد المؤتمر ان أعمال المؤتمر ينبغي مستمرة عن طريق تشكيل بنات دائمة مسؤولة عن الدفاع عن حقوق الانسان في البلدان التي

يبحث فيها الشعب الكردي وتكون هذه البنات مفتوحة امام برلمانيسى الدول الديمقراطية ..
- أعرب المؤتمر عن امله في ان يدعو البرلمان الأوربي والمجلس الأوربي ممثلين عن الشعب

الكردي لحضور جانب من اجتماعاتهما .

- أوصى المؤتمر بتشكيل هيئة تمثل الشعب الكردي ككل دون تأخير بهدف الحصول على وضعية أو صفة مراقب في الجمعية العامة للأمم المتحدة .

- بناءً على اقتراح ومبادرة من البروفيسور زاخاروف طلب المؤتمر الى الأمم المتحدة

ان تنظم جلسة خاصة للجمعية العامة للأمم المتحدة حول المسألة الكردية .

- بلفت المؤتمر انظار الرأي العام العالمي الى الأوضاع المأساوية لللاجئين الأكراد ويطلب

تقديم المساعدات الإنسانية اللازمة لهم .

- أدان المؤتمر أعمال القصف والتجهير القري ضد الشعب الكردي وسمى السدول

المتورطة في ذلك الى الكف والاعتزام بالقوانين الدولية .

- طلب المؤتمر اعطاء المنظمات الحكومية وغير الحكومية المعايدة حق الانضمام

المباشر مع ضحايا القصف والتجهير .. طلبتها لقرار الجمعية

العامة رقم ٤٣ / ١٣١ تاريخ ١٩٨٨/١٢/٨ .

- أعرب المؤتمر عن رغبتنه في الانضمام فنانيسية قبيل

تسبب في ١٩٩٠ نسي شكوكهم لسم تحت اشرف اللجنة

الشرعية

للدفاع عن حقوق الانسان نسي كمرستان .

نامه، آندروژی ساخاروف به
کنفرانس بین‌المللی در مورد کسوفها

مسکو - ۱۲ اکتبر ۱۹۸۹

سرپرست خلق کرد، در مینسکها و غربتیا ن این خلق برا واقعا نگران کرده
است. مبارزه، ترازیک خلق کرد که سالها است ادامه دارد، از اصل حق تعیین سرپرست
طلبنا سرچشمه میگردد و بهمین خاطر هم، مبارزهای استعداده

من دولتها، سازمانها و شهروندان تمام کشورها و نیز سازمانهای بین‌المللی
را فرا میخوانم که در روابط خود با کشورهایی که کردها در آنها بسر میبرند،
سازد واتی را که رهبران این کشورها نسبت به کردها اعمال میارند، مد نظر
قرار دهند. هیچ قنایه‌نمیاندازی ملی و اجتماعی، زیر پا گذاشتن حقوق بشر و هیچ
ژنوسیدی نیاید. کرفته شود و کشورهایی که اجازه چنین امری را داده‌اند نباید
بی مجازات بمانند. بویژه کاربرد اسلحه، شیمیائی، کنتارها و شکنجه، اطفال، زنان
و سالخوردهگان را نمیتوان فراموش کرد.

من متقدم که کنفرانس باید بعنوان پیشنهاد از مجمع عمومی سازمان ملل
متحد بخواهد که این مجمع و کمیته‌هایش پیرامون مسئله، کرد به بحث بپردازند.
بناز من، نتیجه، این بحث باید منجر به تصویب قطعنامه‌ای از طرف مجمع عمومی گردد.
قطعنامه‌ای که دولتها، که کردها در خاکشان زندگی میکنند را، وادار به ایجاد
مناطق ملی خودمختار کرد نموده و در زمینه‌های سیاسی، اقتصادی، مذهبی و فرهنگی
استقلال را که حق خلق کرد است، باین خلق بدهند.

باید تمام تفاوت و پیمانتهایی را که در گذشته نسبت به کرد میسازوا
داشته شده، منکوم کرد و جهت جلوگیری از تجدید آنها در آینده نیز تصدیق
نمود.

همراه با احترام عمیق و آرزوی موفقیت
آندروژی ساخاروف

شده، کنفرانس از دولتهای مربوطه بخواهد که در این زمینه حقوق بین‌المللی، از
جمله حق دریافت‌کنندگان، انسانی را در صورت نقایض خود این کردها، رعایت کنند.

- بهمین منظور، یعنی دریافت‌کنندگان انسانی، مطابق قطعنامه ۲۲/۱۲۱
مجمع سازمان ملل موربه ۸ دسامبر ۱۹۸۸، دایر بر دسترسی آزادانه قربانیان چنین
سایتهائی، کنفرانس خواستار است که این امر در مورد کردها نیز رعایت گردد یا
سازمانهای بین‌الدول و غیر دولتی که بطور بیطرفانه عمل میکنند، بتوانند به
کردها دسترسی آزاد داشته باشند.

در پایانه کنفرانس میبازار است که یک بار دیگر قبل از ژوئیه ۱۹۹۰ نخست
سرپرستی کمیته، سوئی دفاع از حقوق بشر در کردستان، در اسکلهم برگزار گردد.

پاریس ۱۲ اکتبر ۱۹۸۹

ممنونم :
.....

کنفرانس بین‌المللی در مورد کسوفها :
حقوق بشر و سرپرست‌فکر مملکتی

به ماه بعد از به‌تفاوت رسیدن ۳ تخمیت کرد، دکتر عبدالرحمن قاسلو، دبیر
کل حزب دیمکرات کردستان ایران، عبدالله قادری آذر، نماینده، این حزب در اروپا
و دکتر فضل رسول، در روز ۱۲ ژوئیه در وین، بنظر میرسد که تحقیقات مقامات
اطریشی تا به امروز هنوز به نتیجه نرسیده است، گو اینکه امروز هم این تصور باقی
است که مسئمین این جنایت برای همگان ناشناخته‌اند !

برگه‌های اساسی از قبیل گزارش‌کالبد شکافی یا نظر بتخمین بالیستیک میز
به برورده، اما نه بنده است یا حداقل بطور رسمی خبری از آن نیست، امری که مانع از
روشن ساختن دقیق تریایلی است که ۳ تخمیت کرد در طی نشستی با ۳ فرستاده، ایبران
گفته شدند. یکی از فرستادگان همان روز قتل ناچیده شد. نظر دوم با استفاده از
مونت دیپلوما تیک که حتی خود مقامات اطریشی نیز میگویند که در چنین تریایلی
نمیوانست مطرح گردد، توانست آزادانه خای اطریش را ترک کند. سومین عضو "هیات اطریشی"
که از طرف مقامات اطریشی متهم به جرم ممکن شده رسماً در سفارت ایران در وین
پناهنده شده است.

ما نمیخوانیم این وضع را قبول کنیم، چرا که اگر ادامه یابد، بی‌کشم
و کاست‌با این مفهوم خواهد بود که جنایت‌رین برای همیشه بی‌مجازات خواهد ماند. نسبه
شها جهت گرامیشتن خاطر "دوستان مان، بلکه بنام انسانف و عدالت، ما نمیتوانیم
باور کنیم که یک کشور دیمکراتیک بتواند تحت نام مصالح دولت قوانین و ارزشهای خود،
که در واقع قوانین و ارزشهای تمام ملل دیمکراتیک نیز هست، زیر پا بگذارد.

همین جهت، قویا از مقامات اطریشی میخوانیم که تمام امکانات یک حکومت
قانون را بکار اندازند تا واقفیت در مورد جنایت ۱۲ ژوئیه روشن گردد. مسئمین آن
تناسلی و مورد تعقیب قرار بگیرند. ما میخوانیم که نتایج تحقیقات در اختیار عام
قرار گردد و دستکار قضائی اطریش بتوانند بدون هیچ مانعی به کار خود ادامه دهند
و جرم قساقلین و همسختان را اعلام دارد.

کنفرانس در سالان کار این کنفرانس را به شهید دکتر قاسم سلطانی، دبیر کل، دکتران کریمیان ایران تقسیم و به نام وی نامگذاری نمود. هیأت عزت دهمگاران و کریمیان ایران در مدت دو روز کنفرانس و روزهای بعد از کنفرانس با هیأت هیئت‌مدیره و هیأتی ترکیب گشته از کشورهای مختلف جهان و نیز با خبرکاران دنیا و گفتمانی نمود.

وظیفه‌ها

کنفرانس بین‌المللی در مورد کشورهای - حقوق بشر و هویت فرهنگی -

کنفرانس بنیاد فرائس لیبرت
اینگار بنیاد فرائس لیبرت
۱۵ اکتبر ۱۹۸۱ در پاریس برگزار گردید، در پایان کارهای خود: با در نظر گرفتن اینکه وظیفه اصلی هستند که در بین چندین کشور تقسیم شده، و تنها به این خاطر که خواهان حفظ هویت فرهنگی خویش اند و از حقوق سیاسی و دموکراتیک مشروع خود در چهار جهت‌های گوناگونی که در آنها سرزمین‌ها، دفاع میکنند، دچار سرخوردگی‌ها و شکست‌ها میگردند که:

- کنفرانس در مدد استیابا تشکیل یک میسیون دائمی موظف به دفاع از حقوق بشر در کشورهای که کردها در آنها سر میزنند، به کارهای خود مداوم بپردازد. در این میسیون به روی نمایندگان پارلمان تمام کشورهای دموکراتیک باز است، کنفرانس وظیفه، تشکیل چنین میسویی را به بنیاد فرائس-لیبرت واگذار می نماید.

- کنفرانس خواهان است که از نمایندگان خلق کرد جهت بحث در پارلمان اروپا توری اروپا و تمام نهادهای بزرگ بین‌المللی دعوت بعمل آید:

- کنفرانس خواستار است که کشورهای توانمند ملی خود، ساختار اصلی، تیمیاتی را ممنوع کنند و نیز خواهان است که دولت‌ها از انعقاد قرارداد بین‌المللی مبنی بر تعمیم تشبیهات اقتصادی و دیپلوماتیک بر کشورهای که با زیر پا گذاشتن توانمندی بین‌المللی، اعلامیه تیمیاتی یا بیولوژیک‌ها می‌برند، پشتیبانی ننمایند.

- کنفرانس بمنظور گرفتن حق داشتن ناظر در مجمع عمومی (سازمان) ملل متحد و در تمام نهادهای بزرگ بین‌المللی، تشکیل بلادرنگ سازمانی را که موظف‌کنند خلق کرد باشد، توصیه میکند.

- بر اساس اینکار پروفرور ساخروف، کنفرانس از دبیر کل سازمان ملل متحد بعنوان ناظرین بین‌المللی، میخواهد که اقدام به تشکیل نشست ویژه‌ای در مجمع عمومی در مورد مسئله، کرد نماید.

- با در نظر گرفتن وضع دراماتیک‌ترین نهادهای پناهنده، کنفرانس خواهان است از سرگیری بلادرنگ گفتگو با کمیته‌های عالی پناهندگان است. تاها در نظر گرفته‌شده خواسته‌های پناهندگان، سختم در زمینه، کمک انسانی، اقدام به رساندن کمک‌های انسانی و موثر گردد.

در این مورد، کنفرانس‌های عالی پناهندگان میتوانند اقدام به نشست ویژه‌ای نمایند.

- ضمن محکوم کردن سرخوردگی در نتیجه، کوم دادند کردها برای آنها احساس

۱- آقای رافائل دویش دبیر کل، بنیاد فرائس لیبرت
۲- آقای ویلیام ایگلتون، دبیر اسبق آمریکا در بغداد و دمشق، مؤلف دو کتاب در مورد کردها

۳- آقای پیتر کالبرایت از کمیته، امور خارجه، سنای آمریکا
۴- آقای دکتر هاین دریک، دبیر ستان از بلژیک
۵- خانم زبیری لیبیر، روزنامه‌نگار از انگلستان

۶- خانم دکتر فلورانس ویر، از سازمان کمک‌های پزشکی بین‌المللی
۷- آقای دکتر برنارد گران ژون، از سازمان پرندگان جهان
۸- آقای دکتر حبیب بوزلووس، از اتحادیه، نویسندگان عرب

۹- آقای آلبینا احمد وزیر اسبق الجزایر
۱۰- آقای کریم الاهیعی، رئیس جامعه، حقوق بشر ایران
۱۱- آقای حسن شرفی، عضو دفتر سیاسی و نماینده، حزب دموکرات کردستان ایران

در خارج از کشور، در مورد مواضع ملل جهانی و حق خواهانه، خلق کرد در کردستان ایران و سیاست‌های گوناگون، و نیز طلبانه، رژیم جمهوری ایتالی
۱۲- آقای سرور ناینی، استاد دانشگاه استراسبورگ
۱۳- آقای علی آبیاز، رئیس اسبق حزب کارگری ترکیه
۱۴- آقای کمال بوزقانی، دبیر کل حزب سوسیالیست ترکیه، در مورد کردها در سیستم

فغانی ترکیه
۱۵- آقای رتی دور پین، پروفرور کالم فرانسه، در مورد کردها و حقوق بین‌المللی
۱۶- آقای لرد آریسوری، رئیس گروه حقوق بشر پارلمان انگلستان، در مورد کردها و حقوق بین‌المللی

۱۷- آقای میشال بلوروم، رئیس کمیته، ویژه، سازمان‌های انسانی غیر دولتی در سازمان ملل
۱۸- آقای ژان فرانسا دویو، وزیر اسبق فرانسه
۱۹- آقای توماس هلربرگر، رئیس اسبق عقوبت بین‌المللی، رئیس سازمان نجات کودکان

۲۰- آقای کلاسیورن پیل رئیس کمیته، روابط خارجی سنای آمریکا
۲۱- خانم مریس ریکر، سفیر، مدرس دایره، حقوق بشر وزارت امور خارجه استانبول
۲۲- خانم هلنا ساخروف، همسر پروفرور ساخروف با هیأت ویژه از اتحاد جماهیر شوروی از جمله پروفرور نادر نادروف، کمسره‌بان و پروفرور لازارین

در این کنفرانس دهها خبرنگار و فیلم‌بردار شرکت داشتند که خبرهای مربوط به محافزه سخنهای دو روز آن و فیلم‌های ماده از سوی کنفرانس، خبر و رپورتاژ کنفرانس ممنوع بحث در ساره، کردستان ایران، فیلم ضد دستمای از دکتر عبدالرحمن قاسم، دبیر کل هیئت حزب دموکرات کردستان را سخن بود که از دموکراسی و علم پروفرور سخن می‌گفت. کنفرانس در سالان کار خود دلم تا ماه، ویژه‌ای را در مورد بروز دگرگونی‌ها و از دولت‌های غربی خواستار گردید که بر مسئله، تیزور این رهبر

بندند که جهت سازمان ملاقات‌های سرپرست‌ها در دست، تحقیقات انجام شده در این مورد را به اطلاع افکار عمومی جهان برسانند. همچنین کنفرانس قطعاً به، دیگری را در رابطه با مسائل کردستان حاضر نمود که چنین آنها در همین شماره، بولتن خبری کردستان آمده است.

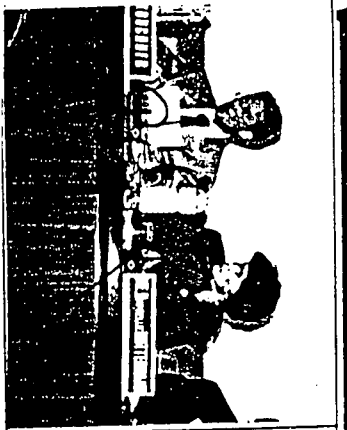
کنفرانس بین المللی در مورد کوره‌ها حقوق بشر و همبستگی فرهنگی

در روزهای ۱۴ و ۱۵ اکتبر سال ۱۹۸۹ کنفرانس بین المللی در مورد کوره‌ها، حقوق بشر و هویت فرهنگی به ابتکار سازمان فرانسه لیسرت تحت ریاست خانم دانسیلا میتران و همکاری استثنایی کرد در سالن ویژه، کنفرانس‌های بین المللی در پاریس برگزار گردید. در این کنفرانس‌ها بحثها و تصمیمهای مرتبطی از کشورهای مختلف جهان شرکت داشتند. از طرف دیگر مراکز گوناگون نیز میتوان رهبر و سازماندهی، مسائل مطرح کرد در گوناگون ایران و تنها سازمان از گوناگون ایران دعوت بعمل آمده بودند، که یک هیات مرکب چهار رفیق حزبی به سرپرستی رفیق حسن ترنزی عضو دفتر سیاسی شاپنده، حزب در خارج از کشور شرکت نمود.

کنفرانس ساعت ۱۰ قبل از ظهر روز ۱۴ اکتبر با نطق افتتاحیه، خانم میتران و آقای برنارد کوشر وزیر امور انسانی دولت فرانسه و اعلام یک دقیقه سکوت برای ارج نهادن به شهدا، ویژه رهبر شهید خلقی کرد، دکتر عبدا لرحمن قاسطو، کار خود را رسماً آغاز نمود. در مدت این دو روز ۴۶ نفر از شرکت کنندگان در کنفرانس پیرامون مسائل مربوط به کوره‌های صنعتی نمودند که اساسی برخی از آنان عبارتند از:

- ۱- خانم دانسیلا میتران، نطق افتتاحیه
- ۲- آقای دکتر برنارد کوشر، در مورد چگونگی تکمیل کنفرانس
- ۳- آقای ماکسیم رودنیون، اسلام شناس و شرق شناس و استاد دانشگاه‌های پاریس در مورد طبیعت در اسلام
- ۴- آقای راب وان پرووینس موفق از انجمنیوی زبان و جغرافیا و مردم شناسی لندن هلند در مورد جامعه، سنتی کرد و دولت
- ۵- آقای دکتر کنال نوان، مسئول انجمنیوی کرد در پاریس، در مورد تاریخ کردها
- ۶- خانم دکتر جوین دووانگن، استاد زبان کره‌ای در انجمنیوی زبانهای شرقی در مورد زبان و ادبیات کرد
- ۷- آقای ابراهیم اکسوی نماینده، کرد در مجلس ترکیه منتخب از ملاطبه در مورد وضع کوره‌ها در ترکیه
- ۸- خانم هلن قاسطو، در مورد وضع کردها در ایران از دانشگاه دکتر قاسطو
- ۹- آقای دکتر محمود عثمان، در مورد وضع کردها در عراق
- ۱۰- آقای عصمت تبریف، در مورد وضع کردها در سوریه و لبنان
- ۱۱- پروفسور تان در تادروف، عضو آکادمی شوروی، در مورد وضع کردهای شوروی
- ۱۲- آقای گونا و آرکسون، مشاور فنی وزارت امور مهاجرین سوئد، در مورد وضع کردهای مقیم اروپا
- ۱۳- آقای محمد علی املان، وکیل مدافع دادگاههای استانبول، در مورد وضع پناهندگان کرد در ترکیه و ایران
- ۱۴- آقای بائربک بودوان دسر گل مدراسون سن المللی حقوق بشر

پاییده باد راه دختر فاسملو؛ راه آزادی و دمکراسی و خودمختاری



۱۲۷ اکتبر ۸۹ تا ۱۳۶۸ - ۵

شماره ۲۱
پولیس خضری
کردستان

حزب دمکرات کردستان ایران
منازندی خارج از کشور

کنفرانس بین المللی
حقوق بشر و هویت فرهنگی
کردها

پیش بسوی تشکیل جبهه‌ی دمکراتیک ضد امپریالیستی

۱۰. داواکاری شه و په کاره کانی له ریځه کومه لیکي هممهغه (هممهغه هممهغه) بو دیفاع له مافی انسانی له وولاتاندا که کوردیان تهدا ده زیست نریزه ی پی بدریت هممهغه ته که د رگای والا په بو نوینه رانی مه جلس له هممو وولاتانی دیمکراتسی، قدرکی شه جامدانی کاره کانی به بنیادی فرانس لیدیرتی بسیردریت .

۱۱. داواکاری شه و په نوینه رانی گهلی کورد بانگ بکریت بو شه و له بهر له مانی شه و روپایی و شورای شه و روپا و هممو کورو کومه له گوره کانی نه شه و په پیدا به سر بهستی قه بکه ن .

۱۲. داواکاری شه و په پیست می باسا دانان له هممو وولاتیکدا دروست کردنی چه کی کیمیاوی قه ده غه بکات ه هروها داواکاری شه و په که ده و له تان بشتیوانتی شه و کردنی بریاریکی نه شه و په پی بکه ن بو شه و ولاتانه ی که له ریگای به کاره بنانی چه کی کیمیاوی و بایلوخی باسا نیونه شه و په بیه کان همیشه ده که ن له باری ثابوری و دیلوماسی ته می بان بو دیاری بکریت .

۱۳. پیشنه ر ده کات که ده ست به جی کوریاک بهک بهت که نوینه ر ه هممو گهلی کورد بهت به مه بهستی شه و ی که مافی شه و ی هم بهت و دا چا و دیر له کوبوونه شه و گشتیه کانی ریکخراوی نه شه و په کگرتوه کان و هممو کوبوونه شه و نه شه و په بیه کان به شداری بکات .

۱۴. سفر پیشنه ر ی پروفیسور ساخاروف داواکرا که کگرتیه ریکی گشتی نه شه و په کگرتوه کان و له بهر برسی دایین کردنی ناشتی جیهان کوبوونه شه و په کی تاییدت بو باس کردن له سر مه سه له ی کورد له ریکخراوی نه شه و په کگرتوه کان بهک بهت بهت به سرنجی گشتی بو و زعی نا له باری به نابره کورده کان راده کیشیت و ده ویت که وو تووی شه و که کومیتته ی به رزی ریکخراوی نه شه و

به کگرتوه کان بو به نابهرانی کوزد ده ست به جی ده ست پی بکریت بو شه و ی بشتیوانیه کومی چالاکانه و کاریگر له به نابهرانی کورد له بهر چا و گرتنی مه یل و داخوازیه کانیا ن به تاییدتی له باری یارمه تی انسانیه و بکریت ه کوبوونه شه و په کی تاییدتی کومیتته ی به رزی به نابهران ده توانیریت بو شه مه بهتته ترخان بکریت .

۱۵. بیزاری ده رده بریت له و و زعه داته زینه ی که به سر دانیتونه کورستاندا دیت به هوی گوپزرا نه و په یان له جیگای خوبان و له و حکومتانه ی شه و جوړه ره غتازه ده که ن دا واده کات ریزر بو بناغه ی اصولی مافی نیونه شه و دایینه بن که په کیه له وانه گه یاندنی یارمه تی انسانی شه گه ر بو خوبان داواکرین .

۱۶. بو شه مه بهتته ده بی ریگا بدریت به ریکخراوه کانی غه بیره ده و له تی و بتوانن تا زادانه به قوربانیا نی شه و کاره بله ن و به شیوه په کی عادلانه و بسی لایه نانه و به گویره ی بریارنامه ی ژماره ۴۳-۱۳۱ ی تشرینی دووه می (سامتری) ۱۹۸۸ ی ریکخراوی نه شه و په کگرتوه کان .

۱۷. هروها کونفرانسه که رایگه یاند که به ته مایه سر له نوی بهستی مانگی خیزرانی دها توو، واته له سالی ۱۹۹۰ له شاری ستوکپولام پایته ختی سوید له ژیر به ریه به رایه تی کومیتته ی سویدی بو دیفاع له مافی مروف له کورستان، کوبیتته و .

میترا

شورگانی لقی سلیمانی

حزبی موسیالمستی کورستان/عبراق

ژماره (56 تا 57) ه مانگی ۱۰۰۹/۱۰/۱۹۸۹

کونفرانسی نیو نه ته وه بی... مافی مروف و هه وه بی ته تی فرههنگی کورد

له باریس یا یتهختی فرههنگسا، له روزانی ۱۴ و ۱۵/۱۰/۱۹۸۹، کونفرانسیکی نیو نه ته وه بی، له سردر مهسه ای مافی مروف و هه وه بی ته تی فرههنگی گهلی کورد، بهسه بهرشتی خانم دانیسا، میترا ن سهروکی بنیادی (فرانس ایجیرتی) و نه نیتیتوی کورد، له ناوهندی کونفرانسه کانی نیونه ته وه بی، له باریس دهستی به کار کرد، کونفرانسه که له کات ژمیری ۱۰ و سهرا به یانی روزی ۱۴/۱۰/۸۹ به ووتاره، خانم دانیال خیزانی سهره که فرههنگسا و دکتور بیرنارد کوشنر وه زیری کاروباری انسانی فرههنگسا به رسمی دهستی بی کرد، سهره تا شاماده بووان نه قیقه یسه که بی ده زک بوون بیریزگرتن له شه هیدانی کورستان شایانی باسه که له کونفرانسی ناوبرا ودا جه ندیه هه مه ته و شخصاتی ناسرا و له ۲۶ واتدا به عذاریان کرد و جگه له نه یته رانی

کونفرانسی نیونه ته وه بی له کوتاییدا رایگه یانده.

گهلی کورد له هه موو یاریه کانی کورستان، شه کونفرانسه بو یه که م چاره که له سهر مافی مروف و یاراستنی هه وه بی ته تی فرههنگی گهلی کورد ببه ستریت، با یه خ و به ره هه میکی تایبه تی هه بوو ووزه و تسوانایه کی زیندوی خسته بهر گیانی رهوانی نا کوکی و ها ودهردی گهلی کورد، بو یه که م چاره که کیشه ی گهلی کورد به و غراوانیه و له قالیسه مروفایه تیه که ییدا له سهر مانوگه ری دووه ای و جیهانیسی سیاسی باس و خاسی ای بکریته، کونفرانسه که شه وه ی له بهر چا و گرت که کورد گهلیکی نابیهی کراوو مافی خوراوه له نیو جه ندین ولاندا و چاره نووسیکی خه فه تباری هه یه، ته نه یا له بهر نه وه ی ده یه وه ته هه وه بی ته تی فرههنگی خه یه وی بیاریزیت و له مافه کانی سها سی و دیموکراتی خوی لیه و ولانده تی تییدا، ده زیت به سه وه بی ته تی ماریسه بی کات

نامہ یڈیوارڈ کھنہ دی بوکونفرانسی پاریس

from the office of

Senator Edward M. Kennedy

of Massachusetts

خۆزگه دەمتوانی بەشدارى كۆبوونەوه كه تان بكەم لەپینا و پێشختنی مەسەلەى مافەكانى مرۆف و پاراستنى كەلتورى كورد .

رێگەم بەدەن سەرەتا ریز لەو دلسوزە بگرم كە بەهەول و كۆششى بەردەوامى خۆى كارى بەستانى ئەم كۆنفرانسە گرنگەى هینا پە دى (خانمى - دانىيىسال مېتران) . دلنایام كە ئەنستیتۆى كورد لە پاریس وەك قەلای هېواى ملیۆنەهەسا كوردی سەرئاسەرى جیهان كە چاویان برپووتە پاشەرۆژێكى عادیلانە و رووناكتر كار دەكات، ئالیزەدا ئیمپرو بەشدارى بەلینى نەگۆرى ئیو دەكەم لەپینا و پێشختنى كێشەى گەلى كورد . دەبێ هەموو پێكەوه بەشدارى لەپێشختنى مەسەلەى عەدالەت و ریز لێنانى مافەكانى مرۆفى كورد بكەین .

كورد میراتگری یەكێك لەكۆنترین و دەولەمەندترین كەلتورەكانى مێژووى مرۆقا یەتیە ، هەرلەزەمانى میدیەكانەوه كەلتورى ئەم گەلە چەندین نوسەر و فەیلەسوف و موسیقا زانى مەزن و هۆزانقانى لێ لەدایك بوو كە چەندیان نەتەوهى دیکەى سەرئاسەرى زەویان دەولەمەند كردوووە . كەجى ئەم كەلتووورە مەزەنە هەمیشە لەلایەن چەندین هیزی بەدەسەلاتەوه هەرەشەى لێكراووە .

هەر وەها بەدریژایى مێژوو لەشەر و مەلەنێى ناوچەیدا ، كورد وەك داشى دامە رەفتارى لەگەڵدا كراووە ، رۆلەكانى ئەم گەلە چەوسینراو نەتەوه و كەلتورەكەش خەفە كراووە . ئیمسال ماوێهەك لەمەوبەر حكومەتى عێراق شالۆیكى بەر بلاوى دەستپێكرد تا بەزۆر زۆردارى دەیان هەزار كوردى كوردستانى عێراق بـ... بەشەكانى دیکەى ئەم ولاتە را بگوییژیتەوه . سالى پار هەزاران كوردى عێراق بە شالۆى گازی ژەهراوى عێراق ، گیانى خۆیان لەدەستدا و هەزارانى دیکەش بـ... ناچارى پەنایان بردەبەر تورکیا و ئێران و سوریا . زۆر لەمێژە گەلى كورد ئیش و ئازاریكى بپنایان دەچیژێ .

ئێمە دەبێ خۆمان تەرخان بكەین لەپینا و كۆتایى پێهینانى ئیش و ژانەكانى گەلى كورد و مسۆگەرکردنى ریز لێنانى مافەكانى مرۆف و زیاتر روونکردنەوهى مەسەلەى مافەكانى ئەم گەلە بو سەرئاسەرى جیهان .

ئیدوارڈ كەنەدى

نامہ ی پروفیسور زاخاروف بۆ کونفرانسی پاریس

*Lettre d'Andrei Sakharov
à la Conférence Internationale
sur les Kurdes*

Moscou, le 13 octobre 1989

من با یہ خیکے زور بہ کی شہی گہلی کورد و ئیش و ئازارو قوربانیہ کانی
شہم گہلہ دە دەم، زور لە مینژہ خەباتی نەپساوەی گەلی کورد پشت بە مافی چارە
خۆنووسینی گەلان دە بە سستی و ھەر شەمەش راستترو رەواترە .
داوا لە حکومەت و ریکخراو و ھاوولاتیانی تەواوی ولاتان و ریکخراوەکانی
نیو دە ولەتان دە کەم کەلە رەفتارکردنیان لە گەل شەو دە ولەتانە ی کوردیان
تیادا دەژی رەچاوی سیاسەتی پراکتیکانە ی سەرکردەکانی شەم دە ولەتانە
بەرامبەر بە کورد بکەن، نابێ چاوپۆشی بکری لە ھەر جۆرە پەنا بردنە
بەر زەبرو زەنگیک و ھەر چەشنە زولم و زۆریکی نەتەوہیی و کۆمەلایەتی و
ھەربیشیلکردنیکی مافەکانی مرۆف و ھەر جۆرە رەشە کوژی یەکی بە کۆمەلە .
ھەر و ھا پیویستە بەبێ تەنگ پێھەلچینی شەو دە ولەتانە ی ئەنجامیان
دە دەن، تیپەر نەبیت، بەتایبەتی نابێ شەوراستیە لەبیر بکەین کە چەکی
کیمیای بۆ کوشتن و شەشکەنجەدانی منداڵ و ئافرەت و بەسالچوان دەکار
کراوە .

داوا لە کونفرانس دە کەم کە کی شە ی کورد بخاتە بەردەم دەستە ی گشتی
نەتەوہ یە کگرتوہکان و شەم دەستە یەش دەبێ وت و ویژیکے گشتی لە مەر کی شە ی
کورد ساز بکات، بەرای من ئاکامی شەم وت و ویژہ بریاریکی دەستە ی گشتی
و ەخو بگری و بەبێ شەم بریارە شەو دە ولەتانە ی کورجی تیادا دەژی ناچار
بکری کە ناوچە ی ئۆتۆنومی نەتەوایەتی کوردی دا بە زریئن و لەبوار ی سیا سەت
و ئابوری و ئایین و کەلتوردا شەو سەربەخۆیی یە بە گەلی کورد بدری کسە
شیاو یەتی .

دەبێ تەواوی ھەنگاوی زالماندەو شەو رەفتاری غەیرە قانونیانە ی کە لە
را بردوودا دەرھەق بە کورد شەنجامدراون تاوانبار بکریئن و بریاری پیویست
بۆ قەدەغە کردنی دووبارە بوونەوہ ی شەم رووداوانە لە داھا توودا وەر بگریئ،

لە گەل شەو پەری ریژو ھیواماندا

شەندری زاخاروف

Andrei Sakharov

لەبەریارەکانی کۆنفرانس، داواکردن بۆ بەستنی کۆبونە وەپەك لە کۆمەڵەی گشتی نەتە وەپەكگرتووەکان دەربارەی كیڤشەي گەلی كوردو قەبول كردنی نوێنەرێكی گەلی كورد بەسیفەتی چاودێر لەو رێكخراوە جیھانییە، چونكە ئالۆز كردنسی كیڤشەي گەلەكەمان والەنەتە وەپەكگرتووەكان دەكات كەباشترین دەستەبێت بۆ دۆزینە وەي چارەي گونجاو .

تا ئێستا دەپەك ئەم كۆنفرانسە دەرجوونێك بوو لە دبلۆماسی تەقلیدی، كە هەبەر ولاتی رەچاوی بەرزە وەندی ئابوری و ستراتێژی خۆی دەكات، بەبێ گۆی دانە تیرورو داپلوسینو گۆماوی خویینی ولاتانی دیکەي جیھان، ئەمەش بە بیانوی دەست نەخستە ناوکاروباری ناوخۆی ولاتانی دیکە وە . ئەو دبلۆماسیە تەقلیدیە هاندەری بێ دەنگی دووردیژو تۆقینەری نیو دەولەتانە بەرامبەر بەکارەساتەکانی گەلەكەمان، هەر وەها بەبێ دەرجوون لەم رەوتە هەرگیز پالپشت و هاریکاری شیلگیرانەي دەولەتان بۆ خەباتی نە پسیا وەي گەلەكەمان لەپینا و سەربەستی دا نایەتە دی .

لەكۆتایی دا جاكترین بەلگە لەسەربەردەوام بوونی ئەم بابەتە ئەو وەپەكە پیشنیارو رازی بوون هەپە لەسەربەستنی كۆنفرانسی دووهم لەستۆكھۆلم بەر لەمانگی گەلاویژی داھاتوو، واتە سالی (١٩٩٥). بەوئومیدەي ئەو كۆمەڵە و كورتیانەي لەكۆنفرانسی پاريسدا هەبوون، هەرچەندە سەركەوتنی كۆمەڵە و رەي وە دەست هینا وە، لەكۆنفرانسەکانی داھاتوودا دووپات نەبنە وەو كۆنفرانسی داھاتوو سەركەوتنی گەورە و پر بەرھەمتر وە دەست بەیینی، چونكە كۆنفرانسی پاريس بەكەم و بەكەم ناخی كردنە وەپوو ●

تەواوی مافی کورد ژېړپې خرا، ئەمەش بۆخوبە دەستە وەدان لە بەرامبەر داواکاری
یەکانی تورکیای کەمالی، ئەم کۆنفرانسە ی سێیەمیش ھەر لە پارێس شاری ئاسو
ھیوا بەسترا .

شەگەرچی بەشداربوان کەلە (۲۶) ولاتەو ھا تیبوون، نوینەرا یەتی حکومە تەکانیان
نەدە کرد بەلام زۆر بەھێزەو نوینەرا یەتی نا وەندەکانی رای گشتی جیھان نیسان
دە کردو زۆر بەیان لەرای حکومە تەکانیان دوور نەبوون .

ھەر وەھا کۆنفرانس لەبنا یەتی نا وەندی نیو دە ولەتی کۆنفرانسەکان کە سەر بە
وەزارەتی دەرەوی فەرەنسا یەو بەسەر پەرشتی راستەوخۆ لەلایەن یە کە مین
خانمی فەرەنسا (دانیال میتران) بەسترا . لەوانەشە گرنگترین رەگەزی ئەو
کۆنفرانسە بەشداربوونی ئەم ژمارە زۆرە کە سالیەتی سیاسی و کۆمەلایەتیی و
زانستی خاوەن شوپن و پایە بەرزنی نیشتمانی نیو دە ولەتی بوو بەتایبەت
دۆست و ھاو پەیمانانی گەلە کەمان و ئەوانە کە لەم سالانە ی داوی دا زۆر چاک
ئاگاداری ئەو چەوسانەو یە بەردەوامەن کە دوو چاری گەلی کوردمان ھا توو .

بەلام ئەوانە کە توانای ئامادە بوونیان نەبوو بەناردنی بروسکەو نوسراوی
لایەنگری و پشتگیری کەم تەرخە میان نە کرد . جگە لەوەش ئامادە بوون بەشدار
کردنی تەواو لەلایەن سەر کردەکانی حزب و کۆمەلەسیاسی یەکانی کورد و دام و
دەزگا روئنبیری و کۆمەلایەتیەکانی کوردستانی لەدەرەو جیگە ی شانازی یەکی
بەھێزو خۆشحالی بوو .

لێرەدا لایەنیکی گرنگتر ھە یە کە پیوویستە بەنجە ی بودریژ بکریت ئەو ی
ئامادە بوونی وەلەدو کە سالیەتی لەئەوروپا و ئەمریکای لاتین و یەکییتی سوئیت و
ولاتانی تر، ئەمەش ئەو دەگە یەنی کە کۆنفرانس توانیو یەتی لایەنگری و پشتگیری
ئەو ولاتانە بۆخۆی وەریگری، کە ئەمەش لەگەل بارودۆخی تازە ی پە یوەندیەکانی
نیو دە ولەتی بەتەواوی دەگونجی .

ئەو ی شیاوی باسە کۆنفرانس لەگەل لیکۆلینەو ی تەواوی لایەنەکانی کیشە ی
گەلە کەمان ھەولنی ئەو ھەشی داو کە جارە ی ئەو کیشە یە لە چوار جیو یەکی نیو
دە ولەتی بکریت . لەگەل چاوخشانیک بە پریارەکانی کۆنفرانس وادەردە کەو ی
کە دیدیکی ئابیندە بۆ کیشە ی گەلە کەمان ھە یە، واتە کۆنفرانس بریتی نە بوو ،
لە ئاھەنگیکی دوورۆژە ، بەلام جی بە جی کردنی بزیا رەکانی پیوویستیان بە یە
گرتن و یەکییتی یەکی راستە قینە ی تەواوی دەستە ولایەنەکانی بزوتنەو ی ئازادی
خوازی کوردستانی ھە یە . ھەر وەھا پیوویستی بە خەبات و تیکوشانیکی زۆر ھە یە
بەتایبەتی لەسەر ئاستی راگە یانندی جیھانی و کاری دبلۆماسی ، ئەمەش کە
حزبمان لەم ماو یە ی داوی دا زۆر بە گرنگی ھەولنی بۆ دەدات . جگە لەوەش ئەم
کارە پیوویستی بە پشتگیری یە بەردەوام لەلایەن بەشداربوان و ھە یی تریش ھە یە
بەتایبەتی ئەوانە کە گرنگی بە مافی مروئ و روئنبیری گەلان و عەدالەتیی
جیھانی دەدەن .

ئامادە بوونی کە سالیەتی عەرەبی و تورکی و ئیرانی و وەستانیان لەگەل عەدالەتی
کیشە ی گەلە کەمان گرنگیکی تاییەتی ھە یە، چونکە گەلی کوردمان ھاوژیا ن
لەگەل ئەم . گەلانە و ھاوچارە نووسیشە لەگەلیان ، ئیەمەش خەبات دەکە یین
پینا و وەدەست ھینانی چوار جیو یەکی عادیلانە ی پە یوەندی دەگەل ئەم گەلانە .

مافی مرۆف و هتد... جالەبەرئەوێ رژیمی عێراق چەندین مانگ هەولێ ئێهەوی دەدا کە ئەم کۆنفرانسە نەبەستری، و زۆر بەتوندی ناره‌زایی خۆی بۆ حکومەتی فەرەنسا دەزبیری سەبارەت بەبەستنی، هەرۆه‌ها زۆری هەولدا کەبەکیک لـ... جاشەکانی خۆی ئامادەیی ئەو کۆنفرانسە بکا، کەئەویش سەرۆکیبەنا وئەنجومەنی تەشریعی ناوچەیی کوردستان بوو، بەلام تەقەلای ئامادەبووان بەتایبەتی هەولتی بەرەیی کوردستانی عێراق وای لیکردن کەهیچ ئەنجامیک وەدەست نەهێنن و بـ... جارێک شەرمەزاربین، ئەمەش مشتیکێ تریبوو کەبەردەم ولوتی ئەورژیمە کەوتبە تاییبەت لەسەرئاستی راگەیانندی جیهان، جگەلەوێش چەندین بریاری کۆنفرانس لەناوهرۆکدا پەنجە بۆتوانەکانی ئەورژیمە رادەکێشن، ئەگەرچی ئێمە وای دەبینین کەدەبوایە بەئاشکرا و ناودرکاندن بوایە .

بەلام تورکیا بەتوانبارو گوناھباری دووهم دانرا، کەویش لەبەر چەند هۆبەیی گرتگریشیان رەت کردنەوێ بوونی گەلی کوردە کەژمارەیان زیاتر لـ... (۱۲) ملیونە لەکوردستانی تورکیا، ئەم رژییمەش بەو رەت کردنەوێبە بەشەرمەزارێک دەناسری لەبەردەم جیهاندا، بەتایبەتی کاتی کەهەولێ جوونە ناوبازاری هاو بەشیی ئەوروپا دەدات .

شیاوی باسە کەگیانی پیروزی شەهید (عبدالرحمن قاسملو) لەهۆلی کۆنفرانس دەسورایەوێو بانی بەسەر زۆربەیی وتارەکاندا کیشا بوو، چونکە شەهیدی مەزن چەندین سال لەم شارە (پاریس) دا ژیا بوو، و زۆربەیی پیاو و ناسراوێکانی ئێش دۆست و هەقالی بوون، هەرۆه‌ها (هیلین قاسملو) خیزانی شەهید قاسملو لەکۆنفرانسەکە بەشداربوو، و وتاریکی پیشکەش کرد .

دوای پەسەندکردنی بریارەکانی کۆنفرانس، بەریز تۆماس هامیری خۆی گەمیانە شوینی وتار خویندنەوێ بۆئەوێ رابگەییەنی کەوا سویدیەکان خوشالان بەوێ کە مەشخەلی کۆنفرانس لەپاریسەوێ بەرەو ستۆکھۆلم (سوید) هەلگرن . بۆیە کۆنفرانسی داها توو دەربارەیی کیشەیی کورد بەرلەگەلاویتی داها توو لـ... پیتهختی سویدی دەبەستری .

بریارەکانی کۆنفرانس:-

کۆنفرانسی نیوودەولەتی (کورد: مافی مرۆف و ناسنامەیی فەرەنگی) کەلەرۆژانسی (۱۵و۱۴) ی تشرینی یەکەمی ۱۹۸۹، لەپاریس پیتهختی فەرەنسا بەپیشنیاری کۆمەلەیی فەرەنسی ئازادی وپەیمانگای کورد لەپاریس بەسترا، بەلەبەرچا وگرتنی ئەوێ کە کوردەکان گەلیکی پارچەپارچەکرایی نیوان چەندین ولاتن و دوو جاری دەرديکی نالەبارها توون تەنها لەبەرئەوێ ئارەزووی پاراستنی ناسنامەیی فەرەنگی خۆیان دەکەن و بەرگری لەمافەسیاسی و دیموکراتی رەواکانی خۆیان لەهەریەک ولاتانەیی کەتییدا هەن، دەکەن، لەکۆتایی کۆنفرانسەکە ئەو بریارانسیسە ها تەنە وەرگیران:

- کاربەردەوام بیت لەمیان دامەزراندنی دەستە هەمیشییەکان کەبەرپرسیارن لەبەرگری کردن لەمافی مرۆف لەو ولاتانەیی کە کوردی تییدا دەژین، دەستەیی کراوێش بۆ وەرگرتنی ئەندامانی بەرلەمان لەتەواوی ولاتە دیموکراتیەکان ،

ههروهه داوا له داموده زگای (فرنسا الحریات) دهکات که کاربکات له پینسا و جیبه جی کردنی شه و نارمانجه .

- نویننه رانی گهلی کورد بانگ بکرین بۆ په رله مانی شه وروپا و شهنجوومه نسی شه وروپا و په یمانه سه ره کیه کانی نیوده ولته تان .

- قهده غه کردنی به ره هم هیئانی چه کی کیمیا وی و پشتگیری کردن له به سستی په یمانیکی نیوده ولته تی که چه ندین سزای ثابووری و سیاسی دژی شه و ولاتانه وهریگریت که چه کی کیمیا وی و با یول وژی به کار ده هیئن، چونکه شه مه پیچه وانسه ی یا سا کانی نیوده ولته تی په .

- به په له داوای دامه زانندی ری کخرا ویکه کوردی بکات که نیونه رایه تسی ته وای گهلی کورد بکات، شه مهش به ثا مانجی وده ست هیئانی مافی نویننه رایه تی له ده سته ی گشتی نه ته و په کگرته وکان به سیفه تی چا و دیر .

- له سه ری شنیاری پرؤفیسور (زا خارؤف) کونفرانس داوا له نه ته و په به کگرته وکان دهکات چونکه پاسه وانی ناشتی جیهانی په تا کؤبونه و په کی تا بیته له ده سته گشتی په که ی سه باره ت به کیشه ی کورد به ستریت .

- بۆ سه رنج راکیشانی بارودؤخی تراژیدی ژیانی په نا به ره کورده کان، کونفرانس سووره له سه ر گف و گو ی به په له له گه ل موفه وه زی سامی په نا به ران که سه ر به نه ته و په به کگرته وکانه و به به به سستی شه و ی پشتگیری کاریگر وده ست به یئیت له گه ل ره چا و کردنی ثاره زوو وسته کانی په نا به ران، به تا بیته له به سوار ی بارمه تیه مرؤفا یه تیه کان و واش ده بینی که توانای به سستی کؤبونه و له گه ل موفه وه زی سامی په نا به ران بۆ چاره ی شه و گیرو گرفته هه په که سه ر به نه ته و په به کگرته وکانه .

- شه و چاره نووسه ی که روو به رووی ثا واره کورده کان دیت زه ت ده کات شه و داوا له ولاته خاوه ن په یوه ندی په کان دهکات که ریژ له ویا سا نیوده ولته تیه بگرن که به وکاره و په یوه سته و پشتگیری و یارمه تی مرؤفا یه تیان بدن .

- له پینا و خزمه ت کردنی شه و ثا مانجه دا واده کات که ثا زادی په یوه ندی کردن به ری کخرا و نه نیوده ولته تیه کان شه وانه ی که بی لایه ن و بی ئیجازه ن، بدری، شه مه به بی گونجاندن له گه ل بریاری ده سته ی گشتی نه ته و په به کگرته وکان (ژماره ۱۳۱/۴۲ له ۸/۱ ۱۹۸۸) .

- کونفرانس ثاره زوو ی خو ی ده رده بری سه باره ت به به سستی جاریکی تر لسه ستؤ که هولم به رله گه ل اویژی (۱۹۹۰) له ژیر سه ر په رشتی کؤمیته ی سویدی بؤ مافی مروقتی کورد .

گرنگی کونفرانس:-

کونفرانس چه ندین گرنگی به خو وه گرتوه، په که میان نا و هرؤکی کونفرانسه که له نا ونیشانی په وه به دی ده کری ((کونفرانسی نیوده ولته تی، کورد: مافی مرؤف و ناسنامه ی فره نه گی)) . شه مهش سی په م کونفرانسی نیوده ولته تی په که ده ره باره ی کی شه ی کورد له م سده په دا ده به ستری، په که میان له نسزیک پاریس له (سیقه ره) سالی (۱۹۲۰) به ستر او تیایدا دان به سه ر به خو ی کورده نیشتمان په روه ره کان نرا به لام دووهم له (لوزان) به زمانی فره نسی له سالی (۱۹۲۳) به ستر او تیاییدا

مافی مرۆڤ و هتد... جاله بهر شه وه رژیمی عیراق چهن دین مانگ هه وڵی شه وهی ده دا که شه م کۆنفرانسه نه به ستری، و زۆر به توندی ناره زایی خۆی بو حکومه تی فهره نسا دهربری سه باره ت به به ستنی، ههروه ها زۆری هه وڵدا که به کییک لسه جاشه کانی خۆی ئا ماده ی شه و کۆنفرانسه بکا، که شه ویش سه روکی به نا وشه نجومه پی شه ریبعی نا وجهی کوردستان بوو، به لام ته قه لای ئا ماده بووان به تا یبه تی هه وڵی به ره ی کوردستانی عیراق وای لیکردن که هیچ شه نجا میک وه ده ست نه هیکنن و به جاریک شه رمه زار ببن، شه مه ش مشتیککی تر بوو که به رده م ولوتی شه ورژیمه که وت به تا یبه ت له سه ر ئاستی را گه یان دنی جیهانی، جگه له وه ش چهن دین بریاری کۆنفرانس له نا وه پۆکدا په نجه بو تا وانده کانی شه ورژیمه راده کیشن، شه گهرچی ئیمسه وا ده بینین که ده بوایه به ئاشکرا و نا ودرکاندن بوایه .

به لام تورکیا به تا وانبارو گونا هباری دووه مانرا، که ویش له بهر چهن د هۆیه ک گرنگ تریشیان ره ت کردنه وه ی بوونی گه لی کورده که ژماره یان زیاتر له (۱۲) ملیونه له کوردستانی تورکیا، شه م رژیمه ش به و ره ت کردنه وه یه به شه رمه زاریک ده ناسری له به رده م جیهاندا، به تا یبه تی کاتی که هه وڵی جوونه نا و با زاری ها و به ششی شه ورپا ده دات .

شیاوی باسه که گیانی پیروزی شه هید (عبدالرحمن قاسملو) له هۆلی کۆنفرانس ده سورایه وه و بالی به سه ر زۆریه ی و تاره کاندای کیشا بوو، چونکه شه هیدی مه زن چهن دین سال له م شاره (پاریس) دا ژیا بوو، و زۆریه ی پیا وه ناسرا وه کانی ش دۆست و هه قالی بوون، ههروه ها (هیلین قاسملو) خیزانی شه هید قاسملو له کۆنفرانسه که به شدار بوو، و وتاریکی پیشکەش کرد .

دوای په سه ندکردنی بریاره کانی کۆنفرانس، به ریز تو ماس ها میری خۆی گه یانده شوینی و تار خویندنه وه بو شه وه ی را بگه یه نی که وا سویدی هکان خوشحالن به وه ی که مه شخه لی کۆنفرانس له پارێسه وه به ره و ستۆک هۆلم (سوید) هه لگرن . بو یه کۆنفرانسی داها توو دهر باره ی کیشه ی کورد به رله گه لاویژی داها تو له پیته ختی سویدی ده به ستری .

بریاره کانی کۆنفرانس:-

کۆنفرانسی نیوده و له تی (کورد: مافی مرۆڤ و ناسنامه ی فهره نگی) که له روژانی (۱۴ و ۱۵) ی تشرینی یه که می ۱۹۸۹، له پاریس پیته ختی فهره نسا به پیشنیاری کۆمه له ی فهره نسا ی ئازادی و په یمانگای کورد له پاریس به ستره . به له بهر چا و گرتنی شه وه ی که کورده کان گه لیکی پارچه پارچه کراوی نیوان چهن دین ولاتن و دوو چاری دهردیکی ناله بارها توون ته نها له به ر شه وه ی ئاره زووی پاراستنی ناسنامه ی فهره نگی خۆپان ده که ن و به رگری له مافه سیاسی و دیموکراتی ره وا کانی خۆپان له هه ریه ک ولاتانه ی که تییدا هه ن، ده که ن، له کۆتایی کۆنفرانسه که شه و بریارانسه ها تنه وه رگیران:

- کار به رده وام بیت له میان دامه زران دنی ده سته هه میشی یه کان که به رپرسیارن له به رگری کردن له مافی مرۆڤ له و ولاتانه ی که کوردی تییدا ده ژین، ده سستی کرا وه ش بو و هه رگرتنی شه ندامانی په رله مان له ته واوی ولاته دیموکراتیه کان .

لهسه ر ئاستی عه ره بيش (عه قید سه لیم فسه خری) وه زیری پیشووی جه زانیرو (حسین آیه احمد) و به ریژ (حبیب یواس) له لایهن په کیستی نووسه رانی عه ره ب و خسه بات گیریکی فه له ستینی به شداری بیان کرد.

ئا ماده بوونی کوردیش له و کونفرانسه شیوه په کی به هیزی به خووه گرتبوو، له

به رکرده ی حزبه سیاسی په کانی کورد، به ریژان (جلال طالبانی و سامی عبدالرحمن و کمال بورقای و رسول مامند و محسن دزهیی و سه رهاد دجله و حه سه ن شه ره فی و نوشیروان و دکتور محمود عثمان و دکتور مجیدرشید جعفر و صلاح بدرالدین و عدنان موفتی) به شداریان کرد، هه روه ها له لایهن ری کخرا وه کو مه لایه تی رو شنیری په کانی کورد له ده ره وه به ریژان (هه ژار موکریانی و ئیبراهیم شه حمه د و مظفر شافعی و مظهری خالقی و حمید نه وروژ و پیرو ت ئیبراهیم و ظاهر حسین و عصمت شریف وانلی و دکتور اسعد خهیلانی و دکتور نجم الدین عمر و خلیل شهنگالی و بشیر رسول و خالد کایا) ئا ماده بوون .

ئا ماده بوونی (نو) جیگری کورد له شه ندا مانی په رله مانی تورکیا له وان شه ش (ئیبراهیم ئاکسووی و محمد علی ارسلان) له و کونفرانسه دا جیگه ی خو شه ختی بوو شه گه رچی شه وه به ریژان له به رئا ماده بوونیان جا وه روانی سزایان ده کرد له لایهن حزبه که بیان حزبی (سو شیا لیستی دیموکراتی گه لی تورکیا) و حکومه تی تورکیا . شیا وی با سه که لایهنه کانی به ره ی کوردستانی عیراق، وه ک وه فدیککی په گگرتسو و ئا ماده ی کونفرانس بوون و ده وریککی به رجا ویان تیدا گیپرا و ووتاری به ره ش له لایهن به ریژ (دکتور محمود عثمان) خویندرا په وه .

هه روه ها چه ندین بروسکه ی سلاو بو کونفرانس لی دران له وان شه بروسکه ی به ریژ (فیلی برانت) و (برونو کراسیکی) و شه نو سرا وه پرسوزه ی که سینا تور (شه د وارد که نه دی) ئا راسته ی کرد بوو .

هیچ شارا وه و جیگه ی گومان نه بوو که دکتور (که ندال نزان) سه روکی په یما نگای کورد له پارسی له وله نی کونفرانس بوو . له قولایی ده وه دا وای لی بووردن له وه که سانه ده که یین که ئا ماده ی کونفرانسه که بوون و ناتوانین نا وی هه موویان بهینین، چونکه ژماره ی ئا ماده بووان له (۳۰۰) که س زیاتر بوون و له (۳۱) ولاته وه ها تبوون، وگشتیان له که سانی ناسرا وو خا وه ن شوین و شایسته ی به شدار بوونی شه جو ره کونفرانسه بوون .

(۱۲۰) روژنا مه نووس که نوینه رایه تی ئا ژانسه کانی ده نگ و باس و روژنامه و گو قاره کانی جیهانیان ده کرد ئا ماده ی را گه یانندی رودا وه کانی شه و کونفرانسه بوون، هه روه ها روژنا مه گه ری تازه پیشگه یشتووی کوردیش به ش به حالی خسووی ئا ماده بوو، جگه له وه ش روژنا مه و ئیژگه ی رادیوو ته له فزیونه کانی فه ره نسنا و جیهانی به شدار په کی جالکیان کردو رودا وو جالاکیه کانیان بلا و کردنه وه .

له بهر فراوانی به رنامه ی کونفرانس و به شداری به رفراوانی لایهنه کان روونه که لی کولینه وه و وتارو گه و اهیه کان لایهنه جیا جیا کانی کی شه ی کوردیان به خو وه گرتو وه . تا وانباری سه ره کی و گونا هباری راسته قینه له و کونفرانسه دا رژیمی صدام بوو، که زور به ی وتارو گو فتاره کانی نوینه ره جو را و جو ره کان با سی تا وانسه درنده کانی شه و رژیمه یان ده کرد ده ره ق به گه لی کورد، وه ک به کاره یانانی ده کی کیمیا وی و کاولکردنی چوار هه زار دیهات و ژه هرکردنی نا چه زان و پی شیلکردنی

کۆنفرانسی نیودهولهتی

«کورد: مافی مرووف و ناسنامهی فهرههنگی»

روژا بی (15 و 14) ی تشرینی یه که می 1989، له هۆلی نیوده و له تهن نا و هندی کۆنگره کان له پاریس له سه ر دا وای (ئه نستیتووی کورد له پاریس) و به یارمه تی و ها و کاری دام و ده زگا کانی (کۆمه له ی فدره نسای ئازادی - فرنسا الحریات) و به سه ر په رشه تی خاتوو ((دانیال مبه تران))، یه که مین کۆنفرانسی جیهانی له مه مه ره (ناسنامه ی فهره ههنگی و مافی مرووفی کورد) به ئا ماده بوونی ژماره یه که زووری به شداران ، به سه ترا .

کۆبوونه وه ی یه که م ته رخان کرابوو بۆ (میژووی کورد و کۆمه له گی کورد) که له لایه ن له ئورد ((ئیفری)) یه وه سه رو کایه تی کرا ، یه لام کۆبوونه وه ی ئیواره به سه رو کایه تی خاتوو ((مبه تران)) ده ستی به کار کرد ، و زیاتر ده رباره ی بارودو و خه ی ئیستای کوردستان بوو . دانیشتن و کۆبوونه وه ی به یانی روژی یه که شه مه به سه رو کایه تی وه زیری کاروباری مروفا یه تی فهره نسای دکتۆر (بیره نارد کۆشنه ر) بوو ، و ته رخان کرابوو بۆ گوئی گرتن و په یستی گوفتاری شاهیدان له روژئا وا و جیهانی روژئا وایی و کورد ، دوا کۆبوونه وه و دانیشتنی ئیواره ش به ته وا وی ته رخان کرا بۆ بایه تی (کورد و کۆمه له گی نیوده و له تی) و دارشتن و وه رگرتنی بیره ره . کۆبوونه وه که به کۆنگره یه که ی روژئا مه گه ری که له لایه ن ریکخه رانی کۆنفرانسه وه به سه ترا ، کۆتایی هات ، پاشان به ئا هه نگیکی نان خواردن و گوئی گرتن له ئا واز و ده نگی ته مبه وری (شقان) و هونه رمه ند (مه زه هری خالیقی) ، کۆتایی پی هات .

جگه له خاتوو مبه تران ، له زۆربه ی جالاکیه کانه که به شدار بوو ، به ریز (کۆشنه ر) وه زیری فهره نسای له ئورد شه قیری و ژماره یه که له که سا یه تی نیوده و له ته تی به شداریان له و کۆنفرانسه دا کرد ، له وانه سناتۆر (کلیبورن پیل) سه رو کایه تی کۆمبه ته ی په یوه هندی یه کانی ده ره وه له شه نجومه نی پیرانی شه مریکا و (توماس ها مر بری) سه رو کایه تی پێشووی ریکخه رانی لێ بووردنی نیوده و له تی و سه رو کایه تی کۆمه له ی پراستی منالانی سوید ، دکتۆر خاتوو (شان کلۆید) جیگری کریکاران له سه ره لمانی به ریتانیا و سه رو کایه تی ریکخه رانی (کاردری) و وه فدیکی سۆقیه تی که پێک هاتبوو له هه ریه که له دکتۆر (گه ستریان) و پرۆفیسور (لازاریف) و کوردی شه کادیمی سۆقیه تی (نادر نادرۆف) ، ههروه ها خاتوو (بونیر) خیزانی پرۆفیسور (زاخارۆف) چونکه پرۆفیسور زاخارۆف نه یه تیوانی بوو به شداری کۆنفرانسه که بکات به لام نوسراویک و چه ندی پێشنیاری ئا راسته ی کۆنفرانس کرد بوو که له لایه ن خاتوو زاخارۆف پێشکه ش کران و وه ربه ریان .

ههروه ها له که سا یه تی زانستیش، پرۆفیسور (رۆدلیتر) و خاتوو (جویس بـلاو) ئا ماده ی کۆنفرانس بوون ، له و که سا یه تیانه ی که چه ندی گه وا هیان پێشکه ش کرد به ریز (پیتیر گالبرشا) و روژئا مه نووس (کوین روبرتس) و پرۆفیسور (هندریک) که شاره زا و پێپۆریکی ژه هره کان بوو .

هینانی چه کی کیمیا بی فده فدیکن و شه و ولاتانی
چه کی کیمیا وی و با بلوژی به کا ردنی له سساری
تا بوری و دیلوما سی ته می بگری .

۴- کونگره دا واده کات کوریک له نوینه رانی هه موو
نه ته وه ی کورد بیک بیته بوته وه ی ده سات له سسه
نوینه ری دا شیمی کورد بدات وه کو چا دبیر لسه
کوپونه وه ی گشتی به کانی ریخرا وی نه سسه وه
به کگرتوه کان به شداری بکات .
۵- له سه ر پشینیاری " سا خاروف " دا واکسرا
سگرتی گشتی نه ته وه به کگرتوه کان . کوپونه وه
به کی تا به شیبویا س گردنی مه سه له ی کورد لسه
ریخرا وی نه ته وه به کگرتوه کان بیک بیته .

۶- له به ر روشناسی باری خرابی به نا به رانیسی
کورد . دا واکرا له کومیتته ی سه ربه رشتی تا واره -
کان سه ربه نه ته وه به کگرتوه کان بوک و پشینیاری
چالاکانه له به نا به ران بگری به نا به شیبویا له شیران
تورکیا نه ته وه به کگرتوه کان .

۷- بزاری ده بری له وکا ره ساتی به سسه
دا شیبویا کوردستان دئ له نه جانی حبه به جتی
کردنی سبسه تی ته جیرو ویرانی دا واکرا لسه
حکومه تانه بگری که شه م کاره نه کن ریز سسه
سه ره تا کانی مافی مروف دا بشن وریکا سسه دن
کومه کی شیبویا به لسه و ما وانی شه م کارا ساته
بکات .

۸- بو شه مه به شه ده سی ریگا بدیره ریخرا وه
فهریه ره سه به کان تا زادانه کومه کی سسه
قوربا شانی ته وکاره ساته بکن .

۹- بریاردرا له مانی حوزه ییرانی سالی ۱۹۹۰ دا
کونگره ی دووه می مافی مروف و نا سنامه ی
فهرهنگی کورد له سوشید به ستری .

وه له بریاره کانی کونگره شیدا نه کردنی ده ست
کیسانه کبانی را به ری هیزای کورد دکتر
" قاسملو " وه دا وایان له حکومتی نه مساکرد
که به زوترین کات تا وانه ره کان ولایه تی به بریار
له وتا وانه را بکه به تن بو رای گشتی جیبا شیبویا
هروه ها له گهل شیدانه کردنی رژیم مرفاتی لسه
هی شیبیل کردنی مافی مروف و به کارهینانی چه کی
کیمیا سیدزی کورد و بریاره ی بیک هینانی لیژنه به
کی دووه لی له زورترین شه ندا مانی به ره مان و
شه خسانی جیبا نی بو پشینیاری کردن له گه لی
کورد و پاراستنی مافی مروف و سالانه به سستی
کونگره بو پشینیاری کورد وه بریاره له مانگی
ژونیه ی سالی دا ها توو کونگره ی دووه م له سه ر
مافی مروف و نا سنامه ی، فهرهنگی کورد لسه
سوشید به ستری .

شیران " وه هروه ها " ولیام شینگتوف " سه لیری
پیشوی له مریکا له فداد " احمد شاپهت " .
وه زسری پیشوی جه زاپیر هروه ها خیزانی شه هید
دکتور قاسملو خاتو " هلا قاسملو " وه خاتو
" شیلی سا خاروف " که له گهل وه فدیکی حکومت
که سی له نا وایاندا پرولیسور " لازاریف " که له
سویته وه ها شویون .

حکومتی ره گه زبه رشتی به غذا وه فدیکی ده سسه
خوری کا به لیبی له به نا و کورده به کریگرا وه کانی
مه رخوا . ناریدیوه کونگره به لام له به ر ناره زاپیسی
ده برینی وه فدی به ری کوردستانی ریگسای
به شداریان بی نه درا و له کونگره ده رکران .
پاش دوو روزان وتوو سژ کردن له سه ره مه له ی
کورد له هه موو به نه کانی کوردستانی دا گیسر
کراوو کونگره گه بیته له ویا وه ره . که کسورد
به ک له و میلله تانه به له م کوتایی سه ده " بیته
هتا شیدا به نرنده ترین شه وه ده چه وسیته وه
مافی شیبویا بی شیبیل ده کری و سبسه تی ره شه
کوزی و ژنوسادی له گهل پیدا ده ده کری و لسه
هه ندیک شوین ته نانه نه ک خونندن و نویسن و
قه کردنی کوردی به لکو به ری و یوشاکی کوردینی
لی قه ده فه کرا وه و سزای توندی له سه رده دریت و
که سبسه تی و نا سنامه ی کوردینی لیبی زهوت
کرا وه .

سه ره نه ختام کونگره ی مافی مروف و پاراستنی
نا سنامه ی فهرهنگی کورد شه بریارانه درا .
۱- کونگره دا وای کرد که کومیتته به کی به رگری له
مافی مروف له و ولاتانه دا بیک ست که کوردیان
شیدا ده زی .
۲- دا واده کات که نوینه رانی گه لی کورد لسه
به ره مانی له وروپا و هه موو کور و کوپونه وه
گه وره کانی شو نه ته وه بی قسه بکن .
۳- ده ستوری گشتی ولاتانی دنسا سا زکردن و به کار

هه له بچه مژزوه و هه تاي ژباشكي
نوئ 11 له هه له بچه وه ده بخت سروايشنه
هه لوتيشي بزوشنه وه ي عمرا قسي و
پژژه لات و شيلامي و حبهان و به رژه وه
ندي به رزي نه ته وا به تيمان لسه
هه له بچه ودژسته كاندا بدژزبته وه !



سەرپه خوێی

كوردستانه نهها موانگی كورده

ژماره (17) شۆرگانی ناوه ندى هارتى سۆشالېستى كورد (ها سووك) ششرمى به كهمى 1989

مافی مروت و هه و په ی فه ره هه نگی كورد

سۆ به كهم جار له مژزوی نه ته وه ی كورد ، له پۆژا نسی
1914 ی ئه م مانگه نا ، كۆنگره به كی جیهانی له پاریسی
به سترا له ژنر دروشمی " مافی مروت و هه و په ی فه ره هه نگی
كورد " كه له " 26 " ولاته وه " 200 " كه س له شه خپاشی
نا سرا و ها تپونه كۆنگره و به شداریهان شیدا كرده سوو
و شپای به شدارى نوشته را نى پارچه كانی كوردستانى
پارچه كرا و سووبا ، توركیا ، شیران ، سۆقیه ، وه فدێكسى
كوردستانى مسراق . به شدارى كۆنگره یان كورد وه هه ره به ك
بارو دوخی كوردی له و ولاتا نه دا و ره فتارى درندا نه ی
دا گسره را نى كوردستانى نیا ناس كورد .

له ما وه ی دوو پۆژى كۆنگره كه " 40 " كه س له ئا ماده
سوان و تشاری هه مه چه ئه یان له باره . سیا مسرو
كۆمه لابه نى و ئا پوری و فه ره هه نگی كورد وه خویندبوو
ئا ما زه یان سۆتاله بارى و له ته می زنده گی كورد
كرد سوو . . . وه دا وای چاره ی به له و نه په تى كیشه
كانشان كردو . ها و كارى خویان را گه یانند . . . وه
به ریز " دكتور مه محمود " وتارى كوردستانى
نا سوورى خوینده وه .

له وه ، شاناسى با سه خاتودانل میتیران
سه ربه رشتى كۆنگره كه ی كردو به وتاریك كاره كانی
كۆنگره ی ده ست بی كرد . هه ندى له وشه خه شه
حبهانی و كورد نا سرا وانه ی وتاریان خویندبوو و
به شداریهان كرده سوو . شیفری له به رستانا . ستاتور
گلسروردن بد . توماس ها مرگه له ریکخرا وى لسی
سووردنى دوه لى . 10 لسیه رشتى كوری شنگلتن كه له
له نخومه نى ستا كاردان هه ستا توركلرستیل
سه روگی كۆمیتى ده ره وه له سنا ، له مه ریکا
ما كسیم رودنسون له زانگوى ستورسون . له سیک
سودگوان له فدراسونى دوه لى مافی مروت . كلود
شون وه زسرى ده ره وه ی بیسوی فه ره شه . توماس
هه فرى سه روگی : له نخومه نى مافی مروت له په رله مانی
به رستانا . وه گرین روپرت وه را فائیل دوپسب
سكرتیرى ریکخرا وى . فه ره نسای ئازا ده وه بیشرارد
كۆشته ر . وه زسرى كاروبارى شیناسى فه ره نسای
" ما كسیم رونسون " پروفیسور له دانینگای
پاریس . د كه مال بورتقای . توركیا . كه نندال نه زان .
لیبرسرای له نیشیتوی كورد له پاریس و
" شراهم تاكوی " له ندامى په رله مانسى
توركیا . " عصمت شه ریف " وه پروفیسور " نادر
نادروف " ده رباره ی كوردیه كانی سۆقیه . وه
" حه سنى شه رفى " نویسنه رى كوردستانى

خاتو میتیران و مه سه له ی كورد له په رله مانی نه مریكادا

له 24 ی ئه م مانگه دا و دواى ته وا و بیوشى كاره كانی
كۆنگره نسی پاریس ، خاتو دانیال میتیران و كه نندال نه زان
سه رۆكى شینستوی كورد له پاریس سۆ شه مه ریکا
سه فه ریهان كورد ، وه له په رله مانی شه مه ریکا دا خاتو
میتیران وتاریكى خوینده وه كه با سى لێ قه و ماوی و ژبانى
كوله مه رگی و دوو چارى قركردنى كورد و بێ شتل كردنى
سولا به ره (9)

ما فه كانی مروتیهان له كوردستانا شیدا كرده سوو
وه هه روه ها ستاتور له دوار كندى ، ستاتور شوم
لاند و رز به ره رسی مافی مروت له پاریس دیموكراتى
ستاتور جون پورتى به ره ریسارى مافی مروت له
پارتى جمهورى ووتاریان خوینده وه و دا وایان له
پێكخراوى نه ته وه به كگرتوه كان كرد كه كۆسونه وه به كسى
تا بیه تى له سه رمه سه له ی " رديك بیه تى " و
هه روه ها بیه تى و ها واره نگی خۆیان له نه ته وه ی
كورد ده رسه ، و پاران كه یانند كه له هه ولدا ده بن
سۆ سارمه تى و پاران شتى مافی مروتى كورد .



آلآى ئىسلام

العدد 4:3 ژماره 4:3 جمادى الأول 1410



ALA-i ISLAM

Vol. 3 No. 4 December 1989

المؤتمر الكردي في باريس

تلك الهوية تبنى المؤتمر المقررات التالية:
أولاً: تشكيل هيئة دائمة من البرلمانيين في البلدان الديمقراطية مهمتها الدفاع عن حقوق الانسان حيث يعيش الاكراد.
ثانياً: فرض عقوبات سياسية واقتصادية على كل دولة تستخدم السلاح الكيماوي والبيولوجي باعتبار ان الاكراد كانوا أكبر ضحايا هذا السلاح القتل.
ثالثاً: حث البرلمان والمجلس الأوروبي المؤسسات الدولية الأخرى على دعوة ممثلي الشعب الكردي لتوضيح القضية الكردية.
هذا وقد تقرر أيضاً ان تعقد مؤتمرات سنوية مشابهة لمناقشة تطورات المسألة وسيعقد المؤتمر القادم في تموز 1990 في مدينة ستوكهولم.

الخارجية والذي كان يحث الحكومة الأمريكية على فرض عقوبات اقتصادية على العراق بعد استعمال الأخيرة للأسلحة الكيماوية ضد الاكراد، والكتور اندريه ماخروف (الاتحاد السوفيتي) الذي يقود حملة حقوق الانسان في الاتحاد السوفيتي والذي لم يستطع الحضور بسبب مرضه فأرسل زوجته السيدة يلينا بونز. وقد قامت بقراءة رسالة مرسله من السيد ساخروف يطلب من الامم المتحدة تخصيص يوماً لمناقشة القضية الكردية وحث الدول نو الكثافة السكانية الكردية العالية على اعطاءهم حكماً ذاتياً، هذا بالإضافة الى الككتور كندال نزان رئيس معهد باريس للدراسات الكردية في باريس.

ويعد يومين من المناقشات حول هوية الشعب الكردية والمحاولات الجارية من قبل حكومات المنطقة (العراق وتركيا وايران وسوريا) لطمس

عقد في يومي 14 و 15 أكتوبر اول مؤتمر من نوعه تحت شعار «حقوق الانسان الكردي وهويته الثقافية» في العاصمة الفرنسية/ باريس. وكان المشرف على عقد المؤتمر جمعية فرنسا - الحرية، التي تديرها السيدة دانيال ميتران زوجة الرئيس الفرنسي بمشاركة معهد باريس للدراسات الكردية. وقد شارك معظم الأحزاب الكردية بغض النظر عن جنسياتها الوطنية واتجاهاتها السياسية بالإضافة الى شخصيات كردية معروفة من العراق وايران وسوريا وتركيا والاتحاد السوفيتي. وقد شارك من الشخصيات العالمية بالإضافة الى السيدة دانيال ميتران التي زاد اهتمامها بالاكراد بعد مأساة مدينة حلبجة ، الككتور برناركوشتير وزير العلاقات الانسانية (فرنسا)، السنور الأمريكي بنتر كالبريت رئيس مجلس الشيوخ للشؤون

لاسياب صحية) من هذا المنطلق بالضبط ولم يعد خافياً من الآن ان بعض الاوساط الامبريالية تسعى لاستدراج الاكراد اليها من اجل عزلهم عن «حركة التحرر العربية خصوصا او الشرق اوسطية عموماً» لقد عقد مؤتمر باريس كما ذكرنا برعاية منظمة فرنسية غير حكومية وان كانت رئيستها هي عقيلة الرئيس الفرنسي فرانسوا ميتران. وقد تم توجيه الدعوات على اساس حضور اكبر عدد ممكن من الشخصيات من اكبر عدد ممكن من دول العالم وباختلاف توجهاتهم ومشاربهم الايديولوجية والسياسية، فحضر المؤتمر يساريون ويمينيون امريكان وسوفييت وعرب واکراد وارمن واتراك واوروبيون... الخ واتساءل الم يكن من الاجدى ان يوجه الاستاذ العلوي اللوم الى الدول والمؤسسات الشيوعية والعربية لعدم كونها السبابة في المبادرة الى عقد مثل هذا المؤتمر في موسكو او بكين او في تونس او القاهرة او الجزائر او طرابلس...؟ ويضيف العلوي في مكان آخر «من المؤكد انه لم يفعلها ليعيون هذا الشعب المذبوح ولاحباب لبلاده المنهوبة فهذه ليست قضيته بحال، انما هي قضية الماركسيين المعادين للامبريالية حتى كسر العظم والمؤمنين بحق تقرير المصير الفعلي لجميع الشعوب». غريب حقا ان يصدر مثل هذا الكلام «الرومانتيكي» عن مثقف عربي من الصف الاول في مثل هذا الزمن بالذات حيث يتقهقر العالم الشيوعي امام تقدم الوحش الرأسمالي، وتهاوى فيه انظمة شيوعية لتستبدل بنقيضاتها.

يبدو ان الاستاذ العلوي لم يكتف بعد بمدى الاربك الذي يشهده عالمنا اليوم ومدى الاختلال الذي اصاب موازين القوى والايديولوجيات والنظريات والافكار، ولا ادري مدى جدية الاستاذ العلوي في دعوة الشعب الكردي للسير فقط وراء الماركسيين الذين سيكسرون، برأيه، عظم الامبريالية و يحققون حلمه في تقرير مصيره...! انالاتوجه بكلماتي هذه من باب الشماتة لكن هل يعقل تجاهل الواقع بهذا الشكل...

اخيرا وليس اخرا اقول ان مؤتمر باريس بنواقصه وعيوبه كان اهم حدث دولي حول القضية الكردية منذ مؤتمر سيفر عام ١٩٢٠ وان خطورة اهميته تجلت في الاستنفار السياسي والاعلامي للدول التي تقمع الشعب الكردي ضد هذا الحدث وهذا طبيعي لكن غير الطبيعي والمؤلم هو ان يتخذ صديقا لهذا الشعب ذات الموقف وان كان عن حسن نية او دون قصد.



—ساخاروف

يتعلق بالسيناتور ادوارد كيندي وساخاروف فكان شأنهما شأن الاستاذ العلوي نفسه حيث كانا في عداد المدعوين لحضور المؤتمر واعتذر كلاهما عن الحضور حيث اكتفى الاول بتوجيه رسالة تضامنية مقتضبة جدا واوفد الثاني زوجته نيابة عنه لتلاوة كلمته والتي دعا فيها الى مناقشة المسألة الكردية في جلسات خاصة للجمعية العمومية للامم المتحدة.

ومن جهة اخرى اذا كانت هنالك اصوات معادية للعرب داخل المؤتمر (كما ادعت ذلك فقط بعض المجلات والصحف المعروفة بارتباطاتها مثل مجلة الوطن العربي والمحرر... الخ والتي تعتبر اي تهجم على الجهة التي تمولها هو تهجم على كل العرب) فقد اكد ممثلو الشعب الكردي على الاخوة العربية الكردية وعلى الموقف من قضية الشعب الفلسطيني العادلة كما ورد في كلمة الجبهة الكردستانية العراقية التي القاها الدكتور محمود عثمان وكذلك في مداخلة السيد جلال الطالباني الامين العام للاتحاد الوطني الكردستاني.

ويوجه الاستاذ العلوي بعد ذلك كلمات بل واتهامات قاسية ضد المؤتمر حيث يقول «وصار من الواضح ان المؤتمر قد ادير بأسماء امبريالية تقع في قمة القيادة. ويأتي اشتراك ساخاروف في هذه الفعالية (اذكر القارئ مرة اخرى بان ساخاروف كان مدعوا فقط واعتذر عن الحضور

موقف ساخاروف حول الدفاع عن المسألة الكردية وهي: الاستنكار او الترحيب او الصمت. لا اعتقد ان الاستاذ العلوي يطالب الاكراد باتخاذ الموقف الاول. ولم يتخذوا هم الموقف الثاني بل اختاروا الثالث اي جانب الصمت المزوج بمرارة النمى بأن يكون موقف ساخاروف هو للحكومة السوفييتية، لا لمنشق عليها. وعلى أية حال لولم يكن الرجل منشقا لكان موقفه بالتأكيد مطابقا لموقف حكومته من هذه المسألة وفي احسن الاحوال الصمت.

وبسبب توجيه الدعوة لساخاروف لحضور مؤتمر باريس، فقد اقحم العلوي موضوع المؤتمر في مقالته حول موت ساخاروف دون ان يكون لذلك ضرورة معقولة، فكان نتيجة ذلك وقوعه في بعض الاخطاء والملابسات ناهيك عن ابتعاده عن موضوعه الاساسي.

ان مؤتمر باريس لم يعقد بناء على دعوة من منظمة العفو الدولية كما يذكر العلوي حيث لم تكن لهذه المنظمة أية علاقة بالمؤتمر لا من بعيد ولا من قريب. بل عقد بناء على مبادرة من منظمة فرنسا - حريات والمعهد الكردي في باريس وكلاهما مؤسستان غير حكوميتين، الاولى معنية بحقوق الانسان والثانية بالثقافة الكردية.

يقول الاستاذ العلوي في مقالته «وبذلك لم يحضر أي عربي الى المؤتمر. وتولاه على سبيل المثال زوجة ميتران وادوارد كيندي وساخاروف». ان هذا الكلام ليس صحيحا ومنافي للحقيقة...! والصحيح هو ان دعوات عديدة وجهت الى شخصيات عربية معروفة استجاب لها العديد ومنهم من القى فيها الكلمات والمداخلات نذكر منهم الاستاذ سليم الفخري وهو شخصية عراقية وطنية معروفة والدكتور محمود أمين العالم والقائد الجزائري الاسبق حسن آية احمد والكاتب الفلسطيني حبيب بولص ولفيف من المحامين المصريين والعرب، ولم تستجب شخصيات عربية اخرى مثل الشاعر محمود درويش (ربما لاسباب تتعلق بمركزه في اللجنة التنفيذية لمنظمة التحرير)، وتعذر على آخرين الحضور منهم الاستاذ العلوي نفسه والاستاذ ادب الجادر والرئيس الجزائري الاسبق احمد بن بيلا والاستاذ وليد جنبلاط والاستاذ فاروق ابو عيسى والاستاذ محمد فائق. وللتصحيح أيضا لم يتول ادارة المؤتمر زوجة ميتران والسناتور كيندي وساخاروف، بل ان السيدة دانييل ميتران رعت المؤتمر بصفتها رئيسة منظمة فرنسا - حريات وقامت بادارة جلسة واحدة فقط من جلسات المؤتمر العديدة. اما فيما

بين هادي العلوي واندريه ساخاروف:

والموقف من مأساة كردستان

اسوس قادر

الدفاع عن الموضوع الكردي. فقد نشرت وبرزت كل الصحف والمجلات والنشرات الصادرة عن الاحزاب والمنظمات والمؤسسات الكردية مقالة العلوي لدرجة باتت اشهر ماكتب عن مأساة كردستان عام 1988 وصار يعرفها كل كردي ان لم نقل حفظها عن ظهر قلب، لكنني اكاد لا اذكر صحيفة او مجلة او مؤسسة او حزبا كرديا اعطى كل هذا الاهتمام وابدى كل هذا الحماس لساخاروف بالرغم من ان صوت هذا الرجل مسموع دوليا اكثر بكثير من صوت الاستاذ العلوي، ولاشك في ان ذلك الفارق في الاهتمام هولسبين الاول هو ان صوت العلوي هو لعربي عراقي وقد فضل الاكراد دائما الصوت العربي على غيره انسجاماً مع طبيعة العلاقة التاريخية بين الشعبين، والسبب الثاني هو موقف ساخاروف من قضية فلسطين والصراع العربي الصهيوني حيث يعتبر الاكراد هذه القضية مشروعاً بنفس القدر الذي يؤمنون بشرعية قضيتهم ويتجلى ذلك في برامج ووثائق كل الاحزاب السياسية والقومية الكردية على الاطلاق، وكذلك من خلال غنايات الشعراء الاكراد. وعلى أية حال ليس امام الكردي سوى اتخاذ واحد من ثلاثة مواقف لا رابع لها ازاء

فقد كان لصرخته المدوية «براءة الى اطفال كردستان» صدى لايمكن ان يزول عن ذاكرة الشعب الكردي حيث اكدت حضور الضمير العربي الحي ازاء مأساة الشعب الشقيق الذي كان يجتاز احلك وأصعب مرحلة في تاريخه. ولاندريه ساخاروف المنشق السوفييتي المعزوف أيضاً مواقف معروفة من قضية الشعب الكردي. فقد اطلق في غير مناسبة صيحات الاستنكار بوجه حرب الابدان الشوفينية ضد الشعب الكردي كانت اهمها عام 1974، وكذلك صرخته الاخرى ضد حرب الابدان الكيمايائية عام 1988 في كردستان العراق لينتضم بذلك الى كل الاصوات التي دوت في العالم (ومنهم الاستاذ العلوي) ليستنكر الجريمة ويطالب بايقافها والاتفات الى حقوق هذا الشعب المضطهد.

أما فيما يتعلق بمواقف ساخاروف من قضايا الشعوب الاخرى لاسيما قضية الشعب الفلسطيني فأنني اتفق مع رأي الاستاذ العلوي كما يتفق معه على ذلك ابناء الشعب الكردي، وان دليل ذلك يمكن استنتاجه بسهولة من خلال مقارنة سريعة بين موقف الاكراد مماكتبه العلوي «براءة الى اطفال كردستان» وبين موقفهم من تصريحات ساخاروف حول

في عددها الصادر في 1/28/1990 نشرت مجلة الهدف موضوعاً كتبه الاستاذ هادي العلوي حول موت عالم الفيزياء السوفييتي المنشق اندريه ساخاروف. والموضوع يتناول مواقف ساخاروف السياسية من القضايا الدولية والاقليمية والسوفييتية. وقد اعطى الاستاذ العلوي حيزاً كبيراً من موضوعه لموقف ساخاروف من الشعب الكردي وكذلك للمؤتمر الدولي الذي عقد حول الهوية الكردية في باريس في 14-15/10/1989.

ان اقحام الموضوع الكردي في مناسبة كهذه وكيفية الطرح والمعالجة ومن قبل شخصي بمقام العلوي بالذات، اضافة الى عدم صحة بعض المعلومات الواردة في موضوعه اثار لدي رغبة في تسجيل بعض الملاحظات والتصحيحات الضرورية بغرض التصويب والاستدراك ليس الا، ولايسعني الا ان استميت استاذي العلوي كل العذر.

لاشك في ان للاستاذ هادي العلوي مكانة متميزة في قلب الشعب الكردي الذي يعتبره رمزاً وعلامة مضيئة للاخوة العربية الكردية.